

**PIERRE BROUÉ**  
**RAYMOND VACHERON**

**MEURTRES  
AU  
MAQUIS**

**GRASSET**

**MEURTRES  
AU MAQUIS**

## DE PIERRE BROUÉ

LA RÉVOLUTION ET LA GUERRE D'ESPAGNE, avec E. Témime  
(Minuit).

LE PARTI BOLCHEVIQUE (Minuit).

LES PROCÈS DE MOSCOU (Julliard).

RÉVOLUTION EN ALLEMAGNE (Minuit).

LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE (Flammarion).

L'ASSASSINAT DE TROTSKY (Complexe).

TROTSKY (Fayard).

STALINE ET LA RÉVOLUTION. LE CAS ESPAGNOL (Fayard).

RAKOVSKY, LA RÉVOLUTION DANS TOUS LES PAYS (Fayard).

*à paraître :*

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (Fayard).

PIERRE BROUÉ  
RAYMOND VACHERON

MEURTRES  
AU MAQUIS

*En collaboration avec*  
ALAIN DUGRAND

BERNARD GRASSET  
PARIS

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation  
réservés pour tous pays.

© *Éditions Grasset & Fasquelle, 1997.*

Un bel été, dans la montagne de Haute-Loire, face au massif rocheux du Testavoyre. Elle est rude, la côte qui grimpe dans les sapins, sur les hauts de Queyrières ; rude la sente qui court sous les tapis d'aiguilles dans la fraîcheur perpétuelle des arbres vénérables alors que le soleil est pourtant au zénith. Des sources perdues emportent les pierres et les traces des hommes qui vécurent ici, mais on débouche enfin sur la clairière pentue, cultivée autrefois. On devine le dessin des champs abandonnés, des enclos où paissait le bétail d'altitude. De nos jours, la forêt est repartie à l'assaut des terres vacantes privées de paysans.

A main gauche, il y a une ferme écroulée, mangée par les genêts, envahie par les ronciers. Sous les entassements des murs en ruine reposent Pietro Tresso et l'un de ses camarades. En contrebas, deux bras réunis ne parviendraient pas à faire le tour de chacun des fûts de résineux qui devaient déjà être de beaux arbres quand claquèrent les salves meurtrières. Deux autres corps reposent dans la ravine, sous les mousses, un peu plus bas encore.

Après la guerre, les aînés des quelques familles paysannes qui peuplaient encore le haut pays interdisaient aux enfants d'aller jouer dans ces ruines, car là « dormaient » les enterrés. André Parrat se souvient de « la tombe des faux maquisards », dans le bois, à un lancer de pierre de la

## *Meurtres au maquis*

ferme Couquet. Sous les sapins, les adolescents apprenant à chasser s'essayaient au tir : « Après guerre, la terre fraîchement remuée formait un monticule et nous tirions les écureuils qui filaient sur le terrain bombé. » Marie-Rose Arzac se souvient de l'interdit paternel : « J'allais conduire les vaches dans un pacage au-dehors du village et je passais par le chemin près de Couquet. Mon père m'interdisait de descendre plus bas parce qu'il y avait des gens enterrés. »

Cet été-là, les épilobes, que l'on appelle encore les lauriers de Saint-Antoine, couvraient la lisière des sous-bois, et leurs épis bleus et roses hochaient sous le vent ascendant des basses vallées chaudes. Des champs de fleurs sauvages pour les restes de quatre hommes qui s'appelaient Pietro Tresso, dit *Blasco* ; Jean Reboul ; Abraham Sadek, dit *André Lefèvre* ; Maurice Sieglmann alias Pierre Salini, dit encore *Maurice Ségal*.

## *Piège à Marseille*

« Je suis en train de relire *Les Faux-Monnayeurs* de Gide. Je trouve le livre, si possible, encore mieux qu'à la première lecture. Non que je partage en tout ou en partie ses idées; il ne s'agit pas de cela, quoique quelques-unes de ces observations soient bien pertinentes. Mais il a le grand mérite de nous faire toucher en quelque sorte l'homme dans les coulisses de soi-même. Et cela, avec des moyens apparemment très simples, parfois avec une simple phrase, un seul mot. (...) Quelques observations cueillies au passage: "A mesure qu'une âme s'enfonce dans la dévotion, elle perd le sens, le goût, le besoin, l'amour de la réalité." Et cette autre: "Je reste ahuri devant l'épaisseur du mensonge où peut se complaire un dévot." Applique cela, par exemple, aux innombrables "dévots" de la politique, et tu seras édifiée. »

Ce 22 avril 1943, alors qu'il écrit à sa compagne Barbara, le soleil illumine la cellule du détenu italien Pietro Tresso, 50 ans, l'un des plus âgés des prisonniers de la maison d'arrêt du Puy-en-Velay. Depuis juin 1942, date où il est arrêté à Marseille par la police du gouvernement de Vichy, il a fait une longue route, menottes aux poings, de camps de rétention en camps de concentration vichystes. Mais comment et pourquoi ce militant politique exilé en France, fondateur du Parti communiste italien avec Amadeo Bor-



diga et Antonio Gramsci, se retrouve-t-il en prison au Puy, petite capitale de la Haute-Loire <sup>1</sup> ?

En 1942, Marseille, la grande ville mêlée, toujours ouverte aux voyageurs, aux mendiants de paix et de liberté depuis sa fondation voilà vingt-six siècles, est devenue le refuge, le port de l'espoir pour des dizaines de milliers de réfugiés de l'Europe entière. Marseille, porte du monde, ne dément ni sa nature ni son destin de cité civilisée : elle est ouverte à la mer, aux sillages des chemins de la liberté. Depuis que le Reich brûle les étapes, enfonce les frontières et asservit les nations d'Europe, les exilés se sont d'abord repliés à Paris. Ils affluent désormais vers le port sans frontière. Ainsi, David Rousset écrira :

« A contre-courant, dans les souterrains ramifiés de l'Europe, des milliers d'hommes âgés, jeunes, de femmes, d'enfants, babel de conditions, babel de langues, dans le danger de filières hasardées, sous la hantise des barrages sur les routes, des interminables stations dans les gares, des contrôles de la ligne de démarcation, en butte à la hargne de Vichy, dans la permanente crainte des dénonciations, sous la haine obtuse des milices, proies pressées par une administration imprévisible et veule, se ruent vers Marseille. Parce que Marseille est la mer ouverte. (...) Marseille est l'œil ouvert sur le saisissant effondrement d'un continent perdu <sup>2</sup>. »

Barbara d'abord, Pietro Tresso ensuite ont donc quitté Paris pour Marseille par les routes du Sud.

---

1. La plus récente biographie de Pietro Tresso, dressée par Paolo Casciola et Giorgio Sermasi, *Vita de Blasco. Pietro Tresso, dirigente del Movimento operaio internazionale*, fut publiée par Vicenza en 1985.

2. Cité p. 8 dans *La Filière marseillaise*, de Daniel Bénédite, éd. Clancier-Guénaud.

*Genèse d'une vie*

Né le 3 janvier 1893, quatrième enfant d'un métayer de Vénétie rendu par la pauvreté à l'état de manœuvre dans une manufacture de Magré de Schio, le petit Pietro a dû quitter l'école à 9 ans pour apprendre le métier de tailleur. Il a connu la détresse de la paysannerie déclassée, l'effroyable misère du prolétariat italien. Tout logiquement, il découvrit l'action politique des Jeunesses socialistes, combattues par la violence des *mafiosi*, nervis d'un patronat moyenâgeux. Doué pour le dessin, et quoique sans aucun diplôme, Pietro Tresso fut envoyé à l'école des officiers d'où il sortit lieutenant. Son action militante ne sera pas ignorée longtemps de l'autorité militaire... Inculpé dans le procès de Prasomaso, instruit par le tribunal militaire contre un groupe d'opposants à la guerre au tout début de 1914, il est acquitté mais, désormais suspect de fréquentations subversives, il est incorporé dans un bataillon disciplinaire. Au front, il combat trente-trois mois consécutifs dans les tranchées d'Asiago, où il contractera une grave tuberculose. Renvoyé dans ses foyers comme invalide de guerre, il retrouve la politique et milite à la gauche du Parti socialiste italien qui fonde le Parti communiste italien lors du congrès de Livourne. S'il en fut l'un des fondateurs avec ses compagnons Amadeo Bordiga et Antonio Gramsci, Tresso demeura un esprit critique, rompant bientôt avec le premier en épousant les orientations politiques du second.

L'ère des révolutions européennes allait naître de la Grande Guerre. Mais en Italie, Benito Mussolini « marche » sur Rome tout en bénéficiant du lâche soutien d'importantes fractions de la bourgeoisie industrielle, du parti des notables provinciaux et des cercles où se réunissent les officiers antiparlementaires. Mussolini

obtient du roi Victor-Emmanuel III sa nomination à la tête d'un gouvernement. La machine fasciste ne s'arrêtera plus à partir du 29 octobre 1922.

Organisateur des syndicats contre le fascisme mussolinien, Pietro Tresso devient le responsable du « Centre intérieur » clandestin du Parti communiste italien qu'il représente à Moscou, notamment comme délégué au IV<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, la fameuse Comintern<sup>1</sup>. Ses qualités reconnues de syndicaliste formé sur le terrain, en Sicile, feront si bien qu'il intégrera les Commissions de l'Internationale syndicale rouge. Clandestin, durant toutes ces années italiennes, il sera l'une des cibles du mouvement fasciste, échappant à de nombreuses agressions avant d'être tout de même très sérieusement blessé.

Il est âgé de 31 ans quand il fait la connaissance à Berlin d'une militante de l'Internationale des Jeunes Communistes (KIM), la Hongroise Debora Seidenfeld, dite *Barbara*, 26 ans, étudiante en médecine devenue révolutionnaire professionnelle. Ils rêvent de ne plus se quitter.

Pour expliquer l'ascension rapide de Pietro Tresso au sommet du Parti communiste italien, l'écrivain Ignazio Silone évoque l'appui que lui a donné Antonio Gramsci en vertu d'exceptionnelles qualités :

« A beaucoup d'égards, Pietro Tresso était en effet un communiste exemplaire. Cas peu fréquent dans le mouvement ouvrier italien, il était un dirigeant d'origine prolétarienne qui conservait intactes les qualités de fraîcheur et d'activité de sa classe sociale. Bien qu'autodidacte, sa vive intelligence s'appliquait à l'étude des matières les plus différentes, même celles qui étaient étrangères aux nécessités du travail pratique que lui confiait le parti. Dans la conversation, avec des amis, il aimait manifester son goût pour le savoir désintéressé. Il était courageux de nature, et dans

---

1. Cette orthographe nous semble conforme à la tradition et à la logique.

## *Piège à Marseille*

les circonstances les plus dramatiques du travail clandestin ne perdait jamais de sa bonne humeur<sup>1</sup>. »

Il est pourtant exclu du PCI en février 1930. Avec deux autres compagnons, Alfonso Leonetti et Paolo Ravazzoli, il s'est en effet opposé à une ligne politique dictée par la Comintern qui va culminer avec le slogan de « la main tendue aux frères en chemises noires », les *squadristi* fascistes. Ainsi exclus en dénonciation de cette attitude, les trois militants rejoignent alors l'Opposition de gauche internationale fondée par Léon Trotsky.

### *Aux côtés de Trotsky*

S'ouvre alors la plus sombre période de l'alignement stalinien du PCI dirigé par Palmiro Togliatti, et ce en pleine période fasciste. En France, on connaît mal cet épisode qui culmine, par exemple, avec l'appel d'août 1936 lancé par le dirigeant communiste alors réfugié à Moscou :

« Travailleur fasciste, nous te donnons la main parce qu'avec toi, nous voulons construire l'Italie du travail et de la paix. Nous te donnons la main parce que nous sommes, comme toi, fils du peuple, nous sommes tes frères, nous avons les mêmes intérêts et les mêmes ennemis. C'est l'heure de prendre la matraque contre les capitalistes qui nous ont divisés, afin qu'ils nous restituent ce qu'ils nous ont enlevé ! Nous te donnons la main parce que, ensemble, nous voulons faire forte, libre et heureuse notre belle Italie<sup>2</sup>. »

---

1. Introduction de *Blasco. Pietro Tresso, une vie de militant*, d'Alfredo Azzaroni (Paris 1965), p. 19.

2. Appel de Palmiro Togliatti approuvé par le Comité central du PCI sous l'expression : *Dopolavoro* (Assistance Nationale des Loisirs), *ibid.*, pp. 74-75.

Alors qu'Antonio Gramsci et les plus radicaux des anti-fascistes croupissaient dans les prisons mussoliniennes, Togliatti tendait la main aux miliciens fascistes, en dénonçant parallèlement les opposants à la ligne stalinienne et en appelant de ses vœux une fructueuse collaboration des communistes et des troupes de choc du Duce. De Paris, cinglant, Pietro Tresso répliquait, en août 1938, dans la *Quatrième Internationale* :

« Le stalinisme se présente lui-même dans le monde comme la seule force luttant de façon résolue et raisonnée contre le fascisme. Quiconque n'est pas disposé à lui reconnaître ce titre, à se soumettre à ses déclarations, quiconque a l'audace de lui arracher son masque et de le montrer aux masses tel qu'il est, avec sa dépravation et son hypocrisie révoltante, tombe inexorablement sous les coups de sa haine sans bornes et de ses calomnies effrontées. La menace pèse alors sur lui d'être mitraillé à un coin de rue, ou kidnappé, ou porté disparu, et cela par le fait d'une des nombreuses bandes du GPU. Malgré cela, les faits restent les mêmes et l'on s'aperçoit de plus en plus que le stalinisme avec son " idéologie ", sa politique, son gangstérisme sur tous les plans et dans tous les domaines, avec ses mœurs, ses provocations et ses assassins, bien loin de constituer une barrière au fascisme, en facilite l'emprise sur les masses et devient un auxiliaire de ses victoires <sup>1</sup>. »

Trotsky l'exilé développe l'idée que Staline est surtout préoccupé des intérêts étroits de la caste dirigeante qui monopolise le pouvoir et les privilèges en URSS. Il dénonce la « bureaucratie stalinienne » qui sacrifie la révolution mondiale aux intérêts de la « nomenklatura ». Convaincu que la politique de Staline a permis la prise de pouvoir par Hitler en Allemagne, Trotsky s'est orienté en 1933 vers la création de nouveaux partis et d'une nouvelle

---

1. « Stalinisme et Fascisme », essai de Pietro Tresso publié dans la *Quatrième Internationale*, août 1938, et Azzaroni, *op. cit.*, pp. 133-145. Ici p. 133.

Internationale, la IV<sup>e</sup>, pour construire une nouvelle direction révolutionnaire.

C'est dans cette phase de sa vie politique que Pietro Tresso use alors des pseudonymes de *Blasco* et de *Julien*. Il rencontre Trotsky, entreprend une correspondance avec lui et participe au congrès de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale en septembre 1938. Tresso, qui côtoie les exilés de la gauche italienne à Paris, ne croit guère à l'organisation d'une lutte de l'immigration. Il choisit alors de militer dans la section française du mouvement pour la IV<sup>e</sup> Internationale qui, à partir de 1936, prend le nom de Parti ouvrier internationaliste, POI.

Celui qui désormais signe *Blasco* mène une vigoureuse contestation politique contre la direction communiste italienne qui avalera comme tant d'autres la couleuvre du pacte Hitler-Staline, noué dans la nuit du 24 au 25 août 1939. La reproduction, dans les journaux de l'époque, du toast de Staline, « Je sais combien la nation allemande aime son Führer », provoque la consternation dans l'ensemble des organisations de travailleurs... *Blasco*, lui, écrit :

« Les " trotskystes " qui se trouvent dans les prisons et dans les îles de Mussolini, en Italie, sont de plus en plus victimes d'agressions, de jour et de nuit, de la part de la " mafia " stalinienne qui s'est constituée dans ces endroits. Ceux qui sont en liberté sont ouvertement désignés par la presse stalinienne à l'OVRA fasciste, à laquelle sont communiqués les noms et les lieux de rendez-vous. Le " trotskyste " Damen (un partisan de Bordiga), vétéran des prisons italiennes pour son activité antifasciste, a été, il y a quelques mois, arrêté de nouveau à Milan à la suite de dénonciations circonstanciées de mouchards staliniens. Dans l'émigration, chaque fois que l'occasion s'en présente, les " trotskystes " sont dénoncés par leurs noms, prénoms et pseudonymes dans le but de les faire expulser par la police. Récemment, à la suite d'un incident de nature politique, survenu dans la section italienne de la Ligue des Droits de l'Homme à Paris, la presse stalinienne

s'est distinguée dans cette sale opération de mouchardage. Des listes entières de noms et prénoms de militants revenant des tranchées espagnoles sont publiées par la presse stalinienne. Ces militants, en général, n'ont pas de papiers, et la police leur donne la chasse pour qu'ils quittent la France. Or, la publication de leurs noms et prénoms les oblige à " rester tranquilles " et à ne pas dénoncer les saletés accomplies par les bureaucrates staliniens en Espagne contre les révolutionnaires. En outre, certains " trotskystes " reçoivent des lettres de menace anonymes ornées d'une tête de mort. La même méthode que les " frères en chemise noire " avaient employée en Italie pour terroriser les militants prolétariens et surtout leurs familles. D'autres sont " charitablement " avertis qu'ils ne doivent pas rentrer tard le soir s'ils veulent éviter des surprises. D'autres encore se voient épier par de louches individus. Tout ceci prouve que l'Ovra stalinienne existe aussi sur le sol italien, qu'elle travaille et se prépare à assener des coups redoublés <sup>1</sup>. »

### ***La haine contre Blasco***

On mesure aux arguments la nature de la haine que le stalinisme allait nourrir à l'encontre de *Blasco*, l'adversaire déterminé.

Dans son existence de tous les jours à Paris, Tresso se méfie autant des staliniens que des fascistes. Depuis 1936, il vit dans la crainte tout à fait fondée d'un attentat ou d'un enlèvement. Pour comprendre mieux ce que Tresso représente pour les staliniens qui impriment désormais leur marque au Parti communiste italien, il faut lire ce que Blasco écrit en 1937, à la mort d'Antonio Gramsci, puisque le leader italien s'est éteint après de longues années de détention.

---

1. Pietro Tresso, « Stalinisme et Fascisme », *loc. cit.*, pp. 144-145.

## Piège à Marseille

« Après onze ans de prison, Antonio Gramsci est mort dans une clinique de Rome où la bestiale répression fasciste s'était vue obligée de le transférer afin d'éviter que l'homme le plus aimé du prolétariat révolutionnaire d'Italie ne finisse de mourir au fond de sa cellule. (...) Gramsci est mort d'un coup au cœur. On ne saura peut-être jamais ce qui a le plus contribué à le tuer : les onze années de souffrance dans les prisons mussoliniennes, ou les coups de pistolet que Staline a fait tirer dans la nuque de Zinoviev, de Kamenev, de Smirnov, de Piatakov et de leurs camarades dans les caves du GPU<sup>1</sup>. »

Pour un cadre moyen du parti stalinien, ces phrases relèvent du crime impardonnable, et si Tresso était allé combattre en Espagne pendant la guerre civile, nul doute qu'il aurait été, comme tant d'autres, assassiné par les tueurs de Feldbine, le *pistolero* de Staline. Celui-là, haut fonctionnaire du NKVD sous le pseudonyme d'Alexandre Orlov, était à la tête, en Espagne, des commandos de tueurs chargés de liquider trotskystes, anarchistes et socialistes de gauche.

A Paris, Tresso opère ce que les trotskystes appellent le « tournant français » en adhérant au Parti socialiste italien, où il milite quelque temps. Il conservera l'estime générale des socialistes et quelques solides amitiés. Remarquablement indépendant d'esprit, il exerce son goût de la polémique en contestant Trotsky à propos de la signification des « Journées de mai » 1937 en Catalogne. Le différend qui les oppose a trait au soulèvement ébauché par les ouvriers barcelonais sympathisants des anarchistes contre la police stalinisée. Tresso évalue les événements avec moins d'optimisme que Léon Trotsky, désormais exilé à Mexico.

---

1. « Gramsci : un grand militant est mort », in *La Lutte ouvrière* n° 44, 14 mai 1937. Azzaroni, *op. cit.*, pp. 161-165, ici pp. 161 et 165. Zinoviev, Kamenev, Smirnov avaient été fusillés à la suite du premier procès de Moscou d'août 1936. Quant à Piatakov, il devait connaître le même sort à la suite du verdict de janvier 1937.



A la fin des années trente, le séjour parisien de Tresso est particulièrement enrichissant. Il se lie d'amitié avec Pierre Naville, militant trotskyste et intellectuel de haute volée ; grâce à lui, il se familiarise et se passionne pour les actions et les textes du mouvement surréaliste. Il s'intéresse également à la psychanalyse. Enfin, il est de ceux qui restent solides quand, en 1939, l'Europe s'effondre lentement.

### *Débâcle*

Le 12 juin 1940, Tresso laisse Barbara partir pour les montagnes de l'Auvergne. A pied, elle se mêle aux interminables files des réfugiés de l'exode. Il vit douloureusement une séparation presque insupportable tant il est angoissé par le sort de sa compagne. Il lui écrit :

« 21 juin, 10 heures : ... L'illusion que tu pourrais rejoindre l'Auvergne et passer là-bas, dans la montagne, quelques semaines de tranquillité m'a fait perdre la tête... L'incertitude de mon sort m'a décidé à t'éloigner de moi... Quoique, en ces jours, mon calme intérieur eût été absolu, l'idée de mon arrestation possible pendant que tu étais ici, m'était très pénible... Quelle sottise j'ai commise !

« 21 juin, 20 heures : ... Il vaut mieux, mille fois mieux, affronter toutes les difficultés de la vie que d'être supprimé par une balle dont on ne sait même pas d'où elle vient. La bestialité, la lâcheté, la mesquinerie, la pingrerie sont vraiment sans limites. Ces jours-ci, j'en ai moi-même la nausée. Bientôt ce sera pis encore. Mais justement pour cela, au lieu de s'avouer vaincu, il faut se redresser et faire front. Si je le pouvais, je me ferais juif ; et devant la meute famélique des limiers et des prostituées qui déjà se préparent à lyncher les fils d'Isaac et de Jacob, je serais fier de pouvoir crier : Merde, et puis merde, et puis merde encore au méprisable troupeau de misérables. Je t'assure qu'en écrivant ceci, je ne pense pas aux Allemands, hitlériens ou non ; je pense, au contraire, à ces soi-disant Français qui,

## *Piège à Marseille*

au lieu d'avoir au moins la pudeur de se taire dans l'immense catastrophe qui s'est abattue sur leur pays, prennent le langage et se servent des insultes des vainqueurs pour en accabler leurs propres compatriotes. Quelle boue, quelle ordure ! Mais le peuple de France lavera ces souillures au besoin par le fer et par le feu. »

La Gestapo est sur ses traces à la suite d'une dénonciation. Elle opère une descente à son domicile clandestin de la rue de Crimée après le fameux attentat FTP contre le *Feldkommandant* de Nantes. Tresso se résigne et part se réfugier à son tour à Marseille, en zone sud. Il pourrait gagner le Mexique, mais, s'il dispose bien d'un visa, il ne possède plus aucun papier d'identité à son nom. Alors, il poursuit son activité militante dans la clandestinité. Le piège bureaucratique se refermait sur lui comme sur des milliers d'autres dans ce Marseille qu'André Breton, réfugié lui aussi, avait appelé *Esper-Visa*. C'est là encore qu'Anna Seghers réunit les éléments de son roman *Transit*, qu'elle écrira à Mexico.

Le 1<sup>er</sup> juin 1942, Pietro Tresso est arrêté à Marseille par les nervis d'une brigade spéciale de Vichy que dirige le commissaire Pierre Sirinelli. Il est battu et torturé. Mais les conditions dans lesquelles Tresso et de nombreux trotskystes sont arrêtés relèvent encore de l'étrange...

Dans un ouvrage de Mémoires, Gaston Monnerville, futur président du Sénat, évoque sa résistance en zone sud. Avocat à la cour de Paris mais immobilisé à Marseille en raison de l'interdiction formelle de franchir à nouveau la ligne de démarcation, il sollicite son inscription au barreau de l'ordre des avocats. Il écrit ainsi, à propos de l'année 1942 :

« Je reçois, un jour, la visite inattendue d'une jeune femme de 20 ans aux beaux yeux étranges qui vient me demander, en accord avec Defferre, de plaider devant le Conseil de guerre de Marseille – dont la réputation était redoutable – pour quatre de ses camarades. Son allure,

## *Meurtres au maquis*

souriante et gracieuse mais visiblement résolue, me frappa. Ses camarades ? Des trotskystes à peine majeurs, mais des résistants décidés et actifs ; ils sont tous sous les verrous au fort Saint-Nicolas. J'accepte. Je lui demande son origine, son nom, ses occupations ; j'apprends qu'elle est d'origine circassienne, qu'elle s'appelle Dina Vierny et qu'elle est modèle du grand sculpteur Maillol<sup>1</sup>. »

Malgré les efforts conjoints de Gaston Monnerville, du futur maire de Marseille, député et ministre Gaston Defferre et de Germaine Poinso-Chapuis, futur ministre du parti démocrate-chrétien, le MRP, sept des trotskystes, dont Pietro Tresso, sont condamnés à des peines de travaux forcés. Tresso est malgré tout rasséréiné car Barbara est acquittée faute de preuves. Après une longue errance dans divers centres de détention administrative, Tresso se retrouve enfin incarcéré dans la vieille prison du Puy-en-Velay.

En détention avec les militants trotskystes condamnés en sa compagnie.

Parmi eux, Albert Demazière, dirigeant du Parti ouvrier internationaliste. Licencié en lettres et en droit, celui-ci a rejoint l'organisation en 1936.

Instituteur dans la Creuse en 1938, il avait été muté d'office après sa participation active à la grève du 30 novembre 1938 et affecté à La Voulte, puis au bourg du Pouzin, en Ardèche. En 1940, Albert Demazière a publié des articles de Trotsky et fut le maître d'œuvre du journal clandestin ronéoté du POI, *L'Étincelle*. C'est lui qui a renoué le contact interrompu avec le secrétaire de la IV<sup>e</sup> Internationale Jean van Heijenoort, qui a pu gagner New York.

En 1943, Demazière est âgé de 29 ans. Et c'est par un extraordinaire hasard qu'il est arrêté avec quelques camarades : une savonnette dérobée dans un colis expédié des

---

1. Gaston Monnerville, *Témoignage* (Plon, 1975), pp. 279-280.

Etats-Unis recelait un message secret que le voleur a remis à la police.

### ***Complots, « services », réseaux***

Un document découvert dans les archives de l'Etat français à Vichy, daté du 24 juin 1942, laisse apparaître que la police nationale a décidé de « monter » une série d'arrestations en un vaste complot titré « Menées trotskystes » :

« A la suite de la découverte à Casablanca, dans le courant du mois de décembre 1941 d'une savonnette contenant un document qui renfermait les directives adressées aux militants de la IV<sup>e</sup> Internationale en France par le nommé van Heijenoort, ancien secrétaire de Trotsky installé à New York, le service central de la police judiciaire avait réussi à établir que le correspondant de van Heijenoort se trouvait être un nommé Demazière Albert, chef de section au service du ravitaillement de Marseille, qui se servait également du nom de sa femme, née Ailhaud Marguerite, pour recevoir et expédier son courrier.

« L'enquête effectuée tant à Marseille qu'à Lyon a permis de mettre la main sur les militants qui tentaient, en liaison avec le Comité mondial trotskyste de New York, de reconstituer les groupements de la IV<sup>e</sup> Internationale sur notre territoire. Tous ces militants appartiennent au Parti ouvrier internationaliste, ou POI.

« Karel Sternberg, l'un des animateurs du CAS (Centre américain de secours), 18 bd Garibaldi à Marseille, est connu comme étant celui qui avait organisé les liaisons entre les trotskystes français et les comités directeurs installés en Amérique. C'est également par le canal de cette organisation que le nommé Tresso Pietro, italien, recevait les sommes en provenance d'Amérique et destinées à alimenter les caisses du parti. Tresso se faisait adresser cet argent sous le nom d'emprunt de Pierotti Julien, déguisement avalisé par la comptabilité même du CAS. Une perquisition effectuée dans les locaux de cet office a permis de retrouver une documentation à caractère nettement révo-

## *Meurtres au maquis*

lutionnaire, contenant entre autres des directives d'actions " contre la dictature Pétain-Darlan ". »

L'enquête sur l'activité des trotskystes mettait donc en cause le Centre américain de secours, le CAS, dépendant de l'Emergency Rescue Committee.

Il s'agit là d'un extraordinaire épisode de la lutte clandestine qui débute dès 1940. A New York, un regroupement d'intellectuels libéraux et d'antifascistes allemands installés aux Etats-Unis depuis la prise de pouvoir d'Hitler en 1933 sont révoltés par l'article 19 de la Convention de reddition, dite « d'armistice », imposée par les nazis au gouvernement français. Ce court paragraphe précisait que les autorités françaises s'engageaient à livrer aux Allemands, à la demande de ceux-ci, tout ressortissant allemand se trouvant en France, aussi bien que dans les possessions françaises, colonies, protectorats et territoires sous mandat.

Outre-Atlantique, des hommes et des femmes, estimant que « les démocrates, d'où qu'ils soient, doivent aider les démocrates sans distinction de nationalité », allaient donc créer un réseau d'émigration des parias européens désignés à la vindicte de Vichy et destinés tôt ou tard à être exécutés par les nazis.

Le 13 août 1940, Varian Fry, journaliste au périodique libéral new-yorkais *Foreign Affairs* s'exprimant dans un français parfait, débarquait alors à la gare Saint-Charles à Marseille avec 3 000 dollars en poche et une simple valise qui contenait du linge pour passer quelques semaines de vacances sur la Riviera... La mission de Fry était aussi simple que vertigineuse : évacuer légalement ou clandestinement tous les artistes, intellectuels et militants susceptibles d'être arrêtés et livrés aux nazis en raison de leurs activités antifascistes ou du fait de leur appartenance à la *race maudite*. Pour ce faire, Varian Fry allait recevoir, via le consulat américain de Marseille, des visas d'entrée aux Etats-Unis adressés en extrême urgence par le State

## *Piège à Marseille*

Department « mobilisé » par l'intermédiaire décisif de la généreuse Eleanor, épouse du président américain Franklin D. Roosevelt.

Dès le 20 octobre 1940, Varian Fry, qui connaît mal les réalités françaises et européennes, le foisonnement des réseaux politiques, pourra s'appuyer sur la collaboration d'un adjoint recruté presque par hasard, Daniel Bénédite. Ce jeune homme, lui aussi replié à Marseille, est un militant de la gauche socialiste parisienne. Sa connaissance des milieux antifascistes est certaine. N'est-il pas l'ami de René Lefeuvre, l'éditeur des revues *Masses* et *Spartacus*, qui rassemblait au siège de ses publications de jeunes camarades dont Colette Audry, Daniel Guérin, René et Hélène Modiano, qui avaient constitué, en 1938, la Gauche révolutionnaire de la SFIO autour de Marceau Pivert ?

Dans d'in vraisemblables difficultés et le plus souvent avec l'aide de leurs avocats, Monnerville, Defferre et Poinso-Chapuis, Varian Fry et Daniel Bénédite allaient tirer de nombreux antifascistes des griffes de la police pour leur faire franchir ensuite la frontière espagnole et les acheminer jusqu'au Portugal. Leur rôle est aussi d'« exfiltrer » les réfugiés à fond de cale des navires de commerce, grâce à la coopération de capitaines et d'armateurs complaisants ou intéressés. Pendant quelques mois, grâce au CAS, des centaines d'êtres auront la vie sauve. Ainsi, les écrivains Lion Feuchtwanger, Arthur Koestler, André Breton, Victor Serge, mais aussi l'anthropologue Claude Lévi-Strauss, le poète surréaliste Benjamin Péret, le prix Nobel de physique Otto Meyerhoff, le peintre André Masson ou le grand hébraïste Oscar Goldberg. Des centaines d'hommes et de femmes, mais aussi d'enfants, jusqu'à ce fameux 30 septembre 1942 où le tribunal militaire, réuni au fort Saint-Nicolas, prononce son verdict dans l'affaire des trotskystes et du CAS, indirectement impliqué.

Daniel Bénédite écrira plus tard :

## *Meurtres au maquis*

« Il y avait dans cette extrême rigueur de quoi fermer la bouche aux staliniens qui abreuyaient d'odieuses calomnies les accusés qualifiés par eux d'hitléro-trotskyistes <sup>1</sup>. »

Ainsi, des mois durant, Marseille avait été cette fallacieuse « porte de la liberté » qui ne s'entrouvrait que pour ceux qui étaient parvenus à obtenir des papiers d'identité en règle délivrés par les autorités vichystes de la zone non occupée, mais il leur fallait encore obtenir les fameux visas signés par les consuls américain, espagnol, portugais ou bien encore mexicain.

Il y avait pourtant à Marseille une autre filière d'évasion liée à une secte libérale américaine, l'Unitarian Service Committee. Le chef de sa délégation, Noel Field, était un ancien fonctionnaire du Département d'Etat à Washington... A Marseille, c'était un secret de polichinelle : Field, agent soviétique, se chargeait, sous couvert de son comité, d'évacuer tout particulièrement les dirigeants staliniens étrangers repliés dans le sud de la France.

En 1941, Varian Fry est expulsé vers Lisbonne, le CAS est alors placé sous l'autorité exclusive de Daniel Bénédite, et ses activités intéressent au plus haut point l'agent stalinien...

Dans ses Mémoires, Daniel Bénédite relate comment Field, qui ne peut ignorer la pression policière de Vichy qui s'exerce contre le CAS, tient bizarrement à obtenir les listes de réfugiés du centre, leurs adresses marseillaises et surtout leurs affiliations politiques <sup>2</sup>. Il est significatif qu'après les lourdes condamnations des trotskystes – dont un a échappé à la sentence de mort par le défaut d'une seule voix du tribunal militaire –, Field passe la frontière suisse et s'installe à Genève <sup>3</sup>.

---

1. *La Filière marseillaise*, op. cit., p. 329.

2. *Ibidem*, p. 320.

3. Dans les années 50, au cours des grands procès de l'Est, Noel Field sera dénoncé comme « agent américain ». Il a été réhabilité depuis.

Convaincus de complot, le condamné Tresso et ses compagnons vont alors errer de camp en camp.

On se souvient que les hommes du commissaire Sirinelli avaient fait leurs choux gras d'un document politique préconisant une « insurrection ». Celui-ci avait été bien opportunément découvert dans le tiroir d'un bureau du Centre américain de secours... C'est cette découverte qui permettra l'arrestation d'une dizaine de militants trotskystes. Les feuillets dactylographiés avaient été « oubliés » par l'un des collaborateurs du Centre qui avait gagné le Maroc et qui réapparaîtra à la Libération comme membre du Parti communiste français. Plus tard, les trotskystes accuseront celui-ci de les avoir délibérément « donnés ».

### *Les trotskystes en prison*

Albert Demazière, accusé d'être l'auteur du document « insurrectionnel », est condamné aux travaux forcés à perpétuité. Un jeune Marseillais jugé avec Tresso et Demazière, Jean Reboul, 24 ans, employé de commerce, est condamné à dix ans de prison. Tous ces hommes ont été jugés en vertu de la loi du 14 août 1941 qui réprime les activités subversives en faveur de la III<sup>e</sup> Internationale... celle de Staline, ce qui ne manque pas de sel.

Un autre militant du Parti ouvrier internationaliste, qui vit à Lyon, est détenu à la prison du Puy après l'avoir été à Nontron. C'est le Polonais Abraham Sadek, dit *André Lefèvre*. Il a été condamné par le tribunal militaire, mais dans une autre affaire où fut arrêté l'étudiant Gérard Bloch du POI, condamné à Lyon. Au Puy se trouve incarcéré aussi Pierre Salini, arrêté en février 1942. Il est membre d'une organisation trotskyste concurrente du POI, le Comité communiste internationaliste (CCI, ex-PCI), fondé par deux compagnons de Trotsky qui se séparèrent



du prestigieux bolchevik après un âpre conflit, Pierre Frank et Raymond Molinier.

Pierre Salini, né en Turquie, se nomme en réalité Maurice Sieglmann. Il a longtemps porté l'identité de *Maurice Ségol*. Du fait qu'il est juif, le pseudonyme de Salini lui évite d'être plus durement traité. Réfugié en Belgique auparavant, il avait créé une antenne de son organisation politique à Bruxelles. Il était rentré en France en 1940 pour rejoindre son amie Gabrielle Brausch, l'ex-épouse de Jean van Heijenoort<sup>1</sup>. Ce dernier, on l'a vu, avait réussi à fuir l'Europe pour les Etats-Unis.

Salini et Gabrielle Brausch ont été arrêtés à Marseille à l'issue de réunions politiques clandestines où les familles trotskystes tentaient de se réunifier. Gabrielle est détenue aux Baumettes, Pierre au fort Saint-Nicolas. Plus tard, il sera transféré au camp de Lodève et incarcéré ensuite à la prison du Puy-en-Velay.

La correspondance des détenus laisse apparaître que les trotskystes ont réussi à rétablir le contact avec des militants libres à l'extérieur de la prison. Ils sont assistés et secourus, reçoivent colis, journaux, livres et même des documents clandestins dissimulés à l'intérieur de noix dont on a retiré les amandes...

En tout cas, ces hommes savent qu'enfermés derrière les murailles de la maison d'arrêt ils sont engagés dans un conflit profond avec leurs codétenus staliniens.

Après son arrestation et le jugement du tribunal militaire de Marseille, Pierre Salini a été détenu au vieux fort Saint-Nicolas. A l'occasion de son transfert sur un bateau réquisitionné par la police, le *Sinaïa*, qui mouille sous la prison dans l'anse du Vieux-Port et sert de lieu de rétention aux lendemains d'une épidémie de typhus qui décime

---

1. Etudiant en mathématiques, Jean van Heijenoort fut le secrétaire de Trotsky durant plus de sept ans. Aux Etats-Unis, van Heijenoort dirige alors le secrétariat de la IV<sup>e</sup> Internationale.

les emprisonnés, Pierre Salini est « découvert » par ses codétenus staliniens. Il est trotskyste... Ayant évoqué les raisons de sa condamnation devant le communiste Jean Burles, Salini va connaître un avant-goût de l'enfer. Quand les deux hommes sont transférés dans l'Hérault, à la prison militaire de Lodève, les staliniens ont réussi à créer un « collectif communiste » qui régent l'administration et la vie quotidienne des détenus. Et le stalinien Burles s'empresse de dénoncer le trotskyste Salini à la communauté prisonnière... La décision des cadres communistes est implacable : Salini est mis en quarantaine.

Plus aucun détenu ne lui adresse la parole. Il est en prison dans la prison. « Ce sont les ordres », lui confiera un codétenu qui applique la consigne sans vraiment l'approuver. La quarantaine est une mesure terrible. Quoi qu'il se passe, quels que soient les événements importants ou anodins de la vie carcérale, le prisonnier Salini n'existe plus. La quarantaine, dont sont victimes les anarchistes et les dissidents des partis communistes emprisonnés par Vichy, se pratique aussi au cœur même des camps de concentration sur les territoires de l'Allemagne nazie et en Pologne asservie. Celui qui en est la victime n'est plus assuré de répondre à la visite d'un parent ou d'un familier au parloir, car ses codétenus l'en empêchent en lui barrant le chemin des corridors de la prison ; en cellule, il ne parvient même plus à faire ses besoins, car la tinette est systématiquement occupée. La quarantaine, c'est encore la quasi-impossibilité de s'alimenter car gamelles et bols sont délibérément renversés. Un ancien détenu, Michel Navarro <sup>1</sup>, confie que plus d'une fois il a partagé discrètement son repas avec un Salini affamé. Un autre, Jacques Lafon, confiera qu'à Lodève, « Salini était contraint aux travaux forcés ».

En fait, la quarantaine faillit avoir raison du détenu. Quand, arrêtés après lui, ses camarades transférés du fort Saint-Nicolas arrivent enfin à Lodève, ils découvrent un

---

1. Entretien. 4 mai 1991.

homme épuisé, démoralisé, qui les accueille par une crise de larmes. L'arrivée de ses camarades d'idées le sauve à coup sûr. La quarantaine collective, décidée aussitôt par le comité stalinien, est impossible, car désormais les trotskystes forment un groupe qui leur permet de briser l'isolement individuel et de préserver ainsi leur santé mentale.

Un demi-siècle plus tard, certains détenus staliniens nient encore qu'il y ait eu des directives ayant « défendu de parler aux trotskystes ». Albert Demazière relatera pourtant les douloureuses confidences de Salini à ce propos :

« Les staliniens ont reçu de l'extérieur l'ordre de mettre les trotskystes à l'index. Plein succès pour la discipline. Dans la chambrée, même ses plus vieux camarades avec qui il est en cellule depuis des mois ne lui adressent plus la parole. Ils ne partagent pas leurs paquets avec lui et n'acceptent rien de lui. Il est défendu de lui donner du feu. Devant les geôliers, la consigne de ses compagnons de prison est d'ignorer sa présence et de l'exclure tacitement de la communauté. Le premier jour, il a demandé à l'un de ses compagnons, un paysan limousin avec lequel il avait été en bons rapports, la raison de cette attitude nouvelle. Le vieux a attendu qu'ils fussent seuls pour lui répondre (et il ne lui a plus adressé la parole ensuite) : " Ce sont les ordres. " Les responsables de la collectivité sont allés demander au directeur de la prison de l'enlever de leur chambrée. C'est un trotskyste : ce n'est pas un patriote. C'est tout. Salini n'a pas eu envie de rire. Il ne mange plus, il ne se tient plus debout, souvent il a senti sa raison vaciller, on se demande comment cela aurait fini si les autres n'étaient pas arrivés <sup>1</sup>. »

Albert Demazière raconte – et Jean Burles confirme – qu'aussitôt informé par Salini de l'ignoble manière dont il vient d'être traité, et apprenant que Jean Burles était à l'origine de cette mesure indigne, il se dirigea droit vers celui-ci et, devant tous les détenus réunis dans la cour, lui

---

1. Demazière, « Rapports au PCI », cité dans Azzaroni, *Blasco. Pietro Tresso, une vie de militant*, p. 86.

tendit la main <sup>1</sup>. Le responsable des brimades hésita un instant avant de saisir cette main tendue. Les trotskystes seraient-ils enfin acceptés comme codétenus ordinaires par leurs « camarades » ?

Le comité, qui avait décidé d'étendre la quarantaine, est contraint de battre en retraite mais, bientôt, il porte cette question à son ordre du jour : peut-on discuter avec les trotskystes ? La question est absurde puisque, selon les préceptes staliniens, les trotskystes sont qualifiés d'espions. Si l'on n'exclut pas, *a priori*, la possibilité de discuter avec des hommes victimes de la même répression maréchaliste, ne porte-t-on pas atteinte au dogme, à la sacro-sainte vérité stalinienne et au livre du guide « vénéré », l'*Abrégé de l'histoire du PC(b)US*, qui réclame la décimation des trotskystes ? Cette contradiction n'échappe pas à certains communistes, et l'un d'entre eux en fait la remarque publique. S'agissait-il de Paul Maraval, que l'on retrouvera plus loin ? Notre témoin ne peut l'affirmer. Une initiative du comité des responsables met de l'huile sur le feu, comme le relate Albert Demazière. Les fameux cadres communistes ont dénoncé les détenus trotskystes à l'administration : ceux-là sont des espions, sans foi ni loi. Ils n'ont rien de commun avec le patriotisme que les communistes revendiquent pour eux-mêmes. Le geste déplaira à de nombreux codétenus, car en l'occurrence l'ennemi principal est tout de même l'administration pénitentiaire... En négocier ainsi la bienveillance ne peut qu'ébranler la conscience des simples militants. Pour nombre de détenus communistes, si les « trotskards » sont des espions, les discussions en leur compagnie sont impossibles, mais à l'inverse, on peut bavarder avec les gaullistes et les socialistes, même si un détenu particulièrement humoriste se plaît à dire qu'on « fera la peau à Léon Blum comme on l'a fait à Trotsky ». Au fil des jours, les relations humaines se nouent tout de même, malgré le souvenir de la quarantaine

---

1. Entretien. 25 janvier 1991.

de Salini qui reste un obstacle psychologique difficile à surmonter pour ses persécuteurs.

En cet automne 1942, la guerre connaît un tournant. Au sud de la Russie, la Wehrmacht s'enlise dans le Caucase, et si les journaux annoncent la prise de Stalingrad, la BBC assure que des combats acharnés se livrent toujours dans la ville. Sur le front Pacifique, le reflux japonais a commencé avec le débarquement américain de Guadalcanal, et en Méditerranée les Britanniques, refoulés au printemps jusqu'aux lisières d'Alexandrie, reprennent l'offensive et enfoncent l'Afrikakorps à El-Alamein. Mais octobre 42 est aussi le vingt-cinquième anniversaire de la Révolution russe...

Le comité stalinien de la prison de Lodève organise à cette occasion un cycle de trois conférences sur Octobre. Les exposés sont établis à partir du fameux *Abrégé* dont l'axe central est consacré à la dénonciation de Trotsky et des trotskystes, « avant-gardes du fascisme et piliers de la réaction ». Les conférences sont l'œuvre de Philomen Mioch, un ouvrier agricole qui fut secrétaire régional du PCF en Languedoc et suivit les cours de l'école Lénine à Moscou. Lors de la dernière conférence, un des trotskystes proteste et demande à répondre : on lui refuse la parole. Il n'y aura aucune réaction, mais Demazière assure que nombre des militants du Parti communiste en furent choqués. Bien entendu, dans les Mémoires qu'il rédigera plus tard, Philomen Mioch ne mentionne pas cette tentative de contradiction à propos de l'un de ses exposés dont il est extrêmement fier<sup>1</sup>. Mais c'est d'un membre des Jeunesses communistes que survient la difficulté, car celui-là pose une question de fond. Est-ce Paul Maraval ?

---

1. *Tribulations d'un ouvrier agricole*, Philomen Mioch, Nîmes, 1984, p. 206.

## *Piège à Marseille*

« Si Trotsky était un traître, pourquoi lui a-t-on confié la tâche écrasante et essentielle d'organiser, puis de commander l'Armée rouge <sup>1</sup> ? »

Si c'est lui, le jeune Maraval paiera cher cette question.

Au début du mois de novembre 1942, Pietro Tresso, qui est encore à Lodève, écrit à la sœur de Barbara, Gabriella Maier, l'épouse de l'écrivain Ignazio Silone, qui fut son camarade à la direction du PCI :

« Le point noir, pour nous ici, ce sont nos rapports avec les staliniens. Pour ces messieurs, nous sommes, naturellement, une bande de vipères lubriques et tout le tralala que sans doute vous connaissez. Par conséquent, nos rapports avec eux se résument dans le manque de tout rapport, quels qu'ils soient. Eux nous ignorent et nous les ignorons. Au point de vue personnel, cela ne me gêne nullement, mais leur haine contre nous est sans bornes. Tant pis <sup>2</sup>. »

La détention à la prison de Lodève tire à sa fin. Il est à noter que ce centre pénitentiaire est placé sous la responsabilité du général Jean de Lattre de Tassigny, commandant la région militaire de Montpellier, qui signe de sa main les réponses aux détenus et leurs familles qui protestent contre leurs mauvaises conditions d'incarcération.

---

1. « Les trotskystes dans les geôles de Laval. La vie politique en prison », Albert Demazière. Non signé. *Bulletin intérieur* du POI, n° 20, décembre 1943.

2. *Une vie de militant. Lettres de prison*, p. 471. Alfredo Azzaroni, *op. cit.*

### *Le transfert*

Le 8 novembre 1942, c'est le débarquement allié en Afrique du Nord. Les événements se précipitent, l'armée allemande envahit la zone sud, de Lattre prend le maquis, esquisse une résistance symbolique avant d'être arrêté et emprisonné à son tour. L'armée d'armistice disparaît corps et biens avec tout l'appareil qui dépend de son administration, notamment les prisons militaires. Il va donc falloir déménager les détenus de Lodève.

Le 13 novembre à 5 heures, réveil au sifflet : les prisonniers sont embarqués dans des camions qui les transportent à Mauzac, en Dordogne, où ils arrivent en fin d'après-midi.

Mauzac est un camp militaire de regroupement qui, jusqu'alors, a reçu les détenus transférés de la prison parisienne du Cherche-Midi. Albert Demazière se souvient que la vie « y était particulièrement pénible ». Les éléments dangereux, dont il était, étaient enfermés dans des cachots individuels, sans eau ni lumière, sans soupirail ni tinettes. Aux repas succédaient vingt minutes de promenade par jour. Il écrira dans le *Bulletin intérieur* du POI :

« On nous a transférés cette fois dans un camp où nous ne devons rester que quelques semaines. Mais la solidarité qui commençait alors à nous unir aux camarades du PC y fera encore des progrès. L'un d'entre nous, isolé avec quelques communistes (dont des responsables) dans des conditions épouvantables, sera incorporé par eux dans leur groupe et aura la possibilité d'aborder les problèmes politiques de l'heure. Désormais, il ne sera plus du tout question de nous mettre en quarantaine. La base nous accepte ouvertement pour des antifascistes et les quelques bureaucrates chargés, d'ordre supérieur, de nous traquer n'osent plus guère, devant ce changement spontané d'attitude, employer la calomnie trop brutale<sup>1</sup>. »

---

1. A. Demazière, *BI*, *op. cit.*

Albert Demazière fait preuve d'un contentement disproportionné quant à la réalité, mais son témoignage est important, car il signifie que la discipline imposée ne résiste pas à l'épreuve de la détention. La plupart des évadés interrogés rapportent que de nombreuses discussions se tiennent le plus souvent à l'initiative des trotskystes. La tension décroît donc dans la mesure où des échanges élémentaires se sont installés. Selon Demazière, c'est au camp de Mauzac que l'opinion moyenne d'un grand nombre de détenus à propos de leurs compagnons trotskystes d'infortune s'est transformée. Ceux-là étonnent par l'étendue de leurs connaissances historiques et la finesse de leurs lectures. On dit d'eux qu'ils sont « ferrés », que ce sont des « idéologues ».

Sur la base de témoignages récents, on relève que nombre de détenus éprouvent un certain respect à l'égard des trotskystes. Tresso et Salini sont des hommes mûrs, accessibles à la discussion, et qui répondent aux arguments en s'efforçant de ne pas blesser leurs contradicteurs. Mais Tresso intervient peu. Le jeune Albert Demazière est dépeint comme le plus « agressif », ses interlocuteurs lui reprochent la raideur du discours ; sa rigueur doctrinale va permettre aux cadres staliniens de nourrir ce fameux antagonisme de l'intellectuel si « éloigné » de la tradition des travailleurs manuels, bons militants de base le plus souvent...

Le trotskyste Jean Reboul est jeune et intervient rarement, il attendrit, on le prend pour un « bleu », « pas formé », dira l'un des membres du PC. On apprécie Pierre Salini.

Cinquante ans plus tard, deux reproches sont toujours adressés aux trotskystes. On les accuse d'avoir recherché systématiquement la discussion avec les plus jeunes, ceux qu'on appelait les « J 3 »<sup>1</sup> à l'époque, et le plus souvent

---

1. La catégorie des cartes d'alimentation réservées pendant la guerre aux adolescents âgés de 16 à 20 ans.



« la bleusaille ». Les trotskystes « voulaient leur monter le coup ». Le deuxième reproche relève des discussions à propos de l'Allemagne, qu'il s'agisse de l'avenir de la révolution allemande et du rôle du prolétariat allemand. Dans le camp stalinien, on pense qu'il n'y a rien à faire avec la classe ouvrière allemande, tous les Allemands seraient mauvais. On emploie systématiquement le mot de « boche » et la presse communiste clandestine pratique désormais une vulgate à forte tonalité nationaliste. Il est bien oublié le parti de Thälmann. Le mot « fraternisation » n'est écrit et rapporté par aucun des détenus, mais il est clair que la tradition internationaliste des trotskystes entre en conflit avec le chauvinisme cultivé par la direction du PCF, et qui ne s'exprimera jamais plus clairement que par le titre quasi maurrassien de l'organe central des FTP, *France d'abord*. En fait, les cadres staliens restent sur leurs positions. C'est sans doute le jeune communiste Paul Maraval qui, au Puy, rapportera ce propos en forme de menace tenu par un des responsables du PCF :

« Les trotskystes ont toujours raison ! Il ne faut pas discuter avec eux, mais à la première occasion, kaputt ! »

### *Une décimation mondiale*

On ne peut pas mesurer à l'aune d'aujourd'hui la violence diffusée par l'appareil communiste des années trente à l'égard des trotskystes et plus largement des dissidences révolutionnaires qui contestaient la fameuse ligne politique de l'Union soviétique. Il suffira de rappeler les exécutions les plus connues : l'assassinat de Trotsky à Mexico en 1940 et, selon toute vraisemblance, de son fils Lev Sedov, décédé dans des conditions plus que suspectes dans une clinique parisienne ; le meurtre de l'agent secret N.M. Poret-

sky, dit Ignace Reiss, passé à la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les militants trotskystes Erwin Wolff et Rudolf Klement, secrétaires de l'exilé Léon Trotsky, sont assassinés. Le premier fut enlevé à Barcelone. On retrouve dans la Seine le cadavre décapité du second. Landau, communiste autrichien, lui, est enlevé à Barcelone et disparaît corps et biens. Le vétéran catalan Andrés Nin avait été secrétaire de la centrale syndicale CNT, l'un des membres fondateurs du PC espagnol et secrétaire de l'Internationale syndicale rouge. En 1937, lors de la Révolution espagnole, il dirigeait un parti qui rassemblait des formations d'extrême gauche, le POUM; arrêté, il est emprisonné. Enlevé en prison, il fut assassiné après avoir été torturé.

Nous connaissons les détails de ce crime grâce à la requête du gouvernement catalan qui obtint l'ouverture du dossier Nin dans les archives du KGB à Moscou. Les documents permirent même la réalisation d'un film, *Opération Nikolai*, où des acteurs du meurtre reconnaissent le crime. Enfin, nous possédons le rapport d'Orlov concernant les conditions mêmes de l'élimination du leader catalan. L'offensive antitrotskyste est donc mondiale dans ces années-là.

A Paris, même dans l'immigration, le leader socialiste italien Pietro Nenni est dénoncé comme « fasciste » par l'appareil stalinien. L'un des « crimes » de Nenni est d'avoir dénoncé l'assassinat à Barcelone de l'anarchiste italien Camillo Berneri, antifasciste fort connu de la gauche italienne.

En 1938, dans la continuité des grands procès en URSS, des centaines de survivants du Parti bolchevique étaient passés par les armes, abattus à la mitrailleuse lourde devant les fosses qu'ils avaient dû creuser eux-mêmes dans les clairières de Vorkouta et de Magadan. Aux premiers jours de la Seconde Guerre mondiale, les trotskystes sont assassinés ou traqués en Grèce et en Yougoslavie, en

Pologne comme en Tchécoslovaquie envahies par les armées allemandes, et on assassine les dissidents jusque dans les camps hitlériens. On se préparait à faire de même en Chine et au Vietnam<sup>1</sup>. Et on le fit.

Alors, pourquoi les prisons françaises, les maquis des montagnes d'Auvergne et du Lyonnais auraient-ils échappé à la décimation ordonnée ?

Rien ne pouvait juguler la rage de l'appareil à Moscou, d'autant qu'elle pouvait s'exercer alors dans la confusion et l'ombre portée de la guerre européenne sans merci contre le nazisme.

Les événements vont s'inverser au tournant des années 1942-1943. Les offensives militaires alliées, combinées aux victoires des armées rouges, desserrent l'étau nazi. A Moscou, en 1943, pour sacrifier à la politique de rapprochement de l'appareil stalinien et du camp allié, la direction décide de dissoudre l'Internationale communiste. C'est un gage de la « solidarité » soviétique à l'égard des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, et enfin une précaution à l'encontre des partis clandestins qui pourraient invoquer encore une révolution sociale. En Italie, dans les centres urbains, les villes industrielles, comme partout dans les campagnes, grévistes et partisans font preuve d'une radicalité qui risque bien d'emporter non seulement le fascisme mussolinien, mais le système libéral lui-même. Or, la stratégie stalinienne s'est imposé des devoirs à l'égard des démocraties...

Comme en France, avec le retour de Moscou de Maurice Thorez puis la participation escomptée des communistes au futur gouvernement de Gaulle, l'appareil soviétique décide du retour vers l'Italie du secrétaire général du Parti communiste italien Palmiro Togliatti, *Ercoli*, qui réside depuis si longtemps en URSS. Le 14 octobre 1943, Togliatti écrit à Dimitrov, il pense qu'il est nécessaire que les communistes entrent dans le gouvernement du hié-

---

1. René Dazy, *Fusillez ces chiens enragés !*, Olivier Orban, 1981.

rarque fasciste Badoglio <sup>1</sup>. Il est nécessaire, enfin, de soutenir la monarchie... Deux initiatives qui sont bien entendu aux antipodes des aspirations des partisans italiens. A pied d'œuvre, Togliatti allait opérer le fameux « tournant de Salerne », c'est-à-dire la reconnaissance par les communistes d'une légitimité monarchique qui s'était pourtant servilement rendue au Duce. Le maréchal Badoglio, commandant en chef des troupes d'invasion de l'Ethiopie et nommé vice-roi de la colonie par Mussolini, devient le chef du gouvernement après la chute du dictateur... Mieux, Badoglio est adoubé par les Alliés. Le maréchal Premier ministre, protecteur des fascistes, repentis ou non, qui sauront retourner leur veste dans ces temps nouveaux, constitue son gouvernement et nomme le stalinien Togliatti ministre de la Justice...

Les organisations populaires et les partisans italiens entreprennent simultanément la construction d'un « deuxième pouvoir » qui représente un grave danger pour les « vainqueurs ». Pour l'appareil stalinien, il ne fallait à aucun prix que des hommes sans tache, ceux de la stature d'un Pietro Tresso au prestige intact, soient en situation de contrecarrer la collaboration des communistes au gouvernement de la Libération, car l'expérience italienne est au cœur de la nouvelle stratégie internationale de Staline.

Allait donc resurgir la tactique de 1936, celle qui avait fait ses preuves quand la révolution espagnole avait mis en péril les desseins de Moscou : Staline avait ordonné la liquidation de son vieil adversaire communiste, Andrés Nin.

Le risque du recours révolutionnaire à une libération populaire de l'Italie exigeait donc la liquidation de ses acteurs potentiels. Le sort de Pietro Tresso était réglé.

Bien loin de Moscou, dans les murs de la prison du Puy-en-Velay, les « dévots » de Staline sont disponibles ; ils le sont aussi dans les maquis contrôlés par le Parti commu-

---

1. Archives de la Comintern RTsKh/DNI 527/1/20 14 octobre 1943.

## *Meurtres au maquis*

niste clandestin, mais encore à la tête du « triangle de direction » de Saint-Etienne et, enfin, au sommet de l'appareil du commandement clandestin de la zone sud de la France. Les exécutants du « petit père des peuples » ne manquaient pas.

Les quatre trotskystes de Mauzac, et Abraham Sadek, de Nontron sont transférés à la maison d'arrêt du Puy-en-Velay en décembre 1942.

## *Prisonniers dans la prison...*

Septembre 1943. L'automne navrant préfigure l'hiver précoce. Le Puy-en-Velay noyé dans un brouillard humide et froid est frigorifié.

La vieille prison réputée inviolable a tout des énormes blockhaus qui couvrent le pays. Les hauts murs, édifiés à deux pas de la préfecture, sont à l'image d'une France frieuse et puritaine : Le Puy-la-catholique est l'un des symboles du triste abaissement de la France.

La capitale de la Haute-Loire s'est déjà offerte à Pétain le 2 mars 1941, quand le vieux maréchal effectue une visite de propagande dans cette ville que les prêtres appellent « la deuxième Rome ». Le 15 août 1942, des milliers de scouts de France en pèlerinage ont plié le genou en jurant fidélité au grand-père de la nation et à sa Révolution nationale. Avant la visite du Maréchal la ville est préalablement « nettoyée ». Environ deux cents militants politiques et syndicalistes sont emprisonnés par précaution.

Le Puy est dominé par sa basilique et la statue géante de Notre-Dame-de-France, édifiée à seize mètres de hauteur sur le rocher Corneille, et commande les trouées des vallées qui aboutissent à la cuvette enserrée de pitons et de montagnes volcaniques. Au Puy, on prie comme on respire le bon Dieu, la Vierge, saint Michel et saint Joseph. Les Ponots, les habitants du cru, partagent l'aversion marécha-

liste pour les « politiciens ploutocrates » juifs et maçons, responsables des malheurs de la France. Le chef-lieu de la chrétienté, qui s'est donné tout entier à Pétain, expie donc les fautes des Français. Le Puy est en carême perpétuel et son évêque, Mgr Martin, quand il adresse son discours à Philippe Pétain, s'écrie : « Comme Charles VII, vous êtes venu au jour de peine. Après Jeanne et la prière maternelle, le roi Charles revint en des jours meilleurs. » A tout prendre, les rédacteurs flagorneurs du *Nouvelliste*, Claude Hisard et P.F. Arminjon, en pincent pour le miracle : « Monsieur le Maréchal, après le pèlerinage du Puy, la France ne vous considère plus seulement comme son chef, mais comme l'envoyé de Dieu et l'instrument de sa Providence. »

Dix-sept mois plus tard, en août 1942, tandis que les légionnaires français saluent bras levé, *Le Nouvelliste* publie, imperturbable, les communiqués allemands mensongers alors que les troupes du Reich sont empêtrées dans Stalingrad. Mais désormais les journalistes ne trouvent plus aucun courage et ne signent pas les articles qui exaltent les « implorations » de dix mille scouts et vingt mille pèlerins, réunis à Notre-Dame-de-France sous l'autorité mitrée de onze évêques en grandes aubes. Les nazis commandent le pays, alors l'homélie du cardinal Gerlier, évêque de Lyon, s'abîme dans la douleur saint-sulpicienne – l'Eglise de la culpabilité et de la contrition – après qu'a résonné le discours radiodiffusé du Maréchal absent et calfeutré dans Vichy. La voix chevrotante de l'aïeul de la France crachote, saturée par les ondes : « A l'exemple de nos aïeux et pour que leurs gestes soient plus méritoires, beaucoup d'entre vous ont pris le bâton du pèlerin et ajouté aux difficultés du voyage la fatigue de longues marches à pied... »

Confit dans sa piété, Le Puy-en-Velay s'étourdit d'encens et de processions.

Derrière les murs de la grande prison, soixante-dix-neuf prisonniers politiques entendent la clameur des *Salve*,

*Regina*, puis les mesures d'une des célèbres musiques de marche du régime, *Une fleur au chapeau*. Ceux-là ont refusé l'ordre nouveau qui s'étend sur l'Europe. Ils rient quand ils entendent les élégies mélancoliques s'achever sur l'héroïsation du « travail », de la « famille », de la « Patrie ».

Tous sont condamnés à de lourdes peines de prison ou aux travaux forcés, et ne relèvent pas formellement du statut de prisonnier politique, car ils sont considérés comme « terroristes ». Certains sont dits « réfractaires » parce qu'ils ont refusé de partir travailler pour l'Allemagne dans les usines de l'industrie lourde du Reich, ils se sont dérobés au Service du travail obligatoire.

Ils peuvent écrire deux fois par mois à leur famille, mais pas plus de trente lignes, le régime est dur, les conditions d'existence précaires.

Ces soixante-dix-neuf détenus constituent une tranche représentative de la population française de ces années-là<sup>1</sup>. 25 % d'entre eux environ sont nés à l'étranger, naturalisés ou non ; 10 % sont italiens, 8 % espagnols. Ces chiffres correspondent sensiblement à l'image de la composition de la classe ouvrière du sud-est du pays. Seize sont nés dans la Loire, sept dans le Gard, six dans l'Hérault et les Bouches-du-Rhône, cinq en Haute-Loire, quatre dans l'Aude, trois dans le Rhône et deux en Corse, les autres étant natifs d'une quinzaine de départements excentrés. Neuf sont âgés de moins de 20 ans, cinquante-trois ont entre 20 et 40 ans, treize de 40 à 50 ans, et trois au-delà. C'est une population de combattants comprenant dans ses rangs quelques cadres, forcément plus âgés. La diversité des professions révèle une prédominance écrasante de travailleurs de l'industrie.

Pour les hommes de la terre, on recense un viculteur, deux cultivateurs et cinq ouvriers agricoles. On peut

---

1. Ces informations ont été réunies grâce à l'avis de recherche imprimé et placardé au lendemain de la grande évasion.



## *Meurtres au maquis*

dénombrer huit employés et trois postiers. Parmi les trente-trois travailleurs « en bleu », on compte sept manœuvres, trois cheminots et sept mineurs de fond. La plupart des ouvriers spécialisés vont du galochier au boulanger, du lithographe au jeune apprenti. Au titre des métiers, prépondérance numérique des ouvriers de la métallurgie : cinq ajusteurs, trois tourneurs, deux fraiseurs. C'est la province industrielle et prolétaire. Une bonne représentation de la France résistante.

Les appartenances politiques sont éloquentes : les détenus sont massivement des adhérents du PCF ou sympathisants avec les organisations de jeunesse qu'il contrôle. Trois détenus baptisés « gaullistes » sont en réalité des résistants non communistes ; l'un d'eux, le Stéphanois Jean Robert, est même le principal dirigeant des socialistes SFIO d'avant guerre à Saint-Etienne, où il fut conseiller dans la municipalité de Front populaire. Cinq seulement sont des réfractaires au STO. Enfin, il y a cinq trotskystes...

## *Les avatars de l'image du communisme*

On se souviendra que le Parti communiste français est contraint à l'illégalité depuis que le gouvernement Daladier a prononcé sa dissolution en septembre 1939 sous le prétexte que son bureau politique et ses dirigeants ont approuvé le pacte Hitler-Staline. On mesure mal ce qu'a représenté la « trahison » communiste. Une première grande fracture de masse allait altérer pour un temps le PCF quand, en 1940, les journaux rendirent compte des félicitations que Molotov, ministre des Affaires étrangères de l'URSS, adressa à Ribbentrop, ministre d'Hitler, pour avoir infligé une mémorable défaite aux armées françaises... La bourrasque de 1939-1941, le désarroi des militants autant que la répression qu'ils subirent allaient

secouer l'organisation communiste. Le Parti, entré dans la clandestinité, allait se renouveler profondément, car la mobilisation et l'appel sous les drapeaux de septembre 1939 allaient achever de le démanteler. Il ne parvint à se doter à nouveau de structures clandestines solides qu'à partir de l'été 1940.

De grosses erreurs sont commises alors, car le Parti met inutilement en danger ceux des militants auxquels il conseille de réapparaître à leur domicile, de mener à nouveau une activité politique au grand jour. L'hémorragie est importante ; révoltés par le pacte germano-soviétique, les militants désertent les rangs, et parmi ceux-là nombre de notables. Alors, pour accélérer son processus de reconstitution, la direction communiste fait « monter » dans l'appareil des cadres des militants puisés dans les organisations des Jeunesses. Le « tri » est opéré en 39-40 et la fidélité sans réserve à l'orientation stalinienne dissout pratiquement la frontière fragile qui séparait les convictions réelles des soumissions aveugles à la « ligne ».

Quelques mois à peine après l'attaque surprise de la Wehrmacht contre la « patrie du socialisme », les victoires de l'Armée rouge devaient renouveler fondamentalement l'image des communistes français. L'isolement politique et moral qui avait rongé l'esprit des preux dans la forteresse communiste assiégée prenait fin. Ils allaient désormais bénéficier du prestige des combattants de l'Armée rouge dont l'acharnement de Stalingrad allait transformer les perspectives de la guerre. Si le regard que l'on pose alors sur les communistes n'est plus le même, eux n'ont pas changé, ils sont plus implacablement staliniens.

Devant les tribunaux militaires qui les jugent pour simple propagande, qu'il s'agisse de diffusion de tracts ou de saisies de journaux ronéotypés, les militants communistes sont condamnés à de lourdes peines. Tant que l'armée d'armistice contrôle la zone non occupée, la fameuse « nono », ils échappent le plus souvent à la peine

## *Meurtres au maquis*

de mort, mais les condamnations aux travaux forcés à perpétuité pleuvent. Pourtant, à partir de 1942, les juges militarisés voient défiler les auteurs d'actions armées, de coups de main qui démontrent et prouvent que la guérilla s'étend. Ces actes de résistance, de « terrorisme », comme disent à la radio ceux qui se sont soumis tant à Berlin qu'à Vichy, valent souvent la peine capitale. La lutte armée a enfin commencé.

### *Les chefs*

Dans la langue des prisons, les communistes détenus forment le « collectif ». Ils sont généralement organisés et dirigés par un « triangle ». C'est le cas à la maison d'arrêt du Puy-en-Velay.

Les dirigeants des « collectifs de communistes en prison » – c'est l'expression usitée – ne sont pas des gens reconnus, anciens députés ou membres du comité central, car les circonstances du combat et la nature même de la résistance armée ont fait émerger des hommes nouveaux. Deux de ceux-là apparaissent alors au bloc des détenus de la prison du Puy en septembre 1943.

Le premier, Jean Burles, est un dirigeant des Jeunesses communistes. Fils d'un mineur de Gardanne, il a fait l'apprentissage du métier d'ajusteur après une dernière année au cours complémentaire. Il adhère aux JC en 1935. A partir de 1940, il contribue à reconstituer l'appareil clandestin des JC dans les Bouches-du-Rhône, puis au-delà, dans les départements du Sud-Est. Il a été arrêté en janvier 1942, condamné aux travaux forcés à perpétuité par le tribunal militaire, et a été emprisonné au fort Saint-Nicolas, à Marseille. Comme de nombreux militants, il connut les transferts à la prison militaire de Lodève, dans l'Hérault, puis au camp de Mauzac, en Dordogne, avant d'être incar-

céré à la prison civile du Puy en décembre 1942. C'est un homme intelligent, cultivé, un intellectuel communiste, mais, bien entendu, stalinien, « un dur de dur », comme dit de lui l'un de ses fidèles. Le détenu Jacques Lafon, qui n'est pas au PC mais se déclare « fier d'être soudeur à l'usine Fouga, le centre révolutionnaire de Béziers », n'en parle pas avec grande sympathie. Il se souvient :

« Il n'avait peur de personne; méchant comme la gale <sup>1</sup>. »

Jean Burles croit profondément ce qu'il enseigne aux novices, et notamment il déploie une vive dénonciation des trotskystes.

Le deuxième militant communiste qui participe à la « direction » de la communauté pénitentiaire du Puy est bien différent de Jean Burles. Ouvrier galochier, longtemps secrétaire de leur syndicat, puis dirigeant d'une grève victorieuse qu'il a conduite en juin 1936 dans la région du Puy, il fut même candidat du PCF dans une élection cantonale au Monastier-sur-Gazeille en 1937. C'est Augustin Ollier. Dans la clandestinité, il est devenu *Maurice* et adoptera en 1943 le pseudonyme de *Ravel*. C'est le chef des Francs-tireurs et Partisans de la Haute-Loire. Il est âgé de 31 ans. Ce petit homme trapu – il mesure 1,56 m – fait montre d'un courage exceptionnel. Il est porté par le prestige de l'homme d'action, mais nouveau venu en détention, il n'aura jamais l'autorité morale et politique d'un Burles qui a un long trajet depuis les geôles du fort Saint-Nicolas. Ollier, qui se révèle dans les conditions les plus difficiles un bon meneur d'hommes, est toutefois desservi par une réputation de grande violence.

Parmi les cadres communistes emprisonnés, on doit citer Antoine Rey. C'est un cheminot de 46 ans, originaire de la Côte-d'Or, mais responsable clandestin de la Loire avec

---

1. Entretien non daté.

## *Meurtres au maquis*

son compagnon Clovis Chirin, 43 ans, détenu comme lui. Mécanicien monteur, ce dernier fut secrétaire communiste de la Corrèze.

Rey, Chirin, Cabane constituent le « triangle de direction » du collectif des détenus jusqu'en avril 1943. Après l'évasion manquée, le collectif reconstitué est alors composé de Burles, Chirin et Ollier.

### *Les militants*

Avec quelques nuances, les militants communistes staliens sont dans l'ensemble taillés dans la même étoffe d'hommes rigoureusement disciplinés, tel Etienne Marty, de Perpignan, qui ne mesure que 1,53 m, « petitou mais méchant », comme dit l'un de ses pays, c'est un croyant aveugle en l'Union soviétique de Joseph Staline.

Jusqu'au rabâchage, la lecture de base des détenus communistes est le volume de l'*Abrégé de l'histoire du PC(b)US*, du camarade Staline. La thèse qui sous-tend cet opuscule propagandiste est d'un simplisme de catéchèse. Si le capitalisme et la bourgeoisie sont bien les forces démoniaques qu'il convient de renverser, la brochure dénonce en une litanie répétitive des ennemis bien plus présents et proches, infiniment plus accessibles : Trotsky et les trotskystes. Le livre circule dans la prison et certains détenus le recopient même à la main. Il est dit que les trotskystes sont à la solde d'Hitler, de Mussolini et de Franco et qu'ils ne négligent en rien leur soutien actif aux fascistes. Les trotskystes sont des saboteurs, des espions qui sont même des agents à « la solde des fascistes nippons du Mikado »...

Pourtant, le groupe des détenus d'obédience communiste n'est pas si homogène qu'on pourrait le croire... Ses camarades d'alors se souviennent toujours de Paul Maraval, ancien combattant d'Espagne.

Cheminot, membre des Jeunesses communistes, âgé de 24 ans, il est poursuivi dans différents dossiers « terroristes ». Il est condamné aux travaux forcés. Il n'est pas fait de la même argile que la plupart de ses camarades. On raconte qu'en Espagne, il a été confronté à des événements qui l'ont rendu méfiant à l'égard de la direction communiste et de l'Internationale stalinienne. On insiste sur ses traits de caractère : il ne croit personne sur parole, tient sans cesse à être convaincu de la justesse des instructions qui lui sont données ; emprisonné, il discute les analyses politiques de la situation nationale et internationale servies par le « triangle de direction ». Or, l'axiome de Lénine, qui préconisait comme cadres « ceux pour lesquels on peut se porter garant qu'ils ne croiront rien sur parole et ne diront pas un mot qui soit contraire à leur conscience <sup>1</sup> » n'était plus de saison dans la planète stalinienne. Ils étaient pourtant quelques-uns au Puy, même s'ils se taisaient...

### *Les hommes dans la prison*

Avant de parler des trotskystes emprisonnés, il est bon de revenir, un peu plus avant, au 18 décembre 1942 exactement, lorsque trente-quatre détenus échangent leurs treillis contre leurs vêtements civils pour abandonner les geôles de Mauzac. A ceux-là s'ajoutent seize détenus transférés de la prison de Nontron, en Dordogne. Enchaînés, encadrés par un peloton de gendarmes, les nommés sont embarqués à l'aube dans les wagons d'un train qui va traverser tout le Massif central. Les arrêts en gare et les changements de convoi sont nombreux quand ils parviennent épuisés, le soir, en gare du Puy-en-Velay.

Les « politiques », bien que cette qualité ne leur soit pas reconnue en droit, sont enfermés au rez-de-chaussée d'un

---

1. « Mieux vaut moins mais mieux », *Œuvres*, 33, p. 503.

## *Meurtres au maquis*

quartier de la prison qui leur est réservé. Les « droit commun » sont détenus à l'étage.

L'ouvrier agricole communiste Philomen Mioch écrit dans ses Mémoires :

« Pour coucher, de la paille et une couverture. Nous couchons à même le sol, serrés les uns contre les autres. Comme les deux du bord avaient le plus froid, nous changions de place à tour de rôle. Pour notre toilette, dans un coin, un robinet avec un filet d'eau au-dessus des tinettes que les droit commun vidaient <sup>1</sup>. »

Le communiste Antoine Rey, ancien responsable clandestin de la Loire et cadre du « triangle » de la prison :

« Arrivés au Puy en plein hiver, nous avons été parqués comme des bêtes, à quatre par cellules individuelles, avec seulement un peu de paille sur le ciment. Il faudra notre action et celle de nos familles pour que nous obtenions des paillasses. La nourriture est infecte : quelques raves le matin, des rutabagas ou des pois chiches le soir ; le dimanche un petit morceau de viande. (...) De constantes brimades, l'isolement de la cellule, coupé seulement de dix minutes de sortie, par groupes de dix, dans le préau : l'absence de journaux, de nouvelles, tout concourt à nous rendre la vie pénible <sup>2</sup>. »

Le préau, ce sont quelques courettes contiguës, bâties en quartiers de camembert, d'où les détenus, en se dissimulant des gardes et en usant de maintes précautions, peuvent se parler, échanger des informations. Les nouvelles du monde circulent ainsi dans les courées de la maison d'arrêt. Antoine Rey note :

« La victoire de Stalingrad, l'avancée des armées soviétiques, la décomposition du régime de Mussolini (...); les

---

1. P. Mioch, *op. cit.*, p. 206.

2. A. Rey, « Les joyeuses Pâques de vingt-six patriotes », *L'Humanité-Dimanche*, 13 octobre 1963.

## *Prisonniers dans la prison...*

échos d'un puissant mouvement de résistance à la déportation des travailleurs en Allemagne ; grèves chez Verdier, à Firminy, grèves dans les mines, bagarres à Lyon<sup>1</sup>. »

C'est ainsi que les prisonniers apprennent qu'un des détenus trotskystes, Pierre Salini, a été sévèrement passé à tabac par les policiers pour avoir reçu de l'extérieur une correspondance politique. Il s'agit de textes théoriques écrits à la main dans un caractère minuscule, sur des feuilles de papier pelure pliées et serrées dans des noix évidées. Salini a refusé de dénoncer l'identité réelle des expéditeurs du colis.

De temps à autre, les prisonniers ont la possibilité de lire l'édition froissée du quotidien local, parfois les gardiens leur confient une importante nouvelle à propos des combats alliés et des actions de la Résistance. Mais, tandis que les combats de la Résistance intérieure s'étendent et qu'à l'extérieur du pays, les armées alliées progressent sans cesse, les détenus redoutent d'être tôt ou tard livrés à l'occupant allemand. Plus tard, Albert Demazière écrira :

« Les Allemands peuvent-ils ignorer que plusieurs dizaines de résistants, qui n'ont pas 30 ans en moyenne, sont tenus au chaud par le gouvernement de Vichy dans la prison du chef-lieu de la Haute-Loire, département particulièrement dévoué à Pétain et encore plus riche en " légionnaires " qu'en maquisards ? C'est bien improbable. Alors, peuvent-ils accepter ce danger d'une évasion massive de " terroristes " qui s'en iraient renforcer et même encadrer les maquis environnants ? C'est encore moins probable, et certains d'entre nous se demandent avec angoisse quand les Allemands vont se décider à vider la prison (c'est la moins tragique des hypothèses) pour en évacuer les occupants sur l'Allemagne. Inutile d'ajouter que notre angoisse aurait été décuplée si nous avions su déjà à quoi nous en tenir sur les camps nazis. C'est le matin, vers 7 heures, plus particulièrement, que cette

---

1. *Ibidem.*



## *Meurtres au maquis*

inquiétude nous assaille, très exactement au moment où défile, chantant le *Horst Wessel Lied*, sur la route qui passe devant la prison, une compagnie de jeunes recrues allemandes dont Radio-Prison affirme qu'elles sont entraînées ici avant leur départ pour le front russe<sup>1</sup>. »

Alors, très vite, les projets d'évasion vont occuper les esprits, jusqu'à devenir l'obsession majeure. Les partisans savent que les opérations réussies sont fréquentes en zone sud.

Pourtant, des polémiques, des oppositions politiques fréquentes provoquent des tensions dans la prison. Un texte paru dans un bulletin intérieur du POI, rédigé par Albert Demazière après son évasion, en évoquera les termes :

« Il sera question, dans un texte qui circulera sur la Révolution espagnole, de la "racaille anarchiste et trotskyste". Sous la pression de leur base, Messieurs les bureaucrates ont fait quelques progrès : ils attaquent alors sur le plan politique. Par ailleurs, les développements théoriques se bornent à des tentatives d'explications de l'attitude passée (le Pacte germano-russe notamment est expliqué à maintes reprises, car à cet égard, certains camarades communistes hochent encore la tête).

« Quant à la ligne présente, quels responsables permettraient que l'on en conteste la rectitude et l'efficacité ? Ne suffit-il pas tous les jours d'enregistrer les succès du Front national ? Et ici, la plupart des camarades ne voient pas que la très belle et très énergique action des partisans (nous l'approuvons et y collaborons sans réserve) ne s'accompagne d'aucune offensive théorique, d'aucune campagne ouvrière propre à en dégager tout le contenu social, à faire bénéficier du mouvement, en fin de compte, les véritables acteurs, les communistes, les travailleurs. Jamais aucune perspective : que prévoir des événements sociaux d'après guerre ? L'avenir du mouvement prolétarien ? L'attitude à prendre vis-à-vis des libéraux bour-

---

1. « La grande évasion », *Historama*, 14 août 1971, p. 106.

## *Prisonniers dans la prison...*

geois ? Comment sera menée la lutte ? Il est vrai qu'il n'est même pas question d'engager le combat contre eux<sup>1</sup>. »

Les réflexions d'Albert Demazière laissent entendre que le dialogue est devenu impossible :

« Au mois de mai, nous n'avons plus de vie commune. Les cellules sont isolées. Aussi, à propos de la dissolution de la Comintern, n'enregistrons-nous que des réactions isolées ; les camarades communistes trébuchent un peu, puis, la plupart du temps, s'en tiennent aux commentaires de la presse officielle : cette dissolution n'est qu'une roublardise de Moscou. Après la " démission " du 25 juillet de Mussolini, qui suscita dans toute la prison une vague de joie et d'espoir bien compréhensible, notre groupe rédigea un " Message au peuple italien " que l'un de nous lut par la fenêtre. Nous y saluons la fuite honteuse de son tyran, l'exhortons à la lutte auprès de l'Union soviétique, première patrie des travailleurs, et souhaitons que son magnifique combat l'amène à la victoire, étape sur la voie des Etats-Unis socialistes d'Europe. Beaucoup de camarades communistes furent d'accord avec le contenu de notre message. Mais un contre-texte fut lu et dans les mêmes conditions, très amicalement d'ailleurs, après qu'on ait dit du nôtre, en préambule, qu'il ne " répondait pas du tout à la situation présente ". Nos termes étaient repris, mais le passage touchant aux Etats-Unis socialistes étaient remplacés par les vieux slogans de 1936 : une France libre, forte et heureuse – Le Pain, la Paix, la Liberté. La circulation de ce deuxième texte, écrit bienveillamment à notre intention, fut d'ailleurs stoppée, comme celle du nôtre, sur les ordres d'un responsable communiste qui motivait ainsi " sa " décision : " Aucun de ces deux textes n'est assez Front national " <sup>2</sup>. »

---

1. « Les trotskystes dans les geôles de Laval. La vie politique en prison », *op. cit.* (BI du POI n° 20, décembre 1943).

2. BI du POI, *op. cit.*

*Une place pour l'optimisme*

Après son évasion en novembre 1943, concluant un rapport sur la relation des trotskystes et des staliniens dans les camps et prisons où il avait été détenu, Albert Demazière faisait pourtant preuve d'un optimisme de bien mauvais aloi :

« Néanmoins, un énorme chemin était fait. Nous étions acceptés sans réserve par la communauté antifasciste. A cela n'avaient pas peu contribué certains démêlés avec l'administration, la police et le parquet, où notre groupe avait joué dignement son rôle et "encaissé" aussi. Un revirement total s'était produit, et lorsqu'il sera question de "départ", non seulement les portes nous seront ouvertes à nous aussi, mais encore les camarades du PC nous emmèneront avec eux et nous incorporeront dans leurs propres groupes<sup>1</sup>... »

Etait-il possible de s'égarer autant ? Ces hommes, les trotskystes, n'étaient nullement acceptés par les staliniens, et s'ils allaient pouvoir s'évader, ils allaient aussitôt être « incarcérés » à nouveau, mais sans aucun espoir cette fois.

Il serait aisé d'établir aujourd'hui une analyse pertinente de la situation où se trouvaient les trotskystes du Puy, il serait aisé de fustiger la naïveté de l'un des survivants, et ce serait là une mauvaise action. Avec les temps enfuis, les lumières de l'Histoire, les décennies d'expérience des pratiques du stalinisme, les répressions de masse qu'il organisa dans toute l'Europe, ces événements ne peuvent avoir de sens que si l'on rétablit les conditions concrètes de la cohabitation des trotskystes et de leurs codétenus communistes. La détestation du nazisme, l'ennemi commun, aurait-elle pu atténuer les oppositions, la fraternité des combattants

---

1. *Ibidem.*

aurait-elle pu l'emporter sur la haine instillée par l'appareil stalinien ?

Seul parmi les détenus, Pietro Tresso écrivait à Barbara, en cette fin d'année 1942 : « Je me méfie des staliniens. » Il avait vécu suffisamment d'expériences pour ne pas se laisser aller aux rêves d'une réconciliation illusoire.

Le 8 août 1943, dans une lettre à sa compagne, Tresso ose évoquer leur avenir possible dehors, plus tard, mais la crainte du stalinisme ne se dément pas sous sa plume. Dans la lettre codée qu'il écrit à la femme qu'il aime, Tresso s'attribue le prénom de connivence de *Tito* :

« De toute façon, entrer ou rentrer dans le journalisme signifie pour Tito se mettre en pointe pour quelque chose, mais aussi contre quelque chose ; et tu le sais, il y a une haine tenace qui le poursuit et qui ne désarmera pas. Comment, dans ces conditions, pourrait-il se méprendre sur son sort <sup>1</sup> ? »

Le 11 septembre 1943, on souligne la même lucidité dans cette nouvelle lettre adressée à Barbara. Tresso use encore d'un code néanmoins très clair ; il sait qu'il est question de « liquider » les trotskystes, car il tient l'information de Demazière, informé lui-même par Maraval et l'un de ses camarades communistes, indigné. Tresso commente :

« Evidemment, entre dire une chose et l'accomplir, il y a parfois de la marge, mais avec un type pareil (*Staline et les staliniens*, NdA), la pauvre petite famille de Bébert (*les trotskystes*, NdA) peut s'attendre à tout <sup>2</sup>. »

Dans une ultime correspondance datée du 18 septembre 1943, Tresso évoque les « nouvelles campagnes de calomnie contre les victimes désignées », les « calomnies affreuses ». Rien d'original, prétend-il, toujours la même

---

1. Cité par Azzaroni, *op. cit.*, p. 190.

2. Voir annexes. *Ibidem*, p. 192.

## *Meurtres au maquis*

antienne utilisée contre Boukharine, Zinoviev et Trotsky (en langage codé : *Nicolas Buca, Grigorio Zino et Léon*). Il commente, un peu plus loin :

« Ces cochonneries (*celles de Staline*, NdA) contre les uns et les autres, il les attribue à ceux qu'il veut perdre, et malheureusement il trouve toujours des gogos qui les écoutent <sup>1</sup>. »

Les points de vue d'Albert Demazière, dans ses souvenirs écrits, et ceux de Pietro Tresso, dans sa correspondance, divergent profondément. De toute évidence, Tresso était plus en phase avec la réalité et les développements historiques du moment. Les appréciations contrastées que formulent les deux hommes sont à porter au compte de la pression de l'opinion publique à laquelle n'échappent pas plus les communistes incarcérés que la communauté des gardiens.

Dans le texte cité plus haut, Albert Demazière insiste – alors qu'il a été parmi les évadés et qu'ayant quitté le camp il a échappé à la mort programmée – sur la sympathie active qu'il éprouve à l'égard de la lutte des partisans, comme si en somme un consensus sur les objectifs s'établissait entre staliniens et trotskystes. Mais la coexistence pacifique est-elle possible entre eux ?

Après l'évasion, Demazière renonce à toute prudence quand il publie, dans le bulletin clandestin du POI, l'état des débats politiques qui agitaient alors la communauté carcérale :

« Je dois signaler, le fait a son importance, un JC venu tout à fait à nous ; il dévora la petite bibliothèque politique que nous avons dans ma cellule (la Révolution trahie, la planification soviétique, Staline, etc.) et prit des paquets de notes. Il nous demandait d'ouvrir systématiquement la discussion, ce que nous faisons avec le plaisir que l'on

---

1. Voir annexes. *Ibidem*, p. 194.

## *Prisonniers dans la prison...*

devine, nous demandait des exposés sur de multiples questions, nous questionnait sans cesse sur notre position passée et présente, jusqu'au jour où il se déclara d'accord avec nous<sup>1</sup>. »

L'optimisme naïf devant un processus de « conversion » politique l'emporte sur la raison et confine à l'erreur de jugement. La publication d'une information de cette nature ne pouvait qu'alerter les staliniens. Il leur était relativement aisé d'agir par recoupements et d'identifier l'identité du membre des JC... Pourtant, grâce à la lucidité de Maraval, puisque c'est de lui qu'il s'agit, Albert Demazière ne pouvait écarter le pire... Le jeune combattant d'Espagne confie à ses nouveaux compagnons les menaces que le galochier stalinien Augustin Ollier, en relation avec le haut appareil clandestin, profère à leur égard. Refusant ces inquiétantes perspectives, Demazière adresse, en novembre 1943, un rapport à son organisation politique où il évoque cet Ollier, le fameux *Ravel*, chef des FTP de Haute-Loire :

« Il s'avéra peu après que l'auteur de ces menaces, nouveau dans la prison, n'avait pas encore connaissance de l'évolution qui s'était faite à notre égard ; évolution qui amena les camarades communistes (...) à adopter l'attitude la plus intéressante ; (il ne faut pas oublier dans tout cela qu'ils se sont rendus maîtres de la prison et que l'un des organisateurs était précisément le responsable dont il est question ci-dessus)<sup>2</sup>. »

La suspension *sine die* de la mise en quarantaine de Lodève, la transformation des comportements au camp de Mauzac, puis le regroupement à la prison du Puy ont permis aux trotskystes de se rassembler et de reconstituer dans une certaine mesure un groupe politique. Le détenu Salini, on l'a vu, est en relation épistolaire avec l'extérieur ;

---

1. *BI* du POI, *op. cit.*

2. *Ibidem.*

## *Meurtres au maquis*

son camarade Rudi Prager lui fait parvenir la presse, mais aussi documents clandestins et bulletins d'organisation.

Les compagnes des militants, Barbara, Félicie, Gaby et Florence, leur adressent colis de vivres, vêtements et bouquins. La bibliothèque que Demazière a constituée dans sa cellule devient un foyer d'étude et de propagande. La solidarité qui soude le groupe redonne confiance à chacun et leur permet de tenir tête aux staliniens, d'imposer à nouveau une forme de respect à leur égard et même de « recruter ». Contradictoirement pourtant, cette relative autonomie politique décuple les haines de l'appareil communiste interne envers les trotskystes.

## *Francs-tireurs et Partisans*

En mai 1941, le Parti communiste français clandestin projette une structure d'organisation résistante, le Front national, qui aurait pour vocation de rassembler les forces patriotiques bien au-delà de ses propres rangs, et l'appareil, étroitement contrôlé par ses hommes liges, résistera de toutes ses forces avant de s'intégrer aux regroupements politico-militaires qui s'opéreront à partir de 1943.

Le Front national est le seul mouvement qui couvre les zones nord et sud. Ultérieurement, à la Libération, il compose le plus important des mouvements de combat. Armé par le général Giraud, il a organisé l'insurrection et la libération de la Corse, en septembre 1943.

On mesure alors combien la structure militaire du PC clandestin est puissante. Les FTP, Francs-tireurs et Partisans, sigle auquel on ajoutera plus tard, pour la commodité de l'élargissement patriotique, le « F » de « français », en constitue le bras armé.

Les FTP seront dirigés par Charles Tillon.



*Naissance du Wodli*

La décision de fonder un maquis dans la partie montagnaise et boisée de la Haute-Loire fut prise à l'échelon du commandement FTP de zone sud en décembre 1942, au moment même où la prison du Puy-en-Velay se remplira du regroupement des « terroristes » condamnés par les tribunaux de Vichy... Le nouveau cadre inter-régional, Victor Joannès, *Emile*, ex-délégué du PCF à la Comintern, qui venait d'abandonner la direction des Jeunesses communistes de zone sud, en confie la responsabilité à un nouvel arrivant, Giovanni Sosso, dit *Capitaine Jean*, issu, dit-on, de l'Organisation spéciale, l'OS. Le maquis Wodli doit son nom à celui d'un communiste alsacien assassiné par les nazis à Strasbourg le 2 avril 1943. Wodli n'est pas un maquis ordinaire. Jean-Yves Boursier écrit qu'il aurait occupé, un peu plus tard, au sein même de la structure militaire FTP, un site et une fonction bien particuliers :

« Le maquis de Queyrières, ou deuxième camp Wodli, relevait du service des cadres, comme un certain nombre de maquis dans les inter-régions FTP. Ceci signifiait : centre de tri pour le recrutement, biographies des militants devant exercer une responsabilité, mise à l'épreuve, centre de repos avant une affectation responsable, existence d'une " équipe spéciale " pour les coups de main anti-Vichy et antinazis, ainsi que pour la liquidation des traîtres de toutes sortes, y compris au Parti<sup>1</sup>. »

C'est à Saint-Etienne que Giovanni Sosso élabore les structures organisationnelles du maquis qu'il va commander. En janvier 1943, il a réuni une équipe autour de lui. Parmi ceux-là, un ancien officier de carrière du 2<sup>e</sup> régiment

---

1. Jean-Yves Boursier, *Le Parti communiste français et la question nationale*, thèse, Saint-Denis, pp. 242-249.

d'infanterie de Saint-Etienne, ex-saint-cyrien, le lieutenant Henri Hutinet, dit *Rossel*, 23 ans. Engagé dans le réseau « Mithridate » du Special Operations Executive, le SOE britannique, *Rossel* a été présenté à Sosso par Violette Maurice, dirigeante clandestine du « Groupe 93 » à Saint-Etienne.

Originaire de Thiers, l'étudiant en médecine Alain Joubert, dit *Henri*, muni de papiers au nom de *Dejust*, 20 ans, venu avec sa sœur Nicole, est membre des Jeunesses communistes. Il y a enfin dans ce groupe un homme déjà cité, le galochier Augustin Ollier, 31 ans, dit *Maurice*.

### *Le mystérieux Capitaine Jean*

Plus de cinquante ans plus tard, la personnalité de Giovanni Sosso reste opaque, et reconstituer la biographie de cet homme de l'ombre tient de l'exploit. Nous savons que Sosso est en liaison avec Charles Hainchelin, qui enseigne en 1942-43 l'histoire et la géographie à l'Ecole nationale professionnelle, l'ENP de Thiers. Hainchelin est un membre important du Parti. Né en 1901, il milite depuis 1921 et semble s'être consacré à des tâches illégales jusqu'en 1923. Nous devons à Georges Sadoul, stalinien sans faille, historien et critique cinématographique d'importance, le portrait de Charles Hainchelin qui aboutit justement à esquisser la personnalité de Giovanni Sosso. A propos d'Hainchelin, Sadoul indique que « jusqu'à 30 ans, il avait été plutôt un homme d'action » et que, « dans sa première jeunesse, son activité n'avait pas été sans parenté avec celle des années quarante »... Sibyllin, Sadoul nous indique donc qu'Hainchelin était d'abord un « révolutionnaire professionnel » aux activités ultra-clandestines. Il précise que le prof d'histoire-géo, à la santé fragile, s'était consacré par la suite à l'enseignement et au travail intellec-

tuel. Publiant livres et articles avant guerre, Hainchelin dirige, à partir de 1943, le détachement FTP de Thiers. Ses compétences militaires sont reconnues alors qu'il n'a rempli aucune obligation nationale. En cela, Sadoul suggère l'hypothèse qu'Hainchelin avait été bien « formé » dans sa première vie par un « service » avec lequel il maintient le contact. Et c'est justement chez son camarade Hainchelin, en pleine Occupation, que Georges Sadoul fait la connaissance de Sosso, le *Capitaine Jean*, accompagné de sa compagne Suzanne Cagé :

« C'était une petite femme blonde, jolie, d'aspect modeste et réservé, mais sitôt qu'elle parlait, son énergie et sa flamme lui sortaient par tous les pores. (...) Suzanne assurait la liaison entre Hainchelin et l'état-major FTPF de Saint-Etienne qu'il aidait de son action et de ses conseils : il était l'un des meilleurs spécialistes français de la théorie militaire <sup>1</sup>. »

Voici la seule et unique indication sur le très discret Giovanni Sosso, transmise par Sadoul : il décrit Hainchelin et Sosso commentant les reproductions de Cézanne, Van Gogh et Bonnard qui ornent les tapisseries de la maison du premier :

« Lorsque Jean vient ici, me dit Hainchelin, il ne cesse de regarder mes reproductions. Jean est ouvrier du bâtiment, mais il n'aime rien tant que la peinture. C'est sans doute pourquoi, étant le responsable régional des FTPF, il se fait passer dans ses voyages pour un placier en encadrements. Il s'est fabriqué une identité qui lui donne ce métier et il ne se sépare jamais d'une valise de représentant pleine de baguettes dorées. Quand il arrive ici, il est généralement recru de fatigue. Il se crève au boulot. Ma femme et moi insistons pour qu'il prolonge son séjour de 24 ou 48 heures : il faut se refaire de temps à autre. Nous le nourrissons de notre mieux et il passe des matinées entières à

---

1. Charles Hainchelin, *Les Francs-Tireurs dans l'histoire de la France*, (Paris, 1945). Préface de Georges Sadoul, p. 16.

regarder les livres d'art de ma bibliothèque, les reproductions de Cézanne ou de Picasso. Il n'aime rien tant que cela<sup>1</sup>. »

Georges Sadoul évoque ensuite Suzanne Cagé, mentionnant même qu'« elle a un petit garçon ». Ici se pose donc une nouvelle question : se pourrait-il que Suzanne Cagé occupe un rôle plus important que le simple titre d'agent de liaison clandestin que lui accorde Sadoul ? On n'ose penser qu'Hainchelin et le *Capitaine Jean*, membres importants de l'appareil puisqu'ils ont recours à un agent de liaison (en passant : la compagne de l'un des deux...), puissent se réunir amicalement en pleine Occupation – et en compagnie d'un Georges Sadoul – pour partager quelques maigres agapes, au mépris des plus élémentaires règles de sécurité, alors qu'ils ont tout à redouter de la police de Vichy et de la Gestapo...

En publiant ce texte au lendemain des journées de la Libération, Georges Sadoul s'interdit de mentionner la véritable identité du *Capitaine Jean*, Giovanni Sosso, ni celle de Suzanne Cagé, dont il confie seulement qu'elle fut déportée à Ravensbrück.

Ces trois personnages occupaient donc d'importantes fonctions qui nécessitaient des réunions clandestines au sommet.

A ce moment précis des investigations, il n'est pas possible d'avancer la nature précise de leurs fonctions.

### *Sosso et ses troupes*

On sait, par contre, que Giovanni Sosso, *Capitaine Jean*, appartient, en ce début de 1943, au triangle de l'inter-région A, qui « gouverne » les noyaux de la résistance

---

1. *Ibidem.*

## *Meurtres au maquis*

urbaine et les maquis en formation sur les départements de la Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Allier, Cantal. Avec Victor Joannès, Sosso est donc chargé de mettre en forme les réseaux extérieurs du futur maquis Wodli.

Le principe d'organisation des FTP repose toujours sur une tête, le « triangle », composée de trois responsables. L'un assure les fonctions militaires, c'est le Commissaire aux Opérations, CO ; un autre, la direction politique – c'est le « polo », que le Parti rebaptisera à cause de la sinistre réputation des commissaires politiques staliniens d'Espagne en Commissaire aux Effectifs, CE ; le troisième, enfin, chargé des problèmes d'intendance, est Commissaire Technique, CT. Pour être complet, nous ajouterons qu'il existait deux types de FTP, les « sédentaires » qui déployaient leur activité clandestine dans les agglomérations, et les « hommes des camps » ou « maquis », dans les montagnes.

Sosso peut s'appuyer sur une équipe résolue de jeunes recruteurs. Parmi ceux-là, Hippolyte Vial, 18 ans, membre des Jeunesses chrétiennes, la JOC, ouvrier à la Manufacture d'armes de Saint-Etienne ; Théodore Vial, dit Théo, 24 ans, ouvrier à la Compagnie d'électricité, est issu du groupe de résistants socialisants « Franc-Tireur » ; Paul Linossier, 21 ans, est membre des Jeunesses communistes.

Sosso peut compter aussi sur un bon réseau d'informateurs et de « courriers ». Un noyau de jeunes femmes composé de Nicole Joubert (sœur d'Alain) et d'Antonine Planche. Il peut enfin se reposer sur Suzanne Cagé, sa propre compagne. Nicole et Suzanne ont déjà connu la prison en compagnie d'Antonine.

Un militant plus aguerri, l'ajusteur Joseph Fonsalas, 36 ans, militant ouvrier du PCF, s'intègre au groupe après avoir « brûlé » une permission puisqu'il est enfermé au camp de Saint-Paul d'Eyjeaux avec des communistes internés administratifs comme lui.

Les filles rapportent les conversations glanées dans les rues de Saint-Etienne ; elles abordent de front les jeunes

gens qui manifestent sans prudence leur colère contre Vichy et l'occupant; elles jouent les rabatteuses de mécontents et de réfractaires qu'elles confient ensuite aux recruteurs du mouvement partisan. Fonsalas est chargé, lui, de reprendre langue avec les militants les plus âgés, ceux notamment qui ont rompu le contact avec les organisations du Parti. Il est l'un des organisateurs d'un coup de main réussi contre la mairie d'Huriel, où il s'empare du matériel nécessaire à la confection de faux papiers d'identité.

### *L'admiration et la crainte*

Le *Capitaine Jean* est le personnage central du drame qui se prépare. Homme de l'ombre, Sosso n'a jamais occupé de rôle public de premier rang au sein du PCF avant guerre.

Hélène Augot, la *Blonde du Maquis*, connue sous le pseudonyme de *Germaine*, assure le courrier entre les groupes partisans et la direction de l'interrégion. Elle indique que Sosso était « un ami de la famille d'Alain Joubert », dont le propre père, le médecin Camille Joubert, marié durant la Première Guerre mondiale à une infirmière russe, était secrétaire des Amis de l'URSS à Thiers<sup>1</sup>.

Devant Gérard de Sède, elle évoque le souvenir de Sosso avec un respect mélangé de crainte et d'interrogation :

« C'était un gars qui s'appelait *Jean*, mais je ne sais pas son nom... Un grand gars, très maigre, avec des lunettes. Je l'ai revu un peu après la guerre. C'est un gars qui avait été à Moscou pendant un an, un apparatchik du Parti. C'était pas un gars qui apparaissait sur la place publique. C'était un gars qui avait un rôle très important dans le Parti. Il

---

1. Recoupement des informations données par le *Maitron* pour les notices consacrées à Cagé Suzanne, Joubert Camille et Sosso Giovanni.

## *Meurtres au maquis*

avait une cinquantaine d'années. Il avait sa femme, qui s'appelait Suzanne, qui était en prison à Saint-Etienne. Je ne l'ai jamais revu. Je suis incapable de te dire son nom <sup>1</sup>. »

Du passé de Sosso, on ne connaît donc que ce qu'en a dit sa compagne, Suzanne Cagé, qui partagea ses jours jusqu'à sa propre déportation. Elle fut elle-même impliquée dans son destin politico-militaire. Elle fournira, bien plus tard, de maigres informations pour la rédaction de la notice de Sosso aux auteurs du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* de Maitron. De toute évidence, le *Capitaine Jean* a des compétences militaires, puisqu'il est chargé de la création et de l'implantation sur la grande région d'un important maquis FTP dont il sera évidemment l'homme fort. En tout cas, c'est un homme expérimenté dans le « travail » clandestin, une personnalité de poids qui remplit des missions de confiance dès 1940. S'il a séjourné en URSS, il n'a jamais occupé en France que la fonction formelle de responsable du secrétariat régional des Amis de l'URSS dans le Nord-Pas-de-Calais. La fédération d'un mouvement de masse qui rassemble 120 000 adhérents dans le pays. On a oublié le rôle décisif des « Amis » dans le rassemblement des progressistes et des compagnons de route, qui servira aussi de réseau influent dans la collecte d'informations fort utiles aux intérêts staliens russes.

Avant la consultation des archives de Moscou, l'enquête avait éclairé bien des aspects surprenants de la biographie de Giovanni Sosso. Né en 1908 en Italie, il émigre en Belgique à l'âge de 5 ans, avec ses parents. Il s'exprime en un français sans accent et le seul métier qu'on lui connaîtra est celui de peintre en bâtiment.

Selon Suzanne Cagé, il conduit, en 1933, une délégation française en Union soviétique sous la fausse identité de *Jean Auber*. Le fait est insolite, car cet Italien n'est pas

---

1. Entretien avec Gérard de Sède.

naturalisé ; en outre, il fut expulsé de France en 1929 et n'aurait adhéré officiellement au Parti communiste qu'en 1935. Lors de son expulsion de 29, il séjourne en Belgique et revient à Paris pourvu de faux papiers au nom d'*Auber*. L'enquête indique qu'il est reparti une nouvelle fois à Moscou dans une délégation des « Amis » en 1937. De retour, il entre en contact avec la famille Joubert de Thiers en 1938. C'est sur une suggestion de la direction nationale des Amis de l'URSS que sa compagne, Suzanne Cagé, a fait appel aux soins du docteur Joubert, et bientôt les deux familles se lient intimement.

La trace de Sosso se perd à nouveau en 1939. Qu'a-t-il fait au tout début de la guerre, lui qui n'était pas naturalisé et dont le pays natal, l'Italie, avait déclaré la guerre à la France ? En tout cas, lors de la débâcle de 1940, il est rejoint à Paris par Suzanne qui vient d'être libérée après six mois de prison. Ils se rendent à Saintes à bicyclette en compagnie du frère de Sosso, puis rejoignent par le même moyen la famille Joubert à Thiers. En juillet 1940, le couple entre en contact à Lyon avec Félix Cadras, l'homme de l'appareil clandestin du Parti...

Il n'est pas possible jusqu'à aujourd'hui de connaître la nature exacte des « missions » dont Sosso est chargé à Toulouse. On sait simplement qu'il faisait des navettes entre les deux villes et qu'il rejoignait régulièrement Suzanne à Lyon entre 1940 et 1942. Selon Alain Joubert, en 1940, il aurait été désigné comme responsable des Amis de l'URSS pour l'ensemble de la zone sud. Il fut affecté aux FTP en 1942 avec les membres de cette organisation.

Il est âgé de 37 ans quand il apparaît dans notre affaire, à Thiers tout d'abord, puis au triangle inter-régional à Saint-Etienne en novembre 1942, et enfin comme membre du triangle de direction des FTP de la Loire, avec Suzanne Cagé. Il y jouera un rôle important jusqu'à la fin de 1943.

Tout suggère – y compris maints détails que nous entreverrons au passage – qu'on se trouve en présence d'un



homme des services soviétiques. En récapitulant, on sait que Giovanni Sosso est un Italien qui s'exprime correctement en français; il n'est pas naturalisé; jusqu'en 1939, il n'apparaît que dans des fonctions subalternes à l'intérieur du Parti, mais aussi sur les marges, dans des viviers d'agents potentiels. Il est censé ne pas être membre du Parti, mais voyage en URSS sous une fausse identité. Il y aurait séjourné une année entière. Dès 1943, c'est une figure importante qui démontrera, à l'issue d'un conflit avec un adjoint du commandant de la zone sud, qu'il bénéficie d'appuis encore plus élevés que celui-ci. Il fait partie de la dernière direction des FTP de zone sud, et nous verrons bientôt qu'il sera seul habilité à négocier avec le SOE britannique, ce qui était un privilège des cadres « spécialement autorisés » et des hommes des services.

A Moscou, nous avons acquis, en étudiant les dossiers de la section des cadres de la Comintern, la conviction que Sosso était probablement un agent du GRU, le service secret civil et militaire de l'Union soviétique.

Tout d'abord, son frère Dominique, dit *Minot*, indique qu'ils ont adhéré tous deux au PCF la semaine du 1<sup>er</sup> août 1929. A Lille, il appartient à la cellule Staline de Saint-Sauveur. Tout naturellement, il aurait donc dû être fiché aux cadres en tant que visiteur membre du PCF en 1933 et rédiger une « bio » en 1937, date à laquelle il est envoyé une nouvelle fois en délégation à Moscou. Or, contrairement aux règles, l'unique dossier le concernant est établi à son pseudonyme d'*Auber*, orthographié *Ober*, à la russe... On découvre par une note de la Section des cadres du 25 juin 1937 qu'il disait être naturalisé français – ce qui n'était pas exact – et qu'il voyageait muni d'un passeport – faux – au nom de *Blache*. La même note adressée au Parti français indique que la délégation a jugé son attitude surprenante... Sosso, parfois brillant, démontre une réelle connaissance de l'URSS, mais il est accusé d'être le plus souvent apathique, comme absent. Les responsables PCF

de la région Nord répondent à Moscou que l'on a dénoté la même attitude à Lille, une fréquentation espacée des activités de la cellule et souvent de longues absences répétées. Le militant semble n'éprouver aucun intérêt pour l'activité du Parti et cherche avant tout, en bon « diplomate », à gagner l'adhésion des notables aux Amis de l'URSS.

A Moscou, les gens de la Section des cadres de la Comintern tentèrent d'en avoir le cœur net. Ils transmirent le dossier Sosso à Maurice Tréand, responsable des cadres du Parti français. On ne découvre nulle trace de réponse, ce qui en soi en constitue une... En effet, Tréand ne pouvait pas formuler par écrit des informations qu'il connaissait fort bien, mais qui ne devaient figurer dans aucun document. Giovanni Sosso était bel et bien un homme de Moscou. Peut-être en saurons-nous plus lors de l'ouverture des archives du KGB, mais ce que nous avons appris suffit amplement pour la poursuite de l'enquête.

La même vérification concernant Charles Hainchelin fut effectuée. De toute évidence, celui-là était le « mentor » de Sosso<sup>1</sup>. Là encore, les dossiers consultés dans les mêmes conditions suggèrent la même conclusion... De Moscou, Albert Vassart demande à Paul Laurent-Darnar<sup>2</sup> des renseignements concernant Hainchelin. La réponse semble copiée sur la précédente : Hainchelin n'a jamais été actif dans le Parti qu'il a fini par quitter... Il est toujours resté plus ou moins à l'écart et se targue de « relations avec des membres considérables de l'Internationale ». Darnar suggère, dans une lettre datée du 18 novembre 1933 :

« Joignant à une certaine hostilité pour le travail public le goût des choses clandestines et un peu mystérieuses, il a

---

1. Charles Hainchelin (1901-1944) milita dès 1921 et se consacra à des tâches illégales, comme le note Georges Sadoul dans la préface précitée. Son rôle dans le domaine militaire indique une appartenance ancienne à un service.

2. Paul Laurent (1901-1979), dit P. Laurent-Darnar, travaillait à *L'Humanité*.

## *Meurtres au maquis*

sans doute été utilisé pour certains travaux sur la nature desquels d'autres camarades pourraient vous renseigner mieux que moi. »

Là encore, la réponse est positive : c'est en sa qualité de membre d'un appareil clandestin, y compris par rapport au PCF, que Charles Hainchelin fréquentait Sosso et peut-être Sadoul lui-même.

Le conte de fées patriotique se diluerait-il dans le décor du ballet des agents secrets ? Nous ne le croyons pas et nous le verrons : les FTP n'étaient pas réductibles aux ordres de Sosso, même s'il les manipulait aisément.

La construction du maquis Wodli va se faire par des étapes<sup>1</sup> où alternent l'installation des bases et des opérations militaires dès la fin de l'hiver 1942. Le groupe de Saint-Etienne s'aguerrit en lançant des « coups » pour se procurer des fonds et des armes tout en organisant des attentats. Sosso prend sa part du travail.

Le 25 mars 1943, sous la direction d'Henri – l'étudiant Alain Joubert –, neuf hommes, après un parcours en autobus, grimpent à pied dans les vallées de Monistrol-d'Allier et de Thoras. Henri demande à ses compagnons de brûler leurs papiers. Ainsi coupent-ils les ponts avec la légalité. Le groupe s'installe aux abords de la première hutte de bois et de branchages qu'il a construite en pleine forêt. Le 8 avril, un second détachement de huit hommes avec Hutinet et Ollier à sa tête les rejoint. Le regroupement n'a pas encore été baptisé, il est pourtant destiné à devenir l'un des plus importants maquis FTP de zone sud. Au cours de la guerre, il incorporera plus de 1 200 hommes et en perdra cinquante au combat ou en déportation. Son implantation semble avoir été très soigneusement étudiée<sup>2</sup>, il est installé dans des montagnes propices à la guérilla rurale ; la configuration de l'espace permet de dissimuler des groupes

---

1. Entretien avec Alain Joubert, novembre 1991.

2. *Ibidem*.

armés relativement importants; il est édifié dans la proximité des usines de Saint-Etienne et du bassin houiller, réservoirs de combattants et de partisans. Enfin, détail notable, il est proche de deux maisons d'arrêt importantes dans le dispositif carcéral de la France de zone sud. L'une de ces prisons est celle de Saint-Etienne-Bellevue, l'autre celle du Puy-en-Velay. Il devient alors urgent d'organiser des évasions afin d'éviter la déportation des détenus en Allemagne, destination redoutée et qui, on le sait, deviendra bientôt « normale ».

Les prisonniers évadés formeront des cadres potentiels pour le maquis naissant. Plus que de simples combattants, ce sont des militants aguerris, condamnés à de lourdes peines ou aux travaux forcés. Ces évasions signifient enfin l'afflux massif d'ouvriers organisés et expérimentés qui pourront devenir les acteurs dirigeants d'une ample guérilla populaire.

Ceux qui sont installés dans les bois de Haute-Loire autour de la première baraque ne forment que l'avant-garde d'un audacieux projet. Dans cette période d'installation, Sosso est présent à Saint-Etienne et ne fera que quelques déplacements au maquis.

### *Un officier rouge?*

Les maquisards sont préparés techniquement et formés au maniement d'armes par Henri Hutinet. Ce jeune officier diplômé de Saint-Cyr fut lieutenant à la garnison du 2<sup>e</sup> RI de Saint-Etienne. Résistant, il a choisi un pseudonyme chargé d'histoire, *Rosset*, du nom d'un autre officier d'active devenu, en 1871, chef militaire des « communaux ». Violette Maurice le décrit avec une réelle tendresse :

## *Meurtres au maquis*

« Vingt ans, les épaules carrées, un visage enfantin et énergique à la fois, un regard bleu direct qui inspire confiance. Sa voix, aux inflexions graves, traduit la détermination <sup>1</sup>. »

La personnalité de *Rossel* reste encore un mystère. Officier d'active, il avait obtenu une affectation dans la garnison d'une ville ouvrière. Il fut placé sous les ordres du lieutenant Binoche, résistant en contact avec les « gaullistes », membre du réseau « Mithridate » et futur général. *Rossel* se proclame marxiste convaincu :

« Je suis marxiste. Les ouvriers doivent être à l'avant-garde pour la Libération. Je veux être un officier du peuple. Il faudra avant tout nous procurer des armes <sup>2</sup>. »

Hutinet-*Rossel* ne professe aucun intérêt pour le PCF, il aspire seulement à rejoindre au plus vite les FTP pour se battre. A-t-il subi une influence trotskyste, lu des textes de Trotsky sur la lutte armée ? Ce n'est pas exclu. Car du côté des FTP, où l'on se montre friand de recrues d'active et d'officiers, on se méfie de *Rossel*. Il sera donc mis à l'épreuve et devra participer, avec un militaire de son régiment, Salvador Parra, membre de son réseau, à une attaque à la bombe le 13 mars 1943 contre l'hôtel Forez, à Saint-Etienne, où logent des officiers allemands <sup>3</sup>. *Rossel* s'en tire brillamment, mais si l'action démontre un courage physique certain, cela ne prouve en rien qu'il ne cherche pas à s'infiltrer dans les FTP pour d'autres mobiles. Il y est donc intégré, mais le militaire professionnel est placé sous le contrôle étroit des « politiques ».

Au tout début, les premiers maquisards ne possédaient qu'un fusil-mitrailleur et quelques armes récupérés sur le

---

1. Violette Maurice, *Les Murs éclatés*, 1990, p. 33. Elle appelle son héros Tchen, du nom d'un personnage du livre de Malraux que *Rossel* avait beaucoup aimé, *La Condition humaine*.

2. Entretien avec Alain Joubert, novembre 1991.

3. *Ibidem*.

2° RI. Ils ont augmenté leur arsenal par quelques opérations couronnées de succès.

L'action d'éclat inaugurale du maquis, dont l'effectif n'atteint qu'une quarantaine d'hommes, a été la première évasion de la prison du Puy, le 25 avril 1943, jour de Pâques. A bien des égards, elle semble exemplaire, notamment dans le déroulement de sa première phase. On se demande pourquoi il ne s'est pas trouvé un réalisateur pour placer dans son film la ronde nocturne du galochier Augustin Ollier, opérant seul une reconnaissance de la prison avant d'ouvrir les portes des préaux et des cellules où patientent des détenus qui seront bientôt libres... Le plan général de l'évasion a été conçu par Antoine Rey, l'ancien membre du triangle de la Loire, désigné depuis peu membre du triangle de la prison. D'abord rejetée par le responsable clandestin Paul Romeyer – un métallo planqué peu après à Aix-en-Provence où la police découvrira d'ailleurs à son domicile une copie du plan d'évasion –, l'action est heureusement adoptée. Minutieusement préparée, l'opération démontre une étroite liaison entre l'intérieur et l'extérieur de la maison d'arrêt du Puy-en-Velay. Toutes les compétences des détenus ont été utilisées. Raymond Duvignac, le dessinateur industriel, travaille souvent au greffe de la prison. Grâce aux colis qu'il reçoit et qui passent les fouilles sans encombre, il parvient à rassembler le matériel d'impression et l'encre nécessaires à la fabrication des fausses cartes d'identité, de « vrais faux » certificats de travail dont les futurs évadés auront besoin dehors. Antoine Rey et Camille Elzière ont relevé l'empreinte des clés de la prison. Garçon coiffeur des prisonniers, Elzière peut vaguer à sa guise dans les couloirs de la maison d'arrêt. Il a toujours sur lui, ou dissimulés dans son matériel, des moules confectionnés dans de la mie de pain... Un beau jour, un gardien qui s'est absenté un peu longuement oublie son trousseau de clés alors que le coiffeur rafraîchit

la nuque d'un détenu... Celui-ci prend les empreintes du passe qui commande les serrures de tous les quartiers cellulaires.

### *Préparation de l'évasion*

Camille Labrux, encore un cheminot, serrurier de son métier, évalue les dimensions et dessine les cotes des serrures. C'est un véritable artiste, dont les qualités professionnelles feront plus tard l'admiration des policiers. Preuve de la diversité de ses talents, il finira la guerre au poste élevé de cadre au niveau de l'inter-région, ayant sous sa propre responsabilité le commandement de plusieurs départements. Le plan topographique de la prison dressé, les mouvements, rythmes de déplacements des gardiens sont minutieusement observés et consignés. Aucune patrouille ne tient le chemin de ronde à l'extérieur, en revanche, si les tours de garde sont irréguliers, ils sont toujours espacés de deux heures, si bien que la première ronde détermine la fréquence des suivantes pour la nuit entière. Certains surveillants ont coutume de faire sonner leur réveil : c'est la preuve qu'ils dorment quand ils sont de service... On les appelle les « dormeurs ». En étudiant les tours de garde, il est possible de déterminer les nuits où les « dormeurs » sont de service. Toutes ces informations sont transmises à l'extérieur dans les doublures des manches et les cols des chemises du linge sale que les familles, notamment la femme d'Antoine Rey, viennent récupérer pour la lessive... Aucun détail n'est laissé au hasard : pour habituer les gardiens à des bruits inopinés, les détenus font systématiquement claquer les tinettes. Quelques jours avant l'évasion, ils revendiquent la restitution temporaire de leurs vêtements civils, de façon, disent-ils, à pouvoir faire nettoyer leurs défroques à l'extérieur.

Le matériel nécessaire au bon déroulement de l'opération est préparé avec soin par des spécialistes et entreposé chez Pierre Rey, le frère d'Antoine, qui habite Montbrison. Les ouvriers ont confectionné une échelle de corde et des tubes pliants qui tiennent dans une valise : ils permettront de franchir le mur d'enceinte en quelques secondes. Les résistants disposent également d'un jeu de clés préparé par des ouvriers de Saint-Etienne.

La préparation de l'évasion, comme le soulignera dans son rapport le commissaire de police Durousseau, porte la marque du savoir-faire ouvrier. Il notera la qualité matérielle des outils confiés de toute évidence à des professionnels, l'échelle, qui doit permettre aux libérateurs de franchir les murs, est constituée de tubes extra-légers utilisés dans l'industrie pour le montage des bicyclettes. Le carré nécessaire pour ouvrir les préaux est un véritable outil de précision et ne provoquera pas un seul grincement intempestif.

Hélas, la remarquable préparation technique de l'évasion porte l'empreinte du stalinisme...

### *Le droit de s'évader...*

« En haut », la décision a été prise de laisser les trotskystes dans leurs cellules. Le détenu communiste Petiot, qui a le malheur de partager sa cellule avec deux d'entre eux – l'un est Pietro Tresso –, a vent du projet d'évasion et s'inquiète pour son propre sort. Il veut tailler la route. Il réclame alors une intervention du cadre Antoine Rey auprès de la direction de la prison : il réclame son transfert à tout prix dans une autre cellule. Antoine est un camarade – n'ont-ils pas été arrêtés ensemble dans la Loire ? Il ne peut pas le laisser tomber. Petiot ne veut plus être enfermé



## *Meurtres au maquis*

« avec des ennemis de la France et de l'Union soviétique ». Tout logiquement, le triangle de direction, composé d'Antoine Rey, Clovis Chirin et Jean Burles, tente une démarche auprès du directeur, responsable de l'administration pénitentiaire : leur camarade, disent-ils, « ne veut pas être enfermé avec des gens qui ne sont pas des patriotes ». Trois jours avant l'évasion, les communistes obtiennent satisfaction : un ouvrier mineur d'origine italienne, Arturo Bassani, 40 ans, prend la place de Petiot dans la cellule des trotskystes... Ceux-là ne s'évaderont donc pas : les « libérateurs » l'ont décidé. Ce qui n'empêchera pas, au lendemain de l'action, de désigner les trotskystes comme des lâches, car ils auraient refusé la « belle »...

Leur cellule n'a pas été ouverte, mais d'autres détenus ont refusé tout bonnement de tenter le coup. Ainsi François Mioch, le frère de Philomen, a renoncé : il n'a pas obtenu de garanties à propos de la phase ultérieure de l'évasion, à savoir les moyens logistiques réunis pour évacuer les libérés. Il semble que Maraval n'ait pas voulu sortir.

Les trotskystes et les réticents resteront donc en prison, mais les cadres communistes avaient décidé de ne pas ouvrir d'autres cellules...

De longues années plus tard, Antoine Rey protestera et confiera à l'historien Jean-Yves Boursier que la proposition d'évasion fut faite aux trotskystes. C'est faux. Dans d'autres prisons, l'attitude des « libérateurs » communistes sera la même à l'égard des « dissidents » de l'orthodoxie stalinienne. Dans *L'Histoire des groupes francs*, Madeleine Baudoin montre que l'abandon de résistants non communistes ne relève pas du hasard. L'auteur narre l'évasion marseillaise de douze détenus de la prison Chave le 23 mars 1944. Comme le dirigeant communiste Charles Poli refusa d'ouvrir la cellule de deux anarchistes, l'auteur le questionne ainsi :

## *Francs-tireurs et Partisans*

« — Etaient-ils résistants ?

Charles Poli : Ils servaient la résistance aussi. Ils avaient fabriqué de faux tampons. Mais c'était pas des patriotes. Quand, à la prison, pour la fête nationale, on mettait, nous communistes, la cocarde tricolore, eux ils mettaient l'insigne noir. C'était pas des patriotes ; c'est pour cela que j'ai refusé qu'ils s'évadent avec nous. A un royaliste j'aurais ouvert la porte, mais pas à un anarchiste<sup>1</sup>. »

En annexe à cet entretien, l'auteur rend compte d'une lettre que lui adressa, le 4 juillet 1960, Jean Comte, alias *Lévis*, chef des groupes francs de Marseille :

« Ainsi, des gens comme Poli en étaient restés, six ans après la fin de la guerre d'Espagne, à cet aveuglement impitoyable qui leur avait fait persécuter les anarchistes de Barcelone et qui avait contribué sans doute à conduire l'Espagne républicaine là où l'on sait. »

Pour en revenir au Puy, les trotskystes ne s'évaderont donc pas, puisque les « libérateurs », les gens du PC qui organisent la « belle », l'ont décidé. N'empêche, dès le lendemain de l'évasion, on les désignera du doigt. Quatre autres cellules, au moins, n'ont pas été ouvertes. Et on dit que les occupants de deux autres ont refusé de saisir leur chance, faute d'assurances logistiques sur les suites du coup. Mais, comme c'est aussi le cas de Paul Maraval, on peut imaginer qu'on a agi avec lui de la même manière qu'avec les trotskystes. Nous savons que François Mioch, qui partageait la même cellule, refusa de s'évader. Nous connaissons cette information par son propre frère qui évoque une discussion orageuse sur le sujet, mais sans apporter d'arguments. Que Maraval ait refusé de s'évader faute de perspectives claires, qu'il ait argué de son refus d'abandonner les autres militants rejetés, tout est possible. A-t-on laissé sa porte close en assurant postérieurement

---

1. Madeleine Baudoin, *Histoire des groupes francs* (Presses universitaires de France, Paris, 1962).

## *Meurtres au maquis*

qu'il avait lui aussi refusé de partir ? Pourtant, la relation de l'évasion ultérieure d'octobre montre un Maraval débordant d'activité, désarmant les gendarmes et clamant sa joie. Un ouvrage, bien postérieur, paru en 1992, de Jean Maurin <sup>1</sup>, enseignant résistant et qui dispose du plan utilisé par Ollier, indique clairement les cellules qui furent ouvertes et celles qui ne l'ont pas été. On a fait disparaître ces précieuses indications des plans de la prison établis plus tard par des auteurs au service du PCF, pour les besoins de leur démonstration et de la cause. Le plan de la prison établi par le commissaire Brie démontre la supercherie : ces auteurs ont fait disparaître des plans reproduits en annexe plusieurs cellules...

Aux auteurs qui prétendent que les trotskystes et les autres détenus refusèrent l'aventure, nous demanderons d'expliquer pourquoi le chiffre de vingt-six avait été arrêté pour l'évasion. L'inclusion de Paul Maraval et François Mioch aurait porté le chiffre à vingt-huit ; celle des trotskystes, sans Maraval ni François Mioch, à trente et un ; celle de tous ceux-là, à trente-trois. Pourquoi alors fournir le chiffre de vingt-six comme celui du nombre d'évasions établi par le triangle, comme on le verra plus loin ?

## *Jeunes, communistes et suspects*

Des ordres formels ont été appliqués, enfin, à l'égard des J 3 de la cellule 15. La plupart des J 3 détenus au Puy sont membres des Jeunesses communistes et le plus souvent en sympathie critique avec le caustique Paul Maraval... Le Parti craint qu'ils soient devenus sensibles aux arguments développés par les trotskystes...

---

1. Jean Maurin, *Résistance dans le val d'Allier*, Imp. Robert, Brioude.

Le serrurier Labrux, âgé alors de 22 ans, vend la mèche et fait état des calomnies et rumeurs à propos des J 3 incarcérés et abandonnés à leur sort :

« On voulait pas faire sortir les jeunes. Il y avait les trotskystes qui leur faisaient du baratin pour aller travailler en Allemagne. Ils nous l'avaient proposé aussi, mais nous, on n'a pas marché. Je crois qu'on les a laissés là à cause de ça<sup>1</sup>. »

L'un des J 3, Jean-Louis Guillaume, est en prison pour avoir lancé une bombe, en novembre 1941, contre un car véhiculant la Commission militaire d'armistice italienne, près du fort Saint-Jean à Marseille. Dénoncé le 12 janvier 1942 dans des conditions mal éclaircies, il est condamné par le tribunal militaire aux travaux forcés à perpétuité le 20 mai. Alors même qu'il est détenu au Puy, il est dénoncé comme ennemi du Parti dans une *liste noire* diffusée par les staliniens<sup>2</sup>. Ses codétenus du Puy l'ignorent apparemment, lui-même ne le sait pas, mais l'état-major communiste, par contre, ne peut pas ne pas savoir. Les listes noires, publiées et diffusées avant guerre, puis tout au long des quatre années d'occupation nazie, étaient élaborées par la Commission des cadres du parti stalinien. Le PC dénonçait ceux qu'il considérait comme « traîtres », « espions », « provocateurs », « voleurs », « trotskystes », « saboteurs », « mouchards », « escrocs », « fascistes », « désagrégateurs », « indicateurs » et « doriotistes »... On y trouve cette perle qualifiant un militant « suspect » : « Nègre, voleur, désagrégateur », mais aussi, parfois, l'origine juive des « renégats » à éliminer. Des militants socialistes y figurent, bien entendu. Leur seul tort était d'avoir quitté le PCF, ou d'avoir été opposants, comme André Ferrat, ancien membre du Bureau politique, ou encore Pierre Rimbart ; sont dénoncés d'ex-membres du Comité central, comme

---

1. Entretien du 30 avril 1991.

2. Voir Annexes III : « Les listes noires ».

Béors, Chéron, Pierre Célor, les instituteurs Raymond Guilloré, Daniel Bravey ; l'ancien secrétaire de la Krestintern, l'Internationale paysanne pour les pays latins, le Grenoblois Charles Martel, et l'ancien secrétaire de l'Internationale des travailleurs de l'enseignement, Léon Vernochet, tous deux adversaires du stalinisme dans les syndicats. Mais nombre de « vrais » trotskystes sont désignés à la vindicte des clandestins, sans compter l'un des futurs dirigeants du Parti communiste espagnol, Manuel Azcarate. Non seulement les listes noires désignaient les déviants à la vindicte des services policiers de Vichy et de la Gestapo, mais elles demandaient aux vrais patriotes d'« aider à les éliminer ».

Plus d'un demi-siècle s'est écoulé et la question de l'abandon de certains détenus à leurs geôliers n'est toujours pas reconnue par le Parti communiste français. Dans un récit écrit bien après la guerre, Antoine Rey soutient discrètement, dans une note de bas de page<sup>1</sup>, que l'on n'ouvrit pas la cellule des J 3, parce qu'elle était « au-dessous du poste de garde ». Les anciens occupants de la cellule 15 recevaient une piètre explication bien tardive... Quant à ceux des détenus dont les portes ne furent pas ouvertes, les staliniens jurèrent qu'elles l'avaient bien été, mais que leurs occupants avaient refusé de prendre la poudre d'escampette.

Un ex-J 3 du Puy, Edmond Vigne, le plus jeune des détenus alors âgé de 18 ans, voue une terrible rancune aux « camarades responsables », et les témoins de l'époque évoquent en frémissant la froide colère de cet adolescent courageux.

C'est au petit matin que les « jeunes » apprirent l'évasion par un message en morse tapé contre la cloison par les occupants de la cellule voisine, François Mioch et Paul

---

1. A. Rey, *L'Huma-Dimanche*, 13 octobre 1964.

Maraval : « Joyeuses Pâques ! Les copains se sont évadés cette nuit <sup>1</sup>... »

Le communiste Paul Linossier, qui avait 21 ans à l'époque, manifeste une grande pondération à l'égard de ce sombre épisode :

« Tout le monde n'est pas parti. La première fois, parce que des gars espéraient s'en sortir autrement. Les gens comme nous voulaient s'en sortir à tout prix. Les trotskystes pensaient qu'au sein de l'Allemagne, il y avait encore des gens qui étaient capables de faire quelque chose et qui pouvaient résister. Nous n'étions pas d'accord. (...) On ne s'engueulait pas toujours qu'avec les trotskystes. Moi, j'ai su par la suite qu'il y avait des problèmes dans la cellule. Certains refusaient de partir. Ce n'est pas simple de prendre la décision de s'évader. Or, pour partir, il fallait être sûr des gars <sup>2</sup>. »

Quoi qu'il en soit, vingt-six prisonniers devaient s'évader, soit à peu près la moitié de l'effectif de la détention. Certains « oubliés » se consolèrent en s'accrochant à l'idée que les organes de direction avaient choisi les plus solides et les plus compétents pour combattre au maquis...

Les fouilles sévères qu'ils subirent au petit matin, les vexations systématiques, les passages à tabac furent bien sûr imputés à ceux qui les avaient abandonnés lors du tri. Comment aurait-il pu en être autrement ?

Les décisions discriminantes appliquées par Augustin Ollier et la direction des prisonniers représentée par Jean Burles et Antoine Rey résultaient des décisions de l'inter-région, c'est-à-dire de Giovanni Sosso. Il n'y eut aucune place pour les initiatives personnelles. Toutes les évasions dirigées par l'appareil du PCF répondaient à un dogme général : discrimination entre détenus, et même sélection entre communistes. *A fortiori* si des trotskystes combattants étaient emprisonnés...

---

1. Entretien avec E. Richaud, 22 avril 1991.

2. Entretien avec Paul Linossier, 22 juin 1991.

### **Opération évasion**

Il est temps de relater l'enchaînement des événements de la nuit du 24 au 25 avril. La date est bien choisie : les gardiens « dormeurs » sont de service en cette veille de dimanche pascal. Les congés de Pâques, en désorganisant les forces policières, retarderont l'efficacité de la traque quand elle sera lancée aux basques des fuyards.

Le vendredi 23 avril, Giovanni Sosso, qui a quitté Saint-Etienne, rejoint les maquisards et tient conseil à trente kilomètres du Puy, quelque part dans la vallée de l'Allier. Ils mettent au point les derniers préparatifs avec les hommes du commando maquisard d'Augustin Ollier, ceux qui tiennent les fermes des Salettes et Souveton.

Sosso regagne Saint-Etienne le soir même.

Le samedi 24 avril au matin, les six libérateurs, Augustin Ollier, Henri Hutinet, Marcel Rey, Paul Linossier, Georges Vincent, dit *le Mataf*, et François Verney, dit *le Pilote*, prennent le car sans se faire remarquer à Chambon-le-Château pour rejoindre Le Puy où ils seront à pied d'œuvre dans la matinée. Après une discrète reconnaissance des abords de la prison pour repérer les lieux une dernière fois, les hommes passent la journée en ville. A 22 h 30, ils sont au pied de la muraille, près du lit de la rivière le Dolaison, le lieu le plus tranquille de la maison d'arrêt. Ils ont pu récupérer deux échelles supplémentaires sur un chantier voisin. A l'opposé, Georges Vincent est en planque près de l'entrée principale de la prison. Le commando dresse une échelle de six mètres contre le mur d'enceinte ; une fois escaladé, un homme déroule l'échelle de corde équipée de crochets de fixation sur la face intérieure de la muraille.

Antoine Rey se ronge les sangs dans sa cellule. Il se souvient :

## *Francs-tireurs et Partisans*

« Du bruit dans le chemin de ronde. Des ombres dans la nuit. Nos libérateurs sont là ! Qui sont-ils, combien sont-ils ? Nous n'en savons rien, mais ils sont là et c'est pour nous une joie immense <sup>1</sup>. »

Ollier parvient enfin à la cellule n° 2 où il entre en contact avec Antoine Rey. Les deux hommes chuchotent, il est 22 h 45. Rey demande à son camarade d'attendre et de se dissimuler jusqu'à la fin de la ronde de minuit avant de passer à l'action. Ollier fait donc chemin inverse, escalade à nouveau la muraille par l'échelle de corde et rejoint ses camarades à l'extérieur de la prison. Au passage, il sectionne les fils téléphoniques, dévisse deux ampoules qui éclairent le chemin de ronde que les évadés devront franchir plus tard. Les minutes sont longues, dedans comme dehors. Attente anxieuse dans les cellules que les hommes espèrent quitter pour toujours, attente inquiète au pied du mur d'enceinte pour les hommes du commando, dans la nuit silencieuse qui enveloppe la ville occupée par l'armée allemande. On craint le pire, que l'alerte soit donnée, que les clés factices ne fonctionnent pas, que l'imprévisible contrecarre le plan audacieux et que les libérateurs se retrouvent encabanés à leur tour...

A 1 heure du matin, enfin, l'une des échelles dérobées sur le chantier est basculée dans la prison, dressée contre le mur du préau qui s'élève à trois mètres. Les FTP forcent sans peine la lourde porte à l'aide d'une pince-monseigneur ; l'huissierie du hall est forcée avec le carré d'acier fabriqué tout exprès. Six cellules vont bientôt s'ouvrir. Elles sont refermées dès que leurs occupants les ont quittées. Les résistants reprennent l'itinéraire inverse. Grimper l'échelle de corde se révèle une dure épreuve pour certains, mais à 1 h 25, tout est terminé. C'est donc un

---

1. « Les joyeuses Pâques de vingt-six patriotes », in *L'Humanité-Dimanche*, 13 octobre 1963.



## *Meurtres au maquis*

groupe de trente-deux hommes sains et saufs, évadés et libérateurs, qui rejoint la vallée de l'Allier.

### *Après la « belle »*

L'alerte ne sera donnée qu'à 7 h 30 du matin, et pour n'avoir rien entendu, les deux gardiens de service cette nuit-là sont aussitôt emprisonnés.

Après une équipée harassante, la troupe des évadés atteint, en début d'après-midi, les berges de la rivière qui s'écoule au pied de la ferme du Souveton. Il leur faut franchir les eaux hautes et froides avec leurs vêtements serrés qu'ils tiennent en balluchon sur la tête. Sur l'autre rive, c'est le soulagement.

« Nous avons fait douze heures de marche très dure pour nous. Beaucoup de pieds en sang, de chevilles et de genoux enflés (...), mais les vingt-six évadés sont là, ivres de joie et de liberté. Une bonne soupe d'orge nous attend<sup>1</sup>. »

Dès le lendemain, les libérés sont répartis en trois groupes. Succès total. Du moins, on le pense...

L'opération est un défi spectaculaire lancé aux forces de répression, aussi les autorités collaboratrices vont-elles tout mettre en œuvre pour frapper à nouveau. Avant l'opération, la gendarmerie d'Alleyras avait signalé la présence de « réfractaires » dans le secteur qu'elle est chargée de couvrir. Un vaste dispositif armé s'étend dans la nuit du 26 au 27 avril, verrouillant la vallée où bivouaquent les trois groupes. Une colonne armée se dirige sur Provençal, la ferme abandonnée à l'écart du hameau de Romanaguet. Dix-huit hommes, dont huit évadés surpris en plein som-

---

1. Antoine Rey, *ibidem*.

meil, sont enchaînés et ramenés au Puy. Un second détachement prend la ferme de Souveton, sur la commune de Saint-Vénérand, où sont planqués vingt et un clandestins. Même effet de surprise : les policiers encerclent la ferme, pénètrent dans la cuisine, arrêtent les cinq maquisards qui sont rapidement menottés. Seize hommes qui dorment dans la grange attenante sont réveillés par deux policiers qui leur intiment l'ordre de sortir l'un après l'autre. Alain Joubert passe le seuil, mais il est armé d'un revolver et met un gendarme en joue. Affolé, celui-ci prend la fuite, aussitôt suivi de son collègue. De la lucarne de la grange, Georges Vincent, qui a empoigné une mitrailleuse, ouvre le feu. Les policiers se replient alors dans les bois alentour et tiraillent dans l'attente d'un renfort. Profitant de la débâcle, les prisonniers réunis dans la cuisine se libèrent de leurs menottes et rejoignent leurs camarades. Ils quittent la ferme par une porte de derrière, couverts par le feu de la mitrailleuse de Georges Vincent et le fusil-mitrailleur que commande Drevet. Les renforts arriveront deux heures après le début de l'accrochage.

Les maquisards de la ferme de Salettes, près de Lhermet, ne sont pas inquiétés : les gendarmes ignorent leur existence, mais tôt ou tard la zone ne tardera pas à être découverte. Ollier ordonne le repli. Conduit par le paysan François Fabre père, du hameau de Lhermet, le groupe traverse l'Allier à gué. Ollier réclame la dispersion. Dans la nuit noire et la fuite précipitée, il tombe dans une carrière et se fracture le bassin. Des maquisards le transportent à la ferme de Mme Fouillet, sa propre sœur, qui réside à Costaros. Il est surpris par la police sur son lit de douleur le 2 mai. Arrêté, interrogé sans ménagements, il est transféré au Puy, où il est jeté en cellule, malgré son état.

La région est passée au peigne fin.

Le 29 avril en fin de journée, les gendarmes arrêtent dans les bois de Thoras dix des partisans de Souveton. Parmi eux, six évadés du Puy. Réfugié chez un boucher de

## *Meurtres au maquis*

Chambon-le-Château, l'un d'eux est grièvement blessé en tentant de fuir. Il est désormais prisonnier.

### *Contre-attaque désastreuse*

Non seulement la majorité des évadés du Puy ont été repris, mais peu après la destruction du maquis, des pans entiers de l'organisation urbaine s'effondrent : des hommes arrêtés et torturés ont parlé. Des « terroristes » qui se déplacent de cache en cache sont repérés et arrêtés. Ils ont gardé des adresses dans leurs poches... Le 3 mai, Théo Vial, l'un des premiers maquisards découverts, est arrêté rue de la Chance à Saint-Etienne. Battu, il tient bon et gagne une réputation de courage. Apprenant son sobriquet d'adolescent *Bibi*, les policiers le baptisent *Chéri-Bibi* en hommage au célèbre héros populaire du romancier Gaston Leroux. Vial est transféré au Puy, « le bal des brutalités et des interrogatoires » reprend, suivi de trois jours de mitard. Hippolyte Vial est arrêté à son tour. Il semble qu'il y ait eu dans la population de vives réactions contre cette répression.

Henri Hutinet, qui était parvenu à s'échapper après la bataille de la vallée de l'Allier, se rend paisiblement à Saint-Etienne le 8 mai pour assister à la cérémonie de mariage de son camarade de régiment et de réseau, Salvador Parra. Il est arrêté le soir même et emprisonné à la prison de Bellevue à Saint-Etienne.

Les agents de liaison se sont démenés pour transmettre des consignes de regroupement aux divers noyaux FTP qui ont éclaté dans le pays. Deux rendez-vous sont fixés, le premier près d'Yssingeaux, à Rocharinge, où une dizaine de maquisards se regroupent. Parmi eux, Marcel Rey, Henri Julien et Alain Joubert. Un second noyau doit se

rassembler aux environs de La Louvesc, en Ardèche, mais la police en est déjà informée... Les trois jeunes femmes qui, jusque-là, ont maintenu le contact entre les groupes disséminés et la direction FTP de la Loire ignorent qu'elles sont filées : le 23 mai, Nicole Joubert et Suzanne Cagé, la compagne de Sosso, sont arrêtées ensemble à leur domicile, rue de la Harpe, et incarcérées à la prison de Bellevue. Deux jours plus tard, c'est au tour d'Antonine Planche. La police découvre sur elle l'indication en clair du rendez-vous de La Louvesc... Une souricière est tendue : Giovanni Sosso est cueilli et enfermé dans la cellule 63 de la prison de Saint-Etienne. Trois mois plus tard, le 27 août, une équipe de « sédentaires » de Rive-de-Gier, Noël Patriarca, Pierre Espinoza et Jean Martinez, dit *François*, sont arrêtés à leur tour et transférés à Saint-Etienne où ils sont bouclés ensemble dans la cellule 65, mitoyenne de celle de Sosso.

Le groupe FTP est donc réduit à une vingtaine de partisans qui se rassemblent dans une ferme au Suc-d'Achon, à cinq kilomètres d'Yssingaux, sous les ordres de l'Alsacien Marcel Ims, dit *Robert*. C'est lui qui baptisera le maquis en hommage à Georges Wodli, membre du comité central du PCF assassiné le 2 avril à Strasbourg par les nazis.

Le triangle est aussitôt reconstitué. Ims, le *militaire*, rassemble à ses côtés le *politique* Henri Julien, 22 ans, ancien des Jeunesses communistes d'Arles, évadé du Puy le 25 avril, et Alain Joubert, le *technique*, qui doit soigner une jaunisse carabinée au domicile paternel, à Thiers.

Au cours de l'été, de nouveaux réfractaires partent vers la montagne, l'effectif combattant atteint bientôt quarante hommes. L'échec du Puy est jugulé, le maquis s'installe au village de Raffy.

Et les partisans préparent à nouveau la « grande évasion » d'automne !

Le bilan est tout de même lourd : seize évadés sur vingt-six ont été repris, plusieurs maquisards ont été faits prisonniers les armes à la main. Le nombre des combattants

## *Meurtres au maquis*

emprisonnés au lendemain de l'évasion est supérieur au nombre de ceux qui ont fait la « belle » ; la contre-attaque policière a fait tomber maints refuges, sans parler des « sédentaires » décimés par la répression.

### *Une baisse de moral*

Au Puy, où les hommes ont été torturés, c'est la déprime ; la discrimination entre les heureux élus d'hier et les « abandonnés » est toujours durement ressentie. Et c'est, bien sûr, dans la cellule 15 que la révolte s'exprime le plus ouvertement.

Le préfet de Haute-Loire Robert Bach, qui a l'étoffe d'un Machiavel de province, est introduit, accompagné par le directeur de la prison, dans la cellule du trotskyste Albert Demazière le jour de Pâques. L'homme de Vichy veut sonder le prisonnier sur les sentiments qu'il éprouve à l'égard des communistes qui n'ont pas tenu à le libérer. Le préfet confie qu'il ne comprend pas que les organisateurs de l'évasion l'aient abandonné, lui, Demazière, un dirigeant communiste... Le préfet, selon le détenu, ne s'attire qu'un sourire insolent.

La police de Vichy peut être satisfaite. Le coup de filet réalisé en quelques heures démontre au préfet que les forces maquisardes n'ont pas encore atteint les dimensions d'une guérilla parfaitement organisée. L'astucieux commissaire Drousseau, chef de la brigade régionale de la police de sûreté, trace une bonne analyse politique de la situation régionale. Dans un rapport daté du 6 mai 1943, il écrit :

« Il convient de mentionner que j'ai eu l'impression très nette que la population paysanne a fait un accueil des plus favorables aux nombreux jeunes réfractaires. (...) Du reste, ces derniers, avant le 15 avril, ne se cachaient pas outre mesure, et cette situation était connue des autorités

## *Francs-tireurs et Partisans*

locales : maires, présidents de sections de la Légion et enfin par l'abbé Roche, curé de Saint-Christophe-Saint-Vénérand (Haute-Loire), dont l'influence agissante s'étend sur toute la région. »

Une conversation avec l'ecclésiastique lui a permis d'ailleurs de rapporter d'intéressantes notations sur l'état d'esprit des campagnes à l'égard de la répression antiterroriste :

« Ce dernier, au cours du long entretien que nous avons eu, n'a pas manqué de me faire part des sentiments de ses paroissiens à l'égard des jeunes défailants du Service du travail obligatoire ; il m'a affirmé que les habitants avaient accueilli sans aucune conviction la nouvelle de l'évasion de vingt-six détenus politiques de la Maison d'arrêt du Puy et qu'ils avaient tous eu le sentiment qu'elle avait été inventée pour les besoins de la cause, pour masquer les opérations de police, lesquelles n'avaient d'autre but que de mettre un terme à l'aventure des jeunes gens réfugiés dans la région et les diriger sur l'Allemagne. »

La population sympathise avec les réfractaires, elle les comprend et manifeste une résistance passive aux menées allemandes et collaborationnistes. Par contre, le monde rural n'est pas encore entré dans la guerre que se livrent forces de l'ordre et maquisards.

Au Puy, en revanche, le moral des prisonniers est au plus bas. Théo Vial n'hésite pas à parler d'une « sorte d'engourdissement » dont il rend responsable l'accoutumance à la cohabitation pacifique avec des gardiens « français, eux aussi »...

Les dirigeants FTP projettent alors une seconde évasion, mais cette fois elle sera précédée d'une « belle » à la prison Bellevue de Saint-Etienne, où est détenu l'important Giovanni Sosso...



## *Tri dans la prison*

Avant toute chose, l'objectif des FTP est de libérer les importants responsables qui sont tombés aux mains de l'occupant. Les témoignages insistent tous sur un point : c'est Giovanni Sosso qui est l'organisateur de l'évasion de Saint-Etienne, de l'intérieur même de la prison Bellevue.

Au premier abord, il s'agit d'une prison ordinaire. Jean Favre, qui fut détenu de longs mois – presque deux ans, du 21 octobre 1941 au 26 septembre 1943 –, la décrit ainsi :

« Une prison entre mille : la maison d'arrêt de Saint-Etienne. Une demi-heure par jour, on se promène dans des cours triangulaires de six mètres de côté, dont les murs sont si hauts que jamais le soleil n'y pénètre <sup>1</sup>. »

L'évasion de Bellevue, qui marquera un tournant dans l'histoire du maquis Wodli, n'est pas, contrairement à la légende, l'œuvre exclusive des communistes. La logistique requiert, en effet, les moyens du service britannique, le SOE, et du réseau « Mithridate » et, bien qu'elle ne soit pas dirigée par les seuls communistes, l'opération est, une nouvelle fois, très sélective. L'identité des évadés recouvre l'organigramme des responsables communistes de haut

---

1. Cité in *Résistance de Saint-Etienne à Dachau*, de Joseph Sanguedolce.



niveau qui sont enfermés, mais le Special Operations Executive tenait vivement à récupérer l'un des siens, le lieutenant Henri Hutinet. Les agents britanniques jouissaient de grands moyens pour mener l'action à bien : la dirigeante de « 93 », l'active Violette Maurice, ses camarades du 2<sup>e</sup> RI, Salvador Parra et le lieutenant Maurice Colin, disposent d'un important contact à la maison d'arrêt, puisqu'il s'agit de l'aumônier de la prison.

Le détenu Hutinet reçoit la visite du prêtre qui lui remet un colis contenant des noix évidées dissimulant des pastilles d'ipéca qui ont pour effet d'imiter les redoutables symptômes de l'appendicite. Le transfert du lieutenant au centre hospitalier stéphanois permettrait d'organiser ainsi son évasion sans grand problème. Un jeu d'enfant. Malheureusement, Hutinet avait déjà été opéré de l'appendicite... Il ne lui reste donc qu'à se blesser volontairement à l'épaule à l'aide d'un tesson de bouteille infecté qui provoque inévitablement l'éclosion d'un furoncle considérable, et donc l'hospitalisation désirée.

A l'hôpital du pavillon réservé aux prisonniers, il reçoit plusieurs visites de Violette Maurice, et c'est ensemble qu'ils dressent le plan de sa propre évasion, prévue d'abord pour le mois de juillet. Hélas, c'était compter sans l'humeur d'Hutinet : une querelle avec un infirmier pétainiste provoque son retour en prison avant même sa guérison pleine et définitive. En détention, il retrouve Giovanni Sosso, et les deux hommes ne manquent pas d'occasions de converser en promenade. Hutinet devient le confident du cadre stalinien, il évoque son engagement dans « Mithridate » et relate ses projets. Il ne s'agit plus d'une « belle » individuelle, mais d'un coup collectif projeté par différents réseaux.

C'est Sosso qui négocie avec le SOE. En effet, seuls des cadres communistes liés aux services soviétiques peuvent traiter d'action avec des organisations étrangères. C'est ce qu'il fait, au cœur de la prison de Bellevue. C'est son rôle

## *Tri dans la prison*

en la circonstance qui a attiré notre attention. Son ancien supérieur dans les FTP de zone sud, Guy Serbat, a compris son rôle véritable à travers cet épisode.

### *Une évasion collective*

Une structure formée de résistants français du SOE et de FTP se met donc en place afin d'organiser la libération des prisonniers chers aux deux organisations. La littérature d'origine communiste n'en souffle mot, ni Joseph Sanguedolce, dans son livre *Résistance de Saint-Etienne à Dachau*, ni le FTP stéphanois Jean Favre, ni Giovanni Sosso lui-même, qui en fera pourtant le récit plus tard. Les résistants étrangers à la planète FTP sont purement et simplement gommés de cette action couronnée de succès.

A l'extérieur de la prison, le groupe de direction comprend la structure « Ange » du SOE et son chef, Antoine Boirayon, flanqué d'un collaborateur proche puisqu'il s'agit de son propre frère. Sont mobilisés, enfin, le lieutenant Maurice Colin, Salvador Parra, de « Mithridate », et Violette Maurice ; du côté communiste, deux nouveaux membres de la direction inter-régionale des FTP, Raymond Perinetti et Henri Favoriti, entrent dans la danse.

La coordination règle les questions d'armements, rassemble les fonds nécessaires pour acquérir les outils logistiques de l'évacuation et de la protection des évadés. L'expérience passée démontre l'importance capitale des points de chute, la qualité des relais indispensables afin d'accueillir les futurs combattants qui ne doivent plus être abandonnés à leur propre sort.

L'Armée secrète, née fin 42 sous l'impulsion d'Henri Frenay, fournit une camionnette, le groupe « Ange », deux voitures légères. La protection militaire des évadés évacués

## *Meurtres au maquis*

sera assurée par des hommes du groupe « Ange » flanqués de FTP, placés sous le commandement d'Antoine Boirayon. Pour désorganiser et désorienter les forces de l'ordre au moment de la phase exécutive, une série d'actions et d'attentats est projetée sur toute la région.

### *Les préparatifs derrière les murs*

Dans la prison, Giovanni Sosso et Henri Hutinet se sont adjoint le communiste Marchadier.

Grâce à la complicité de l'aumônier, Salvador Parra, qui est revêtu d'une soutane, pénètre dans la maison d'arrêt et rencontre en toute tranquillité Hutinet et Sosso afin de mettre définitivement au point les détails de l'action.

Deux gardiens sont dans le coup : l'un d'eux, Marcel Chaussende, surnommé *le Red*, est sympathisant communiste ; il est en intelligence avec Giovanni Sosso. Quant au second, Palmier, nous savons peu de chose sur lui. Les matons Chaussende et Palmier ignorent jusqu'au jour J qu'ils sont l'un et l'autre les acteurs d'une évasion... L'étañchéité est totale. Palmier n'aura de contacts qu'avec Sosso à qui il transmet la foule de détails indispensables à la réussite du coup : l'emplacement des connexions électriques et des postes téléphoniques, le règlement horaire des rondes de surveillance, le nombre des gardiens mobilisés pour effectuer leur service journalier et les habitudes particulières de la garde. Le rôle de Palmier est capital, il restera ignoré de tous ; à l'issue de l'opération, il ne sera même pas découvert ou inquiété par les autorités pénitentiaires. Il occupe un appartement de fonction au sein même de la prison et sa femme, gardienne elle aussi, s'est engagée, en cas de difficultés, à ouvrir la grille qui sépare le secteur des hommes de celui des femmes.

La date de l'évasion est déterminée en fonction du jour où le gardien Marcel Chaussende sera de service. C'est lui

## *Tri dans la prison*

qui introduira les armes dont les premiers libérés auront besoin, c'est lui, enfin, qui ouvrira les portes des cellules. Ainsi organisée, l'évasion, infiniment moins « ouvrière » mais plus « services secrets » que la précédente, est même empreinte d'un fumet « Union sacrée » puisqu'elle mobilise aussi la participation d'un prêtre catholique... Elle sera pourtant aussi sélective que la première.

### *Le choix des évadés*

Outre Hutinet et Sosso, et quatre autres emprisonnés en préventive, Bellevue enferme dans ses murs quatre-vingts prisonniers politiques. Tous communistes. Et nombre d'entre eux sont embastillés depuis 1939-40.

Prison centrale, Bellevue rassemble des condamnés aux travaux forcés dont les peines s'échelonnent de cinq ans à perpétuité. Le tout dernier convoi de détenus est arrivé le 8 décembre 1941 et les quartiers sont pleins à craquer. Les détenus sont littéralement encagés au rez-de-chaussée, à trois par cellule, et leur sort est bien pire que le régime que subissent les droit commun. Les politiques n'ont droit qu'à deux colis par mois au lieu de quatre et une visite mensuelle au lieu de deux par semaine. Pourtant, la grande majorité de ces hommes ne sera pas libérée...

Parmi tous les détenus le réseau « Mithridate » ne s'intéresse qu'au seul Hutinet ; quant à la direction communiste, elle ne projette l'évasion que de ceux qui lui semblent le plus aptes à occuper un poste de commandement, et, parmi ceux-là, des militants sûrs. Pas question, par exemple, de faire sortir ceux qui auraient critiqué le pacte Hitler-Staline. Le choix rigoureux concerne donc uniquement les « lignards », comme on les appellera plus tard. Raymond Perinetti, de l'inter-région FTP, supporte mal cette décision, puisqu'il confiera à Jean-Yves Boursier

## *Meurtres au maquis*

qu'il a été « obligé » d'abandonner des prisonniers. Il précise alors que « le PCF avait établi une liste de ceux qu'il fallait faire évader<sup>1</sup> ».

De l'intérieur, la liste fut dressée par Giovanni Sosso, après consultation de deux responsables de haut niveau, Pierre Besset et Robert Marchadier. Trente-deux détenus seulement sont « autorisés » par Sosso à s'évader au nom du Parti. Quarante-huit politiques condamnés à de lourdes peines resteront donc en prison...

Parmi les trente-deux élus, il y a ceux qui viennent tout juste d'être arrêtés, des hommes indispensables pour le développement du maquis du Wodli : Giovanni Sosso, bien entendu, et son compagnon de cellule, le militant Joseph Bohrer ; puis les jeunes qu'il apprécie, Noël Patriarca, Pierre Espinoza, dit *la Puce* ou *Mario*, et Jean Martinez. Ces hommes occupent les cellules de préventive du premier étage.

Vingt-huit des condamnés du rez-de-chaussée l'ont été à de lourdes peines. Tous sont cadres du PC, des JC ou de la CGT. Parmi eux, Pierre Besset, 36 ans, militant des Jeunesses communistes, secrétaire de l'Union départementale CGT à Clermont-Ferrand, et Robert Marchadier, 32 ans, électricien chez Michelin, où il s'est rendu célèbre avant guerre par ses interventions politiques, ex-secrétaire de l'Union départementale CGT du Puy-de-Dôme ; placé à la tête du PC clandestin de Châteauroux, il a été condamné à mort puis gracié. Il y a aussi Alfred Souvignet, responsable clandestin à l'organisation de Saint-Etienne ; Marcel Lemoine, 25 ans, employé, dirigeant des JC, condamné à mort, mais l'arrêt a été commué en détention à perpétuité ; Raymond Barbé, dit *Pierre Laffaurie*, 32 ans, ancien responsable JC puis du PC de Marseille ; Etienne Néron, 38 ans, cadre du PC et de la CGT, ouvrier du bâtiment à Thiers ; Louis Godefroy, ex-brigadiste d'Espagne ayant

---

1. Entretien de Raymond Perinetti avec Jean-Yves Boursier, avril 1986. Les Mémoires inédites de Perinetti confirment.

## Tri dans la prison

combattu dans le Sud-Est ; Henri Guidicelli, 24 ans, militant corse et dirigeant des JC de Marseille ; André Rieu, 22 ans, tourneur à Bordeaux, dirigeant des JC, et Alfred Tarelli, 23 ans, maçon à Grenoble et cadre des Jeunesses. Un autre « autorisé », *Alonzo*, de son vrai nom Antonio Nuñez Balsera<sup>1</sup>, membre du Comité central du PC espagnol sous le pseudonyme de *Luis*, est cadre du PCF sous le second pseudo de *Charles*. Parmi les candidats à l'évasion, nous relevons également de futurs officiers FTP de la Libération, le colonel Jean Favre, le commandant Combecave et le capitaine Scaravazzi.

Les heureux élus sont contactés lors des promenades, on leur demande s'ils sont « partants » et surtout s'ils sont prêts à rejoindre une unité combattante. On leur donne aussi des consignes précises :

« Ne dites rien à vos camarades de cellule. Sans éveiller leur attention, préparez votre linge de corps et quelques objets utiles. Dès que vous entendrez les portes s'ouvrir, tenez-vous prêts et sortez sans un mot<sup>2</sup>. »

### Une réussite technique

Nuit du jeudi 25 au vendredi 26 septembre<sup>3</sup>. Comme prévu, Chaussende est de garde. Giovanni Sosso et ses compagnons sont en alerte. Chacun répète les consignes. Une pluie torrentielle tombe sur la ville. La cloche sonne :

---

1. Santiago Carrillo, secrétaire général du Parti communiste espagnol, accusera ce membre du Comité central d'avoir été un élément « douteux ». Mort il y a quelques années, il aurait été un officier gradé en Bulgarie. Rentré en Espagne après guerre, on l'accusa d'avoir fait exécuter un opposant à la ligne de Carrillo, le vieux dirigeant Gabriel León Trilla (Daniel Arasa, *Años 40. Los maquis y el PCE*).

2. Joseph Sanguedolce, *op. cit.*

3. Le récit suivant repose pour l'essentiel sur celui de Giovanni Sosso. Joseph Sanguedolce, *op. cit.*

1 heure. Chaussende n'a pas oublié sa thermos de café « spécial FTP », c'est-à-dire un jus noir bien fort pour atténuer le goût du somnifère. Il offre un gobelet à son collègue de garde qui s'endormira bientôt à poings fermés. Par prudence, le garde est tout de même bâillonné et ligoté sur son lit. Chaussende ouvre alors la cellule de Sosso et Bohrer, puis au-dessus du poste de garde celle d'Espinoza, Martinez et Patriarca. Il distribue les armes et Sosso reçoit un colt tout neuf. Les hommes armés vont alors réaliser le gros de l'évasion. Les portes des cellules s'ouvrent les unes après les autres.

Les cinq hommes vont neutraliser les six matons ébahis du poste de garde situé au rez-de-chaussée. Silencieusement, ils bondissent à l'intérieur du local en criant : « Vive la France ! Haut les mains ! » Espinoza fonce au fond de la pièce et tranche les fils de l'avertisseur électrique. Pas un des gardes ne bronche. Bras en l'air, les fonctionnaires sont désarmés et conduits vers la cellule qui fait office de salon de coiffure.

C'est à ce moment qu'arrive Hutinet, libéré de l'infirmerie par Chaussende. Un des gardiens fond en larmes, il craint d'être accusé de complicité. Pour le tranquilliser, Hutinet lui assène une série de coups : les hématomes lui tiendront lieu d'alibi. Bohrer est en faction devant la porte où les gardiens silencieux sont enchaînés avec leurs propres menottes.

Chaussende joue du trousseau et ouvre les portes des cellules que Sosso lui indique. Dans certaines, un seul libéré sort et la porte se referme sur ses deux camarades... Au fur et à mesure que les cellules se libèrent, on répète la même directive : « En chaussettes et en silence. » Dans le grand hall, les condamnés vêtus du droguet des prisonniers dérobent les vêtements et les chaussures des droit commun détenus en préventive. Leurs effets civils sont déposés sur des chaises en rangs d'oignons devant les cachots...

Le plan se déroule avec minutie et dans le silence. Il est temps de neutraliser l'équipe de fonctionnaires qui doit

bientôt relever les gardiens menottés dans la cellule faisant office de salon de coiffure. Surpris en plein sommeil, ils sont ligotés à leur tour et bouclés au cachot.

Un factionnaire tient l'escalier qui conduit à l'appartement du gardien-chef, toutes les portes menant à la cour d'honneur sont contrôlées. Les fils des téléphones sont coupés.

Une partie de la prison de Saint-Etienne est aux mains des résistants. Dehors, il pleut toujours à torrents. Les évadés vont devoir patienter en silence jusqu'à l'aube, car le couvre-feu leur interdit de passer les derniers obstacles avant l'heure fatidique.

Il est 5 heures. Cinq hommes, en file indienne, en chaussettes et sous la pluie battante, se dirigent vers la grande porte, Hutinet en tête. Le vacarme provoqué par les trombes d'eau couvre la galopade. Par le guichet grillagé, un prisonnier tient à l'œil le GMR<sup>1</sup> qui fait les cent pas dans la rue. Pendant ce temps, Hutinet pousse violemment l'huis du corps de garde et quatre commandos bondissent dans la pièce. Deux GMR sont plaqués au sol, deux autres, atablés devant une chopine de vin, ne peuvent pas même protester. Ils sont désarmés sans ménagements par Henri Hutinet. Bras en l'air, ils traversent la cour d'honneur et sont bouclés à leur tour. Il ne reste plus qu'à ceinturer le GMR qui monte la garde sous la pluie, à l'extérieur. Chaussende, coiffé de sa casquette de surveillant, le hèle et lui propose d'entrer se réchauffer avec un bon verre de vin chaud. L'homme, content de l'invite, pénètre dans le corps de garde vide et s'inquiète alors : « Où sont les copains ? — Tu vas les retrouver tout de suite, sois tranquille », répond Hutinet, camouflé derrière la porte. Il lui enfonce son canon de revolver dans les côtes.

La prison est désormais contrôlée par les résistants : « Dans un quart d'heure vous serez libres », annonce

---

1. Groupe mobile de réserve. Les GMR sont les ancêtres des CRS actuels.



## *Meurtres au maquis*

Chaussende. Il ne reste qu'à ouvrir les cellules des trois camarades féminines, Antonine Planche, Suzanne Cagé et Nicole Joubert, détenues au quartier des femmes. Malheureusement, la clé de Chaussende ne peut ouvrir la grille de séparation... Le trou de la serrure est occulté par une soudure d'acier du côté du quartier des hommes. La gardienne, la propre épouse de Palmier, qui avait offert son aide en cas de besoin, n'est pas de service et sa remplaçante panique. Rien à faire. Les trois jeunes femmes resteront prisonnières. Elles seront déportées en Allemagne.

Il est 5 h 30 du matin. C'est la fin du couvre-feu et l'heure du rendez-vous prévu avec les chauffeurs des diverses automobiles.

Trente-deux prisonniers et le gardien Chaussende franchissent le porche de la prison Bellevue. Tous n'ont pas de place dans les voitures, ils prendront contact avec les relais pour gagner le maquis. La voie est libre, car les forces de répression sont occupées ailleurs... Comme prévu, dix-neuf sabotages et attentats sont déclenchés simultanément. Dix-sept réussissent...

### *Les enseignements de l'évasion de Bellevue*

Pour le maquis de Wodli et les cadres de l'inter-région A, cette évasion victorieuse signifie d'abord la récupération de l'homme clé, Giovanni Sosso, et de ses adjoints. Pierre Besset, militant aux Jeunesses communistes de la Loire, à La Ricamarie, ne peut pas rejoindre les « sédentaires » de Clermont-Ferrand, car son visage et sa manière y sont trop connus ; il est versé au maquis. Henri Hutinet, particulièrement exposé à la répression puisqu'il est un officier « félon », est envoyé pour combattre dans les Alpes du Sud où il tombe en juillet 1944.

Aucun évadé ne sera repris cette fois. Les hommes sont installés pour quelques jours dans des planques sûres à

l'écart des villages. Un groupe progressera vers l'Ardèche, un second gagnera les monts du Forez, un autre, enfin, rejoindra le Wodli, en Haute-Loire.

La collaboration entre les organisations FTP et le SOE doit être tout de même étudiée d'un peu plus près<sup>1</sup>.

On connaît l'exemple de la guérilla yougoslave et l'aide puissante que Londres offrit aux partisans de Josip Broz, dit Tito. Les historiens britanniques ont largement établi que sous la volonté expresse de Winston Churchill, l'Angleterre décida d'armer les organisations de partisans qui combattaient le plus énergiquement l'occupant nazi. On conçoit alors que les Anglais n'aient pu négliger en France les FTP dont nombre d'unités reçurent d'ailleurs leurs premières armes grâce aux parachutages organisés et réceptionnés par la logistique SOE.

En ce qui concerne l'évasion conjointe de Bellevue-Saint-Etienne réalisée par les communistes et des résistants d'obédience britannique, il est tout de même remarquable de constater qu'elle bénéficia d'abord aux FTP qui récupéraient des dizaines de cadres, alors que le SOE ne libérait que le seul Henri Hutinet... Le généreux SOE aurait-il donc mobilisé des moyens aussi disproportionnés pour un résultat somme toute négligeable quant à ses propres buts ? Les FTP auraient-ils offert aux Britanniques des contreparties dont nous ignorerions encore la nature et l'importance ? En réalité, cette coopération doit être replacée dans un cadre plus général, et le bilan de Saint-Etienne ne peut être lu qu'au regard d'un ensemble et d'une tactique globale des Britanniques.

---

1. Les sources relatives aux événements ultérieurs à l'évasion de Bellevue-Saint-Etienne sont tirées du *Résistant de la Loire* (troisième trimestre 1991). L'article est signé par le colonel Gentgen, il est accompagné des remarques du communiste Camille Pradet. Il a donc fallu quarante-huit ans pour que des membres du PCF, dans un bulletin qu'ils contrôlent, fassent état du rôle joué par le SOE britannique dans cette évasion victorieuse.

Roger Faligot et Rémy Kauffer<sup>1</sup> ont montré l'étroite collaboration qui devait réunir, à partir de janvier 1942, les services secrets anglo-américains et soviétiques. Une « entente » illustrée en Europe occidentale par les parachutages organisés par les Britanniques de plusieurs dizaines d'agents du NKVD soviétique. Les auteurs relatent notamment comment Raymond Guyot, ses proches collaborateurs Francine Fromont et Daniel Georges, le propre frère de *Fabien*, venus d'URSS par bateau jusqu'à Londres, furent parachutés ensuite dans la région de Montpellier par l'escadrille spéciale du SOE. C'est dans le cadre de cette évolution stratégique générale que s'insèrent l'opération conjointe de Saint-Etienne et celle, ultérieure, du Puy-en-Velay.

Du côté stalinien, seuls les cadres au fait de « l'intelligence » des orientations secrètes de la direction sont mandatés pour les appliquer sur le terrain. On se souviendra qu'une des pièces à charge de la cabale montée contre Georges Guingouin, *Raoul*, chef des maquis du Limousin, sera d'être entré en contact de son propre chef avec l'Intelligence Service et d'en avoir reçu armes et munitions. Ils sont nombreux les exemples qui montrent la répression dont firent usage les communistes à l'égard des initiatives « indisciplinées », mais tout s'éclaire, en revanche, si l'opération de la prison Bellevue est promue dans le cadre de l'accord général SOE-services soviétiques, comme l'a suggéré aux auteurs Guy Serbat, responsable FTP en zone sud. Que Giovanni Sosso ait été le négociateur exécutif à Saint-Etienne confirme encore l'hypothèse selon laquelle il appartenait bien aux services staliniens.

Pour combattre d'autres idées reçues, remarquons au passage que cette collaboration SOE-FTP révélée par Faligot et Kauffer n'est pas la seule. Il en est d'autres qui tournent parfois à la confusion. Un chercheur grenoblois, Serge Lambert, a identifié l'existence et l'action d'un

---

1. *Service B*, Fayard.

étrange groupe de spécialistes américains mis au service de l'Office of Strategic Services, l'OSS, le service secret US ancêtre de la CIA, où ils « travaillaient » sous l'autorité de son fondateur Bill Donovan. Ces honnêtes citoyens américains n'étaient ni plus ni moins que des agents du NKVD soviétique...

Avec à leur tête l'acrobate professionnel et cadre stalinien Irving Goff, ces spécialistes avaient servi « auparavant » sous les ordres d'Orlov dans l'Espagne en guerre. Le style, le contenu de leurs rapports avaient attiré l'attention du chercheur : ces agents du gouvernement américain semblaient alors fort préoccupés par le danger trotskyste en Italie<sup>1</sup>... Ces hommes avaient été choisis pour participer à la guerre antinazie ! Leur connaissance pratique, leur expérience des arcanes du renseignement au sein du mouvement communiste valaient de l'or pour l'OSS. On peut penser que l'emploi de tels Janus à deux visages offrait de grands avantages dans une époque aussi complexe. Nous savons qu'il n'y a pas d'un côté les « bons » et de l'autre les « salauds » dans la culture des services d'action...

Les cadres communistes évadés de Bellevue n'auront fait qu'une brève apparition dans notre histoire. Sept rejoignent le maquis de Wodli où ils joueront un rôle important, il s'agit de : Sosso, Besset, Bohrer, Patriarca, Martinez, Espinoza, Antonio Nuñez Balsera, dit *Alonzo*.

---

1. Serge Lambert, *Tradition révolutionnaire et « Nouveau Parti » en Italie (1942-1945)*. Thèse, Grenoble, 1985. On notera, dans ce travail, que les agents soviétiques entrés dans l'OSS établissent des rapports qui révèlent les craintes de Staline à l'égard d'une révolution italienne redoutée. Depuis, les historiens nord-américains ont étudié cet épisode négocié par le PC américain et qui inquiète Moscou. Harvey Klehr, John Earl Haynes et F.I. Firtsov l'ont analysé dans « The American Communist Underground Fights World War II » in *The Secret World of American Communism*, pp. 277-283.

*Une blessure toujours ouverte*

Le tri entre les évadés de Saint-Etienne et les autres a été souvent et douloureusement ressenti. On conteste les choix partiels des organisateurs de l'évasion, mais on leur reproche surtout d'avoir abandonné en prison cinquante-quatre résistants. S'il était moralement dur d'être délibérément laissé aux mains des geôliers, il l'était d'autant plus pour des communistes abandonnés par « le Parti ».

Etienne Laval, membre des Jeunesses communistes et inlassable dénonciateur de cette décision, déclare :

« Quand les détenus laissés en prison apprirent l'évasion, ce fut une révolte unanime ; tous furent scandalisés. C'était une trahison. Comment des communistes pouvaient-ils refermer des portes de prison sur d'autres camarades ? Pour nous, c'était inadmissible. Plus tard, d'autres acceptèrent par discipline. Surtout, certains d'entre nous étions de la région et nous avions les moyens de nous cacher et de dissimuler au moins un autre camarade <sup>1</sup>. »

Henri Neveu, un autre « abandonné », militant communiste de Bois-Colombes et conseiller général, écrit :

« Dans la cellule où je me trouvais, seul l'un d'entre nous trois fut appelé et invité à sortir, les deux autres, dont moi-même, furent à nouveau enfermés avec interdiction de quitter la cellule. Il fut même indiqué à travers la porte qu' " on viendrait nous chercher ". Je n'avais jamais été mis au courant de la préparation de cette évasion, et il semble bien que peu de détenus de notre quartier aient été mis au courant. Je n'avais jamais refusé de m'évader. D'autant plus que je savais où j'aurais pu me réfugier, soit à Saint-Etienne, soit à La Ricamarie <sup>2</sup>. »

---

1. Entretien avec Etienne Laval, 16 septembre 1994.

2. Lettre d'Henri Neveu, 11 octobre 1972.

## *Tri dans la prison*

L'évadé Jean Favre assure qu'il était impossible de permettre l'évasion de tout le monde, mais qu'on aurait pu « en faire sortir d'autres qui le méritaient »... Il se résout finalement à dire qu'il ne tient pas à « entrer dans un déballage de griefs, de faiblesses, de mauvaises réflexions, donnant l'occasion d'écrire des saletés sur notre cause ».

Un autre évadé, Bohrer, répond ainsi à cette question du journal *Le Patriote résistant* : « Pourquoi tous les détenus politiques ne sont-ils pas partis ? » :

« Parce que nous n'étions pas sûrs de tous. Le choix a été fait suivant l'importance des responsabilités politiques et militaires de chacun de nous. »

Ce à quoi Etienne Laval ajoute :

« Je voudrais seulement dire que jamais le PCF n'a jugé utile de réunir les détenus survivants, pour une explication bien légitime pourtant, avec ceux qui étaient les responsables du collectif de l'évasion. Les survivants, les veuves, les parents de nos camarades décédés avaient droit à des explications. »

Les conséquences de cette décision furent lourdes pour les « restants ». Il leur fallut d'abord supporter un régime sévère de représailles, puis le transport à la centrale d'Eysses, dans un convoi qui arriva le 14 octobre 1943. Ces hommes vivront l'enfer, la révolte de la « maison de force », dite « insurrection d'Eysses » du 19 au 26 février 1944 ; ils connaîtront ensuite leur transfert vers l'Allemagne le 30 mai dans le tristement célèbre « convoi de la mort » ; ils arrivèrent enfin au camp de concentration de Dachau le 24 juin 1944. Beaucoup ne revinrent pas. Tous eurent à subir l'épidémie de typhus de décembre 1944, les brutalités inouïes et le sadisme meurtrier des SS, avant d'être libérés, mais dans quel état, en mai 1945. Et combien étaient-ils ?

Ils avaient payé cher une petite déviation de la « ligne », ou le déplaisir, ou la mauvaise opinion encore d'un responsable à leur égard. *C'était ainsi*, comme titre un livre bien connu à propos de l'exaltation de la Résistance.

De toute évidence, certains responsables communistes n'étaient pas d'accord : ainsi, Raymond Perinetti devait plus tard assurer à Jean-Yves Boursier qu'il décida, dans la deuxième évasion du Puy, de « laisser partir tout le monde », ce qui n'est pas tout à fait vrai, comme nous le verrons... Mais comme Raymond Perinetti prononce cette phrase en référence à l'évasion de Saint-Etienne et en opposition à la décision prise, son propos révèle sa pensée et peut même expliquer pourquoi, en son vieil âge, il confond la réalité et ses désirs...

En tout cas, en rencontrant Alfred Tarelli, Grenoblois comme lui, évadé lui aussi, Perinetti l'interpelle, bouleversé :

« Qu'avez-vous fait ? Avez-vous pensé aux soixante copains qui sont restés à Bellevue ? Tu te rends compte, Carrara, Cordola, Duffourd, Josserand et Mavolle sont restés enfermés. »

Ces noms sont ceux des JC de Grenoble arrêtés depuis trois ans. Lui-même, un dur, est « éberlué », nous dit Tarelli :

« Il s'attendait à tout autre chose <sup>1</sup>. »

Est-il utile de rappeler que Raymond Perinetti était, en principe, l'un des responsables de la décision ?

---

1. A. Tarelli, « Ce que je sais de l'évasion », *Le Patriote résistant*, janvier 1992. Ces jeunes gens, tous âgés d'une vingtaine d'années, avaient été arrêtés en 1940 et condamnés aux travaux forcés en janvier 1941. Tous allaient être transférés à Dachau !

## *Tri dans la prison*

L'ordre de trier les prisonniers politiques a trouvé un notable défenseur en la personne de Joseph Sanguedolce. L'homme, qui sera, après la guerre, l'un des plus beaux fleurons de l'appareil communiste à Saint-Etienne, secrétaire du Parti, de la CGT, et finalement maire de la ville, écrit, en citant Jean Favre avec un énorme cynisme – on le mesure mieux quand on sait que, six jours après Saint-Etienne, soixante-dix-neuf détenus s'évaderont de la prison du Puy :

« Il n'était pas possible de faire évader les quatre-vingts détenus. »

Sans donner la moindre justification à l'impossibilité ainsi décrétée, sans indiquer d'un mot la participation d'autres organisations résistantes à l'évasion, sans parler non plus des actions de diversion réalisées au moment de la sortie des évadés de la prison, cet homme explique que le mérite de la « belle » de Saint-Etienne revient au seul « légendaire colonel Guillemot, de son vrai nom Jean Sosso »... Il poursuit :

« Ceux qui “ sortirent ” étaient jugés les plus aptes à se battre, à avoir des responsabilités dans le combat armé qui devait suivre. Il y a dans la vie des situations difficiles, pénibles : c'en était une parmi d'autres. C'est avec infiniment de douleur que les vingt-huit désignés laissèrent leurs camarades <sup>1</sup>. »

Telle est la conclusion de Jean Favre, l'évadé, à qui Joseph Sanguedolce donne la parole. On ne sera pas surpris qu'il ne l'offre à aucun des non-évadés.

« Du sang et des larmes », dit un chant de combat de la Résistance. Il y avait chez certains de ces résistants-là de fameux crocodiles à l'œil sec. Comme les auteurs de ce livre n'appartiennent pas à l'espèce des censeurs, ils

---

1. Joseph Sanguedolce, *Résistance de Saint-Etienne à Dachau*, p. 80.



## *Meurtres au maquis*

donnent la parole à Sosso qui, sous le nom de J.-P. Guillemot, écrivait dans *Le Patriote* de Saint-Etienne le 26 septembre 1947 :

« Pour faire évader tout le monde, il eût fallu prévoir une bataille de rues, avec groupes de protection et de diversion nombreux. Les hommes ne manquaient pas. Ce sont les armes qui faisaient défaut. On ne pouvait, avec les faibles moyens dont nous disposions, exposer à une terrible chasse à l'homme, dans des rues qu'ils ne connaissaient pas, cent hommes déjà affaiblis par des mois et des années de dures privations en cellule. »

Il lui sera répondu publiquement et point par point par Antoine Boirayon, coorganisateur de l'évasion, un ancien du PC, et par Etienne Laval, jeune communiste abandonné dans sa cellule par ses propres camarades. Le Clermontois Roger Champrobert explique pourquoi « les laissés-pour-compte » se sont tus :

« C'était mitigé. Parce que nous étions conditionnés. (...) Non, on n'était pas conditionnés, nous étions fidèles. Nous étions des militants communistes et ces mots ont perdu un peu de sens, mais à l'époque c'en avait un très grand. (...) On a pensé que c'était comme ça. Qu'il n'y avait pas assez de place pour planquer tout le monde. Bon, on discutait : il y en avait qui étaient véhéments quand même – je les comprends –, moi, je l'étais moins. J'avais fait la guerre. Je savais ce qu'était cette putain de discipline. Je ne peux pas employer un autre mot : pas militaire du tout, ni militaire, mais enfin, la discipline, ça sauve la vie dans beaucoup d'occasions. Voilà. Il n'y a pas eu d'amertume généralisée, ni de tentatives de rendre les camarades amers <sup>1</sup>. »

Mais il y a ceux qui ont encore la rage au ventre. Etienne Laval parle en leur nom. Il écrit :

---

1. Entretien avec Roger Champrobert, 30 novembre 1991.

## *Tri dans la prison*

« Les cinquante-huit restants qui n'avaient pas la faveur des dirigeants furent laissés, voire pour certains renfermés dans leurs cellules. (...) Jamais aucune explication n'a été fournie aux rescapés, aux veuves, sur les circonstances de cette évasion, le choix des participants. Jamais les responsables n'ont été désignés. Aujourd'hui, Marchadier et Sosso, qui menèrent cette opération, sont morts sans avoir fourni la moindre explication, la moindre excuse à leurs camarades. Toutes les demandes adressées durant les années qui ont suivi la Libération, au Comité central du PCF, sont restées lettre morte. Pourtant, un débat réunissant les survivants, évadés et sacrifiés, aurait peut-être permis de comprendre ou de condamner ceux qui prirent la lourde responsabilité de renfermer leurs camarades. »

Etienne Laval ajoute que des hommes comme lui ne délégueraient plus jamais leur pouvoir à des « irresponsables ». La vérité est que Sosso n'était pas « irresponsable », mais au contraire tout à fait obéissant à un appareil émanant de l'Etat et du Parti soviétiques. La responsabilité de la non-évasion des victimes de Saint-Etienne est à imputer à la bureaucratie stalinienne, y compris dans la prison de Bellevue où régnait l'appareil du PCF.



## *Brève rencontre*

Avant cette évasion, au mois de février 1943, la compagne de Pietro Tresso, Barbara, entreprendra le long voyage de Marseille au Puy-en-Velay. Une équipée rendue épineuse par la désorganisation du système de transport ferroviaire et les contrôles policiers, de plus la jeune femme est juive. A Marseille, où elle a trouvé à s'employer, elle se démène sans compter auprès des amis de l'immigration qui connaissent désormais la rigueur de services de police soumis à l'autorité allemande. Elle veut rencontrer Blasco... Bien qu'elle ne dispose d'aucun papier d'identité, elle fait tout de même le siège des fonctionnaires de la pénitencière au Puy. Elle est enfin face à l'homme aimé <sup>1</sup>...

Tresso est là, dans son droguet rayé de prisonnier, le crâne rasé, traînaillant les pieds dans des sandales de cuir noir. Elle peut à peine apercevoir son visage tant l'obscurité du réduit est profonde. Elle chuchote au travers d'un grillage serré. Tresso lui demande les nouvelles militaires du front d'Afrique, mais Barbara est trop émue pour lui répondre intelligiblement.

C'est en lisant les quelques lettres de Pietro, que Barbara conservera jusqu'à sa mort, que l'on peut saisir l'éner-

---

1. Voir annexes.

## *Meurtres au maquis*

gie dont fait preuve le prisonnier. Les mots ne trahissent jamais une pensée affaiblie, bien au contraire, ils révèlent une haute conscience qui parvient malgré tout à dominer l'angoisse qui sourd parfois. Les élans de tendresse toujours témoignent de l'espoir.

### **4 avril 1943**

« (...) Peut-être dois-je faire l'hypothèse que encore une de tes lettres s'est égarée. Car je suis certain que tu m'as écrit. Dans des cas pareils, je deviens terriblement et, peut-être, injustement soupçonneux. Parfois, le gardien de service confie la distribution du courrier à de jeunes condamnés politiques, qui tous sont des dévots de Staline. Alors, je me demande si par hasard, ils n'ont pas reçu de leurs chefs la suggestion de subtiliser notre courrier dans la mesure du possible. Je répète que cette hypothèse est peut-être injuste, mais comme je les connais, les staliniens, j'ai bien raison d'être méfiant. En tout cas, on verra. (...) »

### **11 avril 1943**

« (...) Un autre livre, mais d'un caractère tout différent, que j'ai lu cette semaine est *La Guerre des boutons* de Pergaud. Je le connaissais déjà et je me souviens que tu t'amusais infiniment sur ces pages riantes et fraîches, comme est riante et fraîche la jeunesse... »

### **22 avril 1943**

« (...) J'ai reçu aussi tes cartes du 19 (reproduction de la *Vierge au lapin* du Titien) et celle du 20. Ton colis avec le pain d'épices, olives, etc., avec l'assiette de bakélite, la

## *Brève rencontre*

branche de fleurs, le bouton de rose et le rameau de buis est arrivé en ordre. (...) La pièce est claire et presque gaie : ce qui me permet, non seulement de supporter plus facilement ma réclusion, mais presque d'aimer le pauvre réduit dans lequel je me trouve. Quel être merveilleux que c'est l'homme ! Il réussit à s'adapter et même à se complaire dans des situations qui, vues de dehors (j'entends vues de dehors de soi-même), lui semblent intolérables. J'éprouve ici à peu près le même sentiment que j'éprouvais dans la tranchée pendant la guerre 1914-1918. Je me souviens qu'au moment de partir en permission – et Dieu sait si mes permissions ont été rares –, deux sentiments se combattaient en moi : l'un qui me pressait à me mettre les pieds au cou pour me précipiter hors de l'enfer de la guerre, l'autre, par contre, qui m'obligeait à rester encore un peu, encore un tout petit peu dans la boue, parmi les hommes qui souffraient tant et qui néanmoins savaient s'amuser encore au contact de tout ce qui pouvait d'un moment à l'autre être englouti par la mort. N'est-ce pas la preuve que la souffrance est aussi nécessaire à l'homme ? Je divague ! (...)

**30 mai 1943**

« (...) Il y a une année, presque jour pour jour, nous allâmes passer l'après-midi de dimanche le long de la Corniche. Assis sur la Corniche, sur les rochers, nous chassâmes les images sur la beauté de la mer. Ce fut une demi-journée vraiment "gemütlich". Le soir, nous allâmes au cinéma. Et en rentrant à la maison, nous étions loin de soupçonner quel coup de foudre nous attendait le lendemain. Heureux sont ceux qui ne savent ce que la vie leur réserve... Je regrette surtout pour toi, ma bonne et chère amie, car ta souffrance morale, ton angoisse et ta détresse n'ont pas eu et n'ont pas de bornes. Comme celle du Christ dans le jardin de Gethsémani, ton âme est triste jusqu'à la mort. Mais courage, pour nous aussi les beaux jours viendront. Au moins il nous faut l'espérer. (...)

## *Meurtres au maquis*

**11 septembre 1943**

« (...) Je suis toujours sans nouvelles de ma mère et mon sentiment est celui-ci : que quelque malheur est arrivé, que tu le sais, mais que tu as peur de me le faire connaître dans la situation où je me trouve. Si, par hasard, il en était ainsi, je te prie de me le faire savoir. Je ne suis plus un enfant et je puis supporter même les choses les plus atroces. Ecris-moi régulièrement chaque deux ou trois jours si possible, pas davantage. Courage, courage, courage. (...) »

**12 septembre 1943**

« (...) On a reçu les nouvelles concernant l'Italie, mais pour l'instant nous ne savons pas s'il s'agit d'un armistice ou d'une capitulation pure et simple. Les événements semblent se précipiter et le jour de notre libération peut être proche. Pour ce jour-là, je suis certain que tu seras au Puy pour m'attendre à la sortie de la prison, et tu m'apporteras une chemise et une cravate. Pour le reste, je me changerai à la maison. Mais nous en aurons certainement encore pour quelques mois au moins. Courage, courage. Bons baisers. Ton Pierre.

« Je ne veux pas plus de deux colis par semaine. »

## *La grande évasion*

L'évasion de la prison du Puy-en-Velay du 1<sup>er</sup> octobre 1943 est sans doute l'une des pages les plus méconnues de la Résistance. La « belle » de soixante-dix-neuf prisonniers politiques et d'un de leurs gardiens qui s'évadent malgré un nid de mitrailleuses, alors que la prison est défendue et occupée par les GMR armés dans une ville elle-même gouvernée par les nazis, est un des exploits de la Seconde Guerre mondiale. Une action de grande ampleur, un sommet de solidarité agissante qui rassemble toutes les formations politico-militaires d'une Résistance éclatée et pour la première fois réunie en zone sud.

### *La tragédie dissimulée*

Mais cette grande et belle histoire dissimule aussi sa part monstrueuse.

Le stalinisme est grand ordonnateur des tragédies. L'évasion de tous camoufle pour un temps le projet d'assassinat pur et simple des trotskystes « libérés », au vu et au su de leurs compagnons de maquis, ces compagnons d'évasion qui les tinrent sous bonne garde, revolver au poing... Ce sont encore ces communistes qui considèrent



## *Meurtres au maquis*

Pietro Tresso, pionnier du communisme européen, comme un ennemi. La tragédie encore, c'est qu'il ait fallu attendre plus d'un demi-siècle avant de le savoir. Un demi-siècle durant, sans qu'aucun protagoniste des meurtres se soit levé un beau jour pour briser le silence des complicités tacites. Il aura fallu que l'édifice stalinien se disloque et disparaisse pour que quelques-uns relatent enfin la vérité.

Giovanni Sosso est libéré de la prison Bellevue. Augustin Ollier, lui, est toujours enfermé derrière les barreaux du Puy-en-Velay, mais c'est un atout, plus qu'un revers. L'homme courageux exerce une autorité exceptionnelle et connaît parfaitement chaque recoin de la prison. Le travail de fourmi peut alors recommencer...

La liaison est rétablie avec l'extérieur dès son incarcération au Puy : il se déplace lentement dans les couloirs de détention, car il doit se rendre à l'infirmerie pour y recevoir les soins réguliers que sa fracture du bassin nécessite.

L'administration pénitentiaire et la préfecture ont considérablement renforcé la surveillance de l'enceinte carcérale depuis l'évasion du 25 avril. De sa cellule, Albert Demazière décrit la prison :

« Deux, trois, quatre. Deux pas en largeur, trois en longueur, quatre détenus. Au sommet du mur donnant sur l'extérieur, s'ouvre une lucarne solidement grillagée. Au-delà, une cour, jusqu'alors *no man's land* ; occupée maintenant par quatre GMR, le canon de leurs FM pointant par l'ouverture de la tente où ils dorment et veillent la nuit à tour de rôle. Fermant cette cour et le proche horizon, le mur d'enceinte de la prison, haut de cinq mètres. Pardessus le mur, haut sur son piton de basalte dit " rocher Corneille ", dominant la ville, Notre-Dame-de-France, statue géante de seize mètres coulée avec le bronze des canons pris à Sébastopol en 1855. L'orientation de certaines cellules du quartier des politiques permet à quel-

## *La grande évasion*

ques-uns d'entre nous, du moins ceux qui ont des châlits supérieurs, de voir la protectrice de la ville sainte<sup>1</sup>. »

A l'étage, sur la galerie supérieure, deux gendarmes commandent les fusils-mitrailleurs; dans une salle de garde, quatre autres sont prêts à intervenir. Un brigadier de gendarmerie et deux gardiens de la paix renforcent les effectifs du greffe. Au pied du bâtiment de détention, deux gendarmes vont et viennent en permanence sur le chemin de ronde.

Les effectifs du service ordinaire ont été doublés de jour comme de nuit : deux gardiens sont disponibles sur-le-champ, quatre autres logent dans la prison où le gardien-chef et le greffier résident dans leurs appartements de fonction. Sur la rue, à l'arrière de la maison d'arrêt, un gendarme et un gardien de la paix montent la garde vingt-quatre heures sur vingt-quatre par équipes.

La redistribution des cellules a été rendue nécessaire par l'arrivée de seize évadés repris et de vingt et un détenus arrêtés dans les jours qui ont suivi la première « belle ». Paul Maraval est enfermé dans la cellule des trotskystes Demazière et Reboul. Salini est incarcéré avec Chirin et Dousson.

Le communiste Augustin Ollier est à l'étage avec deux prisonniers de droit commun. Au tout début de l'été, trois dirigeants des Mouvements unifiés de Résistance sont arrivés enchaînés, l'ancien conseiller du maire de Saint-Etienne, Jean Robert, secrétaire adjoint départemental des MUR, et deux de ses camarades, Charles Garbit et Jean-Louis Loulier. Cinq autres maquisards ont été faits prisonniers à la mi-août, après l'attaque par les forces de répression d'un camp de réfractaires des montagnes de la Marge-ride, près de Pinols. Parmi eux, l'étudiant Jean Glaeser est « logé » dans la cellule de Jean Robert et de ses deux camarades.

---

1. Albert Demazière, « La grande évasion », *loc. cit.*, p. 102.

***Le gardien providentiel***

L'administration pénitentiaire du Puy, qui a décidé de tenir solidement la prison, a obtenu le transfert d'un grand nombre de gardiens. Parmi eux, Albert Chapelle, affecté par une mutation officielle en juillet 1943, sera le pivot de la préparation de la nouvelle évasion !

Albert Chapelle, 24 ans, coiffeur de métier, est membre des Jeunesses socialistes depuis l'âge de 17 ans. Il est le fils d'un verrier jaressien d'Albi, son propre frère est secrétaire du PS clandestin d'Aveyron et de Lozère. Albert a choisi d'être gardien de prison sur les conseils de son père qui entrevoyait là le meilleur moyen d'épargner à son rejeton l'incorporation au Service du travail obligatoire et son départ pour l'Allemagne. Affecté à Riom, Albert est muté ensuite à Châteauroux, et c'est là qu'il entre dans un réseau de résistance actif à l'instigation d'un officier allemand antifasciste, commandant d'aviation. Il semble bien qu'il s'agisse d'un réseau lié au Special Operations Executive britannique, le SOE.

« Lorsque la Résistance voulait épargner le STO à des jeunes, on me faisait passer leur convocation. Je les remettais à ce commandant antinazi qui mutait ces gars comme mécaniciens à La Martinerie, le camp d'aviation de Châteauroux. J'ai appris plus tard que cet officier avait été fusillé par les nazis à Limoges<sup>1</sup>. »

Albert Chapelle indique, pour sa part, qu'il est entré en contact avec l'Intelligence Service par l'entremise de deux résistants britanniques détenus à Châteauroux. C'est Chapelle qui, déjà, « passait » leurs messages à l'extérieur...

Aucune source communiste ne rendra justice à la bravoure du gardien Chapelle :

---

1. Entretien du 10 mai 1991.

## *La grande évasion*

« Les deux Anglais me donnaient des messages que je glissais sous la poubelle de la prison. Le gardien-chef, qui habitait à l'intérieur de l'enceinte, en sortant la poubelle, sortait sans le savoir les messages. En face de la prison habitait un fromager résistant qui les récupérait pour les faire passer à Londres. Ce sont ces deux prisonniers britanniques qui m'ont proposé d'aller au Puy. " Là-bas, il y a un travail à faire, mais c'est dur. " Ils ne m'ont pas dit que c'était pour une évasion, mais je leur ai dit que j'étais d'accord pour essayer de servir, et j'ai demandé ma mutation au Puy<sup>1</sup>. »

Bien que le Secret Intelligence Service, le SIS, ait parachuté et mis sur pied un réseau « évasions » chargé de rapatrier les aviateurs abattus en vol, il est tout à fait plausible que les Anglais de la prison de Châteauroux aient orienté le surveillant Chapelle vers un réseau du SOE. Chapelle évoque l'Intelligence Service, mais ce fut toujours une habitude des agents SOE que de se désigner ainsi.

Albert Chapelle est donc muté au Puy par un arrêté administratif du 29 juillet 1943. Installé dès le 11 août, il est repéré d'emblée par les détenus les plus politisés qui sentent infailliblement que le maton est sympathisant... Il est bientôt « branché » par le détenu Théo Vial, qui, si on l'en croit, veut à tout hasard « tâter le terrain avec lui ». Il y parvient sous le prétexte fallacieux du colmatage d'une fuite d'eau dans sa cellule<sup>2</sup>. Le contact avec Augustin Ollier est déterminant...

Ollier sait désormais que le gardien Chapelle est un ami. L'épouse d'Augustin Ollier rencontrera Chapelle sur un quai de la gare de Saint-Etienne et elle le mettra en rapport avec « un jeune de petite taille que je n'avais rencontré qu'une seule fois ».

---

1. *Ibid.*

2. Théo Vial-Massat, « Les petits Poucet de la nuit du 1<sup>er</sup> octobre », *L'Humanité-Dimanche*, 3 octobre 1964.

## *Meurtres au maquis*

« Tous les deux, nous avons mis au point les détails de l'évasion : les besoins en armes, transports, le ravitaillement nécessaire, la date et l'heure, minuit. Je me rappelle qu'il m'a dit d'aller vite, que nous avons peu de temps pour réussir. C'est lui qui préparera l'évacuation à l'extérieur <sup>1</sup>. »

Peu avant le jour J, Albert Chapelle reçoit la visite discrète d'un « homme de l'Intelligence Service » qu'il a rencontré à plusieurs reprises au Puy. Ce dernier lui confie un colt muni d'un canon phosphorescent et lui souhaite bonne chance sans optimisme excessif, puisqu'il lui suggère de garder tout de même une balle pour lui en cas d'échec <sup>2</sup>...

Toute l'action va reposer sur le gardien, et l'investissement du SOE, bien que décisif, est moindre que dans l'opération précédente de Bellevue-Saint-Etienne. Le service ne mobilisera pas sa logistique pour couvrir le départ des évadés, les seuls FTP s'en chargeront, mais une fois encore, l'appui d'un service d'action étranger à la sphère stalinienne apparaît comme déterminant pour la réussite d'une opération d'envergure. Bien entendu, la mise en valeur de l'élargissement politico-militaire de l'engagement nuirait à la fable d'un Parti omniscient et omniprésent. Mais la légende est si tenace que le communiste Philomen Mioch pourra écrire dans ses Mémoires publiés en 1984, à propos de l'évasion du Puy et du rôle du surveillant Chapelle :

« Ce n'est que le Parti qui pouvait organiser cela en faisant muter clandestinement un de nos gardiens à la prison du Puy et en montant l'opération avec son accord <sup>3</sup>. »

---

1. *Ibidem.*

2. *Ibidem.*

3. Philomen Mioch, *op. cit.*

***La discrimination en question***

Pour traiter maintenant d'une question qui est au cœur de l'enquête, nous ne savons pas si Albert Chapelle, *Bébé* pour certains détenus, agira de lui-même ou sous l'influence de son réseau quand il s'opposera aux responsables FTP à propos de la question rémanente de la discrimination entre prisonniers candidats à l'évasion... Toujours est-il qu'il est très au fait des conditions de la « belle » précédente de Bellevue-Saint-Etienne et, selon le communiste Théo Vial, le gardien Chapelle avait même participé à la logistique extérieure de l'évasion. Ce dernier l'aurait avoué à Vial-Massat au lendemain même de leur première discussion à la prison du Puy<sup>1</sup>. Chapelle démentira, mais en tout cas, sa position est nette : la participation à une évasion collective est, pour lui, une position de principe.

« Je me souviens d'une discussion avec Ollier. Lui ou ses camarades ne voulaient pas faire sortir tout le monde. J'ai été catégorique : c'est tous ou personne. Ce fut donc tous<sup>2</sup>. »

Albert Chapelle ne pouvait pas le savoir, mais cette générosité éthique déclenchera la mécanique tragique des événements.

Au désaccord réitéré d'Augustin Ollier, Chapelle rétorque qu'il n'acceptera aucune exception et qu'il se retirera de l'opération si l'état-major communiste maintient sa décision. C'est à prendre ou à laisser. Au nom des dirigeants FTP, Augustin Ollier ne peut que s'incliner<sup>3</sup>. Les trotskystes s'évaderont donc avec la masse des communistes et sympathisants, les socialistes emprisonnés dans la

---

1. Sophie Huet, *Quand ils faisaient la guerre*, Plon, 1993, p. 265.

2. Entretien avec Albert Chapelle, le 10 mai 1991.

3. *Ibidem*.

cellule de Jean Robert – ceux que les communistes qualifient toujours de gaullistes –, cinq réfractaires au STO et bien entendu les J 3 qui croient désormais que leurs protestations ont été entendues par l'appareil clandestin.

On peut alors mesurer la méprise d'Albert Demazière qui est convaincu que la « libération » des trotskystes est une illustration de la transformation de la stratégie stalinienne à leur égard. Or, comme on le verra, il ne s'agissait que d'une concession tactique – on n'ose pas dire temporaire – accordée au SOE et au gardien socialiste Chapelle. La collaboration de celui-là conditionnait, bien entendu, le succès de la « belle », mais le cas des trotskystes n'était pas réglé pour autant, il allait même se poser avec encore plus d'acuité dès le moment où ils allaient dépendre d'un maquis placé sous l'autorité du stalinien Giovanni Sosso...

Les préparatifs de l'évasion sont facilités par la détention solitaire d'Augustin Ollier, et Chapelle peut donc le rencontrer à son gré et en toute confidentialité. Grâce, enfin, à ses va-et-vient constants de la chapelle – lieu privilégié des conciliabules – à l'infirmerie où il reçoit les soins médicaux que nécessite la réduction de sa fracture, Ollier organise l'évasion.

Les détenus ont renoué les contacts à l'extérieur par l'entremise des familles, enfin le lien est solidement établi avec les nouveaux dirigeants FTP de la Loire, Raymond Perinetti, dit *Andral*, 32 ans, peintre en bâtiment grenoblois, et Henri Favoriti, 33 ans, dit *la Cuve*, cheminot d'Oullins. Les deux militants ont succédé à Giovanni Sosso et Suzanne Cagé au triangle inter-régional FTP, aux côtés de Victor Joannès.

Le jour J est fixé par Augustin Ollier et Albert Chapelle en fonction des horaires de service de ce dernier. Après un report, dû à l'action simultanée de Saint-Etienne, tout s'organise pour la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 octobre 1943.

Les dés sont jetés, et cette fois aucun Sanguedolce ne sera convoqué pour écrire ou laisser dire que l'évasion de quatre-vingts personnes « n'est pas possible »...

## *La grande évasion*

Le collectif des détenus communistes fait circuler l'information auprès des prisonniers, les trotskystes sont prévenus. Albert Demazière relate :

« Nous fûmes pourtant informés, quelques jours avant l'opération finale, par un billet vaguement codé et jeté dans notre courette de promenade, qu'il " allait se passer quelque chose ". Il y eut même un " sondage " que les occupants de ma cellule trouvèrent quelque peu imprudent. Un après-midi, le téléphone mural en morse se mit en marche, puis, beaucoup plus ouvertement, les détenus occupant les châlits supérieurs, proches des ouvertures grillagées, se passèrent la consigne : un bâton, balancé au bout d'une corde, sautait de fenêtre en fenêtre. Arrêté par chaque cellule, il n'était renvoyé à la cellule voisine qu'après que les occupants de la première y eussent attaché, au moyen d'une ficelle, une feuille sur laquelle figuraient les noms des détenus, l'âge de chacun d'eux, ses aptitudes militaires et le grade acquis éventuellement au cours du service. Tous renseignements nécessaires à la vie du maquis. Le procédé, je le répète, nous parut fort imprudent, mais apparemment il n'alerta personne <sup>1</sup>. »

Les prisonniers de certaines cellules ne seront prévenus qu'au soir même de l'évasion.

### *Un déroulement parfait*

Dans le récit qu'il confie à Raymond Vacheron, Albert Chapelle confesse les angoisses du dernier moment :

« Avant de passer à l'action, j'hésitai. C'est ma femme qui m'a dit : " Ce n'est pas maintenant qu'on arrête " <sup>2</sup>. »

---

1. « La grande évasion », *loc. cit.*

2. Entretien du 10 mai 1991.



Il est 19 heures, le 1<sup>er</sup> octobre, quand Chapelle arrive à la prison pour prendre son service. Sous sa capote de gardien, il dissimule une croix de Lorraine épinglée au revers du blouson. Dans ses poches, le fameux colt et une provision de minuscules cales de bois. Dans un sac, il porte quelques bouteilles de bon vin. Il en offre souvent aux collègues, car il n'en manque pas : il est originaire du pays des vignes, mais ce picrate est bien particulier, il contient du somnifère.

Les événements se déroulent comme prévu, chacun de leur côté, Chapelle et Ollier préviennent les prisonniers. Albert Demazière entend son nom chuchoté par le judas de la porte de la cellule. C'est Albert Chapelle :

« On fout le camp ce soir. Habillez-vous en silence l'un après l'autre. Faites un paquet de vos provisions, rien de plus. Recouchez-vous sous la couverture. Quand vous entendrez sonner 11 heures, tenez-vous prêts. Quand on frappera à votre porte, vous vous rangerez en file indienne et vous attendrez. Bonne chance ! »

C'est une belle surprise : pour la première fois, *Bébé* se découvre, Chapelle apparaît comme un partisan à la communauté des détenus, mais certains sont si sceptiques qu'ils se font confirmer l'information par le téléphone arabe de la prison : un signal en morse frappé contre les cloisons est répercuté par les colonnes de fonte d'une cellule à l'autre.

Vers 23 heures, les détenus entendent le gardien converser avec les gendarmes. Il offre à boire, et pour les démoraliser un peu plus, il en rajoute : il raconte qu'un débarquement allié est annoncé par la radio anglaise. Bientôt, les gendarmes vont rêver en bleu ou faire des cauchemars dans la cellule aménagée qui leur sert de salle de garde... Au poste, leurs collègues dorment déjà à poings fermés.

---

1. A. Azzaroni, *op. cit.*, p. 89.

Chapelle cisaille alors les fils du téléphone, puis remonte peu après sur la passerelle pour offrir de bons verres aux deux gendarmes qui commandent des fusils-mitrailleurs en batterie. Ils ne tardent pas à s'endormir à leur tour. Alors, Chapelle ouvre en douceur la seule cellule de l'étage, la 28, où le politique Augustin Ollier est bouclé avec deux droit commun détenus depuis peu. Chapelle et Ollier commencent par démonter les percuteurs des fusils-mitrailleurs : si, par malheur, les gendarmes se réveillaient, ils ne pourraient pas ouvrir le feu. Les deux résistants glissent sous les portes des gardiens les cales que Chapelle a confectionnées, ils ouvrent ensuite les cellules de Burles et Dousson, au rez-de-chaussée.

Il est 0 h 45. L'action commence vraiment. Chapelle ôte sa capote, il n'est plus maton mais combattant. Le groupe réarme les FM et braque deux gardiens qui se réveillent navrés. Ils ne bronchent pas et pénètrent dans la cellule d'Ollier, qu'on leur assigne. Le plus silencieusement possible, les portes des cellules s'ouvrent les unes après les autres. Les pênes des serrures ont été enduits de graisse, la maîtrise de la maison d'arrêt se poursuit insensiblement...

Alors, Chapelle ôte les cales glissées sous la porte de la salle de garde où les gendarmes à demi assommés sommeillent. Augustin Ollier pointe son FM sur les hommes : « Haut les mains ! Résistance ! On ne bouge pas ! » Privés de leurs armes aussitôt distribuées aux détenus libérés, les hommes se rendent.

Opération identique au poste central de la maison d'arrêt, même scénario pour les trois gardiens de réserve qui se reposent dans leur chambre. Vient le tour du gardien-chef Blanc et de madame, du commis-greffier Luzy, tirés des bras de Morphée dans leurs appartements respectifs. Le chef de la prison offre de lui-même deux pistolets aux insurgés. Au greffe, où on les a conduits pour les boucler, les gardiens remettent à Chapelle les passe-partout du secteur des femmes et la clé du coffre-fort qui contient

## *Meurtres au maquis*

32 253,40 francs. Chapelle signe un reçu au nom de la Résistance et le tend au gardien-chef complaisant.

Il ne reste qu'à maîtriser les deux gendarmes qui montent la garde sur le chemin de ronde. Augustin Ollier, toujours armé du FM, est en planque tandis que Chapelle hèle le premier des hommes en lui disant que le chef veut lui parler, il propose alors de le remplacer en attendant son retour. L'homme, qui ne se méfie de rien, disparaît dans le bâtiment où il est braqué par Ollier. Il se retourne vers Chapelle qu'il insulte, le traite de « cochon », mais se résigne. Même pantomime avec le second factionnaire qui ne prononce pas une parole. Les deux hommes, désarmés, rejoignent leurs collègues en cellule.

Albert Demazière se souvient d'avoir vu à la sortie de sa cellule son camarade Salini, mitrailleuse Sten à la main. Il est vrai que ce dernier était emprisonné avec Dousson et Chirin et que cette cellule fut parmi l'une des premières ouvertes.

A 1 heure du matin, la prison est aux mains du résistant Albert Chapelle et des prisonniers politiques. Dix-huit gendarmes, miliciens et matons, le surveillant-chef et son adjoint sont hors d'état de nuire. Avec le renfort d'Augustin Ollier, Chapelle tente vainement de convaincre une jeune détenue de 23 ans, emprisonnée pour des faits de résistance, mais celle-ci refuse de s'enfuir. Il propose alors aux gendarmes et aux surveillants de partir avec les évadés pour le maquis<sup>1</sup>. Deux gardes, incarcérés depuis l'évasion du 25 avril précédent, refusent de s'échapper : ainsi blanchis, ils seront libérés quelques jours plus tard par l'administration collaborationniste.

Plusieurs dizaines d'hommes se pressent dans les vestiaires du greffe pour récupérer leurs effets civils et aban-

---

1. L'un des gardiens se nomme Jean Robert, tout comme le résistant socialiste stéphanois. Après la guerre, les staliniens, jouant de l'homonymie, tenteront de salir le leader SFIO qui justement s'est évadé cette nuit-là... La rumeur le dénoncera comme un couard qui refusa la « belle » en cette nuit du 1<sup>er</sup> octobre 1943.

## *La grande évasion*

donner leurs défroques rayées. Ils s'emparent des armes sous scellés – une grande partie a été saisie aux FTP lors des accrochages intervenus à l'issue de la précédente évasion. La police en dressera la nomenclature :

« Deux fusils-mitrailleurs et une mitrailleuse Sten, avec 305 cartouches, huit pistolets automatiques 7,65 et 122 cartouches, sept mousquetons et 140 cartouches, un sabre-baïonnette avec porte-épée, sept cartouchières, quatre ceinturons avec baudriers et trois paires de menottes <sup>1</sup>. »

Quatre-vingt-deux personnes, c'est-à-dire les politiques, deux détenus de droit commun et le gardien Chapelle quittent la prison du Puy cette nuit d'octobre. Opération réussie.

Les revers que subissent les armées allemandes sur tous les fronts de la guerre ne sont sans doute pas pour rien dans la démotivation des forces de répression collaborationnistes, des autorités de gendarmerie et des GMR, il n'en reste pas moins que l'opération du Puy est l'un des coups d'éclat de la Résistance. Ses organisateurs, Albert Chapelle et Augustin Ollier, n'ont pas démérité.

L'alerte est rapidement déclenchée. A 2 h 30, dans la nuit noire du lundi, les gendarmes, qui sont bouclés dans les cellules de la prison vide, organisent un vacarme et tentent d'être entendus de l'extérieur. L'un d'eux a dissimulé un sifflet : l'attention de deux factionnaires qui arpentent une ruelle à l'extérieur de la prison est alertée. A 3 heures, pensant que les évadés ont déjà parcouru de nombreux kilomètres, les autorités policières font dresser herses et barrages routiers au plus loin du Puy. Pourtant, les évadés sont encore dans les faubourgs de la ville...

---

1. Rapport du commissaire Durousseau au commissaire divisionnaire de Clermont-Ferrand, 6 mai 1943, p. 12, archives privées.

**Premiers ratés**

C'est le maquis Gabriel-Péri, principal foyer combattant FTP du Puy-de-Dôme, qui avait été chargé d'acheminer les véhicules nécessaires au transport d'un contingent élevé d'évadés. Un groupe d'une dizaine de partisans du Wodli est à pied d'œuvre pour en assurer la réception.

Ces hommes, placés sous le commandement d'Alain Joubert et d'Henri Julien, ont quitté Yssingeaux en autocar le matin même ; quelques jeunes portent leurs armes démontées dans de petites valises. Habillés en pékins, les clandestins ont flâné quelques heures dans les ruelles du Puy, ils se sont même offert le restaurant pour donner l'illusion d'agapes de voyageurs de commerce.

Ils passent la première partie de la soirée au cinéma. Hasard de la programmation, ils assistent à la projection de *L'Affaire du courrier de Lyon*. Le mélodrame de Claude Autant-Lara et Maurice Lehmann, tourné en 1937, plonge les clandestins dans la mélancolie... Le destin de Lesurques est terrible, et les bandits de grands chemins qui ont détrossé la malle-diligence sont tous guillotins après les accusations du sépulcral procureur Charles Dullin. Le moral des jeunes gens est atteint. Sombre présage ?

Dans la nuit noire, les maquisards prennent position sur la route de Taulhac, ils attendent l'arrivée des véhicules acheminés par le maquis FTP Gabriel-Péri. Hélas, une organisation lamentable altère la poursuite de l'action...

L'un après l'autre, les évadés s'extraient de la prison par la grande porte de la muraille d'enceinte. Chaque homme s'est muni d'un maigre bagage et la plupart ont lié leurs chaussures par les lacets sur l'épaule. Les évadés sont un peu exubérants, et Albert Chapelle doit les ramener fermement au silence. Rassemblés en file indienne, ils marche-

## *La grande évasion*

ront, ou plutôt courront, dit l'un d'eux, jusqu'au lieu du rendez-vous. Et c'est là qu'ils sont confrontés à une difficulté de taille.

Deux camions avaient été offerts par le maquis Gabriel-Péri, or, ils ne sont pas là et n'arriveront jamais ! Alain Joubert explique que « l'un des deux n'a pu être récupéré, ou n'a pas voulu démarrer <sup>1</sup> » ; quant à l'autre, il a été accidenté : les évadés apprennent qu'il aurait quitté la route dans un virage et dégringolé dans un fossé surplombant l'Allier, d'ailleurs le chauffeur a été ramassé avec une jambe cassée... Au lieu du rendez-vous, la logistique automobile se limite en tout et pour tout à une camionnette Berliet et trois voitures légères, dont une « traction », comme on appelle alors les voitures du maquis, les fameuses Citroën 11 CV. Soixante-dix-neuf détenus, leur escorte, le chauffeur du camion perdu et douze FTP en armes doivent être évacués... Comment quitter cet emplacement trop exposé ? Un fusil-mitrailleur récupéré à la prison est placé en batterie au milieu de la route et la camionnette devra donc assurer des navettes pour véhiculer les libérés à quelques kilomètres de la ville... D'autres feront le voyage à pied et Joubert partira même à bicyclette.

### *De nouveau le choix des cadres*

Les responsables FTP improvisent un débat à la hâte. Ils tranchent. Trois cadres, Jean Burles, Clovis Chirin et Joseph Dumont, embarquent dans la Delaunay conduite par un chauffeur qui les transportera dans le Puy-de-Dôme. Ollier et le chauffeur blessé partent, eux, dans une traction. Les évadés restants se divisent alors en deux groupes : quinze s'entassent dans la seule camionnette

---

1. Entretien de novembre 1991. *Idem* pour les sources du récit suivant.

vacante; elle doit rejoindre aussi le Puy-de-Dôme. Paul Maraval et Jean-Louis Guillaume appartiennent à ce groupe. Ils périront tous les deux...

Ceux qui restent sur le macadam pensent alors que les chefs partent pour assurer les relais nécessaires, ils se résignent donc et attendent. Ils sont disciplinés. Deux des maquisards du Wodli enfourchent des bicyclettes pour rejoindre le camp de Raffy : il faut prévenir les camarades de l'arrivée massive et imprévue de nouveaux combattants. Arrêtés sur la route, ils seront transportés en Allemagne où l'un d'eux mourra à Dachau. Le survivant retrouvera Alain Joubert, déporté à son tour un peu plus tard...

L'étudiant réfractaire Jean Glaeser ne l'entend pas ainsi. Alors qu'il vient tout juste de s'évader, il pense que « les grosses légumes » se mettent tout bonnement à l'abri. Un de ses compagnons, plus candide, découvrant que l'on charge dans la traction un Augustin Ollier mal remis de sa fracture et le chauffeur blessé, est persuadé que l'on « transporte les moins valides ».

De même qu'il avait été le premier extrait de sa cellule en avril, Jean Burles, qui, cette nuit même, a été libéré parmi les tout premiers, est déjà loin. « Les cadres décident de tout », disait Staline. L'axiome est respecté au pied de la statue de la grassouillette Vierge du Puy...

A ce moment de l'équipée, si l'on se réfère aux souvenirs du communiste Philomen Mioch, on remarque, une fois encore, l'aveu de la sélectivité bureaucratique<sup>1</sup>. Il écrit avoir surveillé l'entassement d'une quinzaine d'hommes dans la camionnette et affirme qu'il s'agissait de « veiller à ce que montent en priorité ceux qui s'étaient déjà évadés » précédemment. Ces propos sont démentis par la connaissance que nous possédons de l'identité des hommes qui justement se sont hissés sur le plateau de la camionnette Berliet. Deux jeunes fraîchement arrêtés se sont glissés dans le groupe. Philomen Mioch écrira plus tard qu'ils fail-

---

1. Philomen Mioch, *Tribulations d'un ouvrier agricole*, op. cit.

lirent être fusillés pour cela<sup>1</sup>. Sans souhaiter la mort du pécheur, on peut faire remarquer que le stalinien Mioch prit place, lui aussi, dans cet unique véhicule...

### *Des cadres incompetents*

Le second groupe doit se diriger à pied vers Yssingaux. La colonne est sous l'autorité, dira Demazière, de « guides incompetents et d'une escorte de jeunes FTP surarmés ». Ces cadres du maquis ne sont munis d'aucune boussole, pas plus que de cartes d'état-major. Alain Joubert, l'un des responsables, invoque la malchance : « Nous n'avions pas prévu de marche à pied<sup>2</sup>. »

Ces dirigeants militaires n'ont prévu aucune solution de remplacement possible dans leur plan d'organisation. Pire, ils ne savent pas qu'ils ont à portée de main un homme de ressource... Dans le groupe des évadés se trouve le J3 Edmond Richaud, 19 ans, dont l'oncle et la tante habitent Le Puy-en-Velay. Il connaît parfaitement l'entrelacs des routes et sentiers qui serpentent dans la petite région. Mais les chefs n'imaginent pas qu'un de leurs hommes puisse savoir ce qu'eux-mêmes ignorent. Les évadés n'ont aucune idée du lieu où on les mène, et comme les cadres, qui ont le privilège de toujours « savoir », ne connaissent pas le bon chemin, on peut frémir quant à la conclusion de l'équipée...

La colonne va donc s'égarer dans la nuit et le brouillard levant, au point de se retrouver à son point de départ, dans la banlieue du Puy, à Espaly. Après des heures de marche harassante, les évadés ont tourné, aveugles, autour du dyke basaltique qui supporte la « Vierge rouge », la statue de bronze omniprésente qu'ils contemplaient par les lucarnes des cellules.

---

1. *Ibidem.*

2. Entretien de novembre 1992.



## *Meurtres au maquis*

La brume dense les protège des soldats allemands qui sont à l'exercice à quelques dizaines de mètres seulement au-dessus d'eux. Épuisés et crottés, ils errent dans ce faubourg de maisonnettes et de jardins ouvriers, s'attirant la curiosité des banlieusards lève-tôt. Un réfractaire lancera même à un villageois ahuri : « Les Alliés ont débarqué ! »

Désorganisation, impréparation, soit, mais qu'aucun responsable politico-militaire n'ait songé, après ce navrant retour au point de départ, à demander aux évadés si l'un d'eux connaissait suffisamment la région est révélateur de la politique du secret, et caractéristique d'un mode de fonctionnement et de son article premier : « Se méfier de la base. »

La colère est si grande dans la troupe que plusieurs hommes décident de tenter leur chance seuls. L'initiative viendra de ceux qu'on nomme « les gaullistes ». Le socialiste Jean Robert est frappé – il le répétera sans cesse plus tard – par la prétention des cadres du Wodli qui géraient la seconde partie de l'évasion, il rage contre la nullité des dirigeants du maquis Gabriel-Péri, incapables d'acheminer les véhicules projetés, sans parler de l'incompétence des « guides ». Après cette promenade nocturne aussi révoltante que dangereuse, il décide de gagner l'asile d'une ferme de sa connaissance <sup>1</sup>. Ses camarades de cellule Jean-Louis Loulier, Charles Garbit et le jeune Jean Glaeser sont prêts à le suivre pour rallier à terme l'Armée secrète <sup>2</sup>.

Un peu épouvantés eux aussi, les réfractaires vont tailler la route. Les deux condamnés de droit commun qui partageaient la cellule d'Augustin Ollier décident de se rendre aux autorités... C'est la débandade, en fait, chacun est libre de partir.

Albert Chapelle a pu compter sur l'efficacité des siens. Voulant rejoindre un maquis de l'AS, il s'installe dans une

---

1. Rapport de l'entrevue de Barbara et Jean Robert. Avril 1945.

2. Témoignage de Jean Glaeser.

## *La grande évasion*

traction occupée par un chauffeur et deux paysans du cru <sup>1</sup>. Comme il a définitivement rompu avec la légalité vichyste, il a décidé de s'engager avec les *Groupes Vêni* liés au Parti socialiste.

« Après une nuit de marche, je me suis réfugié dans la vallée du Cronce, vers Langeac. J'y suis resté trois semaines à peu près. C'est là qu'un flic résistant est venu m'avertir qu'on allait arrêter ma femme. Alors, déguisé en curé, je suis allé en pèlerinage vers la Vierge du Puy <sup>2</sup> ! »

Le SOE réussira à mettre à l'abri Mme Chapelle et ses deux bébés; quant à Albert, il combattra au maquis de Rodez, effectuera de nombreuses missions au cœur de la capitale de la Résistance, à Lyon. Il est mort le 15 juin 1996, à Valence d'Agen, après avoir consacré sa vie active à son travail pénitentiaire. Il nous a assuré qu'il avait, en tant que gardien-chef, organisé une autre évasion !

Avec les départs d'un grand nombre de « gaullistes » et surtout de sans-parti, les staliniens allaient pouvoir, sans témoins, obéir aux « ordres ». Plus tard, le socialiste Jean Robert se repentira : s'il avait su la présence de militants trotskystes dans la colonne des évadés, il les aurait emmenés avec lui. Mais les responsables staliniens avaient assuré que les libérés relevaient de leur seule autorité.

---

1. Entretien du 10 mai 1991.

2. *Ibidem*.



## *La montée au calvaire*

L'équipée tient du calvaire. Après les défections, ils sont une soixantaine errant dans la moyenne montagne en direction du lieu dit Raffy. La fuite les conduit aux abords du bourg de Brive-Charensac qu'ils contournent, puis ils entreprennent l'ascension des gorges de la Loire. Le jour, les hommes épuisés se dissimulent sous la ramée d'un bois pour reprendre des forces avant de repartir dans la nuit. Une journée, une nuit, et une journée encore sur les sentiers escarpés.

La plupart des fuyards – l'équipée prend l'allure d'une retraite – abandonnent une partie de leurs bagages en route. C'est, dira Théo Vial, une colonne de « petits Poucet » qui sèment vêtements, bouquins, y compris une provision de lentilles sèches qui fuit comme du sable d'un havresac qu'Edmond Vigne porte sur le dos. L'expédition, au trajet proprement ahurissant, tient du jeu de piste. Ils sont nombreux ceux qui déchirent des lambeaux de leurs propres vêtements pour panser leurs pieds, car beaucoup de détenus se retrouvent en chaussettes : pantoufles et godasses usagées ont rendu l'âme dans la caillasse des adrets.

Au mépris de toutes les règles de sécurité, la colonne s'étire au long des sentiers, des réfractaires s'écartent vers

## *Meurtres au maquis*

les fermes et les villages au petit bonheur la chance pour mendier de la nourriture. Les combattants les plus aguerris s'inquiètent de tant de légèreté.

### *De nouvelles inquiétudes*

Les cinq trotskystes avancent comme les autres, harassés. Un mois plus tard, quand il aura quitté le maquis, Albert Demazière fera ce récit de l'ascension.

« Nous allons maintenant rejoindre le camp qui nous est affecté à travers champs, collines et bois. Toute la nuit, nous marchons. Nous passons une rivière à gué, de l'eau jusqu'à mi-cuisses. Nos guides paient de leur personne : eux-mêmes en plein jus, ils nous éclairent et nous font traverser jusqu'au dernier. Les camarades tiennent le coup magnifiquement. Pourtant, il en est de tous âges, et les années de cellule préparent mal à de tels efforts. (...) Nos jeunes guides, Jeunesse communiste ou sympathisants, ont confiance et sont sûrs d'eux. Leur ardeur fait plaisir à voir. Et le spectacle n'est pas moins extraordinaire d'une pareille troupe d'hommes, marchant en pleine lumière, armée, arrêtant calmement le charroi au croisement d'une route et saluant les paysans qui nous rendent notre salut avec sympathie et sans crainte aucune. Nous n'en croyons pas nos yeux : nous croyons rêver. Quelle évolution depuis notre arrestation, un an et demi déjà... Nous avons suivi passionnément le développement de l'esprit de "résistance", mais ce premier contact nous étonne tout de même et nous ravit.

« Quand nous rejoignons le camp, après deux jours de marche forcée, de jour et de nuit, notre pensée à tous est la même : que de chemin parcouru depuis notre incarcération ! Le sentiment qui nous unit les uns aux autres pour un même combat a été plus fort que les calculs mesquins ou odieux de certains bureaucrates. Au coude à coude avec les camarades du PC, notre vie de partisans commence. La solidarité ouvrière a été la plus forte : nous

## *La montée au calvaire*

serons unis dans le combat comme nous l'avons été contre nos bourreaux, en prison<sup>1</sup>. »

On le constate, Albert Demazière idéalise la situation, mais précise qu'il parviendra à s'entretenir avec Tresso au cours de la longue marche. Leur conversation porte justement sur l'évolution de l'état d'esprit de la population à l'égard des combattants illégaux.

A propos de cette équipée au « coude à coude », le J3 François Carbonell, qui a des souvenirs moins idylliques, confie :

« A l'époque, c'était un peu tendu<sup>2</sup>... »

D'autres témoignages insistent sur la faim qui tenaille les hommes. Théo Vial racontera que la colonne chaparde des betteraves dans les champs. Quant à Paul Linossier, il est si épuisé qu'il s'endort sur le ballast d'une voie ferrée en compagnie d'un de ses camarades italien, au risque de perdre le gros de la troupe. C'est un paysan qui les ramènera plus tard vers le maquis<sup>3</sup>.

Le tableau euphorique dressé par Albert Demazière dans *La Vérité* clandestine est peu conforme aux conditions réelles de la débandade, d'ailleurs il démentira ce témoignage plus tard. Il complètera alors son récit :

« Nous étions tous ensemble et gardés comme du bétail par de jeunes FTP avec des cravaches, qui étaient odieux et nous traitaient comme du bétail<sup>4</sup>. »

Au cœur de la colonne, de nombreux détenus découvrent pour la première fois les fameux trotskystes

---

1. Albert Demazière, « Les Partisans à l'œuvre : la libération massive du Puy-en-Velay. » Article non signé, *La Vérité* clandestine, 20 novembre 1943.

2. Entretien du 30 avril 1991.

3. Entretien du 26 juin 1991.

4. Entretien du 25 avril 1991.

## *Meurtres au maquis*

dont ils ont tant entendu parler en détention. Jean Viannet se souvient :

« Un membre du groupe m'a désigné Tresso en me disant : " C'est lui ", sous-entendu : " Le traître, le renégat ", bien évidemment <sup>1</sup>... »

L'atmosphère alternativement joyeuse et déprimée qui parcourt la colonne se transforme-t-elle à l'approche du but ? Prévenus, les maquisards du Wodli se sont portés à la rencontre des rescapés. Un paysan de Raffy, solidaire du maquis, M. Nicolas, est choqué par le spectacle qu'il découvre à l'arrivée des évadés. Dès 1944, il témoigne pour Barbara et reconnaîtra Pietro Tresso sur les photos que la jeune femme lui présente :

« J'ai vu arriver les évadés. Ce n'était pas beau à voir. Ils avaient la barbe longue et les pieds en sang. Très fatigués, car on les avait fait marcher en des détours terribles et escarpés. J'étais très étonné quand je vis que les jeunes qui étaient depuis quelque temps dans le maquis les accueillaienent et les accompagnaient revolver au poing : je me suis dit que c'était là une drôle de façon de les recevoir <sup>2</sup>. »

Un demi-siècle plus tard, le fils du fermier Nicolas confirme le témoignage paternel... Il assiste à cette scène surréaliste : des prisonniers en loques, sévèrement gardés. Il est choqué, car il sait que ces hommes se sont évadés quelques dizaines d'heures plus tôt de la prison du Puy.

Bien mal en point, les fuyards sont répartis dans diverses fermes :

---

1. Lettre de Viannet. Archives R. Vacheron.

2. Barbara, *Rapport sur mon séjour*, avril 1945. Archives R. Vacheron.

## *La montée au calvaire*

« Des hommes se sont dispersés dans plusieurs groupes qui restaient en contact avec l'état-major de Chazeaux par l'intermédiaire d'agents de liaison <sup>1</sup>. »

Les conditions mêmes de l'équipée sont en deçà de la vérité si l'on en croit le récit de Théo Vial :

« Certains mirent quatre jours et quatre nuits pour atteindre Queyrières, à quarante kilomètres à vol d'oiseau du Puy, mais après un périple de près de cent vingt kilomètres <sup>2</sup> ! »

Le groupe de Vial s'était arrêté à Yssingeaux, chez Mme Robert, qu'on appelait *la Dorcas*. Cette patriote, qui tenait épicerie, buvette et pension, avait nourri et bichonné les fuyards. Dans une scène quasi biblique, cette belle figure de la Résistance populaire baigne les pieds meurtris des évadés, mais tous n'ont pas eu la chance du détachement placé sous les ordres de Théo Vial.

Comme il est temps de savoir quelle autorité commandait alors le maquis de Raffy, Alain Joubert répond tranquillement :

« Celui qui apparaissait comme le grand dirigeant était Giovanni Sosso ; c'est lui qui avait le plus d'expérience politique. »

Et d'ajouter ce commentaire explicite :

« C'était déjà un militant antifasciste italien avant guerre <sup>3</sup>. »

Au risque de démentir les souvenirs d'Alain Joubert, il ne semble pas que Sosso ait jamais été « militant », ni qu'il

---

1. Entretien du 25 avril 1991.

2. Théo Vial-Massat, « Les petits Poucet de la nuit du 1<sup>er</sup> octobre », *L'Humanité-Dimanche*, 3 octobre 1964.

3. Entretien de novembre 1991.



## *Meurtres au maquis*

ait eu une pratique politique en Italie, reste qu'il est malaisé d'en savoir plus sur son rôle précis. Henri Bonnefoy, un résistant, qui n'appartient pas au groupe des évadés mais qui les a accompagnés, dira simplement :

« Notre responsable, c'était le grand Pierre <sup>1</sup>. »

### *L'installation du commandement*

Dès son arrivée au lieu dit Raffy, au lendemain même de sa propre évasion de Bellevue-Saint-Etienne, Giovanni Sosso exerce le commandement. Il a installé le triangle de direction, l'état-major FTP, au lieu dit Chazeaux, à l'écart des fermes de Raffy. La sécurité de la structure est assurée en permanence par neuf gardes armés. Là encore, une culture est en jeu : les responsables doivent être protégés en s'excluant même de la masse des partisans.

A dire vrai, l'afflux d'un groupe d'hommes aussi important provoque une pagaille noire. Comment se procurer les moyens logistiques nécessaires pour gérer le doublement des effectifs du maquis ? La direction décide alors d'envoyer des détachements mendier des provisions chez les fermiers du canton.

Les cinq trotskystes ont été séparés, Albert Demazière est « logé » à part, dans une grange distante de deux cents mètres. Les camarades s'interrogent : ne sont-ils pas à nouveau prisonniers ?

Les arrivants ont été répartis dans trois fermes abandonnées aux lisières du village qui rassemble une dizaine de feux. Raffy, à 1 200 mètres d'altitude, domine la région de Saint-Julien-Chapteuil, patrie de l'écrivain Jules Romains. La situation des fermes constitue un refuge idéal, accroché au flanc d'une colline, face à deux montagnes, le pic du

---

1. Entretien du 26 juin 1993.

Lizieux, nu et dégarni, qui domine toute la région ; le Testavoyre, *la tête d'où l'on voit*, s'élève au-dessus des pitons volcaniques de Haute-Loire, les *sucs*. De là, sur une dizaine de kilomètres on peut distinguer l'éventuelle progression des forces ennemies. Enfin, la grande forêt du Meygal offre des caches inexpugnables. Derrière le Lizieux, à quinze kilomètres à vol d'oiseau de Raffy, s'élève le village protestant du Chambon-sur-Lignon où des milliers d'enfants juifs, soustraits à la barbarie des nazis, sont protégés et cachés.

Pour certains vieux maquisards, les nouveaux venus sont de trop. Ils risquent d'attirer les forces de répression et leur grand nombre amplifie les problèmes de ravitaillement ; en outre, il y a dans leurs rangs trop de « politiques » avides de commander, alors certains anciens décident de quitter ce maquis où ils ne se sentent plus en confiance...

Les arrivants sont répartis de façon un peu autoritaire dans les diverses fermes et campements, mais en tenant compte tout de même des affinités électives entre évadés.

Dans un rapport dont seuls des extraits ont été mis en circulation dans le PCI trotskyste à la Libération <sup>1</sup>, Demazière écrit que ses camarades ont pu se concerter et débattre ensemble sur ce qu'il importait de faire. Deux d'entre eux étaient partisans de l'évasion, trois, dont il était, pensaient qu'il valait mieux rester au maquis. En effet, une évasion semblait difficile sans être muni de faux papiers. Ceux qui voulaient partir, comme Pierre Salini, n'en eurent pas le temps, et Demazière se retrouvera libre par hasard... Il est affecté le soir même de son arrivée à deux cents mètres des siens, dans une ferme isolée. Il ne les reverra plus.

Près de cinquante ans plus tard, communistes et réfractaires éprouvent des souvenirs mêlés à l'égard d'Albert

---

1. Archives privées. Une seule page, agrafée aux rapports de Florence et Barbara. Une copie se trouve dans les archives Leonetti.

Demazière. Il agaçait par son style intellectuel, mais ce reproche est une constante des rapports entre staliniens et trotskystes. Les seconds excellent en matière historique, ils étaient au fait des crises et des tensions qui se manifestèrent au cœur de la Révolution bolchevique, et plus tard dans les travées de l'Internationale. Leur connaissance de l'économie politique marxiste, leur science des alés et des combats qui secouaient la direction russe depuis les origines insupportaient les communistes de base du PCF. Reste une question qui n'a pas eu de réponse jusqu'à aujourd'hui : pourquoi les cadres staliniens séparèrent-ils Albert Demazière de ses camarades ? Comme il avait suivi la formation des élèves officiers de réserve, les EOR, Demazière prétend aujourd'hui que ses compétences militaires pouvaient intéresser les chefs du maquis. A l'inverse de ses camarades d'idées, son expérience théorique de l'art des armes, ses connaissances en stratégie le distinguaient comme une recrue de qualité. Il s'agit d'interprétations évidemment, car ces fameuses compétences le désignaient aussi comme un élément dangereux pour la sécurité du maquis. Trotskyste signifiait traître. En outre, Demazière n'avait pas été sélectionné par Jean Burles comme un cadre utile à la préparation de l'évasion. L'inégalité de traitement dont il a joui reste donc une énigme.

### *L'involontaire évasion de Demazière*

Un beau matin, il est désigné pour participer à une corvée hors du périmètre du camp. Le 5 octobre 1943, ce trotskyste quitte donc le détachement en compagnie de deux maquisards communistes qui apparemment ne sont pas armés. L'un de ces deux hommes est Antoine Angeli<sup>1</sup>, John, « un bandit corse », dira Théo Vial, quand plus tard il

---

1. Mort au combat, le 18 août 1944 en Haute-Loire.

célébrera son héroïsme. Demazière n'a retenu que la « stupidité » de celui-ci. Le second, militant des Jeunesses communistes, Louis Coissac, n'est pas n'importe qui : tout premier compagnon de Guingouin, le célèbre maquisard du Limousin, il décidera lui aussi de quitter le maquis de Raffy...

Les trois hommes s'égarèrent dans la nature... Effrayés de compter « plus de gendarmes sur les routes que de vaches dans les prés », risquant d'être surpris par une patrouille régulière dont ils entendent le mouvement dans la vallée, les trois hommes planqués dans la forêt décident de se séparer pour augmenter leurs chances d'en réchapper.

C'est alors qu'Albert Demazière prend conscience qu'il est temps... Il estime qu'il court moins de dangers à s'éloigner de la zone géographique qu'à tenter de regagner le camp par de longs itinéraires à découvert. Au risque des conséquences que sa défection peut déclencher à l'égard de ses camarades, Albert met fin à son engagement de partisan... Il peut tenter sa chance. Il va donc marcher en direction de l'Ardèche proche. Il a enseigné dans ce département, connaît de nombreux instituteurs syndicalistes, il compte trouver de l'aide auprès d'eux. C'est effectivement ce qui se produit. Après une halte dans une maison où il avait passé quelques jours de vacances avant guerre, il atteint Saint-Laurent-du-Pape et trouve asile chez l'un de ses collègues qu'il avait connu anarchiste, Alfred Arnaud, devenu chez les FTP le *Commandant Fred*. Lavé, habillé de propre, chaussé d'espadrilles, un peu d'argent en poche, muni de faux papiers frappés du sceau de la préfecture de Valence, Albert rejoint Paris sous le nom de *Vérilhac*, où il prend place dans la direction du POI clandestin après avoir rendu compte de ses aventures. Il va bientôt publier le récit de ses pérégrinations dans les bulletins intérieurs de l'organisation et dans le journal *La Vérité*. Les lignes qu'il écrit alors évoquent la transformation des rapports qu'il a pu consta-

ter dans le comportement des staliniens à l'égard des trotskystes. En réalité, le récit d'Albert Demazière reflète partiellement la « ligne » politique du POI. La relation journalistique de ses propres aventures précède de quelques mois le titre de « une » de *La Vérité* du 10 février 1944 :

« Les drapeaux de l'Armée rouge se joindront à nos drapeaux rouges. »

### *Les chemins de La Vérité...*

Le rédacteur de l'éditorial du numéro 58 affirme que Staline ne pourra pas faire donner son armée contre les « soviets » qui vont naître partout dans l'Europe en voie de libération. L'éditorialiste inclut l'Allemagne dans ce soulèvement prolétarien auquel les armées de Staline vont, croit-il, contribuer. Mais ce n'est pas si simple. L'Histoire dévoilera que la progression de l'Armée rouge signifie aussi la destruction des organisations populaires autonomes, ces « comités » qui foisonnaient à l'approche des premières offensives soviétiques. Les comités « antifa » allemands sont dissous d'un trait de plume. Une fois de plus, Staline s'oppose à la solution insurrectionnelle et révolutionnaire.

Au moment où il écrit ces articles, Albert Demazière ignore bien évidemment ce qu'il est advenu de ses camarades. Ils ont été assassinés. Et ce fait majeur, dont le lecteur a connaissance aujourd'hui, rend plus navrants encore ces articles « unitaires » et optimistes de l'époque.

Quel fut l'impact de l'« évasion » de Demazière sur l'état d'esprit des maquisards du Raffy, et par contrecoup sur la situation des détenus trotskystes ? Les partisans de base ont mal pris ce départ et le ressentiment apparaît toujours aussi vif un demi-siècle plus tard.

## *La montée au calvaire*

La méfiance à l'égard des trotskystes s'exacerbe. L'évasion à froid sera dénoncée par les cadres staliniens comme une « désertion ». Mais qui pourrait reprocher à Demazière de s'être échappé dans de telles conditions ?

Sa fuite a-t-elle modifié les conditions de la préparation des meurtres qui vont suivre ? Ceux-ci étaient décidés à un échelon qui ne dépendait en aucune manière des acteurs locaux. En revanche, le survivant Albert Demazière ne pouvait pas imaginer que les staliniens puissent nourrir des projets d'assassinat à l'égard des compagnons du groupe auquel il appartenait. Il a échappé au pire, car plus tard un des maquisards de Raffy avouera :

« Quand Demazière est parti, ils l'ont cherché, et loin... Pour le retrouver. Ils ne l'ont pas rattrapé. Il était condamné lui aussi<sup>1</sup>... »

L'indication est précieuse. Des alertes continuelles ponctuent les derniers mois de 1943. Plus d'un FTP évadé du Puy s'est égaré dans les parages de Raffy et n'a jamais pu – voire voulu – retrouver le chemin du maquis... Citons pour mémoire les aventures de Pierre Fournel, qui prendra contact aussitôt avec l'appareil clandestin du mouvement en regagnant Saint-Etienne ; Pierre Bouchery, qui s'en retourna à Roanne pour rejoindre les rangs de l'Armée secrète ; Paul Linossier, qui a « perdu les autres gars qui essayaient de voler de quoi manger ». Parvenu par ses propres moyens jusqu'à Tournon, il gagne un maquis commandé par son frère.

L'aventure de Demazière eut une grande importance dans le maquis, et la direction communiste en manipula soigneusement les significations. D'ordinaire, les maquisards qui font défection n'ont rien à redouter, les cadres combattants considèrent que les manquants se sont « éga-

---

1. Entretien avec C.A., 21 octobre 1992.

rés », qu'ils ont préféré se fondre dans les villes plutôt que de prendre le risque d'errer et d'être interceptés par la gendarmerie. Dans d'autres cas, la fuite des défailants est justifiée ultérieurement par des ordres de mission bien improbables... En revanche, l'évasion de Demazière a permis au Parti d'entretenir les présomptions de trahison à l'égard des trotskystes.

La forme de commandement du maquis est empreinte de souplesse. Un exemple tiré du témoignage d'Henri Pierotti, fraiseur stéphanois de 22 ans, le démontre. Evadé de la maison d'arrêt du Puy, il faisait partie d'un groupe d'une douzaine de retardataires qui, sitôt parvenus à Yssingeaux, s'attablèrent dans la cuisine d'une ferme amie. Alertés de l'approche d'un groupe de policiers, les hommes fuient à travers champs et progressent jusqu'au Chambon-sur-Lignon, où des paysans les planquent dans une grange. Ils sont si épuisés qu'ils dorment trois jours durant. Ils se déplacent enfin de ferme en ferme vers le bourg de Recharinges. Réfugiés à Montbuzat, ils sont contactés vers la mi-octobre par Théo Vial qui cherche à implanter un groupe dans la région. Vial ouvre le dialogue avec ces transfuges de fait et les invite à se joindre à son combat. Pierotti résume les arguments du groupe indépendant qui « n'était pas d'accord » :

« Parce que les chefs nous avaient lâchés lors de la première évasion <sup>1</sup>. »

L'équipe négocie et accepte finalement de former la base de « ravitailleurs » dont Théo Vial a besoin. Aucune vindicte, aucun reproche ; le groupe Pierotti occupera son poste jusqu'à l'offensive des GMR d'avril 1944.

---

1. Entretien du 17 avril 1991.

***Prisonniers à nouveau !***

A Raffy, les quatre trotskystes ont été libres quelques jours, à la faveur de la grande pagaille provoquée par l'afflux d'évadés. Mais désormais, ils vivent sous bonne garde. Le 7 octobre, sur la foi d'informations concernant des mouvements de gendarmerie, tous les hommes de Raffy sont rassemblés et cachés dans une grange près d'Yssingeaux. Les quatre trotskystes sont planqués ensemble, avec leurs camarades. Le 10 octobre, des regroupements s'opèrent à nouveau dans des fermes disséminées. Un noyau se constitue autour de Théo Vial et occupe une ferme près de Saint-Jeures. La direction, constituée de Pierre Besset, Giovanni Sosso et Alain Joubert, va vite maîtriser le flottement anarchique du maquis. C'est le temps des réformes : les groupes sont structurés, des responsables désignés se réunissent de temps à autre autour des chefs au petit PC, le Moulin de Vareilles. Des liaisons régulières sont rétablies par estafettes avec le triangle de l'inter-région.

Après la fausse alerte des 6 et 7 octobre qui a contraint les partisans à se planquer près d'Yssingeaux, les trotskystes sont à nouveau séparés les uns des autres. Deux sont raccompagnés à Raffy, deux autres doivent rejoindre un groupe différent. La tension monte d'un cran : à de rares exceptions, leurs camarades de combat ne leur adressent plus la parole. Le Germano-Polonais Thadée Marsinkovski se souvient d'avoir salué Sadek ; Skledar, un Yougoslave condamné à mort durant la guerre de 14-18 pour activités défaitistes, lui aussi, leur manifeste des gestes de sympathie. Membre du Parti communiste croate, mineur de fond dans l'Hérault, il a été condamné à huit ans de travaux forcés pour avoir hissé le drapeau rouge sur la cheminée de la mine de Graissesac, le 1<sup>er</sup> mai 1942. Pietro



## Meurtres au maquis

Tresso a souvent partagé ses colis avec lui en détention et le mentionne dans ses lettres à Barbara comme « un stalinien très pauvre ».

Vers le 15 octobre, Skledar joue aux cartes avec Salini et Reboul, quand trois maquisards armés passent le seuil de la ferme et prient les trotskystes de rassembler leurs affaires. Ce sont les ordres : les gardes doivent les acheminer vers un autre hébergement... Salini tente de s'échapper. En vain. Les deux détenus s'éloignent, flanqués de leurs gardiens. Cette fois, les trotskystes sont vraiment des prisonniers...

Cinquante années plus tard, de nombreux témoignages permettent de relater l'enchaînement des événements :

« Là, avec sept ou huit évadés du Puy, tout comme moi, nous fûmes chargés de la garde des trotskystes. Un avait foutu le camp. Pendant trois semaines environ, on les a gardés dans la ferme, au bout du chemin<sup>1</sup>. »

La détention de quatre hommes au maquis de Queyrières ne passa pas inaperçue des organisations résistantes concurrentes. Un jeune médecin, Yves de Botton, ex-membre du PCF et ancien trotskyste, devenu depuis chef adjoint du service de renseignement des Mouvements unis de la Résistance, évoque la présence d'un détenu italien nommé Tresso au camp du Wodli. En fait, Yves de Botton connaît l'homme sous le nom de *Blasco*. Saisissant soudain qu'il s'agit du pseudonyme de Pietro Tresso, il entreprend d'en appeler aux communistes pour réclamer sa libération. L'historien Marc Bloch, qui effectue une tournée d'inspection des maquis – il est membre de la direction des MUR sous les pseudonymes de *Narbonne* et *Arpajon* –, vient d'apprendre qu'un groupe de prisonniers est affecté aux corvées au maquis communiste de Raffy.

Ces « faits » auront leur poids un peu plus tard.

---

1. Entretien avec P.P., 14 juillet 1992.

## *La montée au calvaire*

Le changement du traitement réservé aux trotskystes, le renforcement de leur mise à l'écart indiquent bien qu'une phase nouvelle est engagée. Connaissant la culture des militants clandestins de l'opposition de gauche, on peut sans peine imaginer l'angoisse qu'ils doivent éprouver. Pris dans la nasse, ils savent que les décisions les concernant relèvent de l'appareil stalinien. Directement ou indirectement, le destin de Pietro Tresso n'a pu être scellé que par les instances dirigeantes du Parti communiste italien, car Tresso fut l'un de ses fondateurs et chefs historiques.

Les quatre ne peuvent être qu'inquiets : on les soumet à l'obligation d'écrire leur biographie, la fameuse « bio ». Cette exigence, qui s'adresse à des hommes détenus, est de bien mauvais augure... En outre, M. Dazaud, un artisan de Saint-Etienne, est acheminé jusqu'au maquis pour les photographier. Enfin, il semble qu'une sorte de consultation populaire ait été organisée dans les divers foyers maquisards : il s'agit de débattre du sort réservé aux « trotskards ».

## *La mémoire des témoins*

Un demi-siècle plus tard, l'un des participants à cette pantomime, parent d'un haut dirigeant du PCF, s'exprime ainsi :

« Je n'ai jamais parlé de cette histoire parce que pour moi, c'était... disons que tout ça m'a traumatisé. Personne ne me connaissait réellement dans ce maquis, on ne savait pas d'où je venais. Je ne pouvais pas le dire. Je me souviens, une réunion s'est tenue un soir, au moment du dîner. Ils ont commencé à parler de ça. Ils ont dit : " Ah, ces fameux trotskystes ! Ils veulent tout savoir. Connaître l'implantation géographique du maquis ; ils posent sans cesse des questions sur notre position. " Des gars ont dit : " Ils sont pas francs du collier. " Alors, les dirigeants ont

## *Meurtres au maquis*

demandé : “ Qu’est-ce que vous pensez d’eux ? ” J’ai répondu : “ Je ne sais pas, je ne les connais pas. Je ne peux rien dire à leur sujet. ” Un camarade a dit : “ On va tous se faire avoir à cause d’eux. ” Alors, on a proposé de les liquider... Je ne sais pas exactement comment ça s’est passé, mais après cette soirée, on ne les a plus revus <sup>1</sup>. »

Le témoin poursuit :

« Nous n’étions pas dans la grange. C’était un soir, autour d’un feu de camp. On mangeait dehors. Les trotskystes n’étaient pas avec nous, ils mangeaient plus loin. Le soir de cette fameuse réunion, je me souviens de ce qui a été décidé, mais pour vous fixer la date, je ne pourrais pas vous le dire. »

Une demi-heure plus tard, il répond aux questions de Raymond Vacheron :

« — Je me souviens. Je vous l’ai dit, cette affaire m’a traumatisé longtemps. C’était quelque chose de difficile à digérer, et je ne l’ai toujours pas digéré.

« — *Beaucoup d’autres compagnons furent traumatisés ?*

« — Oui.

« — *C’est la première fois qu’on évoque devant moi cette soirée autour du feu de camp.*

« — Je me souviens bien d’un soir... alors que nous mangions. On nous demandait ce qu’on pensait et nous n’osions pas trop dire ce que nous pensions vraiment.

« — *Mais qui vous demandait votre avis ?*

« — Je ne sais pas son nom. Il y avait un gars qui était venu de l’extérieur du maquis. Il nous demandait notre avis : qu’est-ce qu’on va en faire ? Le bruit courait que les trotskystes étaient en intelligence avec des gens extérieurs au maquis <sup>2</sup>. »

---

1. Entretien, le 19 décembre 1992.

2. *Ibidem.*

***Débat à la mode stalinienne***

Cette discussion autour du feu est confirmée par d'autres témoins. En évoquant ces conciliabules, ceux-ci prétendent qu'ils ont refusé de s'exprimer. Quelques témoins avouent même qu'ils se sont opposés au pire. Y aurait-il eu des discussions dans les autres fermes ? Une réunion s'est tenue au petit PC du Moulin de Vareilles. L'un des participants la relate ainsi :

« Sosso présente un rapport sur la nécessité de lutter contre les trotskystes, ennemis de la Révolution, traîtres et saboteurs. Les responsables du maquis – une dizaine – prennent ensuite la parole. Ils sont tous d'accord : il faut en finir avec ces ennemis de la Révolution et de Staline, dont l'Armée rouge et le peuple soviétique viennent de sauver l'humanité dans les combats de Stalingrad. Il faut "expliquer" tout cela aux maquisards. En effet, les trotskystes posent souvent des questions pour connaître la géographie du maquis. Ils veulent le dénoncer, ils veulent empoisonner l'eau du camp. Il serait criminel d'hésiter<sup>1</sup>. »

Il ne manque que les ordres de la hiérarchie. En attendant, les quatre hommes sont astreints à de nouvelles corvées, ils graissent le cuir des croquenots, pèlent les patates, cuisent la tambouille et font la plonge.

On ne peut qu'être frappé par le simulacre stalinien du « débat » animé par le collectif pour faire avaliser les sentences de mort par les maquisards de base. Dans son humble et sordide théâtre, le décor du maquis Wodli ressemble aux procès de Moscou, qui furent aussi précédés d'assemblées sous influence où la démonisation préalable des « criminels » tenait lieu de blanc-seing aux procureurs et bourreaux. Les cadres qui commandaient Raffy savaient

---

1. Entretien avec P. E., 19 décembre 1991.

## *Meurtres au maquis*

que l'« acquiescement » était aisé à obtenir, et ce consentement collectif allait garantir le silence, les mutismes et les dénégations pendant cinquante ans. Mais pas un de ceux qui témoignent aujourd'hui ne croit que la décision d'exécuter les trotskystes ait pu être prise à l'échelon du maquis ; seuls des ordres « d'en haut » ont pu conditionner le simulacre qui ouvrait le recours aux exécutions.

Mais quelle autorité « légitime » a tranché dans une affaire qui ne requérait aucune urgence ?

Dans son ouvrage sur l'affaire Guingouin, quand il évoque la sentence de mort, prononcée « en haut », contre le maquisard communiste limousin, Michel Taubmann évoque les meurtres du Wodli en avançant la responsabilité de Gaby Faure, spécialiste de l'appareil communiste chargé de la liquidation des trotskystes et déviationnistes. Ancien des Jeunesses communistes de Grenoble, capitaine des Brigades internationales d'Espagne, il fut FTP sous le pseudonyme de *Claude*. A la Libération, celui-ci devait réapparaître au grade de colonel, sous le pseudonyme de *Chevalier*, adjoint au commandant de la garnison de Lyon<sup>1</sup>.

Gaby Faure était âgé de 33 ans au moment des meurtres du Puy<sup>2</sup>, et il est vrai qu'il avait des attaches dans la région, mais il est difficile de suivre l'hypothèse de Michel Taubmann. De toute manière, Gaby Faure, compte tenu de sa place modeste dans l'appareil stalinien, n'aurait pu être qu'un exécutant.

La question centrale est la suivante : quelle autorité présente dans la région, ou à portée de communication rapide – par radio par exemple –, disposait de l'autorité nécessaire pour ordonner et couvrir l'élimination d'une des grandes figures du communisme italien ?

---

1. Michel Taubmann, *L'Affaire Guingouin*, éd. Lucien Souny, pp. 92-94.

2. Voir sa biographie dans le *Maitron*.

Parmi les hauts dirigeants connus, il y a d'abord le triangle de zone sud et ses trois patrons, Léon Mauvais, Raymond Guyot et Eugène Hénaff.

Qui, à l'époque, est le dirigeant chargé du contrôle des cadres? Les souvenirs de Marcel Thourel semblent indiquer qu'il s'agissait de Gaston Plissonnier, dit *Duchêne*. Mais ce témoignage manque de précision quant à l'enchaînement des dates<sup>1</sup>. Léon Mauvais, par contre, était bien le spécialiste de ce genre d'affaires. C'est lui qui instruisit le « cas » Guingouin, puis, plus tard, ceux de Marty-Tillon. Il n'a pas pu ignorer, en tout cas, les mécanismes qui allaient décider du sort tragique de Pietro Tresso et de ses compagnons.

Compte tenu de l'importance du dirigeant étranger Pietro Tresso, une autre hypothèse se doit d'être avancée. Comment oublier l'omnipotence de Raymond Guyot, dont les fonctions au sein des Jeunesses communistes ont souvent masqué l'importance du statut qu'il occupait dans l'appareil international? Ne fut-il pas, à la fin de 1936, chargé d'une mission d'inspection et d'« alignement » en Espagne, où il se permit de contester les erreurs de ses camarades de l'appareil, y compris celles du « mutin de la mer Noire » André Marty? Raymond Guyot bénéficiait d'une liaison radio directe avec Moscou ou Oufa, donc avec les hommes du Parti communiste italien dans la Comintern. L'hypothèse pourrait séduire, mais aucun indice ne permet de l'étayer, sinon, bien sûr, le niveau de responsabilité internationale et les moyens de communication avec des « organes » dont Raymond Guyot était le correspondant direct.

A l'échelon supérieur règne Jacques Duclos, et celui-ci non plus n'a pas pu ignorer l'existence de la « prison » de Raffy. Il est fort possible qu'il ait été l'ordonnateur des meurtres. Dans un entretien publié en octobre 1993, Stéphane Courtois évoque les responsabilités directes de

---

1. Marcel Thourel, *Itinéraire d'un cadre communiste*, Privat, 1980.

## *Meurtres au maquis*

Jacques Duclos dans les meurtres de Georges Déziré et Marcel Gitton. Il lui attribue l'assassinat de Tresso sur « un ordre émanant de Moscou » sans toutefois proposer la moindre démonstration<sup>1</sup>. Il se contredit, en outre, quand il assure que Tresso fut éliminé sur ordre de Duclos et, un peu plus loin, que le même couvrit son exécution...

Entre le niveau national et l'échelon local du maquis, Giovanni Sosso et Victor Joannès se partageaient le pouvoir. Mais il y avait surtout Jean Roussel, dont peu d'auteurs ont parlé. Pourtant, celui-là avait été chargé, à la fin des années 30, de « suivre » le PC italien pour le compte des cadres. En 1943, responsable de la section française des cadres communistes italiens, il apparaît donc comme le véritable chef de la « police du parti ». Il s'est tu.

### *La piste italienne*

Se pose alors la question de la piste italienne. Le 3 janvier 1993, le vétéran communiste et journaliste Gianfranco Berardi publiait dans *L'Unità* – le quotidien du PDS, le Parti démocratique de la gauche qui a succédé au Parti communiste italien – un article titré « France 1944, comment est mort Pietro Tresso ».

« Celui qui, en Italie, a toujours tout su (ou presque tout) sur la mort de *Blasco* était Alfonso Leonetti, l'un des fondateurs du Parti communiste italien, intime de Gramsci, directeur de *L'Unità*, membre du bureau politique exclu du parti en même temps que Tresso et Ravazzoli après le soi-disant « virage » de 1933 imposé par l'Internationale stalinienne. Leonetti, passé plus tard dans les rangs de l'opposition trotskyste, participa activement à la résistance française en compagnie de sa femme, Pia

---

1. « La vie secrète de Jacques Duclos », conversation avec Stéphane Courtois, *L'Histoire* n° 70, octobre 1993.

Carena (secrétaire de rédaction d'*Ordine nuovo* de Gramsci et ensuite de *L'Unità*). Tous deux militaient dans la région même du Puy où Tresso fut assassiné. Leonetti, mort à Rome en décembre 1984, avait recueilli une importante documentation sur l'affaire et les circonstances de la mort de Tresso. Il mettait en cause des groupements secondaires du PCI dans la mesure au moins où un militant et un dirigeant de ce parti étaient d'une certaine façon impliqués dans la décision d'éliminer Tresso. Enfin, un très haut représentant du parti – bien qu'aucunement responsable de cette disparition tragique – avait agi, dans les années d'après-guerre, de sorte que la vérité soit cachée. Ce haut dirigeant enfermait Leonetti lui-même dans le silence, et, le reste de sa vie, Alfonso vécut dans la honte.

« Il n'est pas invraisemblable que la réadmission de Leonetti au PCI (il avait été un moment inscrit au PCF) en 1962, au cours d'une cérémonie au siège romain de *L'Unità*, en présence de Togliatti lui-même, ait été la condition de ce silence. D'après les déclarations officielles, la décision de réadmettre Alfonso Leonetti au parti fut approuvée sans opposition. Il est pourtant symptomatique que, plusieurs années plus tard, Berlinguer (qui eut à accomplir des gestes d'amitié et d'affection envers Leonetti) n'ait pas réagi quand le président d'honneur du parti, Luigi Longo, l'un des principaux protagonistes du "virage" de 1933, définira Leonetti comme l'un des "trois parrains"... Ce terme infamant suscita une réponse très dure d'Alfonso.

« Comment sais-je que Leonetti possédait une documentation très précise concernant la mort de *Blasco*? Pour la simple raison que Leonetti lui-même m'en a parlé trois fois à diverses occasions et qu'au moins une fois, il en a parlé à une personne qui fréquentait comme moi sa maison romaine de la Camilluccia.

« Les deux premières fois, ce fut respectivement aux Thermes de San Casciano et à Rome. Leonetti ne m'a pas entièrement révélé les détails des événements, même s'il m'a dit clairement qu'il connaissait les responsables du meurtre de Tresso, ajoutant qu'il avait remis ces feuillets de documentation à une personne qui aurait dû les rendre publics après sa mort et une fois certaines circonstances politiques dénouées. A ma question, en vérité très polémique, sur la raison pour laquelle il n'avait pas rendu



## *Meurtres au maquis*

publique la vérité *tout de suite*, Alfonso répondit d'un ton sec qu'il " ne voulait pas faire le jeu de l'ennemi de classe ".

« Il serait irrespectueux envers un défunt auquel j'ai été lié par l'affection, l'estime et l'amitié, de rapporter les détails de la querelle qui suivit. Surtout à cause de la formule " ennemi de classe ". Mais il fut inébranlable : " Je ne rendrai aucun service à Craxi – ni vivant, ni mort. ”

« A la seconde occasion, à Rome, nous revînmes sur l'affaire au cours d'une discussion sur le rôle de Togliatti. Leonetti me confia que la documentation sur le meurtre de Tresso contenait une brève lettre du secrétaire du PCI dans laquelle il n'approuvait certes pas le crime, mais le couvrait d'une certaine façon. Le billet invitait Leonetti à se taire à nouveau.

« Alfonso était amoureux de la France et des Français à tel point que lorsqu'il parlait de ces derniers, il utilisait fréquemment la première personne du pluriel, " nous ". Il employa une analogie française pour résumer la position de Togliatti... Celui-ci considérait le meurtre de Tresso à la manière de cette citation de Talleyrand : " C'est une erreur politique, plutôt qu'un crime. ” Alfonso était très en colère, il considérait cette justification comme très grave. " En cette époque de piété, continuait Alfonso, les choses se passaient ainsi. ”

« Leonetti revint sur l'événement un troisième jour dans l'après-midi du 24 décembre 1984. Il mourra dans la nuit du 25 au 26 décembre.

« Il me raconta, très agité, que deux personnes étaient venues le voir pour le compte du bureau du secrétaire du parti. On lui demandait l'autorisation de détruire la documentation sur Tresso et au moins la " lettre-billet " de Togliatti...

« J'ai refusé cette autorisation, me dit-il, et je les ai chassés en les traitant de " corbeaux ".

« Il était inquiet parce que la personne à laquelle il avait confié les documents était morte et que ces documents avaient fini dans les mains de ceux auxquels ils n'auraient jamais dû aller. Il craignait que les preuves sur les responsabilités de la mort de Tresso pussent être détruites définitivement.

« Pleurant presque, il me fit jurer de me mettre à l'ouvrage pour qu'en temps voulu, ses dispositions, qui

## *La montée au calvaire*

malheureusement n'étaient liées à aucun legs testamentaire notarial ou officiel, fussent exécutées.

« Je lui fis remarquer que sans preuves écrites, et surtout sans ces documents, j'aurais peu à faire. "Ça ne fait rien, me répondit-il, si tu veux, tu peux le faire, alors fais-le, fais-le ! Il suffit d'attendre le moment politique pour que Craxi et les socialistes n'en profitent pas." »

« Pendant quelques instants, il parut réfléchir, puis conclut : "Donne du temps à l'histoire, mais pas plus de dix ans." »

« En vérité, je n'ai pas tout à fait attendu les dix ans, et en janvier 1994 j'ai écrit pour *L'Unità* (maintenant organe du Parti démocratique de la gauche) un article où je commençais à parler des documents disparus. *L'Unità* publia le tout sans objections. Mais un second article de juin 1994 n'a toujours pas vu le jour... J'en suis encore meurtri pour les mémoires d'Alfonso Leonetti et Pietro Tresso qui appartiennent au passé, à l'histoire du vieux PCI. Je le suis encore plus pour le PDS, le nouveau parti né de l'ancien, pour le jeune parti auquel devrait appartenir le futur... »

Ayant pris connaissance de l'article de *L'Unità*, Pierre Broué entra en contact avec Gianfranco Berardi, qui ne lui était pas inconnu puisqu'ils avaient fait connaissance du vivant de Leonetti, à son domicile romain. Une correspondance devait faire émerger quelques épisodes inédits du drame de Haute-Loire. Leonetti confia à son ami Berardi qu'il ressort bien des documents recueillis qu'un groupe restreint de dirigeants communistes italiens ont eu connaissance de la vérité. La preuve décisive qu'il possède est un billet du secrétaire général du PCI, Palmiro Togliatti, qui condamnerait en substance le crime, mais recommanderait le silence. Selon Leonetti, Togliatti est étranger à l'assassinat de Tresso, mais il dissimulera constamment ce qu'il sait, redoutant les effets néfastes d'une enquête concluant à l'assassinat du vétéran par un ordre des communistes italiens.

De nombreux éléments polémiques se sont développés à ce propos dans l'Italie d'après guerre. A la fin de 1963, un

## *Meurtres au maquis*

comité pour la réhabilitation de Tresso, constitué à Trévis, est animé par une section locale du PCI... Ses adhérents écriront à Togliatti pour exiger une enquête sur la mort du militant révolutionnaire. C'est là un signe supplémentaire qui atteste que le cas Tresso était devenu un enjeu important, non seulement à l'extérieur, mais à l'intérieur du Parti.

On peut ainsi avancer l'hypothèse que Togliatti a convaincu le Leonetti réintégré en 1962 au PCI de ne pas rendre publics les documents qu'il avait recueillis.

Plus tard, Leonetti confia l'ensemble de ses pièces, non pas à un légataire testamentaire, mais à quelques personnes en lesquelles il avait toute confiance. Celles-ci auraient fait promesse, une fois le militant défunt, de rendre le dossier public en jugeant du moment opportun où cette vérité ne serait plus un préjudice pour le Parti communiste italien.

Un peu plus tard, Pierre Broué recevait une nouvelle lettre : « ... Ces papiers prouvent *aussi* une complicité italienne dans ce meurtre. Deux jours avant la mort de Leonetti à l'hôpital, deux hauts fonctionnaires du PCI, au nom du secrétariat, ont vainement essayé de lui arracher la permission de détruire ces papiers. Il me l'a dit trois heures après, les traitant de " corbeaux ". Les papiers en question : le nom d'un italien (membre du CC du PCI après-guerre) impliqué dans le meurtre de *Blasco* ; une lettre d'un dirigeant de haut rang du PCI demandant le silence de Leonetti (*parenthèse illisible. P. B.*)... .. Malheureusement je n'ai aucun document qui le prouve. Seulement ma parole. Je ne sais pas où peuvent être les papiers maintenant. Certainement aux mains de quelques vieux dirigeants du PCI. Déjà détruits ? »

« Alfonso eut un dur conflit avec lui-même :

« a) il voulait révéler la vérité ; b) il se repentait de son silence antérieur ; c) il ne voulait pas nuire au PCI. Une sorte de conflit interne, tragique peut-être. Il m'a recommandé de n'en pas parler pendant plusieurs années. " Je fais bien triste

## *La montée au calvaire*

figure, m'a-t-il dit. Tout cela est très déprimant et douloureux. J'espère que tu peux comprendre. " 1 »

### *L'homme dans l'ombre*

A la grande indignation d'Alfonso Leonetti, Palmiro Togliatti aurait donc couvert la liquidation de Pietro Tresso alors qu'il n'avait pas participé personnellement à la décision. C'est cela que l'actuel PdS tient à dissimuler, puisque ce sont des hommes de ce groupe dirigeant du Parti qui cherchent à récupérer le billet adressé à Leonetti par Togliatti. Dans ce texte, le dirigeant communiste admettait cette thèse. Il est temps alors d'avancer une hypothèse sur l'identité du « décideur ».

Le seul « haut et même très haut dirigeant du PCI dans l'Internationale <sup>2</sup> » qui se trouvait à Moscou ou à Oufa en 1943 et qui peut avoir pris la décision d'exécuter Tresso est le même homme qui fut qualifié d'« homme clé de l'appareil international » pour son rôle dans la guerre d'Espagne. Un personnage aussi bon expert dans les questions relevant du Parti communiste français que de celles du Parti communiste italien, fut, comme Togliatti, membre du présidium de l'Internationale communiste jusqu'à sa dissolution. Cet homme est Giulio Ceretti, *Pierre Allard*, délégué au Comité central du PCF dont il fut membre de 1930 à 1945. Il est connu sous les pseudonymes de *Jacques Martel*, *Lucien Flavien*, *Agostini*, *Sergio Toscani* à partir de 1930 en France, et *Monsieur Pierre* à la Compagnie France-Navigation en Espagne, où il joua un rôle très important tout en demeurant l'homme de l'ombre. Lors de l'invasion du Danemark par la Wehrmacht en 1940, il est libéré de prison

---

1. Archives Pierre Broué.

2. Berardi à P. Broué. *Vicenda Leonetti-Blasco (appunti per un racconto)*, Vicenze, août 1994.

## *Meurtres au maquis*

sur l'intervention diplomatique du gouvernement soviétique. A nouveau protégé dans les frontières de l'URSS, il est incorporé à l'appareil de la Comintern à Moscou, puis à Oufa, en charge notamment des questions italiennes.

Giulio Ceretti se réinstalla définitivement en Italie à partir de 1945, ce qui n'est peut-être pas sans rapport avec la disparition tragique de Pietro Tresso. Pierre Broué se souvient par ailleurs d'une lueur de haine sur les traits de Leonetti quand on mentionna le nom de Ceretti devant lui. Mais il se maîtrisa très vite.

Notons enfin que le quotidien *L'Unità* refusa un nouvel article de Gianfranco Berardi en juin 1994...

### *Les témoins du meurtre*

En France pourtant, les bouches s'ouvrent. Des hommes parlent, enfin. Comment sont donc morts Pietro Tresso, Pierre Salini, Abraham Sadek et Jean Reboul ?

Dominique Martinez, frère de Jean, évadé avec Sosso de la prison de Saint-Etienne, donc témoin indirect, mais bien informé, raconte, le 18 juillet 1991 :

« C'est mon frère Jean Martinez, le *lieutenant François*, qui m'a parlé à Rochepaule de l'affaire des trotskystes. Selon lui, ceux-ci continuaient leur propagande au sein même du camp, ce que les responsables n'acceptaient pas. On leur a tendu un piège. Un jour, un maquisard leur a proposé de les accompagner à un autre camp pour rencontrer d'autres résistants. Quand ils arrivèrent près d'une baraque, les chefs du maquis les attendaient. Deux ont été exécutés dans la pièce de la maison, deux ont réussi à s'échapper, et c'est à l'extérieur qu'ils ont été abattus à leur tour. L'état-major du camp a dit que les trotskystes avaient été éliminés car ceux-ci voulaient empoisonner l'eau du camp <sup>1</sup>. »

---

1. Entretien du 18 juillet 1991.

## *La montée au calvaire*

Continuité des criminelles fariboles staliniennes. Pour justifier les purges des années trente en URSS, les trotskystes étaient déjà accusés de faire dérailler les trains, de semer de la poudre de verre dans la farine des boulangeries réservées aux ouvriers. Le fils cadet de Léon Trotsky, Sergei Sedov, fut assassiné par les services sous le prétexte qu'il s'adonnait à l'empoisonnement des puits...

E.P., qui était présent au maquis Wodli, fut l'un des tout premiers résistants à déchirer le voile du mensonge :

« Je me souviens bien de l'histoire des trotskystes : ils ont été liquidés fin octobre 43, le 26 ou le 27. Au tout début, ils étaient surveillés, mais pouvaient se déplacer aux abords de la ferme du haut du chemin, juste au-dessus de la ferme de Chanon. Ils sont restés là une dizaine de jours, puis l'un d'entre eux a foutu le camp. Pour dire franchement, c'étaient des moutons en prison. Lors de l'évasion du Puy, il n'y a pas eu de tri, tout le monde s'est évadé. Alors, même si la décision de s'en débarrasser avait été prise, il aurait fallu attendre les ordres d'en haut. Les trotskystes furent conduits à la dernière ferme, tout au bout, la plus éloignée du village. Là, ils restèrent en permanence sous bonne garde. Il paraît qu'ils auraient voulu tirer sur les gardes, qu'ils voulaient empoisonner l'eau du camp ! Ils étaient surveillés nuit et jour. Ils ne risquaient pas de se sauver, car le groupe d'une dizaine d'hommes qui était avec eux ne faisait que ça : surveiller. Tous ces camarades étaient d'anciens évadés du Puy (...); ils leur faisaient faire des corvées de bois, mais toujours gardés. Puis, un matin, au petit jour, le groupe leur a demandé de sortir de la ferme pour les fusiller. Ils ont compris ce qui allait se passer. Alors, une fois à l'extérieur de la maison, les quatre ont essayé de s'enfuir en courant à travers bois, mais les gars ont tiré et les ont liquidés. Pour que ça ne fasse pas un trop gros monticule, ils ont fait quatre trous au-dessous du chemin de la ferme, à vingt ou trente mètres de distance. Ils sont enterrés dans le bois. On ne risque pas de les retrouver avec la pousse des taillis, des épineux, tout a été recouvert. En bas, alors que les paysans se levaient pour se mettre au travail, tout était fini. Les fermiers nous ont demandé si nous avions été attaqués, car ils avaient entendu les coups

## *Meurtres au maquis*

de feu. Nous leur avons répondu que nous avions fait un entraînement au maniement d'armes <sup>1</sup>. »

L'un des gardiens des trotskystes affirme qu'il n'était pas présent sur les lieux lors du meurtre :

« Un jour, on les a exécutés : deux dans l'écurie, où ils sont enterrés, et deux autres à l'extérieur. Le jour où les événements se sont déroulés, j'étais parti coucher dans une ferme et je n'ai donc pas participé à la mission. On ne voulait plus d'eux. Quelques jours plus tard, nous avons abandonné cette ferme pour nous replier sur Vareilles. Nous avons appris peu après que le toit de la ferme de Raffy s'était effondré. Nous avons pensé que personne n'irait chercher les trotskystes là-dessous <sup>2</sup>. »

B.M., le premier, évoque la responsabilité des chefs dans l'exécution :

« Ce soir-là, on jouait aux cartes en compagnie des trotskystes. Des hommes sont arrivés avec Skledar. Deux bonshommes, et un troisième, le chef. Ils ont dit aux trotskystes : " Venez, on va vous mener dans un autre groupe. " A leur façon de parler, l'un des trotskystes a fait mine de s'évader. Il se doutait de quelque chose. Je crois bien que c'était Salini. Il a tenté de passer la porte, mais les trois hommes l'ont arrêté. (...) On n'a pas entendu de coups de revolver. Ça s'est fait sûrement un peu plus loin. Mais un type qui était au courant m'a dit plus tard qu'ils étaient enterrés dans le bois. (...) Dans notre groupe, on savait déjà quelque chose, ça se marmonnait. On était en train de manger quand on leur a dit : " Allez, venez, on va... " Je ne me rappelle plus très bien. Je sais qu'ils sont enterrés là-haut. Je ne pourrais pas dire exactement où, j'ai oublié tant de choses. Mais je sais que *le grand frisé*, celui qui avait du cran, était de la partie. Ils étaient deux : Reboul et Salini. Je ne les ai pas vu fusiller, mais en tout cas ils ne sont pas revenus. Il se murmurait qu'on allait tôt

---

1. Entretien avec E.P. le 19 décembre 1991.

2. Entretien avec P.P. le 14 juillet 1992.

## La montée au calvaire

ou tard les exécuter, et mon camarade Astrié m'a dit un peu plus tard : " On a fait une grosse faute politique, et ça va nous retomber dessus. " Les deux autres n'étaient pas dans le même groupe, l'un d'eux était le plus âgé, on les a enterrés pas loin, dans le bois <sup>1</sup>. »

N.L. confirme :

« Oui, ils ont été liquidés. J'ai su ça. Je n'étais pas dans ce maquis. Il y avait des discussions avec eux, nous n'étions pas très copains. Ils avaient de drôles de conceptions : ils voulaient aller en Allemagne. Pourtant, quand on s'est évadés du Puy, ils sont venus avec nous, puis il y a eu cette liquidation. (...) Je sais qu'ils ont été exécutés, naturellement. Je ne me rappelle pas du ton des discussions, mais il y en eut beaucoup <sup>2</sup>. »

Alain Joubert raconte et précise les faits à plusieurs reprises :

« On m'a raconté l'exécution des trotskystes. On m'a raconté le rôle important d'un petit Italien. Il avait été très actif dans leur exécution. Je me souviens d'un récit atroce ! Il y en a un qui a été massacré, qu'on a poursuivi, qui était blessé et qu'on a achevé. Mais qui m'a dit ça ? Quand m'a-t-on dit ça ? Tout de suite après ? Quand je suis revenu des camps ? Il m'est impossible de m'en souvenir, malgré tous mes efforts. »

Le chef des tueurs, c'est bien sûr Giovanni Sosso, alias *Jean Auber*, alias *Capitaine Jean*, alias *le Grand Pierre* et alias sans doute bien d'autres pseudonymes de la sale guerre des services. Profession tueur, celui qu'Alain Joubert appelait « le grand dirigeant du maquis ».

Nuances plutôt que divergences, les témoignages se recourent : soir ou matin, deux ou quatre fosses où l'on enterre les cadavres ; les assassinats ne sont contestés par aucun témoin. Le nombre des exécuteurs ne peut pas être

---

1. Entretien avec B.M. le 21 octobre 1992.

2. Entretien, le 14 novembre 1992.



absolument fixé, mais la majorité de ceux-ci sont des évadés du Puy. A ce jour, les investigations nous permettent de savoir que ces quatre hommes ont été assassinés dans la ferme de Couquet à Raffy, moins d'un mois après leur évasion dans les derniers jours d'octobre 1943. Si nous ne connaissons pas tous les détails de l'exécution, les témoignages rassemblés permettent cependant de relater une partie des faits.

Nous savons que Tresso et les autres tentèrent de résister, et la scène fut si atroce que de nombreux partisans comprirent sur-le-champ qu'ils commettaient là une action criminelle sans rapport aucun avec la résistance antinazie.

Les témoignages coïncident seulement sur un point : ceux qui appliquent la décision d'exécution appartiennent au groupe des cadres du maquis.

Giovanni Sosso, l'homme à la biographie en creux qui avait vécu en URSS, l'apparatchik du PCF, était bien celui qui devint le colonel Jean Guillemot, du triangle FTP de la zone sud<sup>1</sup>, et c'est lui l'organisateur de l'exécution de Pietro Tresso et de ses compagnons.

Un témoignage confirme l'hypothèse. Germaine, « la blonde du maquis », l'agent de liaison entre le camp de Raffy et le poste de commandement, dit sans hésitation – alors que son témoignage est souvent incertain – que le responsable de la liquidation des trotskystes fut « le capitaine Jean » :

« C'était une initiative locale. Je pense que de toute façon, la décision a été prise sur le maquis, mais l'organisation du Parti était parfaitement au courant<sup>2</sup>. »

---

1. La direction FTP de zone sud fut livrée aux Allemands par un agent soviétique du nom de Lucien Iltis. Cet homme de confiance chargé de la récupération des parachutages était un ancien cadre de l'appareil militaire du PC allemand, un agent double rallié à la Gestapo depuis 1940. Voir à ce sujet Faligot et Kauffer, *Service B.*, éd. Fayard.

2. Entretien d'Hélène Augot avec Gérard de Sède.

En revanche, Germaine lance une accusation qui sera vivement contestée par ailleurs. Simple agent de liaison, elle aurait appris les circonstances des meurtres par des conversations qui n'auraient pas eu lieu d'être... Comme elle manifeste alors son hostilité à l'égard de méthodes qu'elle réprouve, on le lui reproche vivement. Celui qu'elle met en cause devant Gérard de Sède est un autre membre du triangle de direction, l'étudiant Alain Joubert.

« – *Qui t'a raconté cet épisode ? Alain Joubert ? Il était donc témoin oculaire ?*

« – C'est Alain Joubert qui me l'a raconté, oui. Il était témoin et partie prenante, je pense<sup>1</sup>. »

Interrogé à propos de cette accusation, Alain Joubert répond :

« Je n'étais pas présent et l'ordre n'est pas passé par moi. Je ne me souviens pas quand j'ai appris l'affaire : là-haut ? ou bien à mon retour des camps ? Je n'arrive pas à me rappeler. Vous avez rencontré Germaine, l'agent de liaison dite *la Blonde du maquis*. C'est elle qui me met en cause. Or, je crois, pourtant, que c'est bien elle qui a transmis l'ordre d'exécution au maquis ! L'an dernier, en 1991, un ancien déporté, ex-trotskyte, a pris contact avec moi, j'ai repensé tout de suite à l'affaire. Cet homme est le fils d'un ancien député socialiste du temps de Jaurès, né quand son père avait 58 ans<sup>2</sup>. Après qu'il m'ait interrogé à propos des exécutions, plusieurs nuits se sont passées sans que je puisse dormir, mais je n'arrive plus à me souvenir à quel moment on m'a fait la relation des meurtres. J'ai su que tout avait été affreux, car les gars ont compris ce qui allait leur advenir... Mais tout s'est passé au-dessus de ma tête, je n'ai ni assisté, ni transmis d'ordres. Je sais seulement que l'exécution a eu lieu là-haut. Certes, je ne suis pas directement responsable, mais je le suis en tant qu'ancien membre du PCF. (...) Les ordres sont venus " d'en haut ". Com-

---

1. *Ibidem*.

2. Il s'agit de Jean-René Chauvin, ancien militant du POI, rescapé de Mauthausen.

## *Meurtres au maquis*

ment ? D'où ? Je n'en sais rien. (...) Un jour, j'en ai parlé à Pradet, mais celui-ci me répondit que cette histoire nous avait dépassés et qu'elle se situait à un autre niveau <sup>1</sup>. »

### *L'énigme Maraval*

Le développement de l'enquête permettra de découvrir aussi les conditions d'exécution d'une cinquième victime qualifiée, elle aussi, de trotskyste. Il s'agit de Paul Maraval, cheminot d'esprit indépendant, ancien combattant d'Espagne, membre des Jeunesses communistes et « copain » des trotskystes avec lesquels il se liera dans une cellule du Puy-en-Velay. Ceux-là l'ont aperçu pour la dernière fois au terme de l'évasion, il brandissait un revolver et le baudrier que venait de lui tendre un gendarme terrorisé. Comme l'homme le suppliait de ne lui confisquer que l'arme, car il avait payé le fameux baudrier de ses deniers, Maraval riait de bon cœur : le gendarme n'avait qu'à rejoindre le maquis s'il voulait conserver son bien...

Après l'évasion, Paul Maraval fut intégré au convoi qui se dirigea vers le Puy-de-Dôme pour se fondre dans le maquis Gabriel-Péri du Chambonnet.

L'un des évadés, âgé aujourd'hui de 80 ans, témoigne en larmes :

« Maraval, c'est une sale histoire, comme il y en eut malheureusement d'autres. Ce qu'il est devenu, Burles et X. peuvent vous le dire... C'était un garçon qui avait du caractère, qui ne voulait pas obéir sans comprendre. Il avait derrière lui l'expérience tragique de la guerre d'Espagne et de tout ce qui s'était déroulé là-bas. (...) Surtout, je ne vous ai rien dit. Mais quand j'ai appris la vérité, je n'étais pas content et j'ai fait du bruit <sup>2</sup>. »

---

1. Entretien avec R. Vacheron, novembre 1992.

2. Entretien avec R.N., 13 juillet 1992.

## *La montée au calvaire*

N.L., un ancien de la prison du Puy et du maquis Gabriel-Péri, répond à Raymond Vacheron :

« – *Que s'est-il passé à propos de Maraval ?*

« – Oui, il y a quelque chose...

« – *Il a été liquidé ?*

« – Oui. Oui...

« – *Maraval était plus ou moins d'accord avec les trotskystes, non ?*

« – Oui, il y a une histoire, quelque chose comme ça, ça a flotté. J'ai entendu parler de ça<sup>1</sup>. »

Le lendemain, au cours d'un nouvel entretien, le halo se dissipe un peu plus, l'image de Paul Maraval suggère le retour des rumeurs, la crainte et l'aveu. Un ancien évadé du Puy, partisan intégré dans un maquis en Puy-de-Dôme :

« – *Maraval a été liquidé ?*

« – Oui.

« – *Il refusait les ordres ?*

« – Oui, quelquefois. Il s'absentait du camp sans rien dire, pour aller à Riom ou à Clermont-Ferrand. S'il avait été suivi, il faisait tomber tout le camp.

« – *A-t-on su au maquis dans quelles conditions il avait été exécuté ?*

« – C'était en avril 1944, ou quelques semaines plus tard. (...) Son corps est au pied d'un barrage... On m'a dit : " Tu sais, il n'en sortira pas, il est coffré dans le ciment, il est coulé dans le ciment du barrage. " <sup>2</sup> »

L'un des combattants proches de Maraval confie à son tour :

« Je suis persuadé qu'une autorité haut placée lui voulait du mal. Il a été liquidé un peu avant la Libération. C'est dégueulasse <sup>3</sup>... »

---

1. Entretien avec N.L., le 14 novembre 1992.

2. Entretien avec A., le 16 novembre 1992.

3. Entretien avec N.M. le 13 juillet 1992.

Jean Burles est donc mis en cause, mais il faut admettre aussi qu'une hostilité notoire était née entre le cheminot Paul Maraval et lui-même dès leur incarcération à la prison de Lodève. Le franc-parler de Paul Maraval est bien connu. Mais rien de précis ne permet d'accuser Burles de sa mort : il n'appartenait pas à ce maquis, et n'y était resté, en outre, que quelques jours.

### *Un nom sur la « liste noire »*

Les travaux de Jean-Yves Boursier attirent l'attention à propos du sort d'un des J 3 de la prison du Puy, Jean-Louis Guillaume, dit *Paul*.

Lithographe de 20 ans, il est décrit par ses compagnons de cellule comme végétarien. Il avait à son actif un fait d'armes qu'aucun des évadés n'évoquera : Jean-Louis Guillaume, responsable des JC dans la région de Toulon puis de Marseille, fut l'auteur de l'attentat à la bombe contre la Commission militaire italienne d'armistice logée à l'Hôtel de Genève, près du Palais de la Bourse de Marseille. On notera tout de même que cette action sera attribuée plus tard à Pierre Georges, dit *Frédo*, puis *Fabien*.

La biographie de Guillaume reste enveloppée de mystère. Il sera accusé par le PCF d'avoir été en liaison avec un groupe de résistants dissidents du Parti communiste de Marseille, Pastor et Méker. « Dénoncé dans des conditions mal éclaircies », selon Marcel-Pierre Bernard<sup>1</sup>, Jean-Louis Guillaume est arrêté le 12 janvier 1942 et condamné aux travaux forcés à perpétuité le 20 mai suivant. Après un passage à Lodève, il se retrouve incarcéré à la maison d'arrêt du Puy-en-Velay. Il est dénoncé comme « traître » en juil-

---

1. Marcel-Pierre Bernard, *Les Communistes dans la Résistance, Marseille et sa région, Aix-en-Provence*, 1982.

let 1942 sur le bulletin clandestin du PCF des Bouches-du-Rhône, *Rouge-Midi* :

« Ex-membre de la direction des Jeunesses communistes – période illégale –, a commis diverses fautes préjudiciables à ces dernières; jeune aventurier, a remis une ronéo appartenant aux JC au groupe Pastor<sup>1</sup>. »

Cette dénonciation signifiait tout bonnement la condamnation à mort du jeune homme. De plus, elle découvrait l'identité d'un résistant ainsi livré aux nerfis de Vichy et aux services de la Gestapo.

En décembre 1943, les « cadres » staliniens savaient pertinemment où se trouvait Jean-Louis Guillaume : évadé du Puy, il avait rejoint le maquis combattant Gabriel-Péri...

Tout comme Maraval, engagé dans la même unité maquisarde, Jean-Louis Guillaume tombe bientôt au combat. Il meurt le 27 décembre 1943 à Sarpoil, et il ne manque pas de témoins, membres du Parti communiste, pour assurer que le « dissident » est mort brûlé vif dans une voiture...

### *Ceux qui n'étaient pas d'accord*

C'est là sans doute que se situe l'autre surprise de l'enquête sur l'assassinat des quatre trotskystes à Raffy. Nous avons vu que le fanatisme aveugle et la peur s'étaient combinés pour transformer des individus ordinaires en assassins. Nous le savions avant l'enquête, mais la surprise, c'est qu'ils ne l'étaient pas tous.

Il y avait Maraval. Il y avait ceux, comme Guillaume, qui étaient capables de rejoindre l'opposition à la ligne édictée par les dirigeants. Il y avait ceux, enfin, qui, sans épouser

---

1. Voir Annexe III, « Les listes noires ».

## *Meurtres au maquis*

les réflexions politiques de Pietro Tresso et des siens, concevaient un combat commun avec eux. En tout cas, ils refusaient l'assassinat comme moyen de régler des divergences, en d'autres termes ils refusaient, sans même le savoir, la terreur stalinienne. Ce qui nous importe, c'est que des détenus ont réprouvé l'assassinat des trotskystes. Cela apparaît très clairement, même au travers de leurs dénégations.

Pierre Astrié, 24 ans en 1943, tôlier, communiste de Béziers, « un chef » disent ses camarades, « un homme » disent d'autres, « un gars bien », « pas un excité », qui qualifia les meurtres de faute politique, ne craignit pas de le faire à voix haute. Nous ne savons pratiquement rien des péripéties qui le ramenèrent en prison, puis le conduisirent en déportation où il mourut...

Henri Julien, 22 ans, ancien responsable des JC à Arles, commanda le maquis du Wodli quelques mois à l'été 43 avant de rejoindre le Limousin. Il était membre du PC et croyait en Staline. Il confiera à sa femme : « Ce sont des salauds. Ils ont tué les trotskystes. C'est dégueulasse <sup>1</sup>. » Devenu, loin du Velay, le *Commandant Bossuet* en Limousin, il quitta le PCF à la Libération.

Michel Navarro a raconté, en sanglotant, sa colère et sa révolte quand il apprit les conditions de la mort de Maraval.

Combien ont pensé comme eux, tôt ou tard ? Il est impossible de le savoir. La majorité d'entre eux, en tout cas, n'osa jamais se manifester. Sans doute fallait-il plus de courage pour avouer la vérité que pour se battre les armes à la main, risquer sa vie, voire résister à la torture. Ce courage-là, le courage moral de dire non, ils ne l'ont pas eu.

Leur expérience démontre tout de même qu'à la base de la puissance du stalinisme, il n'y avait pas seulement la foi aveugle, mais aussi la peur que les séides faisaient régner autour d'eux, particulièrement dans les rangs de leurs partisans et compagnons de route. La force du stalinisme résidait aussi dans la crainte qu'il inspirait aux siens.

---

1. Entretien avec M. et Mme Julien, 3 octobre 1991.

## *Des traces effacées*

Les dirigeants FTP ordonnèrent sans états d'âme la liquidation des trotskystes, pourtant, à la différence de leurs doubles soviétiques, ils ne s'en vantèrent pas et s'efforcèrent même de dissimuler les crimes.

Personne, à l'inter-région, ne sous-estimera la gravité de la découverte possible de l'assassinat collectif. Aussi, dès la fin de 1943, la structure dirigeante organisera la dissimulation de l'épisode tragique.

Le triangle de direction a été une nouvelle fois reconstitué. En novembre 1943 Pierre Besset, muté, est remplacé, un temps, par le jeune Théo Vial (politique, CE); Giovanni Sosso (militaire, CO) et Alain Joubert (technique, CT) poursuivent la même ligne politique.

Ce même mois, le journal trotskyste clandestin *La Vérité* publie un article d'Albert Demazière où celui-ci relate les conditions de l'évasion collective de la prison du Puy-en-Velay. Pour les services de renseignement staliniens, le risque devient majeur. Le « fuyard » Albert Demazière est vivant, cela signifie donc que les organisations trotskystes auront tôt ou tard les moyens de découvrir ce qui s'est déroulé dans les monts de Haute-Loire.

Le 10 décembre 1943, un grand « nettoyage » déferle sur le maquis Wodli... Sur décision du commandement national, comme le souligne Théo Vial dans un rapport de 1961



adressé à la présidence du Conseil, tous les responsables du maquis Wodli sont écartés ! Alain Joubert est muté dans l'Allier, Giovanni Sosso déplacé à Toulouse et Théo Vial lui-même est affecté en Drôme-Ardèche<sup>1</sup>.

Giovanni Sosso éprouvera quelques difficultés dans sa nouvelle affectation, car l'adjoint au CMN de zone sud, Guy Serbat, alias *Esquirol*, puis *Cayrol*, ne l'apprécie guère. Trouvant l'homme « mou », incapable d'initiatives, il le rétrograde même à l'échelon départemental, où il est nommé commissaire aux opérations pour le Gard. Quelques mois plus tard, après une longue absence due à l'enquête sur l'affaire Iltis, *Cayrol* aura tout de même la surprise de retrouver le même Giovanni Sosso à l'échelon inter-régional, membre du tout dernier triangle de zone sud sous le titre de *Colonel Guillemot*... Ainsi, malgré les jugements défavorables d'un important dirigeant de la Résistance, Giovanni Sosso resurgit sous d'autres cieux à un poste considérable, délivré par la volonté d'« autorités supérieures ». C'est bien souvent là le destin des hommes des services<sup>2</sup>...

A partir de décembre, le groupe se déplace à La Louvesc, Ardèche. La direction du Wodli est alors attribuée à Antonio Nuñez Balsera, alias *Charles*, un homme qui bénéficie aussi de solides liens « secrets ». L'a-t-on nommé par hasard à la direction du Wodli ? C'est peu probable. Ce nouveau chef excelle d'ailleurs dans la « rééducation » de ceux qui ont faibli en prison... Il est flanqué de Camille Pradet, dit *Gaby*, membre des Jeunesses communistes de Saint-Etienne.

---

1. Dans ce document, Vial-Massat indique qu'Alain Joubert et lui-même ont commandé conjointement l'unité Wodli du 2 octobre au 10 décembre 1943. Cette précision étayera la thèse de la culpabilité de Vial-Massat dans la « disparition » des trotskystes. De nombreux témoins indiquent qu'il n'était pas sur les lieux du maquis au moment des meurtres.

2. Entretien de Guy Serbat avec Pierre Broué, le 11 août 1994.

## *Des traces effacées*

Théodore Vial, alias *Bob*, *Bibi*, apparaît au Wodli en 1944 sous le nom de *Commandant Massat*. Aussi populaire parmi les combattants que dans les populations environnantes, il est plus tard membre du Comité central du Parti communiste français, maire de Firminy et député communiste de la Loire sous l'identité définitive de Théo Vial-Massat.

### *Vivre avec l'angoisse*

A partir d'octobre 1943, les familles et les compagnes des trotskystes s'inquiètent, car elles ne reçoivent plus aucune nouvelle des leurs. Comment le seul Abraham Sadek a-t-il pu écrire une lettre postée de Saint-Etienne le 16 octobre ? En quelques mots, il indique aux siens que sa situation et celle de ses camarades devient précaire, mais qu'ils espèrent tous s'en sortir. Dix jours avant la date de l'exécution, et obéissant à un sentiment d'humanité, un des gardiens a sans doute posté le dernier courrier d'Abraham Sadek.

Lancinante et retenue, on peut lire l'angoisse de Gaby Brausch, militante trotskyste et compagne de Sieglmann-Salini, dans les lettres qu'elle adresse à sa camarade lyonnaise Jeanne Malosse<sup>1</sup>. Le 31 octobre 1943 – les militants sont morts depuis quelques jours –, Gaby commente l'absence de nouvelles qui arrivaient pourtant régulièrement de la prison du Puy :

« Je n'en attends plus guère. »

Le 5 décembre, elle remarque :

« C'est un peu normal, mais c'est assez désagréable. »

---

1. Archives privées.

## *Meurtres au maquis*

Le 17 décembre, Gaby s'inquiète vraiment, mais les questions qu'elle se pose prouvent que ni son parti ni elle-même ne savent que Salini s'est évadé du Puy-en-Velay :

« Depuis le 26 septembre, aucune nouvelle de Pierre. Qu'en faut-il penser ? Est-il puni ? Sont-ils consignés ? Le courrier coupé ? Je ne crois pas qu'il soit malade : attendons... »

Le 19 décembre, elle note machinalement :

« Savoir ce qu'est devenu Pierre... »

Le 9 janvier 1944 :

« Aucune nouvelle de Pierre : ça, ça m'ennuie <sup>1</sup>. »

Elle n'est toujours pas informée de l'évasion des soixante-dix-neuf détenus et de la réapparition de l'un d'eux à Paris, Albert Demazière !

Le lecteur se souvient que *La Vérité* clandestine a publié le récit de celui-ci en novembre 1943 et que l'article relate la « belle » de la prison du Puy-en-Velay. Malgré la faible diffusion de cette feuille, on pourrait penser en toute logique que des militants amis auraient fait savoir aux compagnes que leurs détenus étaient parvenus à s'évader de la maison d'arrêt. Il n'en fut rien, de toute évidence. Il s'écoulera près de sept mois pour que la nouvelle parvienne enfin à Barbara, la compagne de Pietro Tresso.

Dans une des lettres de Barbara datée du 11 juin 1944, il apparaît qu'elle a lu le témoignage d'Albert Demazière. Barbara sait quand elle écrit à sa sœur Gabriella que Tresso est « retenu par les enfants de Joseph », que ceux-ci sont « très hospitaliers et généreux »...

Avec la libération de Paris et d'une portion décisive du territoire national, on est en droit de penser que l'angoisse

---

1. *Ibid.*

## *Des traces effacées*

va être levée tout à fait, que l'information va circuler enfin. Il n'en est rien.

Le nouveau parti trotskyste, né de la fusion du POI de Demazière-Tresso et du CCI de Salini, le Parti communiste internationaliste, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, n'est pas légalement autorisé par les nouvelles autorités de l'Etat. Pire, son organe de presse clandestin, *La Vérité*, est toujours frappé d'illégalité ! L'ambassadeur d'URSS à Paris a, dit-on, grandement insisté pour que les trotskystes restent contraints à la clandestinité. La guerre n'est pas finie, Staline est un allié et les démocrates du jour sont respectueux des staliniens qui tiennent le haut du pavé à Paris.

## *Des trotskystes bien discrets*

La direction politique du PCI trotskyste ne sera guère téméraire.

Les jours et les semaines passent, et l'espoir de revoir les évadés du Puy, les « prisonniers » du Wodli, s'amenuise. Dans les cercles proches des familles, on commence à envisager sérieusement l'hypothèse de l'assassinat des quatre hommes. Albert Demazière s'en alarme. On pourrait imaginer alors qu'un regroupement de camarades et d'amis se lance à la recherche des disparus. Il n'en est rien.

Si le pire est consommé, si effectivement les staliniens de Haute-Loire ont commis l'irréparable, cela signifie aussi que l'appareil du PCF attend les curieux de pied ferme. Les communistes occupent de solides positions sur le terrain de la Haute-Loire et les risques d'un transport afin de mener des investigations publiques sur place sont incontestables.

Ces appréhensions impliquent fatalement l'attentisme et l'inaction. Les débats sont vifs, mais prudence étant mère

de sûreté, la direction du PCI trotskyste n'envoie aucun enquêteur en Haute-Loire...

Apprenant en 1992 qu'un des trotskystes s'était échappé du maquis Wodli, qu'il était en vie à la Libération et que ni lui ni ses amis n'avaient rien tenté pour découvrir la trace de ses camarades, un évadé communiste s'exclame :

« Et lui, il n'a rien fait ? Il n'a rien dit ? Est-il mort <sup>1</sup> ? »

Effectivement, on peut rêver à l'arrivée d'un Albert Demazière au siège des organisations de la Résistance au Puy-en-Velay, à l'irruption du militant flanqué d'une délégation d'avocats combattants, de résistants socialistes du MLN, de déportés et de prisonniers rentrés des camps. On peut imaginer ces hommes interpellant publiquement les responsables du Wodli qui ont désormais acquis de belles positions dans la vie publique locale. A cause d'une stupide blessure accidentelle de Demazière, qui s'était promis de réapparaître dans la région, les trotskystes, nous dit-il, n'ont pas fait cette démarche... Bien entendu, cette abstention est lourde de conséquences, car elle démontre au PCF que les trotskystes organisés ne feront pas un *casus belli* du sort des disparus. Or, une telle mobilisation et le débat provoqué par des personnalités de la gauche politique indépendante auraient bien gêné l'appareil stalinien !

Ceux qui ont participé aux meurtres savent comment répondre aux questions éventuelles : on ne sait rien, on ne reconnaît pas ces hommes sur les clichés photographiques, on ne les connaît pas. Au pire, une position de repli est recommandée : les évadés du Puy ont été dirigés vers divers maquis et les transports ont provoqué maints accrochages avec les forces de répression. De nombreux morts furent à déplorer.

Comme on l'a vu, les responsables du maquis Wodli ont été dispersés aux quatre vents avant même la fin de l'année

---

1. Entretien avec C.A., le 14 novembre 1992.

## *Des traces effacées*

1943... Au lendemain de la Libération, Giovanni Sosso est quelque part dans la région parisienne, Alain Joubert est toujours à Dachau, déporté, Jean Burles s'est engagé dans l'armée de l'air, quant à Ollier, qui est resté le plus longtemps en Haute-Loire, il est dans l'armée en 1944 sous le nom de *Commandant Ravel* et guerroye en Italie du Nord. Il ne reviendra en France que lorsque la guerre sera terminée.

Des mois s'écouleront avant que les dirigeants trotskystes se décident à laisser partir les femmes des disparus vers la lointaine Haute-Loire. Il semble bien que ces militants éprouvent toujours une grande méfiance à l'égard des staliniens et de leurs éventuelles entreprises terroristes. Qui leur donnerait tort ? La grande presse commence à donner des informations à propos des massacres dont furent victimes leurs camarades en Italie, en Yougoslavie et en Grèce. Barbara elle-même use toujours de périphrases et de métaphores pour qualifier « les amis de Joseph » dans sa correspondance.

### *Plus lourd que le silence*

Ce n'est qu'en septembre 1944 que l'on s'enhardit dans le n° 74 de *La Vérité*, toujours illégale, à parler de Pietro Tresso, et encore : sous son seul pseudonyme de *Blasco*, inconnu à l'extérieur du mouvement trotskyste. On le présente comme l'un des huit membres du Comité central du PCI qui avaient été « arrêtés et déportés ». Tresso est donc désigné comme une victime directe du nazisme ! Bien entendu, on ne fournit aucun élément, et pour cause<sup>1</sup>. Ce numéro du journal ne reproduit pas ce que sait Demazière, à savoir que Blasco fut des « évadés » du Puy qui sont partis vers le maquis FTP... Ce faisant, on fournit une issue

---

1. « Liberté de la presse », *La Vérité*, 30 septembre 1944, p. 2, col. 2.

mensongère à l'adversaire stalinien que l'on n'ose accuser de meurtre. Bien entendu, il y a probablement chez les dirigeants du PCI la crainte de lancer une fausse accusation et de voir la droite anticommuniste se saisir de la protestation. Il est évident qu'il s'agirait d'une erreur énorme que d'accuser le PCF de crimes dont on n'est pas certain qu'il soit vraiment responsable, mais c'en est une pire que de formuler une allégation aussi légère... Les trotskystes offrent donc aux assassins de Tresso un véritable alibi : comment ceux-là auraient-ils pu tuer à Raffy un homme dont les propres amis écrivent qu'il a été déporté en Allemagne ?

Les militants et les anciens leaders de tendance que nous avons interrogés se renvoient la balle sur les conditions de parution d'un article qu'ils prétendent d'ailleurs avoir oublié... La passivité apparente de la direction du nouveau PCI à propos des disparitions peut s'expliquer aussi par une appréciation exagérément pessimiste, cette fois, du rapport des forces aux lendemains de la Libération. Après tout, c'est à cause des critiques trotskystes contre l'URSS et la politique de Staline que la Fédération de la presse stalinienne – elle l'écrit noir sur blanc – s'oppose à la réapparition légale de *La Vérité* qui avait pourtant précédé dans la clandestinité toutes les publications autorisées à la fin 1944... Pour tenter de survivre, le parti trotskyste avait-il décidé de se faire discret sur les crimes de Staline ? A moins qu'on ne pense, à l'époque, qu'il fallait « laver son linge sale en famille », sans y mêler les appareils de la justice ou de la police bourgeoise ? Ce ne sont là que des remarques hypothétiques, mais nous n'avons toujours pas d'éléments d'explication sérieux à ce propos.

Durant l'hiver 1944-45, des ouvriers membres du PCI trotskyste sont arrêtés par la police dans les ateliers des usines d'aviation. Un dirigeant trotskyste, Rudi Prager – alias *Augustine* dans la correspondance qu'échangent les prisonniers du Puy – est emprisonné quelques jours, les

## *Des traces effacées*

pressions contre les militants qui travaillent dans l'industrie vont se multiplier alors. L'heure est au consensus patriotique, la reconstruction du pays est à l'ordre du jour, et les communistes, qui ont constitué un puissant appareil au cœur même des diverses institutions, sont entrés au gouvernement.

Durant des mois, les partisans d'une action vigoureuse pour la légalisation de *La Vérité* – Albert Demazière est de ceux-là – seront mis en minorité au sein du Comité central de leur parti.

Quand enfin les trotskystes se décident au coup de force public pour contraindre le ministère à accepter la légalisation de leur journal, Albert Demazière appartient à la direction fictive du PCI constituée avant tout de déportés revenus des camps de la mort. Ces hommes sont mis en avant pour obtenir les droits de reconnaissance légale de leur parti et de sa presse. Fort bien. Mais le « terrorisme » stalinien intimiderait-il tant les trotskystes qu'ils n'osent évoquer le sort de leurs camarades qui peuvent, selon toute vraisemblance, en avoir été les victimes ? Pourquoi ne pas poser la question publiquement ?

### *Le courage de deux hommes*

Cette attitude est d'autant plus énigmatique qu'on apprend – avec des mois de retard – qu'un fort noyau de combattants de l'ombre, anciens trotskystes, communistes d'opposition ou socialistes de gauche de Haute-Loire, sont liés aux Mouvements unis de la Résistance... Ce sont les amis du docteur Paul Schmierer, ancien membre de la Ligue communiste puis de la Gauche révolutionnaire, proche du Parti ouvrier d'unification marxiste espagnol, le POUM. Paul Schmierer a dirigé le réseau « Tartane-Masséna », une sérieuse organisation de renseignement créée par l'OSS et ralliée aux MUR.



Au tout début de la guerre, Paul Schmierer, qui fut l'un des fondateurs du Comité américain de secours de Marseille, a bien connu Pietro Tresso, puisqu'il employait ses services dans la « commission de criblage » chargée d'examiner les documents des exilés demandeurs de soutien humanitaire ou candidats à l'immigration vers l'Amérique latine et les Etats-Unis.

Au début de 1943, Schmierer s'était réfugié en Haute-Loire avant de regagner en clandestin la côte méditerranéenne. C'est lui qui fut l'inspirateur de l'équipe de socialistes de gauche qui fonda en Haute-Loire le mouvement de résistance « Libération », devenu plus tard le noyau des MUR qui aboutira à la naissance du Mouvement de libération nationale. Mais le docteur Schmierer n'est pas le seul à connaître la « dernière étape » maquisarde de Pietro Tresso : le docteur Georges Schwartz, qui, sous le nom de *Seguin*, devint le chef départemental des MUR, évolue dans les mêmes milieux politiques fréquentés par d'autres grands amis de Schmierer, le docteur Yves de Botton, alias *Duval*, et son beau-frère, Robert Bernard, alias *Fontaine*. Tous deux anciens membres du Parti communiste français avaient rejoint un temps les formations trotskystes oppositionnelles. Ces deux hommes fréquentaient l'ancien communiste du groupe « Que faire ? », Victor Faÿ<sup>1</sup>.

Le cas de l'Italien Alfonso Leonetti est particulier. Proche camarade d'Antonio Gramsci, il fut l'un des « trois » exclus par Palmiro Togliatti en 1930. Rejoignant le combat de Léon Trotsky avec Pietro Tresso, Leonetti participa au secrétariat de la IV<sup>e</sup> Internationale avant de prendre ses distances avec le trotskysme en 1936. En 1942, il est réfugié au Puy, où vit son propre frère, et il trouve à s'employer comme répétiteur dans des écoles privées. Il

---

1. « Que faire ? » était une fraction clandestine qui agissait à l'intérieur du PCF. André Ferrat, membre du Bureau politique, et G. Kagan, l'un des anciens émissaires de l'Internationale communiste. Exclus, ils publièrent une revue, toujours intitulée *Que faire ?*, bientôt rejointe par Kurt Landau et Leo Valiani, compagnons d'Alfonso Leonetti.

collabore au journal des MUR, puis du MLN. Lié aux docteurs de Boton et Schwartz, il s'oriente vers une réadhesion au Parti communiste italien (qui se fera en 1962) *via* le PCF clandestin qui l'accepte d'abord, mais le repousse ensuite à la demande des communistes italiens exilés.

L'époque est sans nuances : sous prétexte de ces diverses évolutions, Alfonso Leonetti conservera jusqu'au bout l'étiquette du « renégat » pour les trotskystes. Pire, il est même « suspect » dans l'affaire Pietro Tresso... Les adversaires de Leonetti répètent qu'« il ne pouvait pas ne pas savoir » les conditions de l'exécution de Tresso et des autres. Il s'agit d'une affirmation absurde en regard des règles ordinaires de la clandestinité<sup>1</sup>. Après la Libération, le docteur Schwartz, intimement lié à Leonetti, défendra son ami bec et ongles, mais le médecin sera alors lui-même tenu à l'écart de l'enquête... Jusqu'à ce qu'il décide de s'en mêler, des années plus tard hélas, au seul nom de la mémoire de Pietro Tresso.

### *La vaine marche de Barbara*

C'est le MLN le premier qui se manifestera dès le 1<sup>er</sup> octobre 1944 quand *La Vérité* publie son article sur un Tresso « déporté ». Barbara écrit à sa sœur Gabriella, compagne de l'écrivain Ignazio Silone, qui réside à Zurich :

« Ce qui est mon unique préoccupation, c'est l'absence de nouvelles de la part de ce pauvre Pierre. Le courrier commence à arriver, les trains roulent plus ou moins bien : les maquisards rentrent chez eux, et de Pierre et de ses

---

1. Un auteur plein de qualité assure qu'Alfonso Leonetti ne pouvait ignorer l'arrestation et la lourde condamnation d'un Tresso emprisonné au fort Saint-Nicolas à Marseille. Il n'était pas possible à Leonetti, qui vivait au Puy, de lire la presse marseillaise qui avait d'ailleurs traité d'une manière plutôt sibylline le procès Tresso-Salini.

## *Meurtres au maquis*

compagnons il n'y a aucune trace. Le seul et unique renseignement sur son compte m'a été donné par Gaby. (...) Ce renseignement venait d'un ancien membre du Comité américain de Marseille, le docteur Paul Schmierer, et disait que Pierre se trouvait au mois de janvier avec *les fils de Joseph* dans la Haute-Savoie et qu'il était vivant. C'est tout ce que je sais sur son compte<sup>1</sup>. »

Induite en erreur par un courrier du médecin, Barbara évoquera à plusieurs reprises la Haute-Savoie, mais il s'agit bien de la Haute-Loire. Paul Schmierer a reçu les lettres de Barbara et devance son souhait en lui répondant dès le 2 novembre 1944 :

« Chère Madame, en rentrant à Paris, après une assez longue absence, je trouve vos trois lettres. Comme vous, je suis très inquiet sur le sort de Tresso. Comme vous le savez, j'ai appris par pur hasard d'un partisan des FTP de retour de Haute-Savoie (*Haute-Loire*, NdA) que Tresso se trouvait dans ce maquis avec un certain nombre de ses ex-compagnons de prison. Il continuait à être considéré dans ce maquis comme suspect et traité comme un prisonnier. J'avais alors prié ce camarade, et également un membre de la direction du MLN, de tenter d'obtenir sa libération, mais je ne crois pas qu'ils aient pu réussir dans leur projet.

« Le camarade qui m'avait donné ces renseignements a été malheureusement arrêté et fusillé par la Gestapo. Je ne sais par quel moyen je pourrais avoir de nouvelles sur le sort de Tresso. Je manque en effet de précisions sur la position de ce maquis, et comme il s'agit probablement d'un groupe qui se déplace fréquemment, il ne sera pas facile maintenant de le retrouver. Je m'efforcerai également de faire une enquête par les camarades MLN de Haute-Loire, peut-être réussirons-nous à retrouver une trace de Tresso...

« Naturellement, je vous tiendrai au courant<sup>2</sup>... »

---

1. Archives privées, copie.

2. *Ibidem*.

Dès qu'elle en a la possibilité, Barbara, qui habite encore Marseille, rend visite au docteur Schmierer à Paris. Elle rend compte de la rencontre dans un courrier adressé à sa sœur :

« A Paris, ma première visite au docteur Schmierer n'a pas ajouté grande (*illisible*) à ce que je savais. C'est-à-dire que Schmierer avait rencontré, au début 1944, son ami Yves de Boton, du MLN. Celui-ci, en parlant de certaines méthodes, lui avait mentionné le cas d'un certain Tresso, détenu dans un camp par les amis de Joseph comme prisonnier et à qui on faisait faire les corvées. A quoi Schmierer lui a répliqué : " Mais tu connais toi-même Tresso ? C'est Blasco, que tu avais connu à la Ligue ! " De Boton avait promis d'intervenir pour le faire libérer par le MLN, mais entre-temps, il fut lui-même arrêté et fusillé par la Gestapo. Schmierer a ajouté que, bien réfléchi, il n'est plus sûr s'il s'agissait de la Haute-Loire ou de Haute-Savoie. (...) J'ai employé le temps passé à Paris à organiser un voyage qui débutera en Haute-Loire, dans le but de tâcher de remonter la filière et suivre la trace de la Haute-Loire <sup>1</sup>. »

Faute de documents autres que ces deux lettres, les recherches ont nécessité de rassembler les informations de source orale dont le docteur Schmierer disposait. C'est bien le docteur Yves de Boton – qui n'était pas FTP, mais membre des MUR avec son camarade trotskyste, l'acteur Sylvain Itkine, adjoint du chef du service de renseignement des MUR à Lyon – qui a évoqué la « détention » de Pietro Tresso devant sa propre sœur. C'est elle, par la suite, qui fournira l'information au docteur Schmierer.

De Boton n'a pu agir auprès de ses amis car, arrêté par la Gestapo, il est fusillé à Saint-Genis-Laval le 1<sup>er</sup> août 1944. Au cours d'une inspection dans les maquis du Massif central, l'historien Marc Bloch, membre du groupe de direction des MUR, intimement lié à Schmierer, apprend

---

1. *Ibidem*.

lui aussi que des prisonniers sont gardés par des hommes armés au maquis de Queyrières. Il ne pourra pas pousser l'enquête plus avant, car il est arrêté peu après par la Gestapo et fusillé sans avoir mené à bien sa mission salvatrice.

Il apparaît désormais que les informations dont ont bénéficié les trois hommes ci-dessus évoqués étaient postérieures de plusieurs mois à l'exécution de Tresso et de ses camarades. C'est en effet au mois de janvier 1944 que de Boton évoque pour la première fois la détention de Tresso, mais l'information qui lui était parvenue pouvait remonter à plusieurs semaines, et cette date induira nombre d'erreurs sur le sort de Blasco, que l'on imagina vivant en janvier 1944...

L'écrivain Ignazio Silone, sa femme Gabriella et l'homme politique sarde Emilio Lussu<sup>1</sup> interviennent auprès de M. Soutou, représentant en Suisse du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF). En vain, puisque, de toute manière, tout était consommé... A noter qu'Emilio Lussu avait tenté de sauver Tresso en projetant son évasion de la prison de Lodève.

Au début de l'année 1944, il n'y avait plus rien à faire pour secourir Pietro Tresso et ses compagnons.

Aux premiers jours de 1945, Barbara, toujours aussi solitaire, tâtonne, écrit, enquête. Dans une lettre à Gabriella, elle note :

« Tout ce qui me restait d'équilibre et de force a sombré dans ces cinq mois d'attente, d'angoisse, de suppositions. »

Elle est pessimiste et se heurte toujours aux fausses hypothèses :

---

1. Emilio Lussu, chef du Parti d'action en Sardaigne, déporté en 1927, évadé en 1929, avait été membre du mouvement *Giustizia e Libertà*. Cette organisation s'opposait à la vieille social-démocratie et au stalinisme. Proche de Tresso, Lussu lui vouait une réelle amitié malgré leurs désaccords politiques.

## *Des traces effacées*

« Je ne m'attends à rien de bon, car il résulte qu'il y a eu entre le groupe du maquis de Pierre et les SS un engagement qui a coûté la vie à la plupart de ceux du maquis... »

### *Deux femmes dans la montagne*

Les deux « veuves », Gaby, la compagne de Pierre Salini, et Barbara, organisent un premier voyage au mépris des craintes de leurs camarades de parti enfermés dans l'attentisme. Les deux femmes vont d'abord faire insérer des annonces dans la colonne « Recherche » des journaux locaux et régionaux. Mais depuis la libération de Paris, les tueurs avaient disposé de cinq mois précieux pour brouiller les pistes...

A la lecture du rapport d'enquête que Gaby adressa au PCI, on apprend qu'elle quitta Paris le 29 décembre 1944 pour Le Puy-en-Velay. Gaby reviendra à Paris le 8 janvier 1945, contrainte de fuir les chutes de neige surabondantes qui menaçaient d'isoler la capitale ponote des basses vallées. Gaby était porteuse d'une lettre de recommandation du docteur Schmierer auprès de Robert Bernard, ancien communiste, dirigeant local des MUR, beau-frère d'Yves de Botton et plus ou moins sympathisant trotskyste.

Robert Bernard présente alors Gaby au chef de la police régionale, un dénommé Benoît, qui lui promet de lancer des investigations qui ne pourraient qu'enrichir les sources d'un ouvrage qu'il projette à propos des grandes heures de la Résistance... La promesse restera sans suite. Plus tard, on apprendra que le policier Benoît a confié à Gaby que la police de Vichy avait été informée de la liquidation des trotskystes de Raffy, « ennemis de la Résistance »...

Au Puy, elle rencontre le « transfuge » Leonetti. Celui-ci la prie de n'indiquer à personne sa présence dans la ville, sauf à Barbara qu'il appelle toujours de son ancien pseudo-

nyme de *Lucienne*. Dûment chapitrée avant son départ de Paris, elle ne pose aucune question à Leonetti quant à l'affaire de Raffy. Elle réussit tout de même à obtenir une copie de la liste des évadés de la prison du Puy et acquiert la certitude que les maquisards disparus n'ont pas été déportés en Allemagne. Mais il est possible qu'ils soient tombés devant l'ennemi. En tout cas, elle ne bénéficie d'aucun appui de la part des organisations résistantes, notamment des MUR, ce qui est le plus étonnant<sup>1</sup>...

Les résultats de la mission sont donc faibles.

Au Puy, Robert Bernard, qui se revendique toujours comme sympathisant du mouvement trotskyste et qui est censé poursuivre les investigations, ne fera rien de plus. Il ne tentera même pas de mobiliser ses amis des MUR.

A Paris, les trotskystes ont considéré que l'évolution politique de Leonetti vers le Parti communiste italien l'excluait *a priori* comme allié dans la recherche de la vérité. Comme si, en préalable d'une enquête criminelle, il était requis de constituer un bloc politique sur la base d'un accord programmatique...

Est-il possible d'imaginer le désarroi de Barbara ? Sans grand soutien moral, elle semble flancher un moment. Le 23 janvier 1945, elle écrit à sa sœur :

« Je ne puis plus contenir en moi ma détresse. Je sais qu'il y a d'innombrables personnes encore plus malheureuses que moi, mais cela ne suffit point à me consoler. Je me sens incapable de faire un travail politique et ne sais avec quoi remplir le vide de mon existence<sup>2</sup>. »

---

1. « Mon séjour au Puy », *Florence*. Archives PCI.

2. Archives de Barbara.

***L'enquête de Barbara***

Pourtant, peu après, elle reprend le havresac et décide de se lancer seule : au mois d'avril 1945, elle part pour Le Puy et Saint-Etienne, rejoint ensuite Beaucaire et l'Estaque dans la banlieue marseillaise. Sa ligne d'attaque porte sur deux fronts : d'une part, elle s'en prend aux « durs » et cherche à rencontrer les gros bonnets du maquis ; elle se met ensuite en quête des Italiens maquisards, quelles que soient leurs options politiques. Pour Barbara, ceux-là plus que d'autres auraient pu rencontrer leur compatriote Tresso. Elle est certaine de pouvoir ébranler les plus rétifs et croit qu'elle parviendra à tirer les vers du nez des compatriotes de l'homme aimé.

Munie de la liste officielle des évadés et de leurs adresses d'autrefois, elle rend visite aux uns et aux autres, domicile après domicile. Elle montre les photos de son compagnon et croit retrouver la piste d'un Italien qui a connu Tresso à la prison du Puy avant qu'il rejoigne lui-même les maquis du Puy-de-Dôme. Fausse piste. Un autre Italien, Salvatore Moro, lui confie avoir fréquenté Tresso en prison. Il assure qu'il est bien parti pour Raffy après l'évasion et croit savoir qu'il aurait disparu à la suite d'une « débandade » consécutive à une offensive des forces de l'ordre vers la mi-novembre 1943. Cette version sera souvent répétée à Barbara, et le plus souvent de bonne foi. Il ne s'agit, hélas, que d'un mensonge mis en avant pour brouiller les traces. Moro situe cet accrochage un mois trop tard pour qu'il coïncide avec la vérité.

Barbara rencontre **Ciro Bacciocchi** qui « ne se souvient pas » et dont les propos l'amènent à conclure à juste titre que ce dernier ment. Elle ne saura jamais que cet homme fit partie de la garde armée qui surveilla les trotskystes des hauts de Raffy...



Barbara fait alors la connaissance de Jean Robert, le socialiste stéphanois détenu, bibliothécaire de la maison d'arrêt. C'est, on s'en souvient, ce militant socialiste qui abandonne la cohorte des évadés quand il constate l'incapacité des cadres organisateurs. C'est lui qui rallie la ferme de ses parents avec ses compagnons de cellule. Il confie à Barbara que les communistes lui avaient caché la présence de trotskystes dans la prison, mais il connaissait les noms des cinq hommes et les pensait membres du parti stalinien...

Barbara rencontre l'estafette Alexandre Drevet, chargé des liaisons dans les tout premiers temps du maquis Wodli. Il confie à Barbara qu'il a lui-même été condamné à mort par les communistes pour avoir « un peu parlé sous la torture »... Il déclare enfin qu'il aurait fait partie des équipes spéciales FTP chargées des exécutions de miliciens et de collaborateurs.

Déroulant sa liste d'évadés, Barbara se présente donc un beau matin d'août à La Ricamarie, chez Théo Vial-Massat qui est devenu un important dirigeant communiste :

« Je me suis présentée dans le magasin de cycles de son père comme à un homme de cœur. Son visage s'est fermé en entendant le nom de Tresso; il me déclara ne pas le connaître. Je lui tendais la dernière photo de Tresso. Ce n'est pas possible, puisqu'ils étaient ensemble à la prison, pendant l'évasion et dans le maquis. (...) Je contestai ses affirmations en lui disant que tout le monde à Saint-Etienne et ailleurs le considère comme responsable du maquis de Queyrières (Raffy). Je lui faisais remarquer que ses déclarations étaient en contradiction avec les déclarations d'autres personnes. Je suis partie avec la conviction qu'il mentait grossièrement et qu'il a la consigne de se taire. »

Vial-Massat nie avoir connu Pietro Tresso, même quand Barbara lui présente des photographies. Pressé de questions, il se serait irrité au point de lancer à la jeune femme devant quelques témoins :

## *Des traces effacées*

« Si la Gestapo n'a pas réussi à me faire parler, ce n'est pas vous qui y parviendrez ! »

Il rédige ensuite une déclaration écrite définissant la position sur laquelle il ne variera jamais :

« Ne m'étant jamais occupé de politique, j'ignorais en octobre 1943, lors de notre évasion, qu'il existait des trotskystes et des staliniens. Je ne reconnaissais dans mes compagnons d'évasion que des patriotes soucieux d'œuvrer à la libération de leur pays. (Dans le maquis de Wodli) j'étais un évadé, un nouvel arrivant, sans responsabilité ni grade. »

Le « Commandant » assure qu'il a quitté le maquis vers le 20 octobre 1943, qu'il a séjourné dans une ferme un mois environ avant de rejoindre un maquis du Puy-de-Dôme. Il conclut par une affirmation impossible à croire et qui sera démentie un peu plus tard :

« Je n'ai jamais entendu parler d'affaire semblable. (...) Ni par Antoine Angeli, ni par Jean Sosso, ni par Gramme<sup>1</sup> qui, avant juin 44, commandèrent successivement le maquis, ni par aucun autre résistant<sup>2</sup>. »

Alors, Barbara entreprend le voyage jusqu'aux fermes de Raffy. Elle interroge le garde forestier, les paysans, et recueille de précieux témoignages sur les conditions physiques et l'état des évadés du Puy au terme de leur épuisante équipée.

Le fermier, M. Nicolas, reconnaît la photo de Tresso et assure ne l'avoir jamais aperçu hors des limites du camp. Il

---

1. Ce nom sera prononcé une seule fois par Vial-Massat. En effet, il ne figure pas dans le dossier d'homologation de l'unité combattante du Wodli que Vial-Massat adressera à la présidence du Conseil en 1961. Gramme fut un temps responsable du maquis, au printemps de 1944, avant l'arrivée de Théo Vial. Dans l'ordre chronologique, on trouve les commandants suivants : Hutinet, Joubert, Vial-Massat, Angeli et Pradet.

2. Archives privées.

conduit la jeune femme à la ferme écroulée, à quelques mètres de la fosse où son compagnon a été abattu et enterré à la diable. Elle ne saura jamais qu'elle était à deux pas de sa dépouille. Pire, elle quitte la Haute-Loire avec une fausse certitude<sup>1</sup> : pour elle, Vial-Massat était le chef du maquis au moment où Pietro et ses compagnons ont été assassinés. Elle est persuadée qu'il ment pour se protéger ou pour masquer sa propre responsabilité. Or, si Vial-Massat ment, et il ment, ce n'est pas pour se protéger lui-même, mais pour épargner le groupe tout entier en niant les assassinats... Barbara s'est engagée sans retour sur une fausse piste. Elle croira le restant de sa vie qu'il suffit de démontrer que Vial-Massat était bel et bien l'autorité du maquis quand Tresso s'y trouvait pour démontrer sa participation au meurtre. C'est une impasse...

Elle n'aura raison que sur un seul point : le mensonge. Mais heureusement, l'aveu du mensonge ne suffirait pas à transformer le menteur en assassin. Quand Vial-Massat rudoyait Barbara dans le magasin de son père mécano, le résistant n'était coupable que de non-dénonciation de criminels. Pendant longtemps, aucun renseignement plausible ne filtre du Puy-en-Velay, ni d'ailleurs en France et en Italie. Les camarades d'idées de Pietro Tresso adoptent tous, sans exception, le point de vue de Barbara : ils croiront à la culpabilité de Vial-Massat pendant longtemps.

A la suite d'une plainte qu'elle déposera tout de même auprès du procureur de la République, une enquête sera diligentée. Les témoignages concorderont tous et ne trahissent qu'une seule et même antienne...

C'est le 14 juin 1992 que surgira pour la première fois l'écho d'un évadé du Puy, qui fait état des investigations menées par les gendarmes à l'époque :

« Quelques années après la Libération, les gendarmes ont mené une enquête et sont venus m'interroger sur la

---

1. Rapport de Barbara. *Ibidem*.

## *Des traces effacées*

disparition des trotskystes. J'ai dit qu'ils s'étaient évadés avec nous<sup>1</sup>, mais qu'un jour ils avaient disparu du camp. Théo Vial m'a demandé après si je n'avais rien dit aux gendarmes : je lui ai répondu que ça ne risquait rien<sup>2</sup>. »

Le 21 octobre 1992, c'est le récit de Miguel Barbero, dans le midi de la France :

« Après la guerre, l'année qui a suivi la Libération, non, bien longtemps après, les gendarmes sont venus me demander ce qu'étaient devenus les trotskystes. Heureusement, un gendarme catalan a dit à ses collègues : " Mais qu'est-ce qu'on va donc demander à M. Barbero ? " Moi, je leur ai dit que je ne me rappelais de rien. Tu vois, ils voulaient savoir ce qu'ils étaient devenus. J'ai répondu aux gendarmes : " Que voulez-vous que je sache maintenant ? " Le gendarme catalan a dit : " M. Barbero, depuis le temps, il ne sait plus rien " <sup>3</sup>. »

Des hommes à la tête solide ; un communiste influent, qui contrôle postérieurement les interrogatoires pour savoir s'ils se sont déroulés sans anicroches ; des gendarmes aussi débonnaires que sceptiques ; et le temps passe...

### *Inlassable et solitaire*

Barbara n'a jamais renoncé. Tout au long des années, elle va inspirer des travaux historiques, recevoir des chercheurs, soutenir des journalistes en ouvrant ses archives, en répondant aux sollicitations des historiens. Etudes et enquêtes paraissent dans les journaux italiens, le secrétaire général du Parti communiste, Palmiro Togliatti, joue l'esquive. La direction politique du PCI tiendra à peu près

---

1. Voir annexes.

2. Entretien avec P.P. le 14 juillet 1992.

3. Entretien du 21 octobre 1992.

ce propos : Tresso est un camarade estimable contre lequel on a pris des sanctions pour des raisons politiques. Il n'y a aucune raison de diaboliser son histoire ou même de le réhabiliter. Quant à sa disparition au maquis, le Parti communiste français a mené une enquête...

C'est en grande partie sur la base de la documentation de Barbara que repose l'argumentaire du livre qui paraît en 1962 en Italie, et en 1964 à Paris. Il est intitulé *Blasco. Pietro Tresso, une vie de militant*. Un jeune intellectuel socialiste, Alfredo Azzaroni, en est l'auteur, l'ouvrage est préfacé par Pierre Naville, l'ami intime de Tresso. L'introduction est due à la plume de l'écrivain Ignazio Silone, le beau-frère du martyr. En France, l'ouvrage est lancé sous l'égide de la Commission pour la vérité sur les crimes de Staline.

Le principal mérite du livre d'Alfredo Azzaroni est de rendre publics des éléments dont personne ne dispose encore. Non seulement l'ouvrage replace l'importance de Pietro Tresso dans le mouvement ouvrier italien, mais il fait mieux connaître aussi son appartenance à la phalange des fondateurs du Parti ouvrier internationaliste, son engagement total contre le fascisme et son opposition radicale et concrète au stalinisme.

Azzaroni rappelle les volte-face du PCI dictées par Moscou, les appels aux « frères en chemise noire » dans les années trente. L'auteur cite très opportunément les articles signés par Pietro Tresso à propos des crimes de l'appareil stalinien contre les révolutionnaires emprisonnés dans les bagnes et les prisons.

Azzaroni reproduit ainsi de larges extraits de l'article de Tresso-Blasco, « Stalinisme et Fascisme », publié en août 1938 :

« Le stalinisme se présente lui-même dans le monde comme la seule force luttant de façon résolue et raisonnée contre le fascisme. Quiconque n'est pas disposé à lui reconnaître ce titre, à se soumettre à ses déclarations, qui-

## Des traces effacées

conque a l'audace de lui arracher son masque et de le montrer aux masses tel qu'il est, avec sa dépravation et son hypocrisie révoltantes, tombe inexorablement sous les coups de sa haine sans bornes et de ses calomnies effrontées. La menace pèse sur lui alors d'être mitraillé à un coin de rue, ou kidnappé, ou porté disparu, et cela par le fait d'une des innombrables bandes du GPU. Malgré cela, les faits demeurent et l'on s'aperçoit de plus en plus que le stalinisme, avec son " idéologie ", sa politique, son gangstérisme sur tous les plans et dans tous les domaines, avec ses mœurs, ses provocations et ses assassins, bien loin de constituer une barrière au fascisme, en facilite l'emprise sur les masses et devient un auxiliaire de ses victoires. (...)

« La lutte à mort contre les " trotskystes " est le complément nécessaire de la fraternisation avec les fascistes, les classes et les groupes de la bourgeoisie italienne. (...) Depuis quelque temps cependant, il s'agit d'autre chose que de folklore. Toute une série de faits montre que les staliniens italiens se proposent d'aller plus loin. Déjà la suppression du leader anarchiste Berneri (un " trotskyste " lui aussi!) et de son compagnon Barbieri à Barcelone porte cette marque d'origine<sup>1</sup>. C'est parmi les staliniens italiens que se trouvent les instigateurs et les exécuteurs de ces sales assassinats. »

On mesure, à la lecture de ce texte, la force de l'implacable polémiste immigré à Paris. Les staliniens ne devaient jamais pardonner la lucidité critique de Pietro Tresso. Sa disparition, celle de ses camarades du Puy-en-Velay, sont inscrites dans l'œuvre politique de *Blasco*.

---

1. A Barcelone, le philosophe anarchiste italien Camillo Berneri développait une critique des positions anarchistes dans leur collaboration avec les bourgeoisies espagnoles et catalanes. Son journal *Guerra di classe* était le lieu du ralliement des anarchistes adversaires de la collaboration avec le Front populaire. Il fut arrêté après les journées de mai 1937 en compagnie de son ami Francisco Barbieri, et on devait découvrir leurs deux cadavres dans une rue de Barcelone.

### **La sentinelle**

En Italie, les recherches et l'intérêt pour l'histoire de Pietro Tresso se manifestent sous des formes surprenantes. Le journal trotskyste *Bandiera rossa* publie, en mars 1963, une étrange recension du livre d'Alfredo Azzaroni : elle assure qu'il s'agissait du crime d'un « sicaire isolé » qui se serait dissimulé pour éliminer Tresso à l'insu de tous<sup>1</sup>.

Barbara proteste vigoureusement contre cette ahurissante version :

« Je crois que vous avez le devoir de préciser d'où cette version vous est parvenue. Il doit évidemment s'agir d'un fonctionnaire stalinien qui a voulu ainsi disculper son parti. En tout cas, c'est une version que je refuse<sup>2</sup>. »

Sous la signature de Fausto Monfalcon, et toujours sans citer ses sources, le journal défendit sa thèse :

« Les données sur la mort de Tresso que nous avons rapportées ont été recueillies sur place par des trotskystes français tout de suite après la guerre<sup>3</sup>. »

L'intérêt pour Pietro Tresso se déplaça alors vers la presse du Parti communiste italien. Le 17 décembre 1963, Palmiro Togliatti répondit lui-même à une lettre du Comité de Trévise adressée par des militants travaillant pour rétablir la vérité sur la mort de *Blasco*. Togliatti assurait que si Tresso était toujours en vie, il aurait réintégré le PCI comme l'avait fait Alfonso Leonetti...

---

1. « Una discutibile biografia di Pietro Tresso », *Bandiera rossa* n° 3, mars 1963.

2. « Due lettere sul Blasco », *ibidem*, n° 5, mai 1963.

3. *Ibidem*.

*Une fausse piste*

Puis, c'est une apparente révélation qui est publiée par un titre du PCI. Le 1<sup>er</sup> février 1964, l'article de Stefano Schiapparelli est titré : « Le sort de Blasco ». L'auteur, apparatchik du PCI, ancien secrétaire du parti à Vicence, se trouvait en France durant la guerre. Avec une belle assurance, il tient à réfuter « les mensonges d'Azzaroni ». Il relate qu'en février 1944, réussissant à s'évader de la prison de Nîmes, il parvenait à rejoindre un maquis de la région de Génolhac, près du mont Lozère :

« Je me rappelle qu'un jour de mars 44, un camarade français (communiste) qui maintenait des liens avec divers maquis, ne sachant qui j'étais, me demanda si je connaissais Blasco. Il m'a rapporté que ce dernier se trouvait dans un maquis, sans préciser la localité. Il obéissait alors au respect le plus élémentaire des règles du secret. Il ajouta que Blasco était sérieusement malade des poumons et qu'il était soigné aussi bien que possible dans ces circonstances. Il m'a dit aussi que Blasco avait remis sa propre biographie au chef du maquis.

« En juillet 1944, quelques jours avant de revenir clandestinement en Italie – le Parti m'y envoyait –, j'ai retrouvé le même camarade qui, en parlant de Blasco, m'apprit qu'il était mort des suites de sa maladie peu auparavant. Je me souviens toujours de sa phrase : “ Ton gars est mort. ” (*En français dans le texte*, NdA.) En juillet 1944, à peine revenu en Italie, lors de la première entrevue que j'ai eue à Milan avec le camarade Amendola, j'ai rapporté ces informations pour qu'il les communique à qui de droit<sup>1</sup>. »

Cette version fournie vingt ans après les faits est bien peu crédible. En admettant que Tresso soit mort d'une tuberculose – dont il était totalement guéri à la maison

---

1. Stefano Schiapparelli, « La sorte di Blasco », *Rinascita* n° 5, 1<sup>er</sup> février 1964.



d'arrêt du Puy-en-Velay –, que dire de la disparition simultanée de ses camarades d'idées ?

Le 5 février 1964, Alfredo Azzaroni s'adressa à Palmiro Togliatti à propos des affirmations de Schiapparelli :

« 1. Pourquoi cette révélation sur la disparition d'un Blasco, mort de maladie, arrive-t-elle si tard ?

« 2. Pourquoi les enquêtes précédentes, y compris celles du PCF, n'ont-elles établi aucune conclusion qui puisse se rattacher ou confirmer une version aussi tardive ?

« 3. Pourquoi le député Amendola et les vieux camarades auxquels Schiapparelli a confié la vérité sur la mort de Blasco ne l'ont-ils pas divulguée pour disculper le PCI de l'accusation de s'être débarrassé d'un opposant ? Pourquoi n'ont-ils pas communiqué la vérité aux membres de la famille qui étaient encore de ce monde <sup>1</sup> ? »

Le 22 février 1964, non sans une certaine onctuosité jésuitique, Palmiro Togliatti renvoyait la balle dans le camp de la direction du Parti communiste français et de ses « organes » :

« Il ne nous était pas possible, et il n'était pas de la compétence de notre parti, de mener pour notre compte une enquête qui devait se dérouler comme elle se déroula, dans une situation au-dehors de notre sphère et qui devait être menée par qui se devait et pouvait le faire <sup>2</sup>... »

Barbara eut tout de même quelques consolations dans son insondable malheur. *Movimento operaio e socialista*, revue historique d'excellente réputation, publia, dans son numéro de juillet-décembre 1965, avec l'approbation expresse du même Togliatti, une étude d'Elio Frauzin intitulée « Notes sur l'activité politique de Pietro Tresso ». Le texte est assorti de documents annexes montrant l'importance de celui-ci dans le développement historique du

---

1. *Avanti!*, 5 février 1964.

2. « Sulla sorte di Pietro Tresso », *Rinascita* n° 8, 22 février 1964.

communisme italien. Tresso réémergeait ainsi dans l'historiographie du PCI et du mouvement ouvrier transalpin. C'est par l'étude des correspondances de Barbara et d'Alfonso Leonetti que l'on peut mesurer que l'un et l'autre avaient prêté aide à Elio Frauzin. Le premier pas était franchi...

### *Un étrange correspondant*

L'épisode ahurissant qui débutait en France cette même année 1965 démontrait comment, vingt-deux ans après les faits, l'appareil stalinien verrouillait toujours l'armoire des archives et les mémoires...

Le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale pour le département de Haute-Loire était animé par Gérard Combes<sup>1</sup>. On sait que les archives du Comité d'histoire, présidé par le professeur Henri Michel et directement rattaché à la présidence du Conseil à la Libération, relevaient pratiquement d'un monopole d'accès et de consultation.

Des correspondants départementaux désignés, généralement des historiens de formation, avaient quelques devoirs vis-à-vis des familles à la recherche d'un être cher disparu dans la tourmente. Ces correspondants étaient évidemment tenus à la réserve et à la discrétion.

Au cours des investigations qui devaient conduire à la rédaction de ce livre, la première surprise des auteurs fut de découvrir que le correspondant du Comité d'histoire pour la Haute-Loire, professeur de lycée, résidait à Gap, Hautes-Alpes. Une installation géographique qui ne facilitait en rien sa mission historique et les demandes éven-

---

1. La correspondance de Gérard Combes avec Barbara est dans les archives de Barbara. Celle qu'il échangea avec Alfonso Leonetti se trouve dans les archives Broué.

tuelles d'ex-combattants ou de citoyens résidents en Massif central... La deuxième surprise concerne le comportement de Gérard Combes face aux questions que lui adressèrent successivement Alfonso Leonetti et Barbara.

### *Le vieil homme et le mensonge*

A Leonetti qui, le premier, entre en contact avec le Comité d'histoire, le correspondant pour la Haute-Loire répond, le 9 février 1965, que la documentation se rapportant à Pietro Tresso existe bien :

« Les papiers sur votre ancien camarade sont à peu près complets, mais je ne peux vous indiquer les sources de la documentation, qui est très importante, parfois précise et sûre, parfois insuffisante. Je me suis engagé à ne pas divulguer les noms des personnes qui m'ont fourni leurs témoignages. »

Gérard Combes prêche la patience dans un courrier daté du 26 février 1965 :

« Je comprends votre souci, mais je ne partage pas votre combat. (...) Ce n'est pas de la crainte non plus, mais je suis persuadé que la patience et la méthode ont une efficacité plus sûre que la hâte et la passion. Or, vous êtes brûlant dans cette affaire et trop directement impliqué pour aboutir. (...) Me promettez-vous la force de caractère d'attendre tout le temps voulu pour le mûrissement du sujet ? »

Dans cette même lettre, Gérard Combes évoque les difficultés matérielles de son foyer... Le lendemain 27 février 1965, il se fait plus prolix dans un second courrier où il évoque sans plus de transition le cas de *Blasco*...

## *Des traces effacées*

« Un paysan rencontré par hasard sur les lieux me conseilla de voir Ollier, ou *Ravel*, ce que je fis. Il était à ce moment-là premier adjoint d'Annonay, dans l'Ardèche. (...) Au cours des conversations à bâtons rompus tant sur les uns que sur les autres, j'ai pu retenir au passage quelques noms, mais je n'ai aucune note précise, je n'ai aucune bande magnétique. Il m'a cité le nom de Blasco, et je l'ai retenu en l'associant à Ibañez, demandant s'il était espagnol, car Ravel et le Boléro ! Il m'a donc cité Blasco comme ayant été tué à Montbuzat (Chièze). Je n'ai pas demandé comment, ni pourquoi. (...) S'il fallait faire signer une déposition comme un gendarme ou un huissier, on n'en finirait pas. Et Ravel ajouta : " Pauvre Blasco, il n'a même pas son nom quelque part. " (...) Mon entretien avec lui a duré une bonne heure à la terrasse d'un café. (...) Je caressais le sol du pied, tout timide et confus de l'un de mes premiers contacts avec des résistants qui sont des héros. »

La fréquence des lettres écrites par Gérard Combes dénote une certaine nervosité. Le 28 février 1965, non sans une once de chantage, il lâche une information à Leonetti :

« Je ne pensais pas qu'il y ait eu un secret d'Etat dans ce coin-là. Il y en a bien assez ailleurs sans que vous me chargiez d'une nouvelle affaire et que je me transforme en détective plus de vingt ans après. (...) Si nous jouons au chat et à la souris, ni vous ni moi n'aurons la réponse. Pour vous, elle est capitale ; pour moi, c'est une curiosité de chercheur et une sympathie intellectuelle, sans plus. »

Cette dernière lettre se trouve aujourd'hui dans les archives Leonetti.

## *La veuve et le dissimulateur*

Celui-ci transmettra le double de ces courriers à Barbara. Un an plus tard, Barbara s'adresse à son tour à l'historien départemental du Comité d'histoire. Le discours de

Gérard Combes laisse rêveur : Barbara n'est plus en présence d'un homme scrupuleux qui tente de séduire pour dissimuler l'excuse fallacieuse de ne fournir aucune pièce patente, il s'agit désormais d'un fonctionnaire arrogant qui la maltraite. On ne peut qu'être frappé par la mauvaise humeur dont fait preuve l'historien quand il répond aux questions de la compagne de Tresso. La vieille dame, tenace, cherchait les fils permettant de dénouer la fin mystérieuse de l'homme qu'elle avait aimé. Son âge et son chagrin auraient dû lui valoir un minimum d'égards. Le délégué gapençais du Comité de la Haute-Loire invoque le temps qui lui est compté pour remettre par trois fois le rendez-vous avec celle qui projette d'entreprendre un déplacement depuis la lointaine Italie. La lecture des courriers plonge le lecteur dans un malaise proche de l'indignation. Mais un examen attentif laisse apparaître les préoccupations réelles de l'historien... Le 10 août 1966, Gérard Combes écrit :

« En aucun cas une publicité quelconque ne pourra être faite si par hasard nous aboutissons à connaître la vérité. Des conditions d'ordre politique, ou même de simple humanité, doivent vous empêcher de tout scandale. »

Le correspondant du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale révèle que la vérité – il s'en doute, ou même a-t-il appris ce qu'elle est – pourrait provoquer grand bruit et qu'il importe d'avance de promettre qu'on la taira. Treize ans après le rapport Khrouchtchev sur les crimes de Staline, Gérard Combes indique que « l'Association des résistants de Haute-Loire est tout à fait souveraine » dans la divulgation des témoignages et pièces qu'elle détient.

Là où une femme accuse les dirigeants de cette Résistance du martyre de son mari, les hommes soupçonnés répliquent qu'ils sont « souverains ».

## *Des traces effacées*

Dans une lettre du 13 août 1966, Gérard Combes écrit à Barbara que le livre d'Azzaroni comporte « des erreurs grossières », pages 210 et 211, sans même les exposer. Convaincre n'est pas son souci. Le 15 août 1966, il révèle son inaptitude au travail historique :

« Je suis convaincu que la disparition de Tresso n'est pas une liquidation politique. (...) Azzaroni et Naville n'ont pas écrit un travail digne du mot histoire en ce qui concerne la Haute-Loire. »

L'attitude de Gérard Combes à l'égard de l'affaire Pietro Tresso en général, et de Barbara en particulier, provoque l'ire de Schwartz-Seguin qui, après tout, était lui aussi l'un des dirigeants de la résistance de Haute-Loire. Il est stupéfait quand il découvre que Gérard Combes censure des informations au nom des résistants, qu'il décrète, du haut de sa petite autorité, que l'affaire Tresso est « classée » et que, sous ce prétexte, il refuse, à lui, Schwartz, de lui fournir la nouvelle adresse de Barbara qui a désormais quitté Rome pour s'installer à Rimini !

### *Des résistants en colère*

Ulcéré du rôle qu'on fait jouer à la communauté résistante, Schwartz assure Barbara de sa solidarité et s'en prend à Gérard Combes que son patron, Henri Michel, défend quelque temps au nom de l'éthique de l'historien...

Le docteur Schwartz se déchaîne après avoir été l'objet de menaces téléphoniques. Ainsi, il écrit à Henri Michel, après avoir accueilli Barbara à Paris :

« Après sa visite, j'ai reçu des menaces d'un membre du Parti communiste français. On m'a "recommandé" de ne m'occuper que des choses qui étaient de mon ressort. »

## *Meurtres au maquis*

En octobre 1970, sous les multiples pressions de ceux qui craignent un scandale au sujet de la gestion communiste de l'histoire de la Résistance, Gérard Combes est contraint d'offrir sa démission du Comité de la Deuxième Guerre mondiale.

L'anecdote ne sera pas ébruitée, et durant des années, nombre d'historiens se tiendront à une distance respectueuse des archives du Puy, tant la réputation de ce censeur au service direct ou indirect du Parti communiste est détestable.

Barbara, âgée de 67 ans, lasse, saisit mal l'importance de cette éviction quand Schwartz lui annonce que l'obstacle de l'accès aux archives est enfin levé. Navrant détail, Barbara reproche au docteur Schwartz la confiance qu'il témoigne toujours à Alfonso Leonetti... Le résistant croit toujours à la loyauté du militant italien. Elle refuse, ou ne comprend pas que la levée du verrou sur les archives ouvre de nouvelles perspectives, elle n'en informera même pas ceux qui, comme elle, cherchent sans désespérer.

### *Une faible lueur*

Les chances de saisir la vérité s'amenuisent avec le temps. Quand l'enquête semble définitivement enlisée, Georges Schwartz écrit à Barbara le 4 février 1970 :

« Peut-être un jour quelqu'un qui assistait à la fin de Tresso et de ses camarades aura un sursaut d'honneur et dira la vérité. C'est la seule chance que nous ayons. J'avoue que, toute minime qu'elle soit, elle existe. Vous savez, dans la vie, tout est possible. »

C'est arrivé. Pas exactement dans les conditions qu'imaginait le docteur Schwartz. Mais la vérité s'est fait jour. Et pour beaucoup, ce fut un sursaut d'honneur...

## *De si longues années*

Voici plus d'un demi-siècle que Pietro Tresso, Maurice Sieglmann, dit *Pierre Salini*, Abraham Sadek et Jean Reboul disparaissaient au lendemain de l'évasion de la maison d'arrêt du Puy-en-Velay, le 1<sup>er</sup> octobre 1943.

Les quatre ont bien été conduits de la prison du Puy au maquis de Queyrières, dans une ferme du lieu dit Raffy. Ils y furent sous bonne garde jour et nuit... Les témoignages de deux victimes ultérieures du nazisme, le docteur Yves de Boton et l'historien Marc Bloch, sont confirmés. Il en va de même pour les informations réunies par le docteur Schmierer.

Les quatre ont été assassinés le 26 ou le 27 octobre 1943, non par leurs gardiens, mais par un groupe de tueurs recrutés par le commandement du maquis FTP Wodli, placé sous l'autorité de Giovanni Sosso, alias *Jean, Jean Auber, Capitaine Jean et Colonel Guillemot*.

Selon toute vraisemblance, nous avons affaire à un membre des services soviétiques. En revanche, nous ne connaissons pas avec précision qui, dans la hiérarchie stalinienne, a pu donner l'ordre et le moment de l'exécution de Pietro Tresso, Blasco.

La décision a été prise, en tout cas, au sommet dirigeant des partis communistes italien et français, et de l'Internationale, dans la proximité éclairée de Palmiro Togliatti.



Contrairement à ce que maints auteurs ont pu écrire à la suite de l'hypothèse erronée avancée par Barbara, rien ne permet d'impliquer Théodore Vial, dit Théo Vial-Massat. Sa responsabilité est comparable à celle de nombreux combattants du maquis Wodli, qui ont nié en connaissance de cause la réalité des meurtres. Remarquons tout de même que la demande d'homologation du maquis Wodli déposée par Théo Vial-Massat comporte, pour des raisons que nous ignorons encore, des dates inexactes. Ces erreurs, volontaires ou non, ont contribué à faire naître doutes et acrimonie à son égard. En tout cas, ces inexactitudes lui ont nui moralement. Elles ont aussi obéré considérablement l'enquête.

La version anonyme qui tentait d'incriminer Alfonso Leonetti dans les meurtres ne repose sur aucun fondement. Ces accusations seront donc rangées au nombre des calomnies gratuites autant que cruelles. La rupture politique entre Barbara et Alfonso Leonetti n'a fait qu'accréditer les accusations mensongères portées à son encontre. Notons tout de même que cette brouille intervient au terme de vingt années d'une longue collaboration pour tenter de découvrir la vérité. Il est indiscutable qu'Alfonso Leonetti a cherché en deux, sinon trois, périodes distinctes à découvrir les termes de cette vérité. Le délégué départemental du Comité d'histoire, Gérard Combes lui-même, reprochait à Leonetti de trop se passionner dans la recherche de la lumière.

Après ses démêlés avec Guy Serbat, Giovanni Sosso est devenu le *Colonel Jean Guillemot*, membre du dernier triangle FTP de zone sud, commissaire aux opérations militaires au cours de l'été 1944. Dans un film du réalisateur-documentariste Mosco, de nombreux témoignages accusent Giovanni Sosso d'avoir délibérément interrompu les contacts entre l'état-major et la fameuse 35<sup>e</sup> brigade FTP-MOI de Toulouse. Catherine Heytin, adjointe aux effectifs de cette brigade, raconte que Giovanni Sosso a

traité ces FTP « étrangers » de « provocateurs » parce qu'ils s'attaquaient à des « Français » :

« Garder le contact, c'est mettre en danger notre propre organisation : dorénavant, nous allons couper définitivement avec vous <sup>1</sup>. »

Cette décision fut confirmée par les instances du Parti communiste français qui qualifia les FTP-MOI de Toulouse d'« aventuriers ». La Gestapo et la police allemande allaient liquider définitivement la 35<sup>e</sup> brigade. Un autre responsable du groupe, Marc Brafman, indique que Giovanni Sosso fut chargé encore de l'épuration des « aventuristes » au sein du groupe FTP-MOI de Toulouse <sup>2</sup>. Dans le cadre de leur politique d'« Union nationale », les communistes voulaient se dédouaner d'avoir armé et organisé des troupes « étrangères ». A savoir, des résistants en grande partie arméniens, juifs d'Europe de l'Est, de Mittel-Europa et d'Allemagne.

Correspondant de *L'Humanité* en Pologne après la guerre, le journaliste Giovanni Sosso a « couvert » les grands procès staliniens, y compris celui de Gerhardt, le chef FTP-MOI de Toulouse, qu'il connaissait bien... Il est mort en 1957. Il a refusé de répondre aux questions précises de la résistante Catherine Heytin <sup>3</sup>. Giovanni Sosso resta jusqu'au bout un stalinien.

Palmiro Togliatti et Giulio Ceretti sont morts. Le vieux PCI a fait place à deux partis rivaux : le Parti démocratique de la gauche (PdS) et le Parti de la refondation communiste (PRC).

---

1. Gérard de Verbizier, *Ni Travail, ni Famille, ni Patrie*, p. 221.

2. *Ibidem*.

3. *Ibidem*. Catherine Heytin : « Je me suis longtemps demandé si Guillemot, avec toutes les sources d'information qu'il avait, celles qu'il se targuait d'avoir auprès de ses camarades policiers-résistants et autres, n'avait pas su longtemps à l'avance que la brigade était filée et s'il ne s'était pas abstenu, à cause de la coupure, de transmettre ses informations... »

## *Meurtres au maquis*

Jean Burles et Théo Vial-Massat sont arrivés au terme d'une longue évolution politique. Dès la Libération, Jean Burles a été membre de la direction de la Fédération nationale des Jeunesses communistes. Il en devint le secrétaire national en 1949-1950. Membre du Comité central du Parti communiste français, il dirigea pendant sept ans l'école centrale du parti. Directeur de *Révolution* et de l'Institut Maurice-Thorez, aujourd'hui retraité, il est fondateur.

Dans des conversations et des courriers récents les auteurs ont découvert en Jean Burles un homme chaleureux et lucide, conscient des dégâts causés par le stalinisme. Il nous a assuré qu'il ne connaissait pas Guillaume comme un opposant et que ce n'était que récemment, par Demazière (qui venait d'ailleurs de l'apprendre de nous), qu'il avait appris l'exécution de Maraval. Sur l'assassinat des quatre trotskystes, qu'il tient pour un drame terrible, Jean Burles dit ne pas savoir ce qu'il aurait fait si on lui avait donné ordre d'y prendre part. Il précise enfin n'en avoir eu connaissance que « bien tardivement après la Libération et d'une façon vague et imprécise ».

Théo Vial-Massat exerça plusieurs mandats de député communiste de la Loire. Membre du Comité central du Parti communiste français, il en fut écarté après la publication en Italie et en France du livre d'Alfredo Azzaroni. Il est également fondateur aujourd'hui. Voilà quelques années, il confia à Raymond Vacheron avoir été « marqué » par Giovanni Sosso. Le jeune homme avait-il été impressionné par l'« homme de l'ombre » ?

Théo Vial-Massat, beaucoup plus réservé et aux allures de personnage public, a d'abord eu à notre égard – on peut le comprendre – une attitude défensive lors de conversations et de courriers échangés en décembre 1996. Il affirme qu'il a tout ignoré des divergences du PC avec les trotskystes jusqu'en 1948, où il en a été informé dans une « École de quatre mois » du Parti. Quant à l'affaire du maquis Wodli, il n'en a entendu parler que dans les années 60.

Il nous a assuré que sa simple évocation l'a « interpellé et peiné souvent », alors, affirme-t-il, qu'il y est « totalement étranger ». Il ajoute qu'il n'a eu qu'une seule conversation sérieuse à son sujet, en 1978, avec René Dazy. Il n'a aucun souvenir de sa rencontre avec Barbara en 1945, mais admet cependant qu'il est possible qu'elle ait eu lieu.

Rescapé de Dachau, Alain Joubert apprit, à son retour, la mort de son père. Il fut longtemps permanent à Vienne, en Autriche, puis trésorier de la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes, avant de prendre sa retraite. Il a quitté le Parti communiste français. Il est mort le 5 août 1996 et repose depuis le 12 octobre 1996 au carré de la FNDIRP, au cimetière du Père-Lachaise.

Augustin Ollier, affecté en Ardèche comme le *Commandant Ravel*, chef FTP, puis FFI dans ce département, aura la stature d'un héros populaire vanté pour sa bravoure et son audace. Au lendemain de la guerre, il aurait aimé « rempiler » dans l'armée, mais le Parti communiste lui en refusa l'autorisation. Il en fut fort éprouvé, dit-on. Plein d'amertume, il disparut en pleine force de l'âge, en 1956, atteint par une longue maladie.

Les auteurs n'ont pas tenté de rencontrer Gérard Combes.

A l'été 1996, Gianfranco Berardi a récrit son témoignage en insistant sur la douleur et le chagrin éprouvés par... Palmiro Togliatti<sup>1</sup>.

### *La domination des esprits*

Le drame de Raffy, l'assassinat des évadés de la prison du Puy, dont le seul crime était d'être trotskystes, n'est pas une affaire ponote – un fait divers du Puy-en-Velay –, ni

---

1. Voir Annexe V, « La lettre de Gianfranco Berardi ».

## *Meurtres au maquis*

même française. C'est un avatar des méfaits du stalinisme. Comment comprendre autrement le silence qui est tombé sur tant d'êtres au cours des décennies écoulées ? Comment admettre autrement cette domination des esprits qui a duré si longtemps ? Que les crimes aient pu avoir lieu deux ans après que la population du département de la Haute-Loire se fut pressée dans les rues du Puy pour acclamer le Maréchal, s'agenouiller devant sa marraine, la Vierge qui domine la ville, est l'un des aspects bien particuliers du « mal français ».

Pas très loin du Puy, à Clermont-Ferrand, le réalisateur Marcel Ophuls saisira, à la fin des années soixante, cette complexité dans le film *Le Chagrin et la Pitié*. C'est au Puy-en-Velay que les évêques français, les organisations d'anciens combattants et la France des notables rendaient grâce à Pétain. Lors de ces manifestations, on se bousculait aux bureaux de recrutement de la Légion française des anciens combattants, matrice du Service d'ordre légionnaire, le SOL, qui allait donner naissance à la Milice.

Ces meurtres eurent lieu deux ans après que Le Puy eut vu ses rues et son centre marial emportés par les plus grandes manifestations jamais organisées dans l'histoire de cette ville. Elles renouaient, disait *Le Nouvelliste*, avec « le fil d'or d'une tradition nationale » salué par les milliers de bras levés des anciens combattants et les mômées des milliers de scouts de France en uniforme. Le département de la Haute-Loire ressemblait à la France. Il était maréchaliste.

## *Une France bigote*

Ce ne sont pas les clichés gris de l'imagerie bondieusarde qui inversèrent les pieux enthousiasmes et les embrassements croyants, c'est l'hallucinant combat de l'Armée

rouge s'emparant mètre par mètre des ruines de Stalingrad qui ébranla la malédiction française. C'est la représentation de l'ex-bolchevik devenu « Maréchal Staline » avec sa moustache de paysan, la main passée dans la vareuse, auteur d'aphorismes répétés à l'envi, qui décida en grande partie de la transformation du cours de l'Histoire. L'Histoire et la vie sont toujours paradoxales.

Le 8 novembre 1942, la grève politique des mineurs du puits Chanas éclate à Saint-Etienne ; un mois plus tard, ce sont les manifestations de masse contre le Service du travail obligatoire à Firminy, puis la grève de janvier 1943 à laquelle participent cinq mille métallos du bassin.

En mars de la même année, c'est la construction du premier groupe de FTP dans le département. En quelques mois, le contre-courant né des centres ouvriers et des militants des mouvements et partis progressistes ne reculera plus.

Soulignons à dessein le destin d'une famille de cette région. Le docteur Camille Joubert, conseiller municipal socialiste, médecin à Thiers, marié à une infirmière russe, était en même temps secrétaire départemental des Amis de l'Union soviétique. Il meurt en 1944. Sa fille Nicole, militante des Jeunesses communistes, agent de liaison FTP, est arrêtée et déportée à Ravensbrück. Son frère, Alain Joubert, étudiant en médecine, rejoint les FTP en 1943 et exerce un rôle déterminant dans la naissance du maquis Wodli. Muté dans une autre région, il est arrêté, transféré au camp de Dachau, dans le tristement célèbre Convoi de la mort. Après guerre, il est, des années durant, permanent de la FNDIRP où sa sœur est également employée.

Les soixante-dix-neuf évadés du Puy tous ensemble, trotskystes massacrés, partisans et exécuteurs, avaient, à un moment ou à un autre, choisi le combat armé contre l'occupant en rejoignant la Résistance. Avec des millions d'autres, ils allaient contribuer à abrégier le règne du Reich de mille ans.

*Au pays du mensonge*

L'appareil que Staline avait placé à la tête de l'Internationale communiste brisait les projets de révolution mondiale que les bolcheviks avaient imaginés. C'est pour ces projets que Pietro Tresso avait été l'un des fondateurs de la IV<sup>e</sup> Internationale. La III<sup>e</sup> Internationale avait failli, le déclenchement de la révolution allemande avait échoué, pire, l'Internationale avait livré ce pays clé aux organisations et aux bandes nazies d'Hitler.

Pour les besoins de sa propre survie, à partir de 1941 mais surtout en 1942, l'appareil stalinien en appelle au combat immédiat contre le rouleau compresseur de l'envahisseur nazi. La lutte armée s'ouvrait enfin, même si, en 1943, l'appareil s'efforce de la freiner de crainte que le mouvement ne lui échappe. Charles Tillon, commandant en chef des FTP, a relevé qu'à la fin de 1943, Léon Mauvais et Raymond Guyot, dirigeants du PCF en zone sud, résistaient aux directives de préparation du soulèvement général, sous le prétexte que Staline « conseillait de réduire au minimum le rôle militaire du Parti dans l'insurrection nationale <sup>1</sup> ».

Voilà pourquoi les clandestins de Saint-Chamond, Firminy, La Ricamarie, La Mure ou Alès, dans les geôles du Velay ou sous les couverts des forêts de Raffy, ou d'Yssingeaux, combattaient.

Les soldats de l'ombre et les maquisards n'entraperçurent pas le rôle de directions politiques occupées d'abord à contingentier les évadés, à préférer les hommes soumis aux révoltés. Les trotskystes, ceux qui contestent le stalinisme et les partis tels que le PCF ou le PCI, ne peuvent qu'être des « saboteurs ». S'ils sont présents au maquis de Raffy, c'est, dit-on, pour « guider un jour les gendarmes de

---

1. Charles Tillon, *On chantait rouge*, Robert Laffont.

Vichy, les miliciens ou les troupes allemandes » ; ils sont soupçonnés, comme les accusés des procès de Moscou, de vouloir empoisonner l'eau des sources... C'est là l'idéologie qui sous-tend ces quatre meurtres et tant d'autres.

Après les leçons de la guerre d'Espagne, l'année 1943 démontre avec netteté la perversion stalinienne : les partisans yougoslaves sont invités à plier le genou devant le roi Pierre, à tendre la main aux tchetniks serbes du général Draga Mihaïlovitch ; les partisans grecs sont acculés à se soumettre à la direction politique des fascistes pro-britanniques ; les FTP français, à ne pas pousser l'effort d'insurrection nationale au-delà.

Avec le soulèvement des villes, la lutte des partisans en Italie, Togliatti est devenu ministre dans le gouvernement de l'ex-fasciste Badoglio. La présence d'un Blasco au milieu des ouvriers et paysans soulevés serait une menace non seulement pour le régime, mais pour le PCI qui s'emploie à le sauver. C'est à peu près au moment où Togliatti est devenu ministre que Sosso, le tueur de Staline, a massacré Pietro Tresso.

Au Puy comme à Moscou, on assassina les trotskystes et on liquida ceux qui contestaient la terreur. C'est pourquoi on tua le militant Pietro Tresso et le goguenard Paul Maraval. Le sort réservé à cet esprit critique, dont le cadavre fut coulé dans le ciment d'un barrage, est un avertissement pour ceux qui prônent d'abord l'honnêteté politique et le sens moral. Enfin, furent nombreux ceux qui se turent, parce qu'ils ne voulaient pas « diviser, offrir des armes à une droite » qui aurait pu s'emparer de ces crimes en matière d'arguments contre le Parti et l'idéal...

### *La cathédrale du mensonge*

Dans les années cinquante, Nikita Khrouchtchev porta les premiers coups à l'idole, au moment où les peuples



d'Europe centrale et orientale entreprenaient des combats de masse contre le système stalinien et le règne de ses successeurs. Le mineur Henri Turrel, un « dur », quasi illettré, ancien « polo » à Saint-Etienne puis responsable intercadre de zone sud, fut l'un des organisateurs de la révolte d'Eysses. Il décida auparavant de la mise en quarantaine du trotskyste Gérard Bloch à la prison de Nontron. Après les révélations de Khrouchtchev, Turrel brisa le buste de Staline qui ornait le dessus de sa cheminée. D'autres brûlèrent les ouvrages de Joseph Staline. Puis, plus rien...

Mikhaïl Gorbatchev et les nomenklaturistes de l'époque de la *Perestroïka* et de la *Glasnost* devaient, en s'emparant du parti de Staline, achever de plus ou moins bon gré la démolition de la cathédrale des mensonges. C'était nécessaire à la propre survie de ces dirigeants, mais les forces ainsi libérées allaient permettre à l'Histoire de s'ébranler à nouveau. La dissolution de l'URSS, la disparition du Parti communiste de l'Union soviétique étaient dès lors inéluctables.

Ces mouvements irréversibles allaient ravager de fond en comble le territoire mental des témoins du maquis Wodli. Ils découvraient que l'Union soviétique n'avait rien du paradis, qu'on y fusillait les grévistes, qu'on assassinait les opposants, qu'on y torturait dans les hôpitaux psychiatriques et que la police politique y régnait sans contrôle. Ils découvraient que des peuples entiers se soulevaient, dénonçaient l'oppression alors que les experts occidentaux gardaient le plus souvent le silence.

Pour nombre de croyants, c'était l'effondrement d'un monde. On peut imaginer, dès lors, les malaises, les comptes que tant d'hommes ont à régler avec leur mémoire, quand celle-ci ne les a pas purement et simplement abandonnés. Ce qui n'est pas rare, tant la culpabilité finit par étancher toute morale.

Nombreux sont ceux qui nièrent devant la solitaire Barbara.

Le groupe faisait bloc, la solidarité des assassinats imposait le silence. Mais la négation des évidences s'effondra en 1991. Dans les régions de France où il va questionner les anciens du maquis Wodli, Raymond Vacheron constate que les mensonges s'effritent, ne résistent plus à l'évidence. Il n'en est plus à retracer l'histoire du maquis Wodli, son projet de jeunesse, désormais, l'enjeu est tout autre. Il se confie ainsi à un vieux du maquis :

« De quoi aurais-je l'air devant ceux qui me font confiance pour écrire cette histoire, si je feignais d'ignorer, si je dissimulais ces crimes : l'assassinat de quatre d'entre vous, et ensuite, l'organisation méticuleuse du silence ? Ils me diraient : " Ton maquis, c'était pour les tuer qu'il sortait les gens de prison ? " »

Celui-là connaît le pays, les hommes et les circonstances. Certains, peu nombreux à vrai dire, ne disent mot, ils refusent seulement de répondre, mais ne nient plus rien. Une induration douloureuse les révolte au-dedans d'eux-mêmes. C'est le destin des anciens sectaires. Alors, ils inventent et répètent la nécessité de se taire « pour ne pas nuire au Parti ». La grande majorité finit par avouer la vérité, ce qu'ils en ont su ou ce dont ils se souviennent. On la confie à Raymond Vacheron, en le conjurant de n'en rien dire à d'autres camarades du maquis... Combien parmi ces hommes tournent en rond, subissent la cruauté d'interminables insomnies, redoutent des révélations qui ne peuvent plus rester secrètes dans la seule intimité des cercles d'anciens maquisards !

### *Le cortège des victimes*

Ils ont parlé librement devant un magnétophone, et parfois devant l'œil de la caméra. Ils sont entiers, pathétiques

## *Meurtres au maquis*

souvent, avec leur mémoire boiteuse, leurs hésitations, leurs ruses et leurs doutes, le remords, parfois. Car eux aussi furent, d'une certaine façon, des victimes du stalinisme.

« Je voulais réunir tous les anciens, mais il a coupé les ponts. Il m'a dit : " On a tué les trotskystes, moi ça me pose problème de monter une réunion amicale. " »

« Le coup n'était pas valable. Mais il fallait le faire dans le contexte. Demazière s'est sauvé. Il faisait partie de l'Internationale italienne des trotskards. »

« Bousiller des mecs comme ça, c'est quand même dégueulasse. »

« Pendant la guerre, les ordres sont les ordres. Quand il faut le faire, il faut le faire. Mais je ne dis pas que c'est bien. »

« Une fois, j'étais en cellule avec trois trotskystes. On n'avait qu'un peu de bouillon à manger. Eh bien, ils ont renversé ma soupe. Quand on allait se coucher, ils ne me disaient même pas bonsoir. Ils ne m'envoyaient que des vanes. Mais peut-être qu'on aurait pas dû. »

« J'étais parfaitement au courant, et j'étais en désaccord avec cette décision. Je me suis fait dire que je n'avais pas à être en désaccord étant donné que j'étais permanent du Parti. »

« On leur disait : " Vous avez trahi, vous avez trahi la Révolution russe. Je ne me rappelle pas ce que les trotskystes répondaient. " »

« Je n'ai aucune idée de ce que sont devenus les trotskystes. Franchement. Je ne sais pas s'ils ont été liquidés... Mais si cela est, il ne faut pas trop le véhiculer. Il ne manquerait plus qu'on ait ça sur le dos maintenant ! »

« Eltsine, ce con-là, il vend ses archives pour avoir des dollars, pour justifier la confiance qu'il attend de l'Ouest. »

## *De si longues années*

« Je n'ai rien contre votre enquête, mais il y a des choses que je ne raconterai pas et dont il ne faut surtout pas parler. »

« Le PC ne voulait pas que cette histoire se sache. Il s'agissait d'affaires internes aux groupes combattants. Tout le monde n'était pas solidaire des communistes à la Libération. La presse menait une campagne contre nous, "les cocos, terroristes, assassins". Il n'était pas utile de parler de cette affaire. Quant à moi, j'ai pensé qu'on avait eu raison de les liquider dans le contexte de l'époque. »

« En tant qu'ancien membre du PC, je porte une responsabilité dans ce que le Parti a fait de bien, mais dans ce qu'il a fait de mal aussi. Nous avons été trop crédules et pas assez critiques. On le mesure bien désormais. »

« Je ne suis jamais entré au PCF. Jamais ! J'étais un honnête travailleur, je me suis toujours battu. »

« Nous n'étions pas amis, même si nous discussions beaucoup. Les trotskystes se méfiaient de moi parce que j'étais communiste, et moi je me méfiais d'eux parce qu'ils étaient trotskystes. Ils haïssaient Staline et les dirigeants de l'Union soviétique. Ils voulaient aller travailler et militer en Allemagne plutôt que de rester en prison. »

« Les trotskystes, c'était des gens qui avaient créé une IV<sup>e</sup> Internationale... Avec le recul, c'est de la connerie, ce qui s'est passé, parce qu'ils étaient aussi communistes que nous. »

« Trotsky, Kamenev, ils n'ont pas fait de la politique passive, écrite ou verbale : ils ont mené une politique de sabotage. Dans les trains, les usines, ils cautionnaient les actes des saboteurs. »

« A partir du moment où Staline a pris les rênes du pouvoir, il s'est débarrassé de tous ceux qui gênaient son ascension. »

« Les dirigeants de l'époque avaient des œillères. »

## *Meurtres au maquis*

« On a eu la haine contre eux... Les trotskystes, eux, n'avaient pas de haine : Salini me l'a dit. Mais moi, j'avais la haine, on me l'avait apprise, la haine. Je sentais bien qu'ils n'éprouvaient pas de haine à mon égard. A nous, on nous l'avait mise ! Ah, si c'était à refaire... ça et bien d'autres choses ! »

« Les trotskystes savaient bien qu'on leur était opposés. Par nos lectures. Il y a des choses... J'ai jeté le livre de Staline quand j'ai appris qu'il avait tué jusqu'aux camarades. Si c'était comme avant, on devrait tuer même les rénovateurs... Il faudrait tuer l'ancien ministre Rigout. Si j'étais russe, on m'aurait peut-être tué... Faut-il l'éliminer, puisqu'il est reconstruteur ? C'est ce que l'on faisait en Russie. On tuait des camarades. Peut-être que si j'avais été russe et communiste, on m'aurait fusillé comme les autres... »

« Ils étaient purs, les types, ils étaient purs. Ils avaient leurs idées, mais ils étaient purs ; ça n'était pas des traîtres. »

« En France, si on avait suivi les trotskystes, on n'aurait pas eu la résistance qu'on a eue. Ils étaient contre toutes les alliances, avec les gaullistes, avec les autres... »

« Ils étaient corrects, ils n'étaient pas anti-Résistance : ils étaient contre la politique du Parti communiste, car pour eux, c'était la porte ouverte aux alliances avec la bourgeoisie. »

« Je me rappelle, quand on avait vingt, vingt-deux ans, on était éblouis. Quand un chef nous disait " C'est blanc ", on disait " C'est blanc ". On nous a trompés, on nous a fait passer pour des cons. On a pris Staline pour un dieu vivant, pour nous Staline, c'était Jésus-Christ. »

« Les trotskystes ? Ils ne méritaient pas qu'on les tue. Bien sûr, on ne peut pas le dire publiquement. »

**A ceux qui interrogeraient les auteurs, leur demandant pourquoi ils s'attachent à faire la lumière sur quelques**

meurtres à une époque d'effroyables génocides, nous citerons un extrait de la préface de Pierre Naville à l'édition du livre d'Azzaroni :

« Certains amis penseront sans doute qu'il s'agit aujourd'hui de questions " d'histoire ", c'est-à-dire d'un passé qu'ils souhaiteraient voir enterré et qu'ils considèrent comme dépassées ou abolies. Nous leur répondrons qu'une telle conception est justement ce que Staline attendait comme résultat de ses entreprises : " l'oubli d'erreurs ", ou " d'épisodes regrettables ". Sans doute, il faut faire le départ entre les erreurs et actes politiques discutables et ce qui ne peut être qualifié que de traitements criminels. Les erreurs ou les contestations politiques peuvent toujours être exposées et discutées au grand jour entre partisans de la même cause. Mais les crimes réclament l'ombre : on les cache et on les nie. Preuve qu'ils sont indéfendables, hier comme aujourd'hui.

« Sans doute l'époque présente est et a été riche de crimes de masse venus de différents côtés. Des millions d'êtres humains ont *disparu* au cours des dernières dizaines d'années sans laisser de traces. C'est pour eux justement qu'on a inventé le mot génocide. Mais c'est justement l'ampleur de ces sacrifices anonymes qui rend plus urgente la mise en relief d'exemples particuliers de ce qui restera inexpiable. Le sort fait à Blasco est un de ces exemples que n'effacent pas des millions d'autres. En un moment où se profilent des risques, que l'on nous dit calculés, de voir recommencer des holocaustes gigantesques, rien de plus urgent que de proclamer hautement pour chaque individu les droits de l'humanité, les exigences que les hommes se sont formulées de vivre libres dans leurs opinions, même quand ils ne le sont pas pleinement dans leurs volontés et dans leurs actes. L'exemple toujours vivant de notre camarade Blasco atteste que cette exigence et cette protestation sont toujours possibles et nécessaires. »

Le même Pierre Naville écrivait ces mots à propos de l'ami :

## *Meurtres au maquis*

« Un militant éprouvé dont la belle figure morale et politique traversa sans faiblir les plus dures situations : son action et sa personne symbolisent à la fois la lutte sans défaillance pour un idéal politique socialiste sans compromissions, une fidélité totale à ses objectifs et la résistance aux effets abominables des pratiques stalinienne dans le mouvement ouvrier. (...) Tresso fait partie de cette phalange de victimes que tous les Etats finalement s'acharnèrent à détruire, l'URSS comme l'Italie de Mussolini, l'Allemagne d'Hitler et la France de Vichy, parce qu'elle représentait l'avenir vivant du socialisme. Sa personnalité émerge des rangs de cette phalange avec des caractéristiques particulières de courage, d'intransigeance, et en même temps d'humanité profonde. C'est un exemple dont la jeunesse a toujours besoin. »

Il est toujours difficile de conclure une enquête telle que celle-ci sans risquer l'excès rétrospectif. Les auteurs pensent y être parvenus.

Il fallait publier les paroles contradictoires des survivants qui ont appartenu, sans l'avoir mesuré, au camp des tueurs. Ces bribes sont publiées sans apprêts, ni montages, elles s'alignent en un pêle-mêle qui démontre, cinquante ans après, la lenteur de l'Histoire. Ces réflexions restituent un peu de l'identité d'un groupe dans sa vérité morale et politique, ces phrases permettent d'entrevoir de ce qu'étaient les hommes du maquis de Raffy. La tristesse qui en émane est sans aucun rapport avec celle que dut éprouver Barbara, morte à 80 ans, en novembre 1978, un peu plus de trente-cinq ans après la disparition de l'homme de sa vie. Dans son imposante correspondance, elle écrit quelque part : « Ils l'ont assassiné. Bien, mais enfin qu'ils le disent et je trouverai peut-être le repos. » Elle ne l'a pas trouvé.

Comment ne pas éprouver de regrets pour le temps enfui ? Le rythme de la vie qui s'écoule, les développements de l'histoire du monde ont pris du temps. Mais pour les déterministes, l'Histoire choisit toujours le moment de ses propres retournements.

L'avocat Gérard Rosenthal, Jean van Heijenoort, le secrétaire de Léon Trotsky, et Pierre Naville ont disparu, mais ce qu'ils ont avancé et inlassablement répété sur tant de tribunes, celles, par exemple, de la Commission pour la vérité sur les crimes de Staline, est aujourd'hui confirmé. Trop tard pour eux.

Ces dettes évoquées, revues et honorées, il nous reste cet envoi que nous adressons à tous ceux qui participèrent de près et de loin à cette tragédie. Grâce leur soient rendues pour la parole vive qu'ils ont enfin reprise. Le message de Pietro Tresso, qu'ils ne pouvaient entendre hier et qu'aujourd'hui enfin ils peuvent admettre, fut écrit du fond de la langueur insane du cachot. Il s'agit de quelques réflexions sur la jeunesse et l'exigence de vérité, écrites de la prison de Lodève en 1942 pour sa belle-sœur, Gabriella :

« C'est justement parce que nous sommes encore jeunes que nous nous retrouvons en dehors des diverses églises. Les mêmes aspirations morales, qui dans notre jeunesse nous ont poussés vers un parti, nous ont poussés à le quitter quand nous avons été en désaccord avec lui. Si nous étions devenus vieux, nous aurions écouté " la voix de l'expérience " ; nous serions devenus " sages " ; nous aurions eu recours, comme tant d'autres, au mensonge, à la fourberie, à la révérence aux divers " fils du peuple <sup>1</sup> ". Mais ça ne m'était pas possible.

« Pourquoi ? Parce que nous sommes restés jeunes. C'est pourquoi nous sommes toujours insatisfaits de ce que nous avons, pourquoi nous aspirons toujours à quelque chose de mieux. Et ceux qui ne sont pas restés jeunes sont en réalité devenus cyniques. Pour eux, les hommes et l'humanité ne sont que des instruments, des moyens qui doivent servir à leurs buts personnels, même quand ces buts sont dissimulés sous des phrases d'ordre général. Pour nous, les hommes et l'humanité sont les seules, les vraies réalités existantes. Naturellement, ce que je dis est bien abstrait. Et il serait encore nécessaire d'établir un lien entre les

---

1. Allusion à Maurice Thorez. Sa biographie officielle portait ce titre.



## *Meurtres au maquis*

forces morales qui sont en nous et la réalité quotidienne. Et c'est là que surgissent les véritables difficultés...

« Une chose est cependant certaine : il est impossible de supporter en silence ce qui heurte les sentiments les plus profonds de l'homme. Nous ne pouvons admettre comme justes les actes que nous savons être injustes. Nous ne pouvons dire que ce qui est faux est vrai et que ce qui est vrai est faux, sous prétexte que cela peut servir à telle ou telle force en présence. Définitivement, cela retomberait sur l'humanité entière, c'est-à-dire sur nous-mêmes, et cela briserait la raison même de tous nos efforts <sup>1</sup>. »

Nous souhaitons ardemment que les survivants de la prison du Puy-en-Velay et du maquis de Raffy qui liront ces lignes comprennent que ce livre est un message venu de loin. Pour eux, pour nous, pour les générations futures, pour « les hommes » et l'humanité, dont Pietro Tresso disait qu'elle était « l'unique réalité existante ».

Il est temps, enfin, d'exposer toutes les vérités du siècle. Que ceux chez qui brûle encore une étincelle de la flamme qui consumait Pietro Tresso et qui se sont tus pendant des décennies rompent le silence. S'ils se taisent, l'idéal de leurs vingt ans disparaîtra avec eux. Tandis que Pietro Tresso, *Blasco*, restera jeune pour toujours.

---

1. Lettre de novembre 1942, A. Azzaroni, *op. cit.*, p. 273.

## REMERCIEMENTS

Respectant les réticences de quelques témoins, les auteurs ont décidé dans certains cas de désigner par des initiales les témoignages de ceux qui participèrent à la tragédie.

Autant qu'ils le pouvaient, les auteurs ont tenté de s'effacer, de brider leur subjectivité. Ils ont cherché à rétablir la vérité des faits, à cerner les responsabilités, en sachant combien cela pouvait être cruel pour ceux qui, à l'automne de leur vie, sont confrontés au souvenir de meurtres auxquels ils participèrent ou qu'ils avalèrent.

Ils tiennent à rendre hommage à ceux, aujourd'hui disparus, qui entreprirent cette enquête voici plus d'un demi-siècle.

Au sociologue Pierre Naville, à l'avocat Gérard Rosenthal, à l'écrivain Ignazio Silone, au docteur Schwartz, au militant Alfonso Leonetti, au docteur Schmierer et à l'essayiste Alfredo Azzaroni. Une grande part de cette enquête fut réalisée par l'admirable Barbara, la veuve de Tresso, morte sans savoir. Les auteurs doivent une reconnaissance émue à l'historien Marc Bloch et au docteur Yves de Boton, chef adjoint du service de renseignement des Mouvements unis de la Résistance, qui révélèrent tous deux la captivité de Pietro Tresso et de ses compagnons. Ces deux belles figures ont été fusillées par les hitlériens.

Il faut mentionner Albert Demazière, le survivant, Paul Parisot, Louis Bonnel, Rudi Prager, et remercier ce jeune homme de 78 ans, l'indestructible ancien de Mauthausen, Jean-René Chauvin, qui secourut les auteurs et chahuta la mémoire ensommeillée d'un témoin capital qu'il finit par réveiller. Les auteurs n'oublient pas leur dette envers Roland Lewin, Lucien Bastet, Norbert Reynier, qui leur ont ouvert leur documentation. Ils ont conscience de ce qu'ils doivent à Guy Serbat, qui fut un important chef FTP

## *Meurtres au maquis*

et continue d'être un homme de science, ainsi qu'à Jean-Yves Boursier dont l'extrême érudition est encore, bien à tort, ignorée.

Carine Barbier, Martine Pierron, Françoise Rambaud, Cyril Rousseau, ont consacré des heures aux joies du décryptage, Josette Coche et Jacques Rouvière à celles de la dactylographie. Catherine Sinet a filmé des moments importants de l'enquête, un outil décisif.

Enfin, mille mercis au Musée de la Résistance et de la Déportation Joseph-Lhomède à Frugières-le-Pin, Haute-Loire.

## **ANNEXES**

---



## ANNEXE I

---

*Pietro Tresso ne put écrire que quelques rares lettres de ses divers lieux de détention. Ces lettres de prison<sup>1</sup> sont adressées à Barbara. Le règlement de l'administration pénitentiaire spécifiait que les missives ne pouvaient pas dépasser trente lignes et que chaque détenu ne pouvait écrire que deux fois par mois.*

### **Pietro Tresso à Barbara**

Lodève, le 15 octobre 1942

Ma chère, ma très chère petite,

J'ai reçu ta lettre du samedi ainsi que la photographie de Cocola (*Barbara*, NdA). Je suis particulièrement content pour la photo. J'aime bien avoir ma petite auprès de moi, quoique je l'eusse déjà bien vivante devant mes yeux. Je la vois surtout à son retour du travail, bien contente pour la besogne accomplie et toute heureuse de me trouver à la maison, et de pouvoir me raconter les faits de la journée. Je la vois aussi pendant le petit parcours qu'on fit ensemble sur le camion, quand, les yeux mouillés de larmes, elle me disait : courage, courage. Oui, j'en aurai du courage, autant qu'il en faudra et pour toutes les circonstances ! Je regrette beaucoup que ma lettre t'aie un peu choquée. Que veux-tu, ma bonne et douce amie, mon langage est bien déterminé par les circonstances. Et il ne faut pas y faire trop attention. Je ne t'ai pas encore raconté comment je passe ma journée ici et quel est le régime auquel nous sommes soumis. Je ne le ferai pas non plus cette fois, car nous sommes encore un peu en l'air. Je peux te dire que pour l'instant, nous sommes logés dans une

---

1. *Commission pour la Vérité sur les Crimes de Staline*, Paris, 1965.

## Meurtres au maquis

vaste pièce, avec deux grandes fenêtres où l'air et la lumière ne manquent absolument pas. Notre sortie dans la cour est, pour le moment, absolument irrégulière, mais en moyenne c'est presque satisfaisant. C'est presque certain, néanmoins, que notre régime au grand air sera amélioré. Pour le reste, nous avons toute la journée à notre disposition pour étudier ou faire ce que bon nous semble. Tu vois, donc, que ma vie est presque enviable par rapport à la tienne, car j'imagine bien tous les petits et gros problèmes que tu es obligée de résoudre à chaque pas. A commencer par celui du travail et du pain quotidien...

Ce que je te recommande le plus, c'est de soigner ta santé. Choisis bien tes amitiés en te rappelant qu'il vaut mieux être seuls que mal accompagnés<sup>1</sup>. Ecris-moi sur tes lectures, sur tes amusements et aussi sur tes chagrins. Profite – si tu as la possibilité – de ces magnifiques journées d'automne pour visiter les alentours de Marseille. Je sais que tu les aimes beaucoup.

\*  
\* \*

Pietro Tresso, matricule 494

Lodève, 20 octobre 1942

... Le résultat de l'analyse de mon crachat est négatif. Tant mieux. Une fois de plus, pourrais-tu m'envoyer le livre de Naville et celui de Joseph Conrad... Je suis content de savoir que tu as accompagné Michou à voir *Blanche-Neige*. Tâche de te distraire le plus possible. Quant à savoir si les sentiments de justice (car, au fond, il me semble qu'il s'agit de cela) exprimés par les gosses sont innés ou non, il faudrait beaucoup de pages pour l'établir convenablement. Pour mon compte, je crois que le problème est plutôt mal posé. Les sentiments et les idées de justice, me semble-t-il, ne peuvent surgir et se développer que dans la société. Les uns et les autres marquent le degré et la nature du développement des rapports entre les hommes. Au cours du développement de la société, l'idée et les sentiments de justice se modifient et parfois changent de fond en comble. L'idée chrétienne de justice, par exemple, diffère profondément de l'idée

---

1. Il s'agit d'une recommandation pour éviter une nouvelle arrestation.

## Annexe I

païenne. L'idée de justice qui s'exprime à travers la déclaration des droits de l'homme est, en réalité, opposée à celle qui s'exprime à travers beaucoup de formules « dernier-cri ». Mais d'autre part, les sentiments et les idées de justice présupposent, non seulement l'existence de la société humaine, mais aussi celle de l'homme. C'est-à-dire l'existence d'un être organisé d'une certaine façon et pas d'une autre. Ce qui revient à dire que, ainsi qu'il est impossible de concevoir l'homme en dehors de la société, il est impossible aussi de le considérer en dehors de certains sentiments et idées de justice. Ces sentiments et idées ne sont pas innés, mais, en même temps répondent ou expriment des nécessités organiques de l'espèce humaine. Quand l'enfant applaudit à la mort de la mauvaise fée, il n'exprime pas seulement quelque chose d'appris, mais aussi quelque chose de vital pour lui-même. La mauvaise fée est celle qui lui peut causer du mal, donc, à bas la mauvaise fée ! Mais glissons... Ne t'en fais pas : je n'ai aucun rapport avec les dévots de Joseph, et cela, du reste, pas par ma faute. Je les ignore autant que possible. A part ça, je me porte bien d'esprit et de corps... Combien de peines as-tu pour vivre ? Ah, que je voudrais être à tes côtés en ce moment. De tous les points de vue je serais plus utile en dehors qu'en prison... Je viens de recevoir une belle lettre de Silone. Prière de lui écrire en le remerciant et en m'excusant de ne pas pouvoir lui répondre directement, car je n'ai que deux lettres par semaine que je réserve pour toi...

\*  
\* \*

**Pietro Tresso à Gabriella Maier**<sup>1</sup>

Prison de Lodève, prison militaire, novembre 1942.

Ma chère Gabrielle,

Je viens de recevoir votre belle carte du 31 octobre. Vous me demandez si j'ai reçu votre lettre. Voici ce que j'ai reçu de Suisse : votre carte du 7-10, adressée au Fort Saint-Nicolas et qu'on m'a fait suivre ici ; votre lettre du 18-10 et votre dernière

---

1. Sœur de Barbara.



## *Meurtres au maquis*

carte. Ensuite, j'ai reçu une lettre de Silone, datée du 17-10. A aucune de ces lettres je n'ai pu répondre directement. Je ne dispose que de deux lettres par semaine et pour des nécessités pratiques ainsi que pour des raisons que vous imaginez bien, je dois les réserver à votre sœur. C'est pourquoi j'avais prié Barbara de m'excuser auprès de vous. Mais certainement elle n'aura pas eu le temps et la tête pour le faire. D'autre part, que vous dire maintenant ? Vous êtes certainement renseignée sur mes conditions de vie ici. Depuis les premiers renseignements que je vous ai donnés, aucune modification n'est intervenue. Je me trouve dans une cellule avec trois autres amis, dont deux étaient impliqués dans la même affaire que moi et un troisième que j'ai retrouvé ici. Notre cellule a une cubature de 63 mètres. Une grande fenêtre nous ouvre la vue sur une grande place du pays et sur les collines environnantes. A certains égards, j'ai presque l'impression de me trouver devant le même panorama que j'admirais le soir, assis en haut de l'escalier, devant la porte de ma cuisine dans mon patelin natal ! Pour la nourriture, tout va bien jusqu'à maintenant. Entre l'ordinaire, les colis et la cantine nous ne nous apercevons presque pas des restrictions. Je suis convaincu que votre sœur a beaucoup plus de mal que moi pour se nourrir suffisamment. A part le temps de récréation au grand air – deux heures, parfois quatre heures par jour –, nous passons notre temps à lire, à étudier ou à causer et à jouer (très rarement) aux échecs entre nous. Nous avons déjà toute une petite bibliothèque à nous. Nous pouvons recevoir des livres de caractère scientifique et de toutes sortes, excepté des livres directement politiques. Naturellement, il peut arriver qu'un livre soit jugé – à tort ou à raison – comme politique et dans ce cas, il peut être retenu. J'ai porté ici avec moi trois livres traitant des problèmes financiers. (*Les Expériences financières d'après guerre*, de Bonnet, édition d'Armand Colin ; *D'où vient tout cet argent ?*, de Ernst Wageman, et *La Science de la Bourse*, de O. Doumer.) Nous avons des livres sur la théorie de la relativité de Einstein, sur les théories généticiennes de Jean Rostand, sur l'histoire de la médecine, de la chimie, etc. Votre sœur m'a envoyé neuf petits volumes de la collection des classiques. Nous avons des grammaires anglaises et allemandes, quelques romans et quelques livres d'histoire. Nous avons aussi des traités d'algèbre et de géométrie, ainsi que de physique. En somme, pour l'instant nous avons de quoi occuper notre temps. Naturellement, si nous devons rester ici pendant dix ans, nous aurons le temps de lire tout cela et autre chose encore ! Mais nous sommes, malgré tout,

## Annexe I

des optimistes et nous pensons devoir déménager d'ici bien avant le terme qui nous a été fixé par le Tribunal militaire.

Le point noir pour nous ici, ce sont nos rapports avec les staliniens. Pour ces messieurs, nous sommes, naturellement, une bande de vipères lubriques et tout le tralala que sans doute vous connaissez. Par conséquent, nos rapports avec eux se résument dans le manque de tout rapport, quel qu'il soit. Eux nous ignorent et nous les ignorons. Au point de vue personnel, cela ne me gêne nullement, mais leur haine contre nous est sans bornes. Tant pis. Quant aux possibilités de me rendre visite, cela est plus difficile. D'autre part, les visites ont lieu derrière un double grillage métallique en présence d'un gardien et pendant une demi-heure. Ce qui fait que les visites ne sont nullement sollicitées par les prisonniers. En tout cas, on verra cela d'ici quelques mois.

Dans une lettre que j'ai écrite à votre sœur, j'ai touché quelque peu un argument indiqué par Silone à propos de Pietro Spina<sup>1</sup>. Je m'en voudrais de répéter ici la même argumentation. Je dirai seulement que c'est justement parce que nous sommes restés jeunes que nous nous trouvons pratiquement en dehors des diverses « églises ». Les mêmes aspirations morales qui nous ont poussés, dès notre jeunesse, à l'intérieur d'un parti, nous ont poussés en dehors dès qu'elles se sont trouvées en désaccord avec ce qu'on appelle les nécessités pratiques. Si nous avions vieilli, nous aurions entendu la voix de l'expérience ; nous serions devenus des « sages », nous nous serions adaptés, ainsi que beaucoup d'autres, à la rue, au mensonge, au sourire obséquieux envers les divers « fils du peuple », etc. Mais cela nous a été impossible. Pourquoi ? Parce que nous sommes restés jeunes. Et pour cela toujours insatisfaits de ce qui est et aspirant toujours à quelque chose de mieux. Ceux qui ne sont pas restés jeunes sont en réalité devenus des cyniques. Pour eux, les hommes et toute l'humanité ne sont que des instruments, que des moyens qui doivent servir à leurs buts particuliers, même si ces buts sont couverts avec des phrases d'ordre général ; pour nous, les hommes et l'humanité sont les seules véritables réalités existantes. Naturellement, tout ceci est bien générique. Encore faudrait-il établir la liaison nécessaire entre les forces morales qui sont en nous et la réalité quotidienne. C'est ici que les véritables difficultés surgissent. Mais une chose me paraît certaine : il est impossible de supporter en silence ce qui heurte les sentiments les plus profonds de l'homme. Nous ne pouvons pas admettre comme justes les actes que nous

---

1. Personnage d'un roman de Silone.

## *Meurtres au maquis*

sentons et nous savons être injustes ; nous ne pouvons pas dire que ce qui est vrai est faux et ce qui est faux est vrai sous prétexte que cela sert à telle ou à telle autre des forces en présence. En définitive, cela retombe sur l'humanité tout entière et, donc, sur nous-mêmes ; et cela briserait la raison même de notre effort... Excusez-moi, ma chère amie, de cette digression. Dites-moi plutôt comment vous vous portez, vous et les vôtres...

Bonne poignée de main, et au revoir !

Votre Pierre

\*  
\* \*

**Pietro Tresso à Barbara**

Vendredi, le 23-10-1942

Ma chère et douce amie,

J'ai reçu tes lettres du 18 et du 21 de ce mois, ainsi que le mandat de 70 francs... Je crois qu'il sera bien inutile d'aller voir le père (dominicain). Pour moi, il ne peut rien faire. Quant à tes visites, je ne saurais dire s'il pourra les faciliter. En tout cas, si tu le visites, il ne te mangera pas. Mais ne te fais pas d'illusions. Peut-être le seul moyen de nous revoir sera... de nous marier ! Ne fais pas d'attention à l'ordre (ou désordre) de mes lettres, car je les écris par bribes et par morceaux. Par exemple celle-ci, je l'ai commencée ce matin et je la terminerai après-demain, dimanche, avant de la donner pour l'expédition. Comme ça tu auras mes nouvelles d'à peu près tous les jours !

Et maintenant, quelques mots sur un problème soulevé par Silone : « Nous nous sommes comportés comme des enfants qui parient des millions qu'ils ne possèdent pas à un jeu dont ils ignorent les règles. » Hélas, quant aux règles du jeu de la vie sociale humaine, les connaissons-nous jamais ? Car, à mon avis, ces règles n'existent pas. Chaque jour a ses problèmes, et pour les résoudre il est inutile de s'en référer à l'expérience du jour précédent. Chaque jour est – on peut le dire – unique ; et il commande des « règles » qui ne valent que pour lui. Aujourd'hui, nous croyons voir les choses et leurs rapports mieux de ce que

## *Annexe 1*

nous ne le voyions il y a vingt ans. Mais en sommes-nous bien sûrs ? Oui, nous nous sommes comportés comme des enfants, mais les millions que nous avons pariés, nous les avons. Nous les avons dans notre jeunesse et dans notre cœur, qui débordaient d'un besoin d'action et de sacrifice presque infinis pour faire de l'Humanité quelque chose de meilleur que ce qu'elle est maintenant. Nous avons parié plus que des millions là-dessus, nous avons parié notre vie. Et nous avons été à un certain moment littéralement assommés par la découverte de tant de mesquinerie, de bassesse, de misère morale autour de nous. Nous parlions le même langage que les autres, mais sa signification était, pour les uns et pour les autres, différente et même opposée. Pour nous, nous disparaissions dans l'humanité ; pour les autres, l'humanité commençait par eux-mêmes. Et, au fond, avons-nous réellement changé ? Sommes-nous aujourd'hui réellement plus sages qu'il y a vingt ans ? Et pourquoi sommes-nous, donc, reportés vers notre enfance et notre adolescence ? Car il serait vain de le nier, c'est dans les sentiments et dans les aspirations de notre première jeunesse et de notre adolescence que nous puisons aujourd'hui les forces pour continuer notre route. A un certain moment, nous avons cru trouver la possibilité de développer nos sentiments par le moyen d'une certaine formation politique, mais la « réalité » nous a bientôt rejetés sur le rivage. Et cela démontre justement que nous sommes des enfants. Pietro Spina aussi, et aussi son vieux Professeur, se sont trouvés, à un certain moment, rejetés hors du courant. Tous les deux, pour se rencontrer, ont dû, d'abord, être hors de leur « Eglise » respective. Tous les deux étaient virtuellement des bannis ; et ils étaient des bannis parce que la vie, qui avait usé leurs corps, avait rajeuni leur cœur et les avait ramenés à leur point de départ. Nous avons parfois apparemment oublié et même combattu certains principes moraux appris presque en même temps que la parole, mais en réalité, en étions-nous bien détachés ? Et si, au lieu d'être restés des enfants, nous étions devenus des vieux, que pourrions-nous dire à la jeunesse d'aujourd'hui, de demain et de toujours ? Mais je dois terminer ma lettre. Peut-être la continuerai-je une autre fois... Je reçois ta lettre très triste du 23. Je répondrai à la prochaine... Donne-toi du courage, ma chère petite. Espérons que les choses iront mieux dans l'avenir. Ecris-moi autant que possible. Bien, bien affectueusement, ton Pierre.

Pierre Tresso, matricule 494.  
Prison militaire Lodève (Hérault)

## Meurtres au maquis

\*  
\* \*

Prison départementale Le Puy (Haute-Loire)  
Le 30 janvier 1943

Ma bien chère, cette lettre, je ne la donnerai que demain soir, dimanche, mais je veux l'écrire aujourd'hui même pour pouvoir m'entretenir un peu plus avec toi. Et d'abord, j'accuse réception de tes lettres du 21, 25 et 26 et de tes cartes du 22 et du 26 courant. Je tâcherai de te répondre en détail...

Je suis très content du fait de la récupération du petit souvenir. Garde-le toujours avec toi ou dépose-le en lieu sûr, de façon qu'il ne s'égare pas. M. Kuns s'est démontré vraiment chic pour l'occasion<sup>1</sup>...

Les clés de ma logeuse sont ici avec moi. Je ne sais pas encore si j'ai le droit ou non de les faire expédier. Je voudrais bien pouvoir le faire car dans ce cas, j'en profiterais pour te faire parvenir aussi ma montre ; souvenir à la fois de ma mère et de la guerre de 1914. Pourrais-tu m'indiquer l'adresse de l'éditeur de la *Psychologie américaine* de Pierre Naville<sup>2</sup>? Je voudrais demander à celui-ci de m'envoyer une copie gratis en... signe d'amitié ! Le livre de Paul Nizan dont tu me parles dans la lettre du 21 est-il intéressant ? Vaut-il la peine que je le lise ? Pour le thermos, ne te donne pas trop de peine : on nous donnait chaque matin un quart d'eau chaude avec laquelle nous pouvions nous faire un peu de tisane. Mais depuis deux jours, l'eau a disparu. Pourquoi ? Mystère. Dans ma deuxième lettre, je vous parlerai de Cocola (*Barbara*, NdA). C'est d'elle, surtout que je me préoccupe. Pour l'instant, je te salue bien, bien affectueusement.

Pierre

\*  
\* \*

---

1. Chancelier du fort Saint-Nicolas qui, contrairement au règlement de la prison, avait rendu à Barbara deux piécettes d'or suisse, souvenir donné par elle à Blasco, et qui servirent à acheter un colis.

2. Il s'agit de *La Psychologie, science du comportement*, publié en 1942. Cet ouvrage avait fait l'objet d'une enquête de la police de Vichy, qui établissait une relation entre le contenu américain de ce livre et les accusations contre Pietro Tresso (relations avec les Etats-Unis).

## Annexe I

Prison Le Puy, le 11 avril 1943

... J'ai lu d'un seul trait le livre de Lussu que j'ai trouvé très passionnant. Il parle d'endroits qui me sont familiers et que j'ai encore bien clairs devant les yeux. Pourtant, au cours de l'offensive autrichienne de 1916 je ne me trouvais pas dans le même secteur que la brigade de Lussu. Nous nous sommes portés sur le haut plateau d'Asiago par la gauche au lieu que par la droite. Notre route était Vicenza-Piovene... Monte Panval Carcaglia et Punta Corbin. Notre batterie, postée sur les côtes de Monte Sum, devait battre les positions autrichiennes qui se trouvaient en avant de Velo d'Astico, aux environs de « La Madonnina », la villa très renommée d'Antonio Fogazzaro, l'auteur du *Piccolo mondo antico*, etc. Après, nous nous sommes portés à Punta Corbin et notre tâche était de battre le fond de la Val d'Astico et le haut plateau de Tonezza. Tout en étant donc sur le même massif du haut plateau d'Asiago, notre secteur d'opération était autre. Plus tard, j'avais changé de régiment et je changeais encore de secteur en montant sur le Pasubio... Tout cela est déjà vieux de bientôt vingt-sept ans et pourtant il me semble que c'est hier. Le livre de Lussu, que je relirai encore, m'a fait revivre cela avec une intensité poignante. Un autre livre, mais d'un caractère tout différent, que j'ai lu cette semaine est *La Guerre des boutons* de Pergaud. Tu le connaissais déjà et je me souviens que tu t'amusais infiniment sur ces pages riantes et fraîches comme est riante et fraîche la jeunesse.

\*  
\* \*

Le Puy, le 4 avril 1943

... Je pense aux chasseurs alpins que toi, étendue au fond d'une barque et bercée par les vagues, tu as entendus chanter « con qual cuor morettina tu mi lasci » tandis qu'ils clouaient des planches. Les pauvres, aujourd'hui, ils chantent et demain, peut-être, ils seront morts ou ils détruiront d'autres jeunes, aussi insouciantes qu'eux-mêmes. Ainsi, comme tu le sais, ces chasseurs alpins sont originaires d'une des régions les plus pauvres de la péninsule. Leurs mères, leurs pères sont des paysans qui sur la fin de leur vie espéraient et espèrent se reposer

## *Meurtres au maquis*

sur le travail de leurs enfants... Et entre-temps, ils mènent une vie de misère, de douleur et de chagrin. Dans leurs maisons, les repas sont ceux du « hareng du pousse-pousse ». Tu ne sais pas ce que cela veut dire. Je te renseigne tout de suite. Dans les familles des paysans très pauvres en Vénétie, on prend un hareng et on le suspend avec une ficelle au plafond de façon qu'il tombe juste à la hauteur de ceux qui sont assis autour de la table pour manger. Chacun de la famille a devant soi deux ou trois tranches de polenta dont une bouchée est déjà prête dans la main. Alors, le chef de famille, avec sa bouchée de polenta donne le premier coup de pousse au hareng en le dirigeant vers le fils qui se trouve à sa gauche; et sitôt le coup donné, il jette dans sa bouche la bouchée de polenta « graissée » par son contact instantané avec le hareng. Le fils qui se trouve à la gauche du père, lorsque le hareng arrive à sa portée, lui donne aussi un coup de pousse avec la bouchée de polenta qu'il tient dans sa main, en le dirigeant – le hareng – à son tour envers celui de ses frères ou sœurs qui se trouve à sa gauche. Et, comme le père, sitôt le coup de pousse donné, il jette la bouchée de polenta « graissée » dans sa bouche. Le troisième répète l'opération de son père et de son frère, le quatrième, idem, et ainsi le cinquième, le sixième, etc. jusqu'à ce que le hareng, ayant fait le tour de la table, revient devant le père, et alors l'opération, c'est-à-dire un nouveau tour, recommence. Et cela continue jusqu'à ce que tout le monde ait fini son assiette de polenta! Tu vois, donc, du commencement à la fin du « repas », le hareng, suspendu par la queue, faire le tour de la table, poussé par les coups successifs de tous les commensaux. Si un des commensaux, âgé de plus de sept ans, ne réussit pas à donner le « coup » de pousse au hareng qui lui passe devant le nez, tant pis pour lui, il doit manger sa bouchée de polenta sans la « graisse » du hareng! Ainsi que tu peux imaginer, un hareng « mangé » de la sorte suffit comme « companatico » (fricot) pour toute une saison pour une famille de six, sept, dix personnes et même plus! Ceci est sans doute une caricature des repas réels des paysans pauvres de la Vénétie, mais toute caricature n'est-elle pas une manière d'exprimer la réalité? J'éprouve donc pour ces pauvres chasseurs alpins une immense pitié, car il me semble qu'ils font vraiment partie de ma chair et de mon sang.

\*  
\* \*

## Annexe I

Le Puy, le 4 avril 1943

... Peut-être dois-je faire l'hypothèse que encore une de tes lettres s'est égarée. Car je suis certain que tu m'as écrit. Dans des cas pareils, je deviens terriblement et, peut-être, injustement soupçonneux. Parfois, le gardien de service confie la distribution du courrier à des jeunes condamnés politiques qui tous sont des dévots de Staline. Alors, je me demande si par hasard ils n'ont pas reçu de leurs chefs la suggestion de subtiliser notre courrier dans la mesure du possible. Je répète que cette hypothèse est peut-être injuste, mais comme je les connais, les staliniens, j'ai bien raison d'être méfiant. En tout cas, on verra. Ce qui est regrettable, c'est que je devrai attendre jusqu'à dimanche prochain avant de te répondre. En revenant au courrier, je dois ajouter que non seulement deux lettres adressées à moi se sont égarées, mais aussi une lettre adressée à Reboul, et, je crois, une lettre adressée à Sadek. Par hasard ou autre chose ? On verra... Que dois-je te dire encore ? Que nous attendons toujours avec une grande anxiété les publications admises, dans l'espoir d'y trouver les nouvelles que nous souhaitons le plus. Mais, hélas, elles n'arrivent pas souvent, les bonnes nouvelles. D'ailleurs, pour moi, la seule bonne nouvelle que j'attends est celle de la paix. Une paix dont aucune nation n'aurait à se plaindre, car toutes devraient trouver en elle le moyen de se développer.

\* \* \*

Le Puy, 22 avril 1943

Ma bien chère amie, ainsi que je t'en avais avisée dans ma dernière de dimanche, notre courrier sera retiré, exceptionnellement cette semaine, deux jours à l'avance. Cela, d'un côté, a ses avantages ; en m'offrant la possibilité de t'écrire avant l'écoulement de la semaine entière, et ensuite, en te permettant d'avoir de mes nouvelles – malgré les vacances de Pâques – au plus tard mardi prochain. Mais, d'un autre côté, cela a aussi ses inconvénients, étant donné que je dois écrire celle-ci avant d'avoir une réponse à ma lettre de dimanche dernier et que je devrai, après, attendre dix jours – jusqu'au dimanche après Pâques – avant de



## *Meurtres au maquis*

t'écrire de nouveau. Dix jours... presque un siècle. Mais on ne peut avoir tout à la fois ! J'ai bien reçu ta lettre de samedi 17 c. M. avec les pronostics de Payot <sup>1</sup>. Ils sont intéressants, mais je me garderai bien de me laisser influencer par eux. Tous les pronostics faits par qui que ce soit au cours de cette guerre se sont avérés inconsistants, excepté ceux, malheureusement, qui affirmaient que le conflit serait long... Passons. J'ai reçu aussi tes cartes du 19 (reproduction de la *Vierge au lapin* du Titien) et celle du 20. Ton colis avec le pain d'épices, olives, etc., avec l'assiette de bakélite, la branche de fleurs, le bouton de rose et le rameau de buis est arrivé en ordre. Tout comme sont arrivés les six « alouettes », l'orge gonflée et le reste. Je te remercie particulièrement pour les fleurs. Elles sentaient bon, très bon, et je les mettrai dans le même bouquet avec les violettes et la branche de mimosas qui est toujours devant moi. Tu es vraiment bien gentille, ma bonne amie. Si mes remerciements vont surtout pour les fleurs, il va de soi que je n'oublie pas le reste. Mais sur cela, je crois de mon devoir de répéter une fois encore que tu fais trop pour moi. Tu te saignes littéralement, et cela n'est pas bien du tout. Si tu as quelques moments, utilise-les pour toi-même et pas pour moi. Ce sera le meilleur moyen pour... Le temps est splendide en ce moment, ma cellule est inondée de soleil. La pièce est claire et presque gaie : ce qui me permet non seulement de supporter plus facilement ma réclusion, mais presque d'aimer le pauvre réduit dans lequel je me trouve. Quel être merveilleux que l'homme ! Il réussit à s'adapter et même à se complaire dans des situations qui, vues de dehors (j'entends vue de dehors de soi-même) lui semblent intolérables. J'éprouve ici à peu près le même sentiment que j'éprouvais dans la tranchée pendant la guerre 1914-1918. Je me souviens qu'au moment de partir en permission – et Dieu sait si mes permissions ont été rares –, deux sentiments se combattaient en moi : l'un qui me pressait de mettre les pieds au cou pour me précipiter hors de l'enfer de la guerre, l'autre, par contre, qui m'obligeait à rester encore un peu, encore un tout petit peu dans la boue, parmi les hommes qui souffraient tant et qui, néanmoins, savaient s'amuser encore au contact de tout ce qui pouvait d'un moment à l'autre être englouti par la mort. N'est-ce pas la preuve que la souffrance est aussi nécessaire à l'homme ? Je divague. Je suis en train de relire *Les Faux-Monnayeurs* de Gide. Je trouve le livre, si possible, encore mieux qu'à la première lecture. Non que je partage en tout ou en partie

---

1. René Payot, du *Journal de Genève*.

## Annexe I

ses idées ; il ne s'agit pas de cela, quoique quelques-unes de ses observations soient bien pertinentes. Mais il a le grand mérite de nous faire toucher en quelque sorte l'homme dans les coulisses de soi-même. Et cela, avec des moyens apparemment très simples, parfois avec une simple phrase, un seul mot. Parfois encore, en étalant les « qualités » visibles, apparentes, extérieures, du sujet. Quelques observations cueillies au passage : « A mesure qu'une âme s'enfonce dans la dévotion, elle perd le sens, le goût, le besoin, l'amour de la réalité. » Et cette autre : « Je reste ahuri devant l'épaisseur du mensonge où peut se complaire un dévot. » Applique cela, par exemple, aux innombrables « dévots » de la politique et tu seras édifiée. Lorsqu'autour de moi j'entends certaines conversations, je suis obligé de me demander quel est le cerveau le plus bouché, celui d'une paysanne qui croit à un bon Dieu avec barbe et moustaches, assis sur les nuages, ou celui des dévots de Saint-Joseph (Staline). En tout cas, je t'assure qu'il y a de quoi être ahuri devant « l'épaisseur de mensonges » dans laquelle ils se complaisent ! J'ai donné à lire à M. Albert (Albert Demazière, impliqué dans le même procès que Blasco, NdA) le livre de Lussu. Il en est enchanté. Chaque fois qu'on se rencontre au préau, il éprouve le besoin de m'en parler et il me demande : « As-tu lu tel épisode et tel autre, et l'autre encore ? » Et bien qu'il sache que j'ai, par deux fois, lu et relu le livre, il me raconte de nouveau les divers épisodes et il se marre littéralement. Pour lui, c'est surtout le comique qui se dégage des pages lourdes de tragédie qui le frappe, pour moi, c'est la tragédie elle-même. Deux tempéraments différents, deux façons d'accepter la réalité. En tout cas, Lussu a obtenu ici, en prison, un véritable succès. Quel dommage qu'il ne puisse le savoir ! Choses pratiques : s'il t'est possible, à la première occasion envoie-moi un dentifrice (quelconque), une règle à calcul et un petit rapporteur. La règle à calcul et le rapporteur, tu les trouveras à la Librairie scolaire qui se trouve à droite, sur le boulevard Garibaldi, en montant de la Canebière vers la Bibliothèque municipale. Si tu trouves *L'Allemand sans peine*, ou une grammaire allemande, achète-la pour Margot, la femme de M. Reboul<sup>1</sup>. Celui-ci craint qu'autrement, son père ne se débrouille jamais pour l'acheter. M. Demazière a reçu les livres et te remercie.

Cette semaine, je t'écris une seule lettre, mais je crois que tu ne perdras pas beaucoup quand même. J'ai l'impression – en observant ton écriture – que ces derniers temps, tu es plus ner-

---

1. Arrêtée, puis déportée et morte en camp de concentration.

## *Meurtres au maquis*

veuse que d'habitude. A cause de la situation générale sans doute, mais à cause aussi – c'est ce que je crains – de tout le travail que tu dois faire pour les uns et pour les autres. Eh bien, plaque tout et pense d'abord à toi-même. J'aimerais beaucoup savoir où tu en es avec ton arithmétique. Quel martyr que cela doit être pour toi. Mais il faut de la force de volonté pour réussir en quoi que ce soit. D'ici deux jours, ce sera Pâques et samedi prochain, le 1<sup>er</sup> Mai. Lorsque je dois attendre pour t'écrire, le temps me paraît infiniment long, mais en général j'ai l'impression qu'il s'en va avec la rapidité de l'éclair. Voici encore une contradiction ! Ainsi est la vie. Ne te décourage pas, ma chère petite, si les événements ne te semblent plus aller assez vite. Qu'y faire ? Tâche plutôt de trouver dans les circonstances un peu de bonheur et de joie... Moi aussi, je parle souvent, très souvent, avec toi et j'aimerais bien pouvoir te dire à tout moment : fais ceci, ne fais pas cela, et j'aimerais en même temps que tu fasses comme tu l'entends, selon ton caprice. Quand cela sera-t-il possible ? Mieux vaut ne pas y penser. Maintenant je dois te laisser. Bonnes Pâques, bon Premier Mai. Courage, courage. Au revoir, au revoir. Cocola (« chérie », en patois vénitien, NdA) a-t-elle reçu le certificat <sup>1</sup> ? Mille baisers pour elle. Bien, bien affectueusement.

Pierre

P.S. – Je reçois à l'instant ta lettre du 21. Je te répondrai dimanche prochain. Tu n'étais pas ridicule en appelant mes nièces « bambines », mais cela fait naturellement rire ceux qui les voient de près. Entre faire rire et être ridicule, il y a une différence, et dans ce cas, une très grande différence. Tu me parles de Charles et Philippe, et je m'efforce inutilement de comprendre <sup>2</sup>. J'espère que tu auras trouvé des pommes de terre pour les « gnocchi ». Salutations à Bébé et à sa sœur <sup>3</sup>. Amuse-toi autant que possible. Au revoir. Baisers.

Pierre

\*  
\* \*

---

1. Un certificat de baptême, difficile à obtenir.

2. Il s'agit sans doute de Charles de Gaulle et de Philippe Pétain.

3. Deux jeunes filles antifascistes courageuses et dévouées : Valentine et Albertine Monti.

## Annexe I

Le 9 mai 1943 (dimanche)

Ma bien chère et bonne amie, je reçois à l'instant ta carte du 6 et me rends très bien compte de ton angoisse pour ce retard exceptionnel dans ma correspondance<sup>1</sup>. J'espère néanmoins qu'à présent tu seras tranquilisée, car j'imagine que M. le surveillant en chef aura bien voulu répondre à ton télégramme. J'espère aussi que ce retard, dû à des circonstances spéciales, ne se reproduira plus. Ne t'effraye donc pas outre mesure. Ma santé est aussi bonne que possible et je n'ai été ni puni, ni – tu le sais bien – envoyé à travailler en Allemagne ! Si tu es préoccupée à mon sujet, je le suis au tien et me demande toujours comment tu réussiras à te tirer d'affaire. En tout cas, je te répète, tout doit être subordonné à ta santé (sécurité, NdA) et à ton bien-être. Après ta longue maladie (détention en prison, NdA) de l'année dernière, une imprudence, même légère, pourrait te recoucher qui sait pour combien de temps... D'ici six jours, ce sera ton anniversaire. Et tu seras toute seule à passer cette date qui tout de même représente quelque chose dans la vie d'une femme. Mais, sinon de corps, je serai tout d'esprit avec toi pour te donner du courage et pour t'aider à supporter sans trop de chagrin cette lourde période de séparation. Et maintenant, je dois te quitter, ma chère amie, ces lettres sont bien courtes : elles sont aussi courtes que les quarts d'heure des visites. Tout est court ici, tout, excepté les jours et les mois d'attente d'événements qui tardent à venir. Baisers infinis à Cocola. Bien affectueusement, ton Pierre.

\* \* \*

Le 23 mai 1943. Le Puy

Ma chère et bonne amie, j'ai bien reçu tes cartes du 17, 18 et 20 c. M. ; ainsi que ta lettre du 19. Ton colis-gare aussi est bien arrivé avec tout son contenu en ordre... Un certain Pierre Lanivé (Pierre Naville, NdA) m'a envoyé de Toulouse un mandat-poste de 150 francs. Si par hasard tu le connais et si l'occasion se présente, tu le remercieras de ma part. Au lieu de m'envoyer des mandats ici, je préférerais qu'il fasse un dépôt auprès d'un

---

1. Correspondance bloquée par suite de la première évasion.

## *Meurtres au maquis*

libraire pour que je puisse recevoir des livres. Moi je ne peux pas lui écrire car mes lettres sont déjà destinées ailleurs. Quel dommage que ta tentative de travail n'ait pas marché. Dommage, soit pour ton gagne-pain, soit pour ton équilibre moral. Mais ne te laisse pas abattre : tu auras plus de veine une autre fois. Et la possibilité d'entrer aux assurances s'est-elle évanouie ? Si tu as des difficultés matérielles, je répète que tu dois commencer par réduire ou supprimer mes colis. Si tu ne recevais plus l'aide de ta sœur, je pourrais demander un prêt pour toi à... je suis sûr qu'il m'ouvrirait un crédit illimité sur parole. En même temps, j'écrirais à ma famille pour qu'elle rembourse en la prélevant sur mon héritage la somme prêtée, sitôt que la situation le permettra... Ceci est malheureusement tout ce que je peux te proposer. Même si je devais crever, ma mère ou mon frère rembourserait sûrement ta sœur aussitôt possible. Réfléchis-y et donne-moi ton avis. Affectueusement, ton Pierre.

\*  
\* \*

Le 30 mai 1943.

... Il y a une année, presque jour pour jour, nous allâmes passer l'après-midi de dimanche le long de la Corniche. Assis sur la corniche sur les rochers nous chassâmes les images sur la beauté de la mer. Ce fut une demi-journée vraiment « gemütlich ». Le soir nous allâmes au cinéma. Et en rentrant à la maison nous étions loin de soupçonner quel coup de foudre nous attendait le lendemain. Heureux sont ceux qui ne savent ce que la vie leur réserve... Je regrette surtout pour toi, ma bonne et chère amie, car ta souffrance morale, ton angoisse et ta détresse n'ont pas eu et n'ont pas de bornes. Comme celle du Christ dans le jardin de Gethsémani, ton âme est triste jusqu'à la mort. Mais courage, pour nous aussi les beaux jours viendront. Au moins il nous faut espérer... Mes colis, je les partage avec mes trois co-détenus de cellule, dont Sadek et deux staliniens très pauvres...

\*  
\* \*

## Annexe I

Le 13 juin 1943

Ma très chère, j'ai bien reçu tes cartes du 5, 6, 7, 9 courant. J'ai reçu aussi en ordre parfait les deux colis-poste que tu as envoyés cette semaine (celle du 30 avril au 6 juin) ; j'ai reçu, le mardi et le vendredi, deux colis-gare que je t'ai écrit – et reproché – dans ma lettre du dimanche 6 juin... Tu te plains que mes lettres sont courtes, mais tu ne sais pas que nous ne devons pas dépasser les trente lignes par lettre ? Je vois que tu as un chat pour te tenir compagnie. C'est bien, mais il ne sera jamais comme Jerry <sup>1</sup> !

\* \*  
\* \*

Le Puy, le 27 juin 1943

Ma très chère amie, liquidons d'abord les choses pratiques... As-tu des nouvelles de mon frère Olibrius (Rigal, NdA) ? Et maintenant, autre chose. A propos de ma santé, rien de nouveau, ni dans mon train de vie non plus. Aujourd'hui c'est dimanche. Ce matin, au préau, j'ai fait mon petit bain de soleil. Ensuite on nous a apporté de l'eau chaude et je me suis fait un bon café. Puis la soupe. Puis la distribution des hebdomadaires qu'on peut cantiner, et maintenant me voici à t'écrire. Au-dehors la voûte du ciel est pure, le soleil chaud et les cloches de la cathédrale sonnent, sonnent sans cesse. Ici on a l'impression d'un calme absolu, d'une paix immense. Même les rares avions qui presque tous les jours passent au-dessus de nos têtes ont déserté l'air. Il n'y a que le gazouillis des oiseaux qui rompt le grand silence qui nous entoure... On a presque envie de devenir poète ! Mais notre âme n'est pas à l'unisson avec l'ambiance. Nous pensons à ceux qui nous sont chers, à ceux qui pleurent et qui meurent à la suite de ce grand carnage qui afflige le monde. Et dans notre souffrance (je devrais dire : dans ma souffrance) on a encore conscience d'être des privilégiés par rapport à toute la jeunesse, à tous les enfants et aux vieillards qui tombent déchiétés ou d'inanition à tous les coins du monde. Et je suis sûr que la même pensée te hante aussi, ma bien chère et que même une plus grande angoisse t'étreint. Car, plus que moi, tu as été frappée par la douleur et plus que moi tu es faite pour la comprendre. Pourtant, tout cela ne sert à rien. Ce qu'il faut, c'est

---

1. Chat ramassé dans la rue par Barbara en 1926, l'époque de son travail illégal avec Blasco, près de Gênes.

## *Meurtres au maquis*

toujours du courage et de la volonté de tout surmonter, de tout entreprendre et de toujours recommencer. Je sais que ce courage et cette volonté ne te font pas défaut ma chère amie. Tu es comme le petit fantassin qui a toujours assez de force pour faire encore un pas, encore un pas pour arriver au but. Et cela est pour moi un grand réconfort. Toutes les épreuves qui encore peuvent nous attendre, tu les sauras, j'en suis sûr, surmonter avec la même force d'âme que par le passé. Et c'est dans cette certitude que je termine cette lettre en te serrant les mains, en t'envoyant mon salut le plus affectueux. Ton Pierre.

\*  
\* \*

Le 4 juillet 1943

Ma chère et charmante amie, je viens de demander à Monsieur le Vaguemestre si mes lettres de dimanche dernier étaient sorties. Il m'a répondu que le courrier n'avait été expédié que vendredi à cause de la fin du mois. Je te communique sa réponse pour que tu ne te fasses pas trop de mauvais sang si un retard semblable devrait se reproduire à la fin de ce mois-ci. J'imagine en tout cas, qu'en ce moment tu seras en possession de mes deux missives et que tes nerfs, si sensibles à la moindre secousse, se seront calmés. Et continuons à parler d'affaires. Suspendre pendant ce mois et tout le mois prochain l'envoi de viande ou d'autres denrées périssables... Voici quelques livres que tu peux me faire envoyer par une librairie quelconque, comme les deux derniers. Collection A. Colin n° 174 – *Statistiques et Applications* (par Georges Darmois); n° 184, *L'Extrême-Orient et Pacifique* (par Roger Lévy). Chez Payot, 106 Bd St-Germain – Paris, *La Bourse* (avec sous-titre : *Les diverses formes de la spéculation dans les grandes bourses mondiales* par R. Lewinsohn et F. Pick). Je voudrais te demander, en outre, un grand service, que tu me rendras seulement s'il ne te rebarbe trop. Tu devrais chaque semaine m'envoyer un résumé de l'article leader de la chronique économique du *Figaro*. Tu ne feras que copier les passages essentiels. La page économique du *Figaro* paraît le lundi. D'accord? Le « petit » colis supplémentaire... X ne reçoit rien de sa femme... Tu me demandes quelles sont mes lectures? Je travaille toujours l'anglais et l'allemand et un peu l'espagnol. Je fais un peu d'algèbre, de géométrie et de trigonométrie. J'ai quelques

## Annexe I

bouquins d'économie politique (branche financière). En plus, il y a quelques livres à la prison qu'on nous change chaque semaine ou presque. Enfin, je t'assure que je n'ai pas le temps de m'ennuyer ! Dommage que ce soit si loin de toi ! Tu me parles de ce que sont devenus certains en Italie, un tel, un tel... Pauvre Italie ! Et maintenant, je dois te quitter. Sois toujours courageuse et forte. Au revoir, au revoir, ma bien chère. Peg de mon cœur ! Je t'embrasse les deux mains. Affectueusement. Pierre.

\*  
\* \*  
\*

Ma bien chère amie, je reçois à l'instant ta carte du 15 c. M. Cela m'a fait grand plaisir car on voit que la correspondance commence à reprendre un rythme plus rapide. Espérons qu'il progresse encore. A propos des vacances auprès de ta sœur<sup>1</sup>, voici, en toute franchise, mon sentiment : je serais très content si tu t'établissais chez elle jusqu'à la fin de la guerre, mais pour deux ou trois semaines je n'y vois pas des avantages tangibles. A part la question d'argent, qui a quand même son importance, il resterait toujours ceci : que tu ne serais pas tranquille... à cause de moi ! Tes nerfs n'y gagneraient donc pas grand-chose. Il est vrai, d'autre part, que cela te permettrait de changer un peu d'atmosphère et aussi, peut-être de rencontrer quelques amis comme, par exemple, le mari de Vera (Modigliani, NdA). Peut-être tu pourrais aussi écrire à des amis. Mais est-ce que tout cela compenserait le reste ? J'en doute. En tout cas c'est à toi de décider. Si tu sens que vivre pour quelques semaines chez ta sœur te ferait du bien, vas-y sans crainte. Tant, ce ne sont pas mille francs en plus ou en moins qui changeront notre situation. Je comprends que cela te fasse de la peine quand dans mes lettres j'envisage parfois la possibilité que tu sois obligée de vivre sans moi. Mais, pour se trouver mieux il est toujours préférable d'envisager le pire. Tu sais que mon sort personnel m'est entièrement indifférent. Par contre, ton sort à toi me préoccupe constamment. Je voudrais bien que tu sois heureuse avec moi, mais si je devais (touchez du fer) disparaître, j'aimerais que tu sois heureuse quand même. Tu le mérites sous tous les rapports. Ne te chagrine pas trop là-dessus. Pour l'instant, je me porte bien et je n'ai aucune envie (cela aussi tu le sais) de me pendre.

---

1. Barbara voulait se rendre illégalement en Suisse.



## Meurtres au maquis

Aujourd'hui c'est une journée magnifique et je viens de faire un bon bain de soleil... Mes idées sont tournées à l'optimisme ! Tu peux m'envoyer des colis comme toujours mais sans « supplémentaire ». Je prends bonne note de tes goûts littéraires. Cette semaine j'ai reçu *David Copperfield*. Je le trouve un véritable chef-d'œuvre jusqu'aux trois quarts du premier volume, mais passablement filandreux par la suite. Il a le défaut de tous les romans faits à thèse, et la thèse moralisatrice de *David Copperfield* est bien étroite et casanière, elle n'est pas au-dessus mais au-dessous du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est le prêche d'un pasteur de village quoique très bien agencé. Le roman de Huxley, *Le Tour du monde d'un sceptique*, que tu as lu, est plein d'esprit et d'observations pertinentes. Par exemple, le taureau sacré qui se nourrit de vieux papiers entassés dans la boîte d'ordures dans les rues de Calcutta et d'ailleurs, me revient souvent à la mémoire ! Ici rien de nouveau. Et toi, ma bonne et charmante amie, comment vas-tu ? J'imagine que au-dehors il doit faire une chaleur du diable. Si tu ne vas pas chez ta sœur ne pourrais-tu aller à la campagne (chez le paysan ou ailleurs ?) pendant les mois d'août et de septembre ? Les lapins et les poulets à soigner ne te disent rien ? Ne te fais pas de mauvais sang pour quelques pourceaux qui engraisser. Sois calme et sereine. Bien affectueusement, ton Pierre.

Le Puy, le 18 juillet 1943

\* \*

Ma bien chère amie, j'ai reçu toutes tes cartes depuis le 30 juillet jusqu'au 5 août. J'ai reçu aussi les colis : tarte, etc. Les magnifiques poires et les œufs. Tout ce que tu m'avais annoncé est arrivé régulièrement et en ordre. Merci pour le dictionnaire anglais. Est-ce toi qui m'a abonné à *Tempo* ? Ne te tracasse pas pour venir me rendre visite, je suis exactement le même que l'autre fois, et, malheureusement, nous n'aurions pas la possibilité de nous dire grand-chose... En suivant ton conseil j'écrirai aujourd'hui au Consul d'Italie avec beaucoup de scepticisme et sans joie. D'abord, je crois que cela ne servira à rien, ensuite, même si on devait aboutir à quelque chose, je me demande si cela en vaut la peine. Je vois que Cocola se voit déjà à Rome dans une belle maison ensoleillée où elle pourra se prélasser tranquille comme une chatte auprès de son Tito ! Je souhaite de tout mon cœur que son espoir puisse se réaliser, mais je regrette infiniment de ne pas partager son optimisme. Elle voit Tito dans

## Annexe I

le journalisme avec... Mais tu peux être sûre qu'il y aura une véritable curée d'écrivillons bons à tout faire autour de ces messieurs. Et Tito, même s'il était d'accord avec eux, n'aura jamais l'échine assez souple pour s'y faire. On sera donc bien content de se passer de quelqu'un qui n'est pas fait pour les servir. De toute façon entrer, ou rentrer, dans le journalisme signifie pour Tito se mettre en pointe non seulement pour quelque chose, mais aussi contre quelque chose ; et tu le sais, il y a une haine tenace qui le poursuit et qui ne désarmera pas. Comment, dans ces conditions, pourrait-il se méprendre sur son sort ? Et comment Cocola pourrait-elle envisager avec lui une vie paisible et tranquille s'il entre ou rentre, dans la bagarre ? Je suis littéralement navré d'avoir l'air de toujours couper les ailes à Cocola, mais ce serait mentir, pour moi, de lui parler autrement... Mais assez : le rôle de Cassandre me heurte à la fin et l'avantage qu'on tire de la perte de ses chimères est trop maigre pour s'y entêter... Comment vas-tu, ma chère et fidèle amie ? J'imagine l'état de tes nerfs et tes hauts et bas pour tout ce qui se passe dans le vaste monde. Et que dirais-je, sinon d'avoir du courage ? Ton Pierre...

Le Puy, le 8 août 1943

\* \*

Puy-en-Velay, 22-8-1943

... Cette semaine j'ai lu *Ivanhoé* de Walter Scott. C'est un roman de délassement à l'allure historique. Il y a, entre autres, un procès en sorcellerie contre une belle et jeune Rebecca que – la description du procès – il faudrait faire lire à beaucoup de gogos contemporains. Ne trouves-tu pas que les boucles de Veniero (écriture chiffrée, NdA) sont trop apparentes ?

\* \*

Le Puy, 4 septembre 1943

Ma bien chère, je suis obligé de t'écrire sans savoir si mes deux lettres de dimanche dernier te sont parvenues ou non. Comme on avait recueilli la correspondance samedi après-midi, nous espérions que le courrier nous serait distribué au plus tard dans la journée de mercredi, mais notre espoir a été, encore une

## *Meurtres au maquis*

fois, déçu. Donc, prenons-en note. Je veux croire, quand même, qu'à cette heure-ci mes lettres seront en tes mains : c'est pourquoi je me dispense de répéter leur contenu. Et d'abord, j'ai bien reçu les colis (avec tarte, melon, etc.) que tu m'as expédiés, les derniers jours de la semaine dernière. Auparavant, j'avais reçu le colis avec le... Je suis vraiment confondu pour tout ce que tu fais. La mort tragique de Leso(il, NdA) et de Sneev(liet, NdA) m'ont peiné et me peinent toujours beaucoup<sup>1</sup>. Si encore ils étaient seuls, mais je crains qu'une partie au moins de leur famille ait subi le même destin. Je suis content que le prof Pesenti (un stalinien, NdA) soit de retour au sein de sa famille. J'espère que sa santé ne sera pas définitivement compromise et que d'ici quelque temps il pourra reprendre sa place. Si l'occasion se présente je te prie de lui faire avoir toutes mes salutations et tous mes souhaits. Personnellement je suis content aussi pour Terracini et Negarville (de la direction du PCI, NdA), mais je crois qu'il n'y ait rien à attendre d'eux sinon des déboires. Je serai bien curieux de savoir si... a fait quelque chose pour Tito (Blasco, NdA). Au point de vue personnel, il n'est pas méchant, bien au contraire, mais c'est, parfois, si commode d'oublier les autres ! J'ai reçu tout ton courrier du 27 août au 1<sup>er</sup> septembre inclus. Mais ta carte de jeudi 27 ne m'a été remise que hier matin, vendredi. Et pour cause. Je vois avec plaisir que tu continues à travailler. Je ne sais pas si cela durera longtemps, mais en tout cas ça aurait été toujours une bonne expérience pour toi. Je voudrais te prier, néanmoins, de ne pas te massacrer avec la besogne de la cuisine, de la lessive et du raccommodage, après ton bureau. Il serait vraiment dommage que tu gaspilles des énergies de la sorte. Débarrasse-toi donc de toute besogne inutile et concentre-toi sur l'ensemble du travail et sur ton perfectionnement individuel... D'ici un mois tu dois savoir autant et plus que ton directeur... Je t'embrasse, au revoir, au revoir, ton Pierre.

\*  
\*  
\*

Ma bien chère amie, il me semble que cette semaine la correspondance soit bien boîteuse. Tout ce que j'ai reçu, ce sont

---

1. Léon Lesoil, l'un des dirigeants de l'opposition communiste de gauche belge, est mort en déportation. H. Sneevliet, dirigeant du Parti socialiste ouvrier néerlandais, a été fusillé par les Allemands nazis.

## Annexe I

tes cartes du 6 et du 7 c. M. Je sais que tu es occupée et que dorénavant tes nouvelles seront moins nombreuses, mais j'ai l'impression aussi que quelques-unes de tes cartes se sont égarées. En effet, entre lundi et mardi de cette semaine on m'a remis... je n'ai pas trop bien compris les hiéroglyphes de Veniero mais je crois avoir saisi qu'il se porte bien et que Cocola se donne un mal du diable pour l'enfant de Caroline<sup>1</sup>. La nouvelle que me communique le père de Claudine<sup>2</sup> est, au contraire, moins réjouissante. Il paraît que le cousin d'Ercoli (Togliatti, NdA<sup>3</sup>) ait décidé de se débarrasser à la première occasion – et celle-ci devrait se présenter bientôt – soit de Bébert<sup>4</sup>, soit de sa petite famille réunie autour de lui. Ce sont deux fils du cousin d'Ercoli lui-même qui, choqués, ou mieux, indignés des intentions de leur père, en ont informé Bébert. Evidemment, entre dire une chose et l'accomplir, il y a parfois de la marge, mais avec un type pareil la pauvre petite famille de Bébert peut s'attendre à tout. Que faire ? Je suis toujours sans nouvelles de ma mère et mon sentiment est celui-ci : que quelque malheur est arrivé, que tu le sais mais que tu as peur de me le faire connaître dans la situation où je me trouve. Si, par hasard, il en était ainsi, je te prie de me le faire savoir. Je ne suis plus un enfant et je puis supporter même les choses les plus atroces. Ecris-moi régulièrement chaque deux ou trois jours si possible, pas davantage. Courage, courage, courage. Je t'embrasse bien affectueusement. Je reçois à l'instant ton colis avec le beurre. Merci, mais tu fais trop pour moi.

Ton Pierre

Le 11 septembre 1943

\*  
\* \*

---

1. Après le coup d'Etat de Badoglio, Barbara espérait que Blasco pourrait être extradé en Italie et s'était renseignée au consulat d'Italie; l'enfant de Caroline : Blasco, dont la mère s'appelait Caroline.

2. Claudine, la fille du premier mariage de Demazière.

3. Un détenu stalinien.

4. Bébert-Albert Demazière.

## *Meurtres au maquis*

Le Puy, le 12 septembre 1943

Ma bien chère amie, deux mots seulement pour compléter ma première lettre. Je reçois à l'instant ta carte de jeudi 9. Par contre, celle que tu devais m'écrire mercredi pour annoncer la réception de mes deux lettres de dimanche n'est pas encore arrivée. On a reçu les nouvelles concernant l'Italie, mais pour l'instant nous ne savons pas s'il s'agit d'un armistice ou d'une capitulation pure et simple. Les événements semblent se précipiter et le jour de notre libération peut être proche. Pour ce jour-là, je suis certain que tu seras au Puy pour m'attendre à la sortie de la prison et tu m'apporteras une chemise et une cravate. Pour le reste, je me changerai à la maison. Mais nous en aurons certainement encore pour quelques mois, au moins. Courage, courage. Bons baisers. Ton Pierre.

Je ne veux pas plus de deux colis par semaine.

\* \* \*

Ma chère petite, je sais que probablement tu ne me répondras pas, mais je veux t'écrire quand même... Quant aux agissements de Don Basilio<sup>1</sup> contre le père de Claudine et toute sa petite famille<sup>2</sup>, je crois que Mag<sup>3</sup> en est au courant jusqu'aux détails. Toujours est-il que ce Monsieur, selon ses habitudes bien connues, a commencé par une campagne de calomnies affreuses contre ses victimes désignées, campagne qui lui permit, au moins pour un temps, de masquer ses manigances aux yeux de qui devaient le tenir à l'œil et enfin de prendre la poudre d'escampette. Mais il a laissé des disciples qui continuent sa besogne. Quant au genre de ses calomnies, il est tel que je n'ose même pas le répéter. Rien d'original, pourtant : c'est toujours la même rengaine qu'il a exploitée contre Nicolas Buca<sup>4</sup>, contre Gregorio Zino<sup>5</sup> et contre Léon. Les cochonneries que lui a fait, tour à tour, contre les uns et contre les autres, il les attribue à ceux qu'il veut perdre et, malheureusement, il trouve toujours

---

1. Don Basilio : la direction stalinienne du Parti communiste italien.

2. Le père de Claudine : Albert Demazière. Toute sa famille : les détenus trotskystes de la prison du Puy.

3. Mag : la première femme de Demazière.

4. Boukharine.

5. Zinoviev.

## *Annexe I*

des gogos qui l'écoutent. Mais glissons. Dis-moi : as-tu des nouvelles d'Emilio<sup>1</sup> et du vieux Mené<sup>2</sup>. Je t'avoue que je suis fort préoccupé sur leur compte. Ils étaient rentrés en famille pour être tranquilles, mais je n'ai plus eu aucun renseignement à leur sujet. Et le père<sup>3</sup> et le frère de Mafalda<sup>4</sup> où sont-ils ? N'ont-ils pas échoué, par hasard, à Regina Coeli<sup>5</sup> ? Je t'embrasse de tout mon cœur.

Pierre

Samedi, le 18 septembre 1943

- 
1. Emilio Lussu (de l'extrême gauche du Parti socialiste italien).
  2. Mené : Modigliani, de la droite du PSI d'autrefois.
  3. Vittorino : Vittorio Emanuele III, roi d'Italie.
  4. Mafalda, la fille du roi, morte en déportation ; son frère Umberto, prince héritier et ensuite roi (« il re di maggio ») d'Italie pour un mois.
  5. Regina Coeli : la prison de Rome.



## ANNEXE II

---

### **Le mystère Paul Maraval**

Paul Maraval est né le 8 octobre 1919 à Coursan, Aude, à 9 heures du soir.

L'acte de déclaration de décès du tribunal civil de Narbonne évoque la profession d'« ouvrier agricole ». Son propre père est déclaré employé à la Compagnie du Midi au moment de la déclaration de naissance de son fils Paul.

A l'état civil de Coursan, en marge de son acte de naissance, on peut découvrir deux indications importantes. Paul Maraval s'est marié le 26 avril 1941 avec Rose, Marie, Germaine Manoir. Il est indiqué que Paul Maraval est « décédé à Chambonnet, Puy-de-Dôme, le 29 juillet 1944, décès déclaré judiciairement par le Tribunal civil de première instance de Narbonne en son audience du 7 août 1947. Mention faite le 26 août 1947. Signé : Le Maire P. Atténès ».

Dans l'état civil, on peut lire, à la transcription de l'état de décès de Maraval Paul, Jean, François : « Déclaration judiciaire de décès. Les extraits des minutes du greffe du Tribunal civil de première instance de l'arrondissement de Narbonne du 26 août 1947 fixent la date du décès au 29 juillet 1944 à Chambonnet, Puy-de-Dôme, ordonnent que le présent jugement sera transmis sur les registres de la commune de Coursan. »

Paul Maraval a donc été reconnu mort le 29 juillet 1944 par un tribunal siégeant le 7 août 1947. Il est à noter que Chambonnet n'est même pas une commune, mais un lieu-dit de trois ou quatre habitations où stationna longtemps le maquis FTP Gabriel-Péri. Chambonnet est un hameau de la commune de Sauret-Besserve. Dans l'état civil de cette commune, et dans les communes environnantes, la mort de Paul Maraval n'est jamais signalée.

Une question se pose : qui a bien pu donner la date et le lieu de sa mort au tribunal de Narbonne ?

L'avis du 26 août 1947 du tribunal civil de Narbonne stipule que la mention sera faite en marge de l'acte de naissance du défunt, à Coursan. Contrairement aux dispositions de l'état civil, le jugement ne mentionne pas l'inscription au registre de la commune de décès.



## *Meurtres au maquis*

Paul Maraval n'a pas pu tomber devant l'ennemi, puisqu'il n'y eut aucun combat ce 29 juillet 1944 dans le Puy-de-Dôme...

Nous avons appris que Paul Maraval est le père d'une fille née le 4 janvier 1945. En effet, Mme Maraval rejoignit son mari un court laps de temps au printemps 1944, après l'évasion du Puy. C'est à cette occasion que fut conçu l'enfant qui ne connaîtra jamais son père. A la Libération, les familles ont cherché à savoir ce qu'il était advenu de Paul Maraval. Elles ne le sauront jamais. Malgré de nombreuses démarches, elles ne sauront ni le lieu de sa mort, ni la date, ni la sépulture où se trouve le corps. Un membre de la famille confie : « Nous nous sommes mis à douter, Paul avait-il mal tourné, était-il passé de l'autre côté ? »

Les survivants se sont tus.

A la suite du jugement de Narbonne, les droits aux victimes de guerre ont été attribués à la famille Maraval. Des militants du PCF sont d'ailleurs intervenus pour accélérer les démarches administratives...

Sur le monument aux morts de Coursan, une plaque est déposée au nom de Paul Maraval. Elle porte sa date de naissance et la mention « Mort pour la France ». Par contre, à l'inverse de toutes les autres plaques, où figurent date et lieu du décès, celle de Maraval n'indique rien de cela.

Les archives de la Direction de l'équipement de Clermont-Ferrand ont permis de vérifier que le barrage de Garachons ne se situe qu'à quelques centaines de mètres du maquis de Chambonnet. Ce barrage a été détruit en 1967, en même temps qu'un petit ouvrage en amont, la retenue des Fades. Ces deux ouvrages ont été remplacés par une construction plus importante en 1969 : le barrage de Besserve. Un agent de la DDE signale que des travaux d'entretien, sans précision de date, ont bien été effectués sur le barrage de Garachons en 1944.

## ANNEXE III

---

### Les listes noires

Tout au long de l'Occupation, les organisations clandestines du PCF publièrent des *listes noires* dénonçant « espions, traîtres, renégats, suspects et agents de la Gestapo ».

La plupart de ces listes, destinées aux cadres des organisations du Parti, sont précédées de modes d'emploi. Dans la liste n° 1 de janvier 1943, on peut lire : « La lutte contre la provocation est donc une tâche de tous les instants à laquelle doivent être entraînés, non seulement tous les membres du Parti, mais aussi les masses ouvrières. Le mouchard ou le provocateur est un agent actif des boches. Il a sur la conscience les arrestations et parfois l'assassinat de bons camarades. Aussi doit-il être traqué comme une bête malfaisante. Il ne doit se sentir en sécurité nulle part. Non seulement il doit être un objet de répulsion, mais encore, sur lui, doit s'abattre la colère vengeresse des honnêtes gens. Quelques-uns de ces misérables, comme Gitton, Clément et d'autres, ont déjà payé de leur vie leurs forfaits. Le tour de tous les autres viendra. La vigilance de chacun doit être constante et la lutte contre la provocation doit être active et efficace. »

Les trotskystes sont particulièrement exposés à la vindicte des militants communistes : « Le trotskysme a cessé d'être un courant politique dans la classe ouvrière : de courant politique qu'il était, sept ou huit ans plus tôt, le trotskysme est devenu une bande forcenée et sans principes, de saboteurs, d'agents de diversion et d'assassins agissant sur ordre des services d'espionnage des Etats étrangers. »

Dans ces listes noires, on découvre les noms d'anciens militants à écarter, sinon à éliminer. En voici quelques exemples :

« PASTOR JOSEPH. Traître du Parti, blanchi par une condamnation à mort par contumace. Théoricien politique du groupe, travaillant sous la protection directe de la police ; accomplit son œuvre de division et de provocation, essayant de tromper les camarades par ladite condamnation.

MATTON CÉSAR. Ancien conseiller général du 5<sup>e</sup> canton, s'est lamentablement dégonflé lors de son procès. Au camp de Chibron, où il

## *Meurtres au maquis*

était interné : était tenu à l'écart par nos camarades. Avait demandé son adhésion au Parti socialiste au début de la guerre. Véritable loque, peureux, dégonflé, mouchard. En liberté à Marseille. Recevoir comme il convient ce traître qui cherche à se faire plaindre par les camarades.

DE BARD. Juif étranger. 7 rue Lafayette. Renégat, dénigre le PC et l'URSS, individu obséquieux, flatteur, très dangereux.

PAYNEAU LOUIS. 44, avenue de la Porte d'Ivry. 40 ans, figure ronde, cheveux bruns, marche avec béquilles. Exclu fin 1938, mendicité et marché noir.

CHAUVIN. Ex-secrétaire de comité de chômeurs. Chassé d'Espagne républicaine en 1936. Exclu en 36. Dangereux.

SAVOIR CHRISTIAN. Son vrai nom Toresky, polonais. Parle plusieurs langues. 87, rue de Gergovie. Policier. Sa femme, juive polonaise, se fait appeler Edouard. Exclue.

BRESSON MARCEL. 50 ans environ, 1m70, figure osseuse, lorgnons. Représentant à la Toile d'avion. Exclu en 1934 pour relations et mœurs spéciales. Habite le 15<sup>e</sup>.

ALI. Petit moulin, Aubervilliers. Gros, grand mulâtre, mœurs spéciales, traître.

CARASSO SAMY. Nogent. Né en 1899 à Rhodes, juif naturalisé en 1932. Secrétaire de loge maçonnique à Smyrne. Ex-rédacteur à *La Défense*, renégat, se livre au marché noir.

MOREL, dit Ferrat. Trotskyste.

MOREL, dit Ferrat Jeanne. Trotskyste.

GUILLAUME, dit Paul. Ex-membre de la direction des JC. période illégale. A commis différentes fautes très préjudiciables aux JC. Jeune aventurier, a remis une ronéo au groupe Pastor, machine appartenant aux JC. Actuellement à Marseille. »

## ANNEXE IV

---

### **Robert Hue : « Je souhaite la vérité »**

Le 15 avril 1996, prenant prétexte de la publication du livre du secrétaire national du PCF, Robert Hue, *Communisme, la mutation*, Albert Demazière écrit au dirigeant communiste. Seul survivant des cinq militants évadés de la prison du Puy-en-Velay, il est âgé aujourd'hui de 82 ans. Dans cette correspondance, il est appuyé par une cinquantaine de personnalités, parmi lesquelles Jean-René Chauvin, Paul Parisot, François Fejtö, Claude Pennetier, Julien Dray, Laurent Schwartz, Alain Lipietz, Maurice Nadeau, David Rousset, Germaine Tillion, Mosco, Marie-Josée Chombart de Lauwe. Les signataires écrivent notamment : « Pourquoi démystifier (le stalinisme) quand il s'agit de la Russie et entretenir la légende quand il s'agit de la France ? » Ils demandent à Robert Hue de poser « à ce propos les questions nécessaires » et de donner « aux historiens les réponses qu'ils attendent ».

Robert Hue répond dans *L'Humanité* du 7 mai 1996.

« J'ai lu votre lettre avec beaucoup d'intérêt et d'émotion. Elle touche en effet à une période qui m'est chère, comme elle est chère au cœur des communistes. Elle concerne des hommes et des femmes qui, aux heures sombres de l'Occupation, n'ont pas hésité à s'engager avec courage dans le combat contre la barbarie nazie et le régime collaborateur de Vichy.

« J'ai pour habitude constante, moi qui suis né après la guerre, de m'incliner avec respect et admiration devant la mémoire de toutes celles et tous ceux qui, quel qu'en fût pour eux le prix, ont participé aux glorieuses activités de la Résistance. Il va de soi que je le fais sans considération des idées des uns et des autres – qu'ils aient cru au ciel ou n'y aient pas cru, selon les vers du poète –, même si je n'ignore pas que parmi eux figuraient beaucoup de membres du PCF.

« Quatre de vos camarades, militants trotskystes, engagés dans ces combats, sont morts dans des conditions non encore éluci-

## *Meurtres au maquis*

dées. Vous souhaitez savoir comment ils sont tombés. Me permettez-vous de vous dire que je m'associe pleinement à ce souhait de vérité. Je le fais en toute sincérité pour vos camarades, comme je le ferais tout autant pour d'autres, partageant d'autres convictions quelles qu'elles soient. Tout simplement parce que la vérité, dès lors qu'elle est dûment établie, me paraît préférable à l'ignorance, au mensonge, aux allégations, aux suspicions, aux rumeurs. Et puis, il s'agit de vies humaines, et cette considération passe pour moi avant tout.

« Je n'ignore pas ce que furent les rapports conflictuels entre militants communistes et militants trotskystes au cours de notre histoire. Que puis-je en dire, sinon que les temps ont heureusement changé. Mais faut-il conclure du fait bien réel que Staline a fait assassiner Trotsky qu'en conséquence la mort de vos camarades trotskystes dans un maquis français ne pourrait qu'être l'œuvre... de communistes français? Cette façon d'écrire l'Histoire – à laquelle, hélas!, des communistes ont aussi cédé – n'a que trop fait de ravages durant toute une période... Je souhaite vivement qu'elle n'ait plus cours aujourd'hui.

« Vous recherchez la vérité sur la mort de vos camarades. C'est légitime. Je souhaite que vous parveniez à l'établir. Vous avez bien voulu reconnaître qu'un tel désir de vérité habite également les pages que j'ai consacrées au stalinisme dans mon livre. En effet, "une vérité, même dérangeante, même difficile à supporter", comme vous l'écrivez, ne me ferait pas reculer, dès lors qu'elle serait la vérité. C'est pourquoi je suis profondément choqué par les insinuations laissant entendre qu'une sorte de consigne du silence pourrait être donnée par la direction du Parti communiste à ceux de ses membres qui sauraient comment les choses se sont réellement passées. Que la vérité soit recherchée, mais, de grâce, qu'on ne la décrète pas avant de l'avoir fondée et de l'avoir démontrée. L'honneur de tous les résistants, l'honneur de mes camarades communistes tombés dans les combats libérateurs – qui furent des victimes et non des bourreaux – l'exige. Et je me fais un devoir de répondre à cette exigence. »

## ANNEXE V

---

### La lettre de Gianfranco Berardi

Été 1996. Gianfranco Berardi adresse un nouveau témoignage écrit aux auteurs sous la forme d'une rédaction nouvelle.

« La piste italienne existe-t-elle ? Nous en sommes persuadés. Une première trace apparut dans *L'Unità*, l'organe du Parti communiste italien, devenu, en 1989, le quotidien du Parti démocratique de la gauche. Dans son édition du 3 janvier 1993, lors de l'anniversaire de la mort de Tresso, ce journal publiait un article signé de Gianfranco Berardi, où celui-ci révélait qu'Alfonso Leonetti, le vieux militant communiste exclu du parti en 1930 avec Ravazzoli et Tresso, avait rapporté de France des documents importants, susceptibles de faire la lumière sur le meurtre. Le professeur Broué prit contact avec Berardi, qu'il avait rencontré à Rome au domicile même de Leonetti. Cette rencontre donna lieu à un échange épistolaire d'où émergèrent des épisodes et des informations fort significatives. Le point central fut atteint quand Leonetti confia à son ami et camarade Berardi que les documents qu'il avait rassemblés en France permettaient d'avancer qu'un groupe restreint de la direction communiste italienne avait bien connaissance de la vérité. La preuve décisive possédée par Leonetti était un billet, un mot du secrétaire du PCI, Palmiro Togliatti, où celui-ci condamnait le crime, mais conseillait de garder le silence.

« Pour Leonetti, Togliatti était totalement étranger à l'assassinat de Tresso, mais il dut agir constamment pour dissimuler ces informations car il redoutait les effets politiques néfastes que ces révélations auraient eues pour le PCI, coupable de l'élimination de *Blasco*.

« L'article de Berardi évoque les nombreux éléments d'une polémique qui s'est développée en Italie dans l'après-guerre. Il faut rappeler qu'à la fin de 1963, un comité pour la réhabilitation de Tresso, constitué à Trévise et animé par la section locale du PCI, écrivait à Togliatti pour exiger une enquête sur la mort du militant révolutionnaire. C'était là un signe que la question Tresso était devenue un enjeu majeur, non seulement à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur du parti. Il est donc possible

## *Meurtres au maquis*

d'avancer l'hypothèse que Togliatti ait convaincu Leonetti – ce dernier avait été réintégré dans le parti en 1962 – de ne pas rendre publics les documents qu'il avait en sa possession, en arguant de l'usage préjudiciable que la droite aurait fait de l'épisode. Argument auquel Leonetti sera sensible jusqu'à sa mort.

« Par la suite, Leonetti confia les documents qu'il avait réunis, non pas à un légataire testamentaire, mais à quelques personnes en lesquelles il avait toute confiance. A sa disparition, celles-ci auraient dû rendre ces pièces publiques dès l'instant où la vérité ne serait plus en mesure de créer de dommages au Parti communiste.

« Si l'on tient pour acquise la décision de Leonetti de tenir cachée la vérité, on doit tout de même se référer à sa correspondance avec Broué et à certaines discussions vives au cours desquelles Leonetti expliqua son attitude.

« Dans un premier temps, Alfonso eut un dur conflit avec lui-même. D'une certaine façon, il se repentait d'avoir tué la vérité et confiait son désarroi, ses tourments à la veuve de Tresso, Barbara. En même temps, il n'était pas disposé à publier ce qu'il savait pour ne pas créer de dommages au Parti communiste dans une période de luttes aiguës, et tout particulièrement quand, avec Berlinguer, le PCI commença à remettre en cause ses liens avec Moscou. Les perspectives d'une campagne de la droite contre Berlinguer et le PCI sur la question Tresso paniquait littéralement Leonetti. Ainsi, le silence poursuivit au nom du vieil alibi de ne pas prêter le flanc à l'ennemi de classe.

« Ce qui rendit l'affaire plus complexe encore, c'est qu'un important et inquiétant épisode se déroula vers la fin de 1984. Quelques jours avant la mort de Leonetti, deux personnes se présentèrent à lui en se réclamant de la direction du Parti communiste. Elles demandèrent à Alfonso l'autorisation de détruire le mot écrit de Togliatti. Leonetti confia ces informations à Berardi : il était clair que les documents étaient en la possession des émissaires du PCI.

« Leonetti protesta, traitant ces gens de " corbeaux ". Toujours préoccupé par le fait de ne pas faire le jeu de la droite, qui est alors identifiée par le socialisme à la Craxi, il pria Berardi de garder silence sur tout cela pendant dix ans au moins.

« Avec l'article de 1993, Berardi rompt partiellement le silence. On peut noter que *L'Unità*, devenue désormais l'organe du PDS, publia le texte, non sans un certain relief et sans en minimiser la portée. Pourtant un second article ne vit jamais le jour...

« Ceci dit, un problème reste entier. Si, pour Leonetti, Togliatti ne fut en aucune manière impliqué dans la décision d'éliminer Tresso, qui d'autre, à Moscou, put donner le signal du meurtre ? Au-delà de Togliatti, qui était retourné en Italie au mois de février 1944, l'unique

## Annexe V

dirigeant qui pouvait avoir pris la responsabilité d'une telle décision était vraisemblablement Giulio Cerreti. Dans son travail sur l'Espagne, Broué qualifie celui-ci d' "homme-clé de l'appareil de l'Internationale". Expert des questions des partis communistes français et italien. Cerreti fut, comme Togliatti, membre du Presidium de l'Internationale communiste jusqu'à sa dissolution. En Espagne, Cerreti avait joué un rôle capital à la tête de *France Navigation*, mais en restant dissimulé dans l'ombre. Libéré d'une prison danoise en 1940, sur l'intervention directe de Staline, il travaille en Russie durant toute la période de la guerre, pour ne retourner en Italie qu'en 1945. Ceci n'est peut-être pas sans rapport avec l'affaire. La chose la plus surprenante, selon le témoignage de Broué, est que Leonetti portait à l'encontre de Cerreti une haine passionnelle qu'il ne parvenait pas à cacher, même s'il la niait.

« Pour Berardi, l'hypothèse d'une implication de Cerreti ne peut écarter l'accord préalable de Togliatti. Un tel accord était exclu par un Leonetti qui entretenait avec Togliatti des rapports plus que cordiaux dès son retour en Italie. Par ailleurs, dans plusieurs interviews, Leonetti exprime à son propos des jugements fondamentalement positifs, et loue même avec enthousiasme les orientations de sa ligne politique. Selon Berardi, Leonetti n'aurait jamais pris aussi favorablement position s'il avait été convaincu d'une implication directe ou indirecte de Togliatti dans la décision d'éliminer Blasco.

« Toutefois, la question est ouverte, puisque la documentation recueillie par Leonetti n'exclurait pas des complicités italiennes. Reste pendante, enfin, la question du sort que l'on a fait subir aux documents réunis par Leonetti. Sur ce point, nous n'avons aucune hypothèse à formuler, du moins dans l'état des faits. »





## INDEX DES NOMS

- AILHAUD Marguerite : 21.  
 AMENDOLA Giorgio : 193, 194.  
 ANGELI Antoine, dit *John* : 140, 187.  
 ARMINJON P.F. : 40, 140.  
 ARNAUD Alfred, dit *Commandant Fred* : 141.  
 ARSAC Marie-Rose : 7.  
 ASTRIÉ Pierre, dit *Philippe* : 161, 168.  
 AUDRY Colette : 23.  
 AUGOT Hélène, dite *Germaine*, dite *la Blonde du maquis* : 63, 162, 163.  
 AUTANT-LARA Claude : 126.  
 AZCARATE Manuel : 78.  
 AZZARONI Alfredo : 13, 14, 17, 28, 31, 47, 122, 190, 192, 194, 198, 199, 204, 215, 218, 219.  
 BACH Robert : 86.  
 BACCIOCCHI Ciro : 185.  
 BADOGLIO Pietro : 37, 209.  
 BARBARA (Deborah Seidenfeld, dite *Lucienne*) : 9, 10, 12, 18, 56, 109, 136, 172, 175, 179, 180, 182, 188, 190, 196-200, 202, 219, 223.  
 BARBÉ Raymond, dit *Pierre Lafaurie* : 97.  
 BARBERO Miguel : 189.  
 BARBIERI Francisco : 191.  
 BASSANI Arturo : 74.  
 BAUDOIN Madeleine : 75.  
 BENEDITE Daniel : 10, 23, 24.  
 BEORS Louis : 78.  
 BERARDI Gianfranco : 152, 155, 158, 205.  
 BERLINGUER Enrico : 153.  
 BERNARD Marcel-Pierre : 166.  
 BERNARD Robert, dit *Fontaine* : 178, 183, 184.  
 BESSET Pierre : 94, 98, 101, 145-146, 169.  
 BLANC : 123.  
*Blasco*, cf. TRESSO :  
 BLASCO IBAÑEZ Vicente : 197.  
 BLOCH Gérard : 25, 209.  
 BLOCH Marc, dit *Arpajon, Narbonne* : 146, 181, 201, 219.  
 BLUM Léon : 29.  
 BOHRER Joseph : 94, 96, 101, 103.  
 BOIRAYON Antoine : 89, 92, 106.  
 BONNARD Pierre : 60.  
 BONNEFOY Henri : 138.  
 BONNEL Louis : 219.  
 BORDIGA Amadeo : 9-11, 15.  
 BOTON, Dr Yves de, dit *Duval* : 146, 178, 179, 181-183, 201, 219.  
 BOUCHERY Pierre : 143.  
 BOUKHARINE N.I. : 54.  
 BOURSIER J.Y. : 74, 93, 104, 166, 220.  
 BRAFMAN Marc : 203.  
 BRAUSCH Gabrielle : 26, 171, 172, 183.  
 BRAVEY Daniel : 78.  
 BRETON André : 19, 23.  
 BRIE Roger, dit *Benoit* : 76, 183.  
 BURLES Jean : 27, 28, 44, 46, 74, 127, 128, 140, 163-166, 175, 204.  
 CABANE Georges : 46.  
 CADRAS Félix : 65.  
 CAGÉ Suzanne : 60, 65, 85, 98, 120.

## Meurtres au maquis

- CARBONELL François : 135.  
CAREMA Pia : 153.  
CARRARA Henri : 104.  
CARRILLO Santiago : 95.  
CASCIOLA et SERMASI : 10.  
CÉLOR Pierre : 78.  
CERETTI Giulio, dit *M. Pierre*,  
*Pierre Allard*, *Jacques Martel*,  
*Sergio Toscani*, *Agostini*,  
*Lucien Flavien* : 157, 158.  
CÉZANNE Paul : 60.  
CHAMPROBERT Roger : 106, 111.  
CHAPELLE Albert : 116-126, 130,  
131.  
CHARLES VII : 40.  
CHAUSSENDE Marcel, dit *le Red* :  
92, 96, 98.  
CHAUVIN Jean-René : 163, 219.  
CHÉRON Georges : 78.  
CHIRON Clovis : 46, 74, 115, 124,  
127.  
CHURCHILL Winston : 99.  
COISSAC Louis : 141.  
COLIN Maurice : 90, 91.  
COMBECAVE : 95.  
COMBES Gérard : 195-200, 202,  
205.  
COMTE, dit Louis : 75.  
CORDOLA Albert : 104.  
COURTOIS Stéphane : 151-152.  
CRAXI Bettino : 154-155.  
  
DALADIER Edouard : 42.  
DAMEN Onorato : 15.  
DAZAUD : 147.  
DEFFERRE Gaston : 19, 20, 23.  
DEMAZIÈRE Albert : 20, 21,  
28-33, 49-53, 56, 86, 104, 115,  
120, 121, 122, 124, 129, 134,  
135, 138-140, 143, 169, 172-  
177, 204, 212, 219.  
DÉZIRÉ Georges : 152.  
DIMITROV Georgi : 36.  
DONOVAN Bill : 101.  
DOUSSON : 115, 124.  
DREVET Alexandre : 83, 186.  
DUCLOS Jacques : 152.  
DUFFOURD Henri : 104.  
DULLIN Charles : 126.  
DUMONT Joseph : 127.  
DUROUSSEAU (Commissaire) : 73,  
86, 125.  
  
DUVIGNAC Raymond : 71.  
  
ELTSINE B.N. : 212.  
ELZIÈRE Camille : 71.  
ESPIÑOZA Pierre, dit *Mario*, dit  
*la Puce* : 86, 96, 101, 149.  
  
*Fabien*, *Pierre GEORGES*, dit  
*Frédo*, dit : 166.  
FABRE François, père : 83.  
FALIGOT et KAUFFER : 100, 162.  
FAURE Gabriel, dit *Claude*, *Che-*  
*valier* : 150.  
FAVORITI Henri, dit *la Cuve* : 91,  
120.  
FAVRE Jean : 91, 95, 103, 105.  
FAY Victor : 178.  
FERRAT (André Morel dit) : 78,  
178.  
FEUCHTWANGER Lion : 23.  
FIELD Noel Haviland : 24.  
FONSALAS Joseph : 62, 63.  
FOUILLET, Mme : 83.  
FOURNEL Pierre : 143.  
FRANCO Francisco : 46.  
FRANK Pierre : 26.  
FRAUZIN Elio : 194, 195.  
FREMY Henry : 51.  
FROMONT Francine : 100.  
FRY Varian : 22, 23, 24.  
  
GARBIT Charles : 115, 130.  
DE GAULLE Charles : 36.  
GENTGEN : 99.  
GEORGES Daniel : 100.  
GERHARDT, Jan : 203.  
GERLIER Pierre : 40.  
GIDE André : 9.  
GIRAUD Henri : 57.  
GITTON Marcel : 152.  
GLAESER Jean : 115, 128, 130.  
GODEFROY Louis : 94.  
GOFF Irving : 101.  
GOLDBERG Oscar : 23.  
GORBATCHEV M.S. : 209.  
GRAMME : 187.  
GRAMSCI Antonio : 10, 11, 12, 14,  
16, 17, 152-153.  
GUÉRIN Daniel : 23.  
GUIDICELLI Henri : 95.  
GUILLAUME Jean-Louis, dit  
*Paul* : 77, 128, 166, 167.

## Index des noms

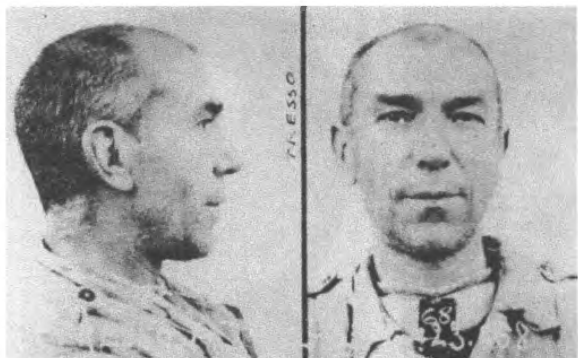
- GUILLEMOT Jean, voir SOSSO :  
GUINGOUIN Georges, dit *Raoul* :  
100, 141, 150, 151.  
GUYOT Raymond : 100, 151, 208.
- HAINCHELIN Charles : 59, 60, 61,  
67, 68.  
HEIJENOORT Jean Van : 20, 21,  
26, 217.  
HÉNAFF Eugène : 151.  
HEY TIN Catherine, dite *Cathe-  
rine Varlin* : 202, 203.  
HISARD Claude : 40.  
HITLER Adolf : 14, 15, 22, 42, 46,  
93, 216.  
HUTINET Henri, dit *Rossel* : 59,  
67, 69, 70, 84, 90-94, 98, 187.
- ILTIS Lucian ou *Lucien* : 162,  
170.  
IMS Marcel, dit *Robert* : 85.  
ITKINE Sylvain, dit *Maxime* : 181.
- Jaurès Jean : 163.  
JEANNE (D'ARC) : 40.  
JOANNÈS Victor, dit *Emile* : 58,  
62, 120, 152.  
JOSSE RAND Roger : 104.  
JOUBERT Alain, dit *Dejust,  
Henri, Riri, Riion* : 59, 62, 65,  
67, 68, 70, 83-85, 126-128, 137,  
145, 161, 163, 169, 170, 175,  
187, 205, 207.  
JOUBERT, Dr Camille, dit  
*Camille Juge* : 63, 65, 205, 207.  
JOUBERT Nicole : 62, 85, 129, 207.  
JULIEN Henri, dit *Jojo*, dit *le  
commandant Bossuet* : 84, 85,  
126, 168.
- KAGAN G. : 178.  
KAMENEV L.B. : 17, 213.  
KHROUCHTCHEV N.S. : 198, 209-  
210.  
KLEMENT Adolf, dit *Rudolf* : 35.  
KOESTLER Arthur : 23.
- LABRUX Camille : 72, 77.  
LAFON Jacques : 27, 46.  
LAMBERT Serge : 100, 101.  
LANDAU Kurt : 35, 178.  
LATTRE DE TASSIGNY Jean de :  
31, 32.
- LAURENT Pierre, dit *Paul  
Laurent-Darnar* : 67.  
LAVAL Etienne : 102, 103, 106,  
107.  
LAVAL Pierre : 51.  
LEFEUVRE René : 23.  
LEHMANN Maurice : 126.  
LEMOINE Marcel : 94.  
LÉNINE V.I. : 47.  
LÉON TRILLA Gabriel : 95.  
LEONETTI Alfonso, dit *Feroci*, dit  
*Souzo* : 13, 152-158, 178, 179,  
183, 184, 192, 196, 197, 206,  
219.  
LÉROUX Gaston : 84.  
LÉVI-STRAUSS Claude : 23.  
LI NOSSIER Paul : 62, 79, 135, 143.  
LONGO Luigi : 153.  
LOULIER Jean-Louis : 115, 130.  
LUSSU Emilio : 182.  
LUZY : 123-124.
- MAIER Gabriella, ép. Tranquilli-  
Silone : 31, 172, 179, 182, 217.  
MAILLOL Aristide : 120.  
MALOSSE Jeanne : 171.  
MALRAUX André : 70.  
MARAVAL Paul : 29, 30, 31, 34,  
46, 74-76, 78, 79, 115, 128, 164-  
168, 209.  
MARCHADIER Robert : 92, 94,  
107.  
MARSINKOVSKI Thadée : 145.  
MARTEL Charles : 78.  
MARTIN Mgr : 40.  
MARTINEZ Dominique : 101, 158.  
MARTINEZ Jean, dit *le lieutenant  
François* : 85, 94, 96, 158.  
MARTY André : 151.  
MARTY Etienne : 46.  
MASSON André : 23.  
MAURICE Violette : 57, 67, 69,  
70, 87, 90-91.  
MAUVAIS Léon : 151, 208.  
MAVOLLE Almire : 104.  
MÉKER Jacques : 166.  
MEYERHOFF Otto : 23.  
MICHEL Henri : 195, 199.  
MIHAÏLOVITCH Draga : 209.  
MIOCH François : 74-76, 178.  
MIOCH Philomen : 30, 48, 118,  
128.

## Meurtres au maquis

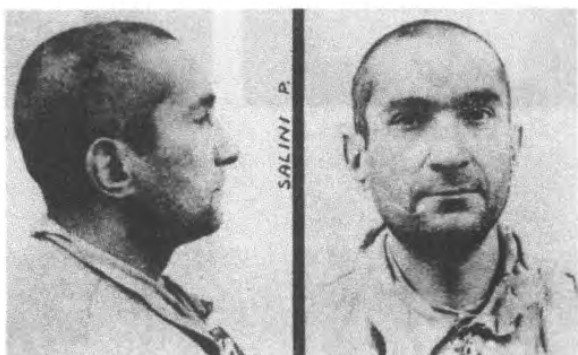
- MODIANO Hélène et René : 23.  
MOLINIER Raymond : 26.  
MOLOTOV V. M. : 42.  
MONFALCON Fausto : 192.  
MONNERVILLE Gaston : 19, 20.  
MORO Salvatore ou Salvador : 185.  
MOSCO : 202.  
MUSSOLINI Benito : 11, 12, 14, 15, 37, 46, 48, 50, 51, 216.  
NAVARRO Michel : 27, 168.  
NAVILLE Pierre : 18, 190, 215-217, 219.  
NENNI Pietro : 35.  
NÉRON Etienne : 94.  
NEVEU Henri : 102.  
NICOLAS fils : 136.  
NICOLAS père : 136, 187.  
NIN Andrés : 35, 37.  
NUÑEZ BALSERA Antonio, dit *Alonzo, Charles, Luis* : 95, 101, 170.  
OLLIER Augustin, dit *Maurice, Commandant Ravel* : 46, 55, 67, 71, 76, 79, 80, 114, 116, 119, 120, 122, 123, 124, 125, 128, 130, 136, 197, 205.  
OPHULS Marcel : 206.  
Orlov Aleksandr, FELDBINE, dit : 17, 101.  
PALMIER : 91, 92.  
PALMIER Mme : 92.  
PARISOT Paul : 219.  
PARRA Salvador : 70, 84, 90, 91.  
PARRAT André : 7.  
PASTOR Joseph : 166, 167.  
PATRIARCA Noël : 85, 96.  
PÉRET Benjamin : 23.  
PERGAUD Louis : 110.  
PERINETTI Raymond, dit *Andral, Brun* : 91, 93-95, 104, 120.  
PÉTAÏN Philippe : 22, 39, 40, 49, 206.  
PETIOT Pierre : 73, 74.  
PIATAKOV G.L. : 17.  
PIEROTTI Henri : 144.  
PICASSO Pablo : 61.  
PIERRE I<sup>er</sup> de Yougoslavie : 208.  
PIVERT Marceau : 23.  
PLANCHE Antonine : 62, 85, 98.  
PLISSONNIER Gaston, dit *Duchêne* : 151.  
POINSO-CHAPUIS Germaine : 20, 23.  
POLI Charles : 74, 75.  
PORETSKY N.M., cf. REISS : 34.  
PRADET Camille, dit *Gaby* : 99, 170, 187.  
PRAGER Rudi, dit *Auguste, Duret, Augustine* : 56, 176.  
RAVAZZOLI Paolo, dit *Santini* : 13, 152.  
Ravel Maurice : 197.  
REBOUL Jean : 25, 115, 145, 158, 160, 201.  
REISS Ignace : 34, 35.  
REY Antoine : 46, 48, 71-74, 79-81.  
REY Marcel, dit *Marceau* : 80.  
REY Pierre : 46, 73, 84.  
RIBBENTROP Joachim von : 42.  
RICHAUD Edmond : 79, 129.  
RIEU André : 95.  
RIGOUT Marcel : 214.  
RIMBERT Pierre (pseudo de Carlo Torielli) : 77.  
ROBERT Jean : 42, 115, 130, 131.  
ROBERT (Mme), dite *la Dorcas* : 137.  
ROCHE (abbé) : 87.  
ROMAINS Jules : 138.  
ROMEYER Paul : 71.  
ROSENTHAL Gérard : 217, 219.  
ROOSEVELT Eleanor : 23.  
ROOSEVELT Franklin : 23.  
ROUSSEL Jean : 152.  
ROUSSET David : 10.  
SADEK Abraham dit *André Lefèvre* : 8, 25, 37, 158, 171, 201.  
SADOU Georges : 59-61, 67, 76.  
SALINI Pierre (Maurice Sieglmann), dit *Ségol*, dit : 8, 25-28, 33, 49, 139, 145, 158, 160, 171-173, 179, 183, 201.  
SANGUEDOLCE Joseph : 91, 95, 105, 120.  
SCARAVAZZI : 95.  
SCHIAPELLI Stefano : 193, 194.

## Index des noms

- SCHMIERER, Dr Paul : 177, 178, 180, 181.  
SCHWARTZ, Dr Georges, dit *Seguin* : 178, 179, 198, 219.  
SÈDE Gérard de : 63, 64, 162, 163.  
SEDOV Léon : 34.  
SEDOV Sergei : 159.  
SEGHES Amma : 19.  
SERBAT Guy, dit *Esquirol, Cay-lus, Cayrol* : 91, 100, 170, 202, 219.  
SERGE Victor : 23.  
SILONE Ignazio (Secundo Tranquilli, dit) : 12, 179, 182, 219.  
SIRINELLI Pierre : 19, 25.  
SKLEDAR Josef : 145.  
SMIRNOV I.N. : 17.  
SOSSO Domenico, dit *Minot* : 66.  
SOSSO Giovanni, dit *Capitaine Jean, Jean Auber, Blache, le Grand Pierre, Colonel Guillemot* : 58, 60-67, 76, 79, 80, 85, 87, 89, 92, 94-96, 98, 99, 101, 105-107, 114, 137, 138, 146, 149, 158, 161, 162, 169, 170, 175, 187, 201, 202, 204, 209.  
SOUTOU : 182.  
SOUVIGNET Alfred : 94.  
STALINE Joseph : 14, 15, 25, 37, 42, 46, 53, 54, 93, 101, 110, 128, 142, 149, 168, 176, 207-209, 213-215, 223.  
STERNBERG Karel : 21.  
TALLEYRAND : 154.  
TARELLI Alfred : 95, 104.  
TAUBMANN Michel : 150.  
THÄLMANN Ernest : 34.  
THOREZ Maurice : 36, 217.  
THOUREL Marcel : 151.  
TILLON Charles : 57, 151, 208.  
TITIEN : 110.  
TITO Josip Broz, dit : 99.  
TOGLIATTI Palmiro, dit *Ercoli* : 13, 14, 36, 37, 153-157, 178, 189, 192, 194, 201, 205, 209.  
TRÉAND Maurice : 67.  
TRESSO Pietro, dit *Lanzi, Blasco, Julien* : 7, 10-26, 33, 37, 47, 54, 109, 114, 135, 136, 145, 147, 152-158, 162, 168, 172, 173, 175, 176, 178-182, 186, 187, 190, 196, 198, 199, 201, 208, 209, 218.  
TROTSKY L.D. : 13, 17, 26, 29, 30, 34, 35, 46, 54, 70, 159, 178, 213-215.  
TURREL Henri : 210.  
VALIANI Léo : 178.  
VASSAN Albert : 67.  
VERNEY François, dit *le Pilote* : 80.  
VERNOCHET Léon : 78.  
VIAL Hippolyte : 62, 84, 116.  
VIAL Théodore, dit *Bibi, Bob, Massat, Théo Vial-Massat* : 62, 84, 87, 117, 119, 135, 137, 143, 144, 145, 169, 170, 171, 186-189, 204-205.  
VIANNET Jean : 136.  
VICTOR-EMMANUEL III : 12.  
VIERNY Dina : 20.  
VIGNE Edmond, dit *Johnny* : 78, 133.  
VINCENT Georges, dit *le Mataf* : 80, 83.  
WODLI Georges : 58, 85.  
WOLFF Erwin, dit *Braun* : 35.  
ZINOVIEV G.E. : 17, 54.



4. Pietro Tresso  
prisonnier.



5. Pierre Salini  
prisonnier.



6. Paul Maraval  
prisonnier.



1. Barbara en 1942.

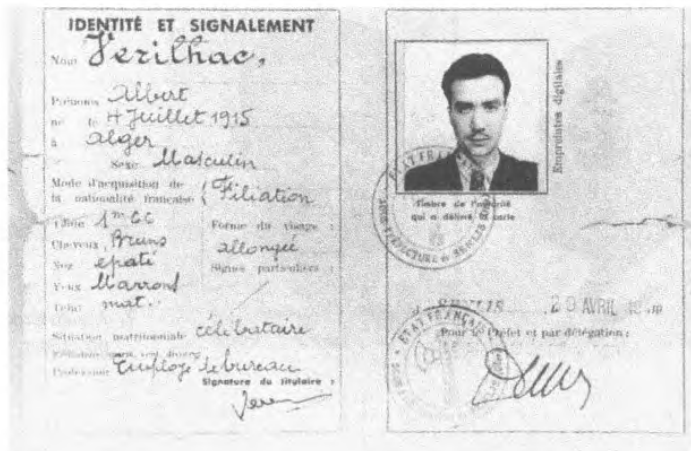


2. Pietro Tresso.



3. Barbara et Tresso à Marseille.





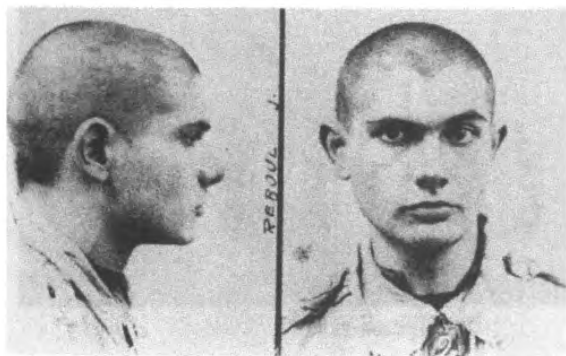
9. Fausse carte d'identité d'Albert Demazière.



10. La prison du Puy.



7. Abram Sadek  
prisonnier.



8. Jean Reboul  
prisonnier.



13. Le Colonel Sosso-Guillemot et le Commandant Vial-Massat lors d'une prise d'armes en août 1944 à Saint-Etienne.



11. Le gardien Albert Chapelle,  
déguisé en curé.



12. Le gardien Chapelle et sa femme,  
recherchés par la police.



emme Chapelle

# ROUCE MIDI

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS - S.F.I.C.

REGION DES BOUCHES-DU-RHON (Edition Spéciale)

Juillet 1942.

PUBLICATION DE LA LISTE NOIRE REEDITEE & MISE A JOUR.

Sans faiblir, plus de deux ans et demi que notre Parti travaille dans l'illégalité, en poursuivant sa lutte héroïque pour la libération du peuple Français.

La grande bataille implacable, qu'il poursuit contre l'occupant et leurs valets de Vichy maleré la trahison des GITON et autres PASTOR, POLIASTRINI Adolphe etc, rien n'a pu ébranler la confiance qu'ont placée en lui des millions de travailleurs et de français honnêtes qui en combattant avec lui ont crié "Vive ceux de nos héros morts PERI - SAMPAYX - BERNARD - BACANOLD" et autres patriotes immortels.

Notre Région poursuit victorieusement sa lutte, digne de notre grand Parti doit exercer, une vigilance continue, pour déjouer la provocation et faire échec à la répression. Les traîtres, aventuriers lâches et policiers doivent être châtiés. Qui se réclame du Parti et travaille à côté, travaille contre la Parti. Le groupe de policiers PASTOR à Cie blanchis par des condamnations à mort par contumace, protégés par la police, font tourner une officine du Ministère de la Justice, en diffusant des journaux "LE MOT D'ORDRE" "LE PÈRE FRANÇOIS" essayant de semer le désarroi parmi les masses et préparant pour la police un coup de main dans nos rangs. Les ouvriers ne seront pas dupes. Qu'une large diffusion de cette liste soit faite dans nos rangs et au-delà. En renforçant la confiance des membres du Parti que cette œuvre de salubrité, conduite énergiquement, les stimule pour décupler leurs efforts et les méthodes de sécurité.

## UN PARTI QUI S'EPURE EST UN PARTI QUI SE RENFORCE.

Mettant bas le masque des traîtres, notre Parti s'arme pour la conduite victorieuse et finale de la lutte du Peuple de France.

LE REGION COMMUNISTE DES B. du Rhône.

P.S. : Les directions de Sections doivent prendre toutes dispositions pour porter rapidement la connaissance de tous les groupes de premier numéro spécial, le seul auquel nos camarades doivent foi. Un prochain numéro suivra.

## LISTE DES TRAITRES, POLICIERS, PROVOCATEURS, AVENTURIERS OU LACHES.

**PASTOR Joseph** -De la plaine. Traître du parti, blanchi par une condamnation à mort par contumace. Théoricien politique du

**PASTOR Joseph** -De la plaine. Traître du parti, blanchi par une condamnation à mort par contumace. Théoricien politique du groupe travaillant sous la protection directe de la police, accomplit son œuvre de division et de provocation, essayant de tromper les camarades par la dite condamnation.

**GUILLAUME dit PAUL** -Ex membre de la direction des J.C. période illégale a commis différentes fautes très préjudiciables aux J.C. Jeune aventurier remis une Ronéo au groupe PASTOR, machine appartenant aux J.C. Actuellement a Marseille.

**BONFILS Jeune** -A eu des rapports avec ANDREANI des tabacs a été interné puis relâché d'un camp. Très orgueilleux, excessivement douteux. Ancien membre des J.C.

**MATTON César** -Ancien Conseiller Général du 5° Canton s'est lamentablement dégonflé lors de son procès. Au camp de Chibron où il était interné; était tenu à l'écart par nos camarades. Avait demandé son adhésion au Parti Socialiste au début de la guerre. Véritable loque, peureux, dégonflé, mouchard. La liberté à Marseille. Recevoir comme il convient ce traître qui cherche à se faire plaindre par les camarades.

# Attention...

**aux provocateurs,  
mouchards,  
escrocs,  
et trotskistes !**

## DÉMASQUONS LES ENNEMIS !

Afin de faciliter le travail des militants dans la consultation des listes noires parues jusqu'à ce jour, nous avons décidé de faire paraître un répertoire des listes déjà parues, allant du N° 1 au N° 8. Ceci leur permettra de trouver très rapidement si l'individu qui les intéresse a été exclu du Parti communiste ou d'une organisation ouvrière.

À la début de chaque année, nous ferons ainsi paraître un petit répertoire alphabétique des noms parus dans les différentes listes noires qui auront été établies au cours de l'année précédente.

Nous attirons tout particulièrement l'attention des militants sur l'importance de ces listes noires. Elles doivent être distribuées aux militants responsables des organisations de masse, afin que ceux-ci les consultent le plus souvent possible, dans le but d'empêcher qu'un exclu s'infilte à nouveau dans les rangs du Parti communiste ou des organisations ouvrières pour y recommencer son travail de désagrégation ou ses escroqueries.

Ces listes noires, pour être une arme efficace entre les mains des militants, doivent être largement utilisées de façon à faire connaître à tous les ouvriers les éléments à l'égard desquels ils doivent observer la plus grande vigilance et qu'ils doivent combattre avec la plus ferme énergie.

La vigilance à l'égard des provocateurs trotskistes n'a jamais été plus nécessaire. Aujourd'hui, le développement du Parti communiste et des organisations ouvrières a décuplé la haine de la bourgeoisie, mais ses méthodes ont changé; au lieu de la répression brutale et grossière, elle utilise des méthodes plus subtiles, plus raffinées et, par conséquent, plus dangereuses.

Afin de détruire le Front Populaire et de diviser la classe ouvrière, et ses organisations, la bourgeoisie emploie, avant tout, les criminels de droit commun, les agents sans scrupules du fascisme international que sont les trotskistes. Pour réaliser leur ignoble besogne dans l'intérêt de leurs maîtres de Rome et de Berlin, ceux-ci cherchent à pénétrer partout, en masquant par tous les moyens leur véritable figure.

C'est la raison pour laquelle nous pensons que ces listes noires peuvent et doivent être une arme de grande valeur entre les mains des militants, car elles aideront efficacement à démasquer ces éléments, pourvu qu'elles soient fréquemment et amplement consultées, et non pas rangées au fond d'un tiroir.

C'est également pourquoi nous insistons auprès des militants pour qu'ils nous fassent part de leurs suggestions qui permettront d'améliorer ces listes noires et aideront à parfaire l'arme qu'elles nous procurent, au service de la classe ouvrière dans sa lutte contre la provocation, le mouchardage et le trotskisme.

# MEURTRES AU MAQUIS

L'histoire est comme les icebergs, elle bascule et se découvre avec la marche du temps. Il aura fallu la chute du mur de Berlin, l'effondrement de l'Union soviétique pour que l'on sache enfin comment Pietro Tresso – fondateur du Parti communiste italien avec Antonio Gramsci et Amadeo Bordiga – fut assassiné, en octobre 1943, au maquis FTP Wodli, en Haute-Loire. Tresso, dit *Blasco*, combattait à la fois fascisme et stalinisme.

Tresso et ses compagnons, Abram Sadek, Pierre Salini et Jean Reboul, avaient été condamnés aux travaux forcés par les tribunaux de Pétain en 1942. Comme tant d'autres, ils connurent les camps d'internement, les transferts menottés et les prisons. Ils s'évadèrent de celle du Puy-en-Velay dans la nuit du 1<sup>er</sup> octobre 1943 avec une centaine de résistants pour rejoindre le maquis dans les forêts montagneuses du pays d'Yssingeaux.

Les combattants furent isolés, puis détenus à nouveau et assassinés par d'autres combattants. Des partisans qui se prévalaient de Staline, quand les quatre se réclamaient de Trotsky.

Le silence recouvrit ces meurtres pendant plus d'un demi-siècle. Mensonges, dénégations, peurs et faux-fuyants voleront pourtant en éclats : les partisans du maquis Wodli, aujourd'hui des messieurs âgés, permettent enfin d'établir la vérité.

Pierre Broué et Raymond Vacheron relatent comment ces meurtres ont été ordonnés par les agents de la machine policière du Kremlin. *Meurtres au Maquis* est à la fois une enquête et un récit d'investigation, un réquisitoire contre le stalinisme réglant ses comptes dans les rangs mêmes des partisans.

*Raymond Vacheron, né en 1953, militant syndical au Puy-en-Velay, a travaillé six ans sur l'histoire du maquis Wodli.*

*Pierre Broué, né en 1926, docteur ès lettres, a été professeur d'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de Grenoble. Auteur d'une vingtaine d'ouvrages ayant trait à l'histoire du communisme, il est notamment l'auteur d'une monumentale biographie de Léon Trotsky.*

ISBN 978-2-246-54021-2



24.50 €

prix valable en  
France

37 5925 5  
97-III